

Le Monde

idées

Le dévergondage fiscal

par SERGE-CHRISTOPHE KOLM (*)

L'AUGMENTATION des impôts est une erreur macro-économique. Je suis désolé d'aller à contre-courant de ce qu'il est à la mode de dire à Paris (les restrictions nécessaires, etc.), mais c'est ce qu'indique le raisonnement et cette mode est si novatrice qu'il faut le dire.

Le « plan de rigueur » du printemps - impôts et emprunt forcé - diminue l'activité économique, comme prévu. Il en résulte une baisse des rentrées fiscales à taux d'impôts donnés. D'où, pour compenser, l'augmentation des taux d'imposition décidée à l'automne. Mais cela fera décroître encore l'activité économique. Ce qui diminuera les rentrées fiscales. Et ainsi de suite : jusqu'à quand, jusqu'où, continuera-t-on cette spirale infernale de la déflation, de la crise faite par le gouvernement ?

Celui-ci a lancé son plan pour réduire le déficit des échanges extérieurs en restreignant les importations. Cette baisse des revenus a bien cet effet, mais à quel prix, avec quels gaspillages ? C'est la pire des façons d'obtenir ce résultat.

L'idée est que puisque, lorsque les Français reçoivent 4 F, ils en dépensent 1 en importations de l'étranger, pour supprimer ce 1, il suffit de couper les 4. Y compris les 3 qui, dépensés en France, donnaient emploi et revenus à des Français, et deviennent purement gaspillés sous forme de masque à produire du chômage involontaire.

Surtout, le gouvernement n'a pas vu que cette réduction du déficit extérieur par la déflation (« austerité », « rigueur ») a une logique tout à fait différente de celle de l'usage classique de cette politique dans le but final de diminuer l'inflation (comme l'ont fait par exemple les États-Unis et l'Angleterre, dont les monnaies flottent). En effet, quand la baisse de revenu et d'emploi finit

par abaisser le taux de hausse des prix assez longtemps, l'observation de cette moindre inflation restreint les anticipations d'inflation, ce qui limite aussi l'inflation, et une relance de l'économie peut alors avoir lieu, sans relancer aussi fortement l'inflation, si elle est assez progressive. Rien de tel n'existe si l'objectif final est le déficit extérieur : dès que l'on relance pour sortir du trou, les importations et le déficit repartent aussi. La logique de cette politique impose donc d'y rester.

Il y a pis encore. Tant que notre inflation reste supérieure à celle de nos « partenaires commerciaux », il en résulte une dégradation permanente de nos « termes de l'échange » qui cause un déficit extérieur toujours croissant. Pour compenser cela par la méthode choisie (dite « rigueur »), il faut diminuer sans cesse les revenus et l'emploi en France.

Le gouvernement a certes au moins vu que cet excès d'inflation cause du déficit extérieur. Mais il existe un moyen très simple d'y remédier : faire glisser le franc par rapport aux autres monnaies de la différence constatée pour compenser l'effet de celle-ci sur les rapports des prix moyens nationaux. On évite ainsi ces coûts sévères et inutiles de la déflation. Et en glissant encore un peu plus, on peut relancer pour croître plus vite que les voisins, notamment en diminuant les impôts.

Où sont les « effets pervers » ?

Il est à la mode, à Paris, de dire que de tels mouvements du franc n'améliorent pas nos comptes extérieurs mais au contraire les détériorent, à cause des « effets pervers » dus à ce que les importations coûtent plus cher

(en francs). Mais si c'était le cas, l'excès d'inflation, qui fait croître les prix étrangers, diminuerait notre déficit et il en faudrait le plus possible. La moindre des choses qu'on doit exiger d'une pensée est sa cohérence logique.

C'est cette politique, et non celle que l'on suit, qui est conforme aux accords du système monétaire européen. Ceux-ci exigent en effet une « stratégie de retour au plein emploi », alors que la politique déflationniste actuelle fait le contraire. La réduction fiscale irait aussi, en elle-même, dans le sens de la libéralisation économique qu'ils préconisent. Cette politique du franc d'équilibre aiderait nos partenaires à établir le leur (car un déficit de l'un est un surplus inflationniste de l'autre) : ils n'auraient donc pas de raison de refuser les changements des « taux-pivots » quand c'est nécessaire.

Cette politique n'a rien à voir avec les dévaluations brutales auxquelles nous sommes droit, qui créent des « effets pervers », font fluctuer la balance des paiements au lieu de la redresser, secouent une économie qui a besoin de régularité, et déclenchent la spéculation avides de gagner - ou de ne pas perdre - un certain pourcentage en une seule nuit. Elle est aussi supérieure sur tous les plans, on le montre aisément, à toute forme de protectionnisme à objectif économique global.

Cette stratégie du franc assurant l'équilibre extérieur permet de libérer l'économie de son garrot fiscal au lieu de la serrer de plus en plus. La réduction d'impôts entraîne reprise de la croissance et disparition rapide du chômage involontaire. Cette nouvelle

croissance permet de financer dépenses privées et publiques, transferts et budget social. La baisse des prix est alors freinée par les baisses d'impôts, qui sont des diminutions de coûts, et par l'augmentation de la production, qui répartit les coûts fixes que l'entretien (justifié) des chômeurs a rendu très élevés au niveau national. Si cela n'y suffit pas, une politique directe des prix et des revenus - ce fut à peu près le seul succès de ce gouvernement - peut faire le reste. Cette croissance requiert une augmentation des moyens de paiement, et l'émission de cette nouvelle monnaie finance le déficit public et même le requiert au moins en partie (1).

La politique actuelle du gouvernement français est, hélas, aux antipodes de ce qu'il faudrait faire. Ce n'est pas par principe ou idéologie, mais simplement par défaut de comprendre comment fonctionne notre économie. Un ensemble d'idées, à ce sujet, s'est répandu dans les milieux dirigeants et « pensants » parisiens, bien qu'il soit contraire à des faits patents, et qu'il ne prenne pas en compte les possibilités les plus intéressantes. C'est un effet de mode, où chacun, impressionné par l'unanimité des autres, bloque un esprit critique et une imagination et se contente de quelques phrases explicatives superficielles sur des effets partiels.

L'histoire de la pensée économique montre que ce genre de phénomène social est courant dans ce domaine. Il est maintenant en France, vraiment trop coûteux en chômage, baisses de bien-être, pertes de liberté économique et décadence économique nationale.

(1) Cette critique et cette politique sont exposées en détail dans notre ouvrage *Sortir de la crise*, à paraître aux Éditions Hachette, octobre 1983.

LU

« ANDROPOV AU POUVOIR », de Jaurès Medvedev

Un auteur trahi par la précipitation

« D'EUX mois seulement séparant l'édition française de ce livre de son édition anglaise, vous voilà prévenu : cet ouvrage a été vite fait. Hélas ! cela se voit. Jaurès Medvedev est bien arrivé le premier sur le marché, mais dans quel état ! Ce livre n'est qu'un brouillon. Pas du tout intéressant certes, mais trop souvent approximatif. Comment le lecteur va-t-il démêler le vrai et l'incertain ? On a peine à imaginer qu'un auteur de cette qualité ait consenti à bâcler et de ce fait à gâcher son travail.

Quelques exemples parmi d'autres : J. Medvedev raconte que, lors de l'affaire du groupe antiparti (juin 1957), « le départ de Chépilov (du ministère des affaires étrangères) laisse le poste vacant pour Andreï Gromyko ». Mais M. Gromyko était déjà depuis quatre mois ministre des affaires étrangères lorsque M. Chépilov fut axé du groupe dirigeant pour avoir conspiré contre Khrouchtchev. Un peu plus loin l'auteur trébuche par mégarde MM. Chépiline et Semitchev, qui sont toujours vivants. Il affirme que tous les deux « moururent paisiblement dans la disgrâce ».

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'il s'embrouille lui-même. Ainsi, à la page 205, il écrit qu'à la Maison Blanche, M. Reagan « ne disposait à titre de spécialiste de l'Union soviétique que du professeur Richard Pipes, plus connu comme historien de la Russie tsariste (ainsi que pour ses opinions antisoviétiques) et son manque de tact ». Mais dès la page 210 il se ravise : « Avec le départ du professeur Pipes, la Maison Blanche et le département d'État perdirent un conseiller qui avait une bonne connaissance de l'Union soviétique ».

Quel dommage d'abîmer ainsi une marchandise qui vous mettrait l'eau à la bouche et qui aurait, sans doute, tenu les promesses de la publicité si on avait pris le temps de l'ordonner. Car dans ce matériel qui nous est maintenant présenté en français ou presque - il y a bien des richesses. J. Medvedev connaît sur le monde dirigeant soviétique, nombre d'histoires qui ne sont jamais publiées à Moscou. Des anecdotes jamais expliquées, par exemple celle de Tolstouchkine, ancien premier secrétaire du P.C. à Leningrad, s'échappant par ce qu'il en dit.

On ne fera pas l'injure à J. Medvedev, qui fut pratiquement chassé d'U.R.S.S., de le ranger parmi les propagandistes de M. Andropov. En maints endroits à dit, d'ailleurs, les réserves que lui inspirent ceux qui dès novembre 1982 ont célébré les mérites du nouveau numéro soviétique. Mais voilà qu'il tombe lui-même dans la panacée. Qu'il juge M. Andropov beaucoup plus intelligent que son rival, M. Tchernomirski, cela va de soi. Passe encore qu'il sache gré d'avoir protégé quelques intellectuels dissidents, si c'est avéré. Mais, par petites touches et comme à son insu, il finit par donner une image très floue de son modèle. Ce qui l'ennuie à noter, dans sa conclusion : « Les premiers indices de son « règne » sont contradictoires mais se font, en termes de politique étrangère, sentir la cause de la paix mondiale ».

A ce moment on pense à l'histoire des obèses célébrés par un officier qui, faute d'avoir préparé son homélie, s'écrie : « C'était un homme bon ». Alors la veuve murmure à l'oreille : « Venez, on s'est trompé d'enterrement ».

BERNARD FÉRON.

* Andropov au pouvoir, Flammarion, 254 pages, 28 F.

LETTRES AU Monde

Monuments « réservés » ?

Je me réfère à un article paru dans le Monde daté du 2 septembre, indiquant les effets effectués par M. Mitterrand parmi les projets relatifs à l'opéra de la Bastille.

Il est indéniable que le prédécesseur immédiat de M. Mitterrand a procédé de façon analogue en ce qui concerne le musée d'Orsay de la Défense, et que Louis XIV a eu une part prépondérante dans les plans de Versailles. Je me demande s'il entre dans les attributions du président de la République de trancher des concours d'architecture. Il me paraît difficile d'admettre que cela fasse partie du « domaine réservé » dont M. Mitterrand a mis en son temps en doute la constitutionnalité. A ma connaissance, le président des États-Unis n'est jamais intervenu dans l'aménagement de la nouvelle National Gallery de Washington, et ni sa Gracieuse Majesté, ni son premier ministre, n'ont eu leur mot à dire en ce qui concerne les plans du Barbican Center à Londres, bien qu'il soit osé d'affirmer que c'est la raison qui fait que ces établissements sont plus vivables que le Centre Georges-Pompidou.

ANATOLE BRAUN
Oxford
(Grande-Bretagne).

Delors...

Ayant lu, dans vos colonnes, les recommandations de M. Delors quant aux facilités qui seraient offertes aux contribuables ayant quelques problèmes pour payer le solde de leurs impôts, je tente ma chance.

L'unique guibet ouvert, à cet effet (perception du 6^e arrondissement), est orné d'une pancarte bâtonnée collée : « Les délais ne sont accordés qu'aux seules personnes touchées par le chômage ». Le nom de Delors timidement murmuré n'entraîne que haussement d'épaules et jugement bien senti. On ne propose toutefois de payer dans le temps, avec majoration, le tout agrémenté d'un commentaire à voix haute afin de décourager la foule des nauts ou impéunieux qui, comme moi, font la queue dans l'espoir de quelque sursis.

Peut-être devrais-je faire comme notre ministre : ne lire que l'*Equipe*, ce qui m'éviterait de croire ce qu'un vain politicien recommande à ses administrés.

C. TREMBLAY
(Paris).

Roger Garaudy répond...

Après mon article : « Pourquoi je suis musulman », j'attendais que celui-ci ait pu paraître dans le Monde du 10 septembre.

Un musulman pleure disait : « Je te donne ce que j'ai ; tu me donnes ce que tu as ». Dans cet échange, M. Garaudy a pu à donner, sinon l'occasion de rappeler, contra des ignorances étranges (qu'il n'est malheureux pas seul à partager), quelques points fondamentaux.

Il me reproche d'avoir affirmé que le prophète Mohamed n'a jamais prétendu créer une religion nouvelle, mais rappeler à la foi fondamentale d'Abraham. C'est pourtant ce que le Coran enseigne : « Qui donc professe une meilleure religion que celle qui répond à l'appel de Dieu, qui fait le bien et qui suit la religion d'Abraham ? » (IV, 125), et, par conséquent : « Suivez la religion d'Abraham » (II, 135). Le Coran recommande de s'adresser fraternellement aux juifs et aux chrétiens : « Dites : Notre Dieu, qui est votre Dieu, est unique, et nous lui sommes soumis » (XXXIX, 46).

M. Garaudy me reproche d'avoir dit qu'il n'est musulman n'est pas révéler Jésus. A-t-il l'ignorance médiévale de la manière dont il est parlé de Jésus dans le Coran : « Qui le Messias, Jésus, fils de Marie, est le Prophète de Dieu : il est Sa Parole, qu'il a semé en Marie, un Esprit émanant de Lui » (IV, 171) ?

Je ne veux nullement ainsi faire un cours de théologie sur la christologie dans le Coran, mais combattre seulement des clichés généraux d'incompréhension et de haine, comme j'ai toujours tenté de le faire, par les dialogues entre chrétiens et musulmans, comme avec le « dialogue des civilisations ». Cinq siècles d'une sanglante histoire ont montré que l'intolérance de la dimension divine, transcendante de l'homme, a conduit à une jungle où s'affrontent les volontés de croissance, de puissance et de violence des individus, des groupes et des nations, et peut nous conduire à un suicide planétaire.

L'occultisme total que j'invoque est dans le Coran : « Nous croyons en ce qui a été à Moïse, à Jésus, aux prophètes, de la part de leur Seigneur, nous ne faisons point entre eux de différence » (II, 36 et III, 84). A côté de l'immensité de cette tâche, quelle peur rançonne dans le cri de M. Garaudy : « Je ne connais qu'un seul Allah ; c'est celui qui m'a foutu dehors de mon pays » ! Il m'est arrivé, à moi aussi, d'être exclu d'une communauté. Je lui avais donné trente-sept ans de ma vie. J'en ai souffert à en mourir ; mais jamais je ne me confondrai les quelques hommes qui m'ont fait cela avec le maréchal, et jamais je n'ai parlé ni ne parlerai ainsi à la communauté fraternelle à laquelle j'appartiens, même si ses dirigeants provisoires m'en ont exclu.

« Pourquoi se convertir à quelque chose qui est inexistant ? », insista M. Garaudy. J'ai dit déjà qu'il n'existe pas davantage de « société chrétienne », mais que Jésus demeure un ferment de nos vies, et qu'il nous appartient, contre toutes les pesanteurs du passé, de faire toujours davantage « exister » sa brèche dans l'histoire. Il en est de même pour le judaïsme ou l'islam, quelles que soient leurs perversions historiques.

Bien entendu, cela suppose que l'on ne se réduise pas au petit positivisme dont se réclame M^{me} Lily Skanasi, qui nous propose ce principe de vie : « Il y a des atomes, et il y a de l'espace » - et tout le reste est opinion. » Principe de mort pour tout ce qui donne un sens et une beauté à la vie : l'espérance - à défaut de la foi, l'art, l'amour, ne se réduisent pas aux atomes, à l'espace et à l'opinion. Je souhaite seulement à M^{me} Skanasi de dépasser cette « suffisance » pour vivre une vie à visage humain.

Je remercie le docteur Benoît Gammer de poser enfin, avec force et humilité, le vrai problème : contre toute tentation de triomphisme (à ne voir l'islam qu'à travers des textes), n'oublier jamais « les contradictions et les souffrances », dans les sociétés islamiques comme en toute société, et appeler les uns et les autres à s'interroger sur leurs responsabilités historiques. Puisse son appel être entendu par les « suffisants ». J'accepte sans réticences sa critique. J'essaierai, pour ma part, de lui être fidèle.

Le cèdre sans voix

La communauté libanaise de France est en deuil. La Voix du cèdre s'est tue, subitement bâillonnée, sur ordre du gouvernement français. Des milliers de Libanais, surtout ceux de condition modeste dont la radio est la plus accessible, sinon le seul moyen de communication avec le Liban, se trouvent désormais en plein désarroi, coupés de leur malheureux pays. Ainsi donc la France socialiste, générale et libérale, protectrice des faibles, n'aurait pas les moyens de ménager sur ses ondes une petite place à un pays ami plongé dans la tourmente ?

Personne ne le croira - en tout cas pas les Libanais qui se sentent aujourd'hui bafoués et trahis, - et ce ne sont certes pas les pitoyables arguments invoqués par le ministre français de la communication qui dissiperont le sentiment de honte qui les submerge aujourd'hui. Seule réprobation manifestée par nos amis français empêchera cette vilaine action de sonner le glas de la plus belle image de la France, celle des libertés.

Y. GABRIEL
(Paris).

Marx et la haine

Le marxisme, dit-on, est dépassé. Même si François Mitterrand a admis (*Changer la vie*, p. 10) que « l'apport théorique principal qui inspire le parti socialiste est et reste marxiste ». Le marxisme est « dépassé », dans la tête de ceux qui ne l'entendent point, dit François Chatelet. Et de ceux qui ne regardent pas la carte du monde, pourrait-on ajouter.

Le marxiste de base ignore généralement ce que Marx lui-même appelle sa « conception du monde », la théorie (*die Theorie*, dit-il lui-même) qui fonde sa praxis. Pendant dix ans, professeur de lettres dans une école de formation de cadres, j'ai pu le constater presque quotidiennement.

Mais d'éminents marxiste et marxologues oublient délibérément ce qui saute aux yeux à travers une lecture assidue de toute l'œuvre, la parole sous-jacente à tous les mots, qui semble l'essence de cette âme singulière, une âme « rongée de part en part » (« eine durch und durch zerfressene Seele »). La haine. (« Pure calomnie », dira-t-on aux masses, qui n'ont pas la possibilité de juger sur pièces.)

FRANÇOISE OLIVEAU
(Salles-de-Béarn).

Le triangle rose ?

Certains médias portent leur part de responsabilité si, pour beaucoup, l'homosexualité et le SIDA sont liés par un rapport de cause à effet. De multiples articles évoquant cette maladie ont été autant de coups bas envers la minorité homosexuelle. « Le cancer gay », « La maladie des homosexuels », tels ont été, entre autres, les gros titres racoleurs de certains quotidiens qui ont provoqué notre indignation.

Le péché 83 reste une « grande folie » ébérée, fragile et insouciante, qui refuse la réalité. Cette vision caricaturale et injurieuse n'est pas nouvelle, mais on veut faire maintenant de nous des individus dangereux pour la communauté. Notre époque a ses nouveaux « pestiférés ». Le SIDA nous contraindra-t-il, à nouveau, au port du triangle rose ?

De nouveaux arguments sont donnés au « racisme » antihomosexuel. Devant ces attaques perfides, nous sommes en droit de nous sentir menacés. Tant que notre parole ne sera pas prise en compte, tant que nous n'aurons pas les moyens légaux (extension à l'orientation sexuelle des lois antiracistes et antisémites) de contrer de tels débordements, nous n'obtiendrons jamais la reconnaissance à laquelle nous avons droit.

DENIS BOULLE
membre du Copark
(Comité parisien
antirépressement homosexuelle).

Chères chevilles

Pourquoi les joueurs de ballon rond français ne sont-ils pas équipés de ces bandages protecteurs utilisés en R.F.A. et en Hollande depuis 1982, lesdites protections diminuant de 75 % les blessures et fractures aux chevilles ?

Utilisées depuis 1980 aux États-Unis par les joueurs professionnels de basket-ball, des protections similaires ont permis de diminuer de 50 % le nombre de fractures et blessures. Les caisses des équipes professionnelles, aux États-Unis, ont ainsi moins de débours, et le taux des assurances, pour ces joueurs payés très cher, a fortement diminué.

En France, l'exemple de José Fontaine, meilleur buteur de Coupe du Monde de football, pourrait pourtant aider à réfléchir.

VINCENT IMBO
Châtillon-Coligny
(Loiret).

Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 2 octobre, publié :

Témoignage sur la civilisation des édicules

(un pastiche de Michel Wiedemann)

- Les enfants de Mondragon.
- Les dynasties du vitrail.
- Crevettes en basse-cour.
- Un entretien avec Jean-Paul Dollé.
- Une nouvelle de Breyten Breytenbach.

et ses chroniques habituelles

oct 1 1983

150

Le Monde

étranger

LE DÉBAT SUR LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE

La mise au point du département d'Etat :

« La parité soviéto-américaine est la seule base acceptable »

La mise au point diffusée jeudi 29 septembre, au nom du département d'Etat, par l'ambassade des Etats-Unis à Paris, après les déclarations de M. Bush, est ainsi rédigée :

« Comme tous ses prédécesseurs, l'actuel gouvernement [américain] considère que la parité soviéto-américaine est la seule base acceptable pour des négociations entre nos deux pays sur les forces nucléaires. En même temps, nous avons pris note des déclarations des gouvernements britannique et français, ainsi que chinoises, indiquant qu'à la condition que des réductions significatives se soient produites dans les forces nucléaires des Etats-Unis et de l'Union soviétique, ces gouvernements pourraient être disposés à reconsidérer leur propre position en ce qui concerne l'inclusion de leurs propres forces nucléaires dans le contrôle des armements. »

Le vice-président (Bush) a simplement rendu compte de notre soutien aux positions prises par les gouvernements britannique et français.

La solution consistant à négocier dans le cadre d'une seule négociation sur les forces intermédiaires et stratégiques a été prise en considération dans le passé, tout particulièrement dans les mois qui ont précédé la décision de l'OTAN en 1979 (1). A la fois, les Etats-Unis et leurs alliés étaient parvenus, à cette époque, à la conclusion que la

conduite d'une négociation séparée sur les forces intermédiaires (F.N.I.) offrait la meilleure perspective de résultats rapides et positifs. Cette opinion reste celle des Etats-Unis et de leurs alliés. C'est pourquoi l'idée de fusionner les deux négociations ne fait l'objet d'aucun examen.

Même lorsque l'idée de négocier à la fois sur les forces intermédiaires et stratégiques était envisagée auparavant, il n'a jamais été considéré que l'Union soviétique devrait, dans le cadre d'une telle négociation, recevoir une compensation pour l'existence des forces de pays tiers. La parité soviéto-américaine continuera d'être la seule base acceptable pour des négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. »

(1) La décision de décembre 1979 sur les armements spécifiait que les négociations à engager avec l'U.R.S.S. auraient lieu « dans le cadre de SALT-3 ». (N.D.L.R.)

« Les pacifistes dans la City. — Plusieurs centaines de manifestants ont envahi jeudi 29 septembre les rues de la City, le quartier des affaires de Londres, pour protester contre les investissements dans les industries d'armement. Les protestataires ont organisé des sit-in près de la Bourse dont l'entrée principale avait été fermée. Quarante-quatre d'entre eux ont été appréhendés par la police. — (A.F.P.)

« L'Humanité » : M. Bush semble avoir compris

René Andrieu, directeur adjoint de l'Humanité, souligne, vendredi 30 septembre, dans le quotidien du P.C.F., qu'il ne peut y avoir de progrès « dans le désarmement » s'il n'y a pas d'équilibre des forces. « Ni d'un côté ni de l'autre, explique-t-il, on n'acceptera de désarmer, si l'on n'est pas assuré que le partenaire en fait autant. D'où la nécessité, pour amorcer le processus, de faire, au préalable, un décompte exact de toutes les armes. C'est ce que le vice-président des Etats-Unis, M. Bush, semble avoir compris. »

Dans une interview publiée par le Matin de Paris, vendredi, M. Albert Mercier, membre du secrétariat national de la C.F.D.T., précise la position de sa confédération, signataire d'une déclaration commune avec le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (Cidene), sur la question de la force nucléaire française.

« Nous ne pensons pas que la France doive être présente à Genève, explique M. Mercier. Nous ne pensons pas davantage que les forces française et britannique doivent être prises en considération. Les super-puissances ne doivent pas pouvoir décider de ce qui est bon pour nous. En revanche, s'il y avait accord à Genève, le processus engagé devrait avoir, selon nous, deux prolongements : d'une part, la France devrait tirer, pour ce qui la concerne, les conséquences de cette désescalade. Ensuite, Genève devrait être

suivi d'une négociation entre tous les pays européens. Nous sommes partisans d'une plus grande cohésion entre les pays européens, y compris sur les problèmes de défense. »

Le secrétariat national du Mouvement de la paix a rappelé, pour sa part, jeudi 29 septembre, les mots d'ordre sous lesquels il place ses initiatives : « Pour le succès des négociations américano-soviétiques sur les euromissiles ; pour qu'il ne soit rajouté aucune nouvelle arme nucléaire en Europe, mais que, au contraire, soient réduites celles existant à l'Est comme à l'Ouest ; pour que la France prenne des initiatives pour leur réduction, partout. » Le Mouvement de la paix rejette donc sur le Cadène la responsabilité du désaccord, qui entrainera l'organisation de manifestations différentes, le 22 octobre pour le premier, le 23 octobre pour le second.

M^{me} Marie-France Garaud s'est montrée sceptique, jeudi 29 septembre, sur TF1, quant aux chances de la conférence sur le désarmement, préconisée, à l'ONU, par M. Mitterrand. Revenant une phrase du discours du chef de l'Etat : « La force appelle la force, la faiblesse appelle la faiblesse », M^{me} Garaud a déclaré : « Le président français est un verrou en ce qui concerne la liberté de l'Europe. J'espère que cela durera. »

Les énigmes de la télévision soviétique

Moscou (A.F.P.). — Enigme à la télévision soviétique : les versions données par la télévision et l'agence officielle Tass, dans la soirée du mercredi 28 septembre, de la déclaration du numéro soviétique, M. Iouri Andropov, divergent. La version de l'agence Tass, publiée jeudi dans le Pravda, comporte trois paragraphes très critiques à l'égard de Washington qui n'ont pas été lus à la télévision, où ils ont été remplacés par un passage consacré à la préparation au combat des forces du pacte de Varsovie (le Monde du 30 septembre).

L'explication avancée tant par les responsables de la télévision que la source soviétique généralisant bien informée plaide « l'erreur ». « Une enquête administrative est en cours », a-t-on déclaré à la télévision, où l'on assure que « c'est le texte de la Pravda qui fait foi ».

Une source soviétique généralisant bien informée a estimé qu'il y avait eu confusion à la télévision, où un texte sans rapport avec le sujet avait été lu à l'antenne. Ainsi, en mai dernier, M. Vladimir Dantchev avait-il réussi à déjouer tous les systèmes de contrôle pour critiquer à cinq reprises l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan. Mais, dans le cas présent, la modification du texte ne semble répondre a priori à aucun critère politique perceptible.

« menace militaire soviétique », on en est venu aujourd'hui à la déclaration d'une « croisade » contre le socialisme en tant que système social. On cherche à inciter aux hommes l'idée que pour le socialisme il n'y a pas de tout de place dans le monde. On sait, à vrai dire, la fait qu'il s'agit d'un monde tel que Washington désirerait le voir. »

La déclaration de M. Andropov a été publiée à la une de toute la presse soviétique, sans la moindre photo du dirigeant, ce qui accentue le caractère de sobriété solennelle de cette déclaration de la direction soviétique. Si, dans le passé, l'agence Tass et la presse écrite ont parfois « purifié » certains discours de dirigeants (notamment en ce qui concernait certaines expressions triviales de M. Khrouchchev), une modification volontaire d'un texte du chef du parti serait un fait sans précédent.

Reste l'hypothèse de l'erreur technique. Elle a pu se produire malgré les nombreux contrôles des textes avant leur lecture à l'antenne. Ainsi, en mai dernier, M. Vladimir Dantchev avait-il réussi à déjouer tous les systèmes de contrôle pour critiquer à cinq reprises l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan. Mais, dans le cas présent, la modification du texte ne semble répondre a priori à aucun critère politique perceptible.

Washington encourage Paris et Londres

(Suite de la première page.)

Sur le fond également, la mise au point du département d'Etat ne saurait évaluer le problème posé par M. Bush. Sans remonter jusqu'à l'hostilité quasi viscérale manifestée par Washington contre la force de frappe française à ses débuts (en principe cette page a été tournée avec la déclaration d'Ottawa, adoptée par l'OTAN en 1974 et reconnaissant que cette force contribue, avec celle de la Grande-Bretagne, au potentiel dissuasif de l'alliance), on se souviendra que tous les gouvernements démocratiques américains se sont posés la même question, notamment au cours des pourparlers SALT-2 menés jusqu'en 1979.

Aujourd'hui les partisans américains du « gel » nucléaire sont les premiers à dénoncer ces empêcheurs de tourner en rond vers le désarmement que sont la Grande-Bretagne et la France. Dans leur prise de position contre le premier emploi de l'arme nucléaire, au printemps 1982, M. McNamara et ses amis avaient vu dans l'attitude de ces deux pays une volonté d'« autonomie nationale résiduelle » — une expression qui en dit long sur la persistance de la « superbe » des années 60. Et c'est ce secteur de l'opinion américaine que M. Bush a sans doute voulu flatter.

En Europe également, l'exigence avancée par M. Andropov en décembre dernier de prendre en compte les forces françaises et britanniques n'a sans doute pas eu sur la contestation l'effet radical attendu (la grande organisation néerlandaise I.K.V. Favis même jugée inacceptable), mais elle a fait tout de même évoluer les opinions. Non seulement d'importants membres du S.P.D. allemand ou M. Healey, le dirigeant travailliste en Grande-Bretagne, l'ont jugé raisonnable, mais on lui trouve des échos, au moins dans la variante atténuée que lui en donne M. Bush, auprès de certains gouvernements européens : le gouvernement néerlandais, puis M. Craxi en Italie, ont récemment parlé, comme M. Bush, d'une prise en compte, « à un moment ou à un autre » et dans « tel ou tel cadre », des négociations sur le désarmement, des forces françaises et britanniques. La presse se divise également, notamment à Londres : si le Daily Telegraph juge que le vice-président américain a été « très peu avisé en semblant ajouter sa voix au chœur orchestré par Moscou », le Financial Times lui donne raison, invitant la France et la Grande-Bretagne à « être plus ou-

verts en vue de la contribution qu'ils pourraient apporter au processus » (du désarmement).

De là en tout cas est née l'idée d'une négociation entre les cinq puissances nucléaires, sur laquelle la Chine, M. Mitterrand personnellement, et dans une certaine mesure, la Grande-Bretagne ont donné ces derniers jours des précisions. Mais si les conditions posées sont claires et se recoupent pour l'essentiel, on voit mal encore selon quels critères des réductions d'armement pourront être discutées dans ce cadre. Pour la France, il semble qu'une conférence à cinq ne serait pas « Est-Ouest », mais globale, chacun étant son arsenal sur la table mais sans se référer aux alliances existantes : non seulement parce que la Chine ne fait partie d'aucune, mais aussi parce que les arsenaux de la France et de la Grande-Bretagne sont « hors alliance » en quelque sorte, utilisables précédemment dans les cas où les engagements prévus par l'alliance n'auraient pas fonctionné : le cas français est certes beaucoup plus net, mais la position de Londres n'est pas très différente, malgré les hommages que l'on y rend périodiquement à l'alliance : c'est un peu en effet ce que dit M^{me} Tatcher lorsqu'elle parle de sa force nucléaire comme de l'arme « du dernier recours ».

La crispation soviétique

Toutes ces discussions n'ont de toute façon aucune conséquence directe sur le problème immédiat de l'heure. Comme on l'a dit, les Soviétiques sont beaucoup moins intéressés aujourd'hui par une très hypo-

thétique et lointaine conférence à cinq que par leur souci d'empêcher l'installation des missiles de l'OTAN, et par conséquent d'obtenir une mise en balance des forces françaises et britanniques avec leurs SS-20 et eux seuls. Une attitude plus souple de leur part leur aurait sans doute permis de pêcher dans les eaux troubles remuées par M. Bush. Mais l'agence Tass s'est bornée, dans un « commentaire » passager, à accuser le vice-président américain d'« induire en erreur l'opinion publique », ce qui évite tout souci pour le moment au gouvernement américain et à ses alliés.

Faut-il en conclure que le Kremlin a tracé une croix sur les négociations de Genève et s'est résigné à l'installation des Pershing, comme l'indiquent des diplomates à Moscou cités par l'A.F.P. ? Ou encore que les manœuvres futures liées à une succession visiblement non réglée « doivent être tellement incertaines que personne ne peut procéder aux légers ajustements inséparables d'un processus de négociation », comme l'a affirmé jeudi M. Kissinger ? Il y a au moins doute de tout cela à la fois, et ce n'est pas la déclaration anonyme présentée au nom de M. Andropov (avec d'étranges erreurs de lecture) à la télévision soviétique qui va clarifier les choses. Le ton nouveau et dramatique adopté par le président soviétique, son silence sur tout ce qu'il avait fait de « positif » ces derniers temps (l'accord de Madrid, sa promesse de réduire ses SS-20), autorisent en tout cas à se demander, avec l'ancien secrétaire d'Etat, si « nous n'allons pas entrer dans une période prolongée de refroidissement » des relations Est-Ouest.

MICHEL TATU.

ASIE

Inde

Le P.C. prosoviétique s'en prend vivement au premier ministre

New-Delhi. — A l'issue de la réunion de son conseil national, le parti communiste prosoviétique (P.C.I.) vient de souligner son opposition à la politique de M^{me} Indira Gandhi. Son secrétaire général, M. Rajewara Rao, a, en effet, lancé une attaque d'une rare violence contre la personne du premier ministre indien, accusée de « communalisme ». D'après M. Rao, M^{me} Gandhi chercherait à « attiser les sentiments pro-hindous », de la communauté majoritaire afin d'éviter une défaite aux prochaines élections législatives prévues fin 1984.

Les observateurs voient dans ces déclarations une volonté du P.C.I. de sortir du flou qui entourait jusqu'alors ses intentions, ainsi que d'affirmer son indépendance à l'égard de Moscou. L'U.R.S.S. considère, en effet, d'un assez mauvais œil l'évolution d'une politique hostile à son allié privilégié dans la région.

De notre correspondant
Le P.C.I. a mis l'accent sur le caractère « antidémocratique » d'un parti au pouvoir qui se serait mis au service des « grands monopoles capitalistes ». Pour Moseou, au contraire, M^{me} Gandhi représente une garantie « anti-impérialiste » dans le sous-continent indien. La première victime de ce recentrage a été la faction dirigée par MM. Yogendra Sharma, Mohit Sen et Vyas, connus pour leur esprit de conciliation envers le Congrès (1). M. Sharma a même été frappé de mesures disciplinaires pour avoir accepté de remettre à M. Andropov une lettre de M^{me} Gandhi lors de son voyage à Moscou en juin dernier.

Dans l'immédiat, le P.C.I. a choisi, au contraire, de se rapprocher de l'autre P.C. marxiste (P.C.I.-M.). Les deux formations ont accepté de mettre un terme à la polémique qui les opposait

jusqu'alors sur la nature du régime hindou. Elles ont approuvé la récente création du Front uni de l'opposition — dirigé par M. Chandra Shekhar du parti Janata, — mais ont refusé de s'y joindre tant que le Front n'aurait pas « clairement adopté une stratégie anti-impérialiste ferme ».

Les accusations de communalisme dirigées contre M^{me} Gandhi surviennent à un moment particulièrement délicat. Les émeutes opposant hindous et musulmans dans l'Andhra-Pradesh viennent, en effet, d'entrer dans leur deuxième semaine. Elles ont déjà fait trente-six morts et plus de cent soixante blessés.

La police de la capitale de l'Etat, Hyderabad, a, par ailleurs, suspendu la publication d'une quotidienn local en langue ourdou, Munsiff, accusé d'incitation à la haine religieuse, et a procédé à l'arrestation de trois députés musulmans.

(Interim.)

AU SOMMET DE NEW-YORK

Les non-alignés réaffirment leur volonté de réformer les institutions financières internationales

New-York (Nations unies) (A.F.P.). — Le sommet de vingt-quatre chefs d'Etat et de gouvernements de pays non-alignés, occidentaux et communistes, réunis au siège de l'ONU sur l'invitation de M^{me} Gandhi, premier ministre indien, s'est achevé jeudi 29 septembre. Les non-alignés ont réaffirmé qu'ils souhaitent « modifier » les structures de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, mais malmenés ces institutions.

Aucune « percée » ni aucun résultat substantiel n'étaient attendus de cette réunion. M^{me} Gandhi, qui préside le mouvement des non-alignés, avait d'abord espéré, en lançant ses invitations, qu'il en résulterait une rencontre Reagan-Andropov et avait proposé les thèmes généraux de paix, du désarmement, du renforcement de l'ONU et du développement. Ce dernier thème a dominé la rencontre.

Le sommet avait été ouvert, mardi, par M. Mitterrand, qui avait déploré le « durcissement des positions » de certains pays industriels, notamment au sein du F.M.I. Jeudi, la position du tiers-monde à propos des réformes à apporter au F.M.I. et à la Banque mondiale a été précisée par M. Nyerere, président de la Tanzanie, et par M^{me} Gandhi, tandis que M. Trudeau se faisait l'avocat du diable. Le premier ministre canadien avait affirmé que si, au sommet Nord-Sud de Cancun (octobre 1981), les pays en développement avaient réclamé « la moitié d'un pain », au lieu d'un pain tout entier », ils l'auraient obtenu.

Les pays en développement « n'ont jamais voulu la destruction de la Banque internationale ou du Fonds monétaire », a rétorqué

M. Nyerere. Ils souhaitent seulement que des institutions créées au lendemain de la deuxième guerre mondiale soient modifiées pour refléter la situation actuelle et les intérêts du tiers-monde. M^{me} Gandhi a souligné que les réformes demandées par les pays en développement n'étaient pas « de nature radicale ».

Selon les milieux indiens, la réunion a joué un rôle de « catalyseur » dans l'examen des problèmes Nord-Sud, et pourrait être suivie d'autres rencontres. Aucune disposition n'a toutefois été prise pour le renouvel-

lement de cette expérience. Outre M^{me} Gandhi, MM. Nyerere et Trudeau, seize chefs d'Etat et de gouvernements ont participé à la réunion de jeudi, notamment le roi Hassan II du Maroc, M. Tanchev, vice-président de Bulgarie, M. Kyprianou, président de Chypre, le président finlandais, M. Koivisto, M. Lubbers, premier ministre des Pays-Bas, M. Ortega, coordonnateur de la junte de Nicaragua, M. Jablonski, président de la Pologne, M. Palme, premier ministre de Suède, et le président Spiljak de Yougoslavie.

Teboul



Jacques Teboul
Le vol des oiseaux
roman / Souff

Le vol des oiseaux, avec son éternel présent qui ressemble déjà à un souvenir, sa prose étale et cristalline, ses travellings (...) nous fait entrer de plain-pied dans cette modernité qui fait si peur, car on sent que le vieux art d'écrire craque de toute part.

J.-P. Amette / Le Point

75 F

FICTION & CIE AU SEUIL

Collection dirigée par Denis Roche

Le Monde
REALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spéciaux sur demande

DIPLOMATIE

LE DÉBAT SUR LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE

La fin du consensus

(Suite de la première page.)

Les États-Unis se sont affaiblis par rapport à l'Union soviétique. La R.F.A. a entrepris et poussé très loin son « Ostpolitik ». Se sentant moins protégée par l'Amérique, elle pourrait se montrer plus sensible aux autres sirènes. Si, aujourd'hui, la France avait refusé d'appuyer la « double décision de l'OTAN » (1) (qui que l'on pense des aspects proprement militaires du déploiement des Pershing, il est des missiles croisés), elle aurait sûrement contribué à élargir la fissure entre l'Europe et les États-Unis. Mais l'opérateur n'a pas été gratuite. L'Union soviétique exige désormais avec une insistance de plus en plus pesante l'inclusion des forces françaises dans la négociation sur les armes nucléaires à moyenne portée. Jusqu'ici, les États-Unis s'y sont opposés, soutenus par l'Allemagne. Mais, comme de nombreux indices le font entendre, rien n'assure que, sur ce point, la résistance de nos alliés sera éternelle.

La tendance est de plus en plus forte au sein de l'OTAN pour envisager d'encadrer l'usage en premier des armes nucléaires et, par conséquent, pour remplacer la stratégie de riposte graduée par une stratégie fondée sur les armements classiques hypersophistiqués que développe aujourd'hui la technologie américaine. On ne saurait écarter, pour un terme plus ou moins proche, l'hypothèse d'une conjonction d'un condominium américain-soviétique retrouvé, et de la mobilisation chez certains de nos voisins des forces opposées à l'existence même de notre dissuasion nucléaire. Une telle conjonction soumettrait la France à d'énormes pressions. Il est peu vraisemblable qu'à la longue, le fragile consensus qui existe aujourd'hui dans notre pays sur la force de frappe demeure insensible à un environnement extérieur de plus en plus hostile.

Les difficultés qui s'annoncent pour la France ne sauraient être imputées à la seule dégradation des rapports franco-soviétiques. Peut-être Paris pourrait-il obtenir de Moscou un *tabula rasa* pour ses armes nucléaires en échange d'une sorte de neutralité au sein de l'alliance atlantique. Peut-être même l'U.R.S.S. serait-elle prête, comme prix d'une attitude qu'elle feint d'identifier au gaullisme, à modérer son œuvre de déstabilisation dans ceux des pays du tiers-monde où nous sommes encore acteurs de l'histoire. Mais nul *tabula rasa* n'est pas de notre intérêt, à moins de penser que l'alliance atlantique est aujourd'hui encore assez forte pour s'accommoder de l'abstention de la France.

Sans doute les relations franco-soviétiques sont-elles descendues trop bas. On peut d'autant plus souhaiter la reprise d'un dialogue entre les deux pays que les Allemands de l'Ouest ont toujours maintenu un dialogue avec les Russes. Il n'est d'ailleurs pas difficile de concevoir les domaines où pourrait s'ouvrir une détente : par exemple, l'Europe de l'Est, le tiers-monde et les affaires économiques. Mais la marge de manœuvre est limitée, et l'on aurait tort de compter sur l'amélioration des relations franco-soviétiques pour nous préserver des turbulences qui affectent nos partenaires au sein de l'alliance.

Trois solutions théoriques

En particulier, la question de la défense européenne et de la contribution de la France à cette défense se pose aujourd'hui d'une manière inéluctable. Les solutions théoriques sont connues :

- Organisation d'une défense intégrée purement européenne, c'est-à-dire sans les États-Unis ;
- Coordination des forces nucléaires françaises et britanniques au service de l'Europe ;
- Extension de la dissuasion nucléaire française au bénéfice de ses voisins, donc d'abord de l'Allemagne fédérale.

Chacune de ces options se heurte à des obstacles considérables, qu'il n'est pas sérieux de sous-estimer. La première suppose des conditions politiques, sociales et économiques tellement éloignées des réalités présentes qu'il est peu utile de s'y attarder. L'expérience passée des relations franco-britanniques suggère que la seconde a peu de chances. Il n'est d'ailleurs pas impossible que les Anglais en viennent à renoncer purement et simplement aux armes nucléaires. Il faudrait en tout cas que la Grande-Bretagne revienne sur sa décision de remplacer les fu-

sées Polaris par des Trident (les unes et les autres de fabrication américaine) et que s'amorce entre les deux pays une coopération concrète sur les armes elles-mêmes.

La troisième solution semble plus facile, du moins sur le papier, mais, à la réflexion, les difficultés ne sont pas moins énormes. Pour être techniquement crédible au service d'un concept de dissuasion élargie, la force nucléaire française devrait être développée, qualitativement et quantitativement, dans des proportions sans doute importantes. D'autre part, peut-on s'imaginer que l'opinion publique française accepterait sans broncher la perspective de l'annexion de la France alors même que notre territoire ne serait pas directement menacé ? En fait, la théorie de la dissuasion du faible au fort exclut qu'on aille trop loin dans l'élargissement de la dissuasion. L'arme nucléaire - quelle que soit d'ailleurs sa nationalité - ne saurait résoudre par une sorte de formule magique la totalité du problème de la sécurité de l'Europe occidentale. Cela dit, il est essentiel que toutes ces questions soient débattues par les experts et les hommes politiques, et que la maturation des idées rende possibles des évolutions qui, aujourd'hui, paraissent encore hors de portée. Il faut compter avec le temps.

Maintenir le doute

Dans l'immédiat, et pour ce qui nous concerne directement, la France ne peut - comme le gouvernement a entrepris de le faire - que donner plus de substance à sa contribution « conventionnelle » à la défense de l'Europe. Et ce qui concerne sa force nucléaire stratégique (F.N.S.), la France ne peut pour le moment que maintenir le doute sur les circonstances où, jugeant ses intérêts vitaux menacés, elle aurait recours aux armes atomiques. La question des armes nucléaires tactiques est incontestablement de celles qui requièrent un approfondissement de la réflexion.

Le débat parlementaire sur la loi de programmation militaire 1984-1988 a cependant bien fait ressortir que l'adaptation des concepts n'est qu'un aspect du problème. Les forces françaises, classiques ou nucléaires, ne pourront remplir leurs missions à moyen terme que si elles atteignent un niveau quantitatif et qualitatif adéquat. Si la défense nationale devait faire les frais de la crise économique, aucune habileté rhétorique ne saurait empêcher à la longue le déclin de notre influence dans les affaires européennes.

La France doit donc contribuer plus explicitement que jadis à la défense de l'Europe. Elle est en droit de demander d'atténuer, de ses partenaires de l'alliance qu'ils n'agissent pas contre ses intérêts les plus fondamentaux et en particulier qu'ils s'interdisent avec une fermeté inébranlable toute remise en cause de l'indépendance de sa F.N.S., dont la contribution à la sécurité de l'alliance a d'ailleurs été reconnue par le Conseil atlantique à Ottawa en 1974. Notre pays est en droit, également, d'attendre des progrès concrets pour réduire, en matière d'armements, la dépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis. Si nos partenaires jouaient contre nous au moment où ils nous sollicitent davantage, on entendrait dans notre pays de plus en plus de voix rappeler qu'en effet les alliances sont mortelles et affirmer qu'il convient de réexaminer les bases mêmes de notre politique extérieure en vue d'une ère nouvelle.

THÉRIER DE MONTBRIAL

(1) Négociation avec les Soviétiques et installation d'armes américaines à partir de fin 1983 en cas d'échec.

● M. Philippe Malaud, président du C.N.I.P., estime que dans son discours à l'ONU, le 28 septembre, « à côté d'une utile suggestion, qui n'a, malheureusement, pas été jusqu'à la création d'un impôt international sur les dépenses d'armement, M. Mitterrand a repris les thèmes mitterrandistes, en faveur des marxistes de sa majorité, assortis d'une référence à la défense tout azimut, qui, venant après la prise de position de la C.F.D.T., avaient quelques relents neuro-

AMÉRIQUES

El Salvador

Le dialogue reste ouvert entre le gouvernement et la guérilla

Les délégués de la guérilla et du gouvernement salvadorien se sont séparés, jeudi 29 septembre, à Bogota (Colombie) sans parvenir au moindre accord sur la manière de mettre en œuvre la guerre civile, mais sans qu'aucun des deux parties ne prenne le risque de rompre le dialogue direct. Après trois heures et demi de discussions, les trois membres de la commission gouvernementale de paix et les qua-

tre représentants du Front démocratique révolutionnaire-Front Farabundo Martí de libération nationale sont seulement convenus de se retrouver ultérieurement, sans fixer de date ni de lieu.

Sur le terrain, la guerre continue, marquée par des massacres de civils comme celui que relate notre envoyé spécial.

La prise et la reprise de Tenancingo

Tenancingo. - Sans doute un jour Tenancingo revivra. Pour l'instant, elle fait le compte de ses morts et de ses ruines. A voir ses deux rues toutes droites, on croirait qu'elle vient encore de bout. Mais, derrière les façades, il n'y a plus que des lambeaux d'où les rescapés s'efforcent de sauver quelques meubles. A 40 kilomètres au nord-est de San-Salvador, dans les montagnes et la forêt, Tenancingo a été victime d'un choc-croisé tournoir mais particulièrement brutal. Occupée par la guérilla, elle a été reprise, deux jours plus tard, par l'armée. Mais à quel prix... « Une tuerie », dit un habitant épuisé, qui trouve encore, trois jours après les faits, des réserves de colera. « Je n'ai rien contre les militaires, mais ce qu'ils ont fait, c'est une tuerie ».

L'homme montre sa maison dévastée, les taches de sang qui couvrent les murs et les carrelages. En face de chez lui, il n'a rien plus rien d'un dispensaire. Des armes de toutes sortes avec des bandages plantés droit dans quelques cadavres. En voici un qu'on vient tout juste de découvrir : dans ce qui fut une veranda, un petit corps, qu'on croirait de Celluloid, s'il n'y avait les viscères étalés et les mouches.

L'église, elle-même, semble avoir été sacrée. C'est là, raconte un enfant, qu'ont été transportés les blessés. Des journalistes ont vu, à l'hôpital de Comatepec, la ville la plus proche, des fermes au visage brûlé par le souffle des bombes, des garmes avec des éclats dans les bras, « ils savaient qu'il y avait des civils. Que nous étions là. On

De notre envoyé spécial

avait mis des draps, des linges blancs sur le toit. Pendant, ils nous ont bombardés dimanche dans la matinée ».

Quelques habitants parlent de « subversifs » (le mot officiel pour désigner les guérilleros) en disant que rien ne se serait passé s'ils n'avaient pas été là. D'autres comparent l'intervention de la guérilla, qui n'a pas fait de mort chez les civils, avec celle de l'armée qui a fait « entre trente et cent » victimes, selon un témoin.

Des excuses à la population

Sur la place, la Croix-Rouge internationale distribue du riz et du maïs, ainsi que de l'eau potable. Pendant une heure, Tenancingo semble revivre. Puis, c'est de nouveau le désert. Dans la montagne toute proche, on entend des tirs d'armes automatiques et d'artillerie : le bataillon d'élite Atlacatl, formé aux États-Unis, donne, depuis deux jours, la chasse aux « subversifs ». Le ciel, très bleu, est parcouru de charognards.

Ce qui scandalise les habitants, c'est que, après les avoir évacués, de la localité à la suite d'une première opération-éclair de la guérilla, en juin, l'armée les ait invités à revenir. Un capitaine s'était installé avec trois cents soldats qui avaient creusé des tranchées et monté des postes en vue d'une éventuelle attaque. La garnison resta pendant deux heures, le samedi 24 septembre, avant de fuir ou de se rendre. De

quinze à vingt soldats auraient été tués.

Le capitaine, lui, a résisté tant qu'il a pu. Enfermé avec une quarantaine de soldats dans la maison dont il avait fait son Q.G., il a appelé des renforts par radio. Des habitants l'accusent d'avoir ordonné et dirigé lui-même par radio le bombardement de la localité. Mardi, quand les guérilleros sont partis, ils l'ont emmené, lui et un autre officier, en compagnie de plusieurs dizaines d'autres soldats capturés.

Sur la place du village, les récits sont contradictoires. « Les guérilleros ne font rien aux pauvres, disent deux femmes. Ce n'est pas à nous qu'ils volaient de quoi manger ! » Un habitant parle pourtant de portes défoncées, de maisons dévalisées. En fait, il n'était plus là pour voir. Quelques inscriptions sur les murs : « *Respect, go home* ! Les « muchachos » (les gamins) - nom donné par la population aux guérilleros - ont dit, pendant leur bref passage, qu'ils se battaient contre « l'impérialisme yankee ».

Quand le chef du bataillon Atlacatl, le colonel Domingo Montarrosa, est entré avec ses troupes, il a présenté ses excuses aux habitants de Tenancingo. La guérilla était dans les maisons, et il espérait, il faisait, attaqués pour protéger les soldats. Une protection qui aura été bien cruelle pour cette nouvelle localité martyre du Salvador, située à 15 kilomètres d'une route panaméricaine, où l'armée donne la main à la population... sur les pancartes.

CHARLES VANHECKE.

EUROPE

Italie

L'enquête sur l'attentat contre le pape

EN QUOI ET POURQUOI ALI AGÇA A-T-IL MENTI ?

(De notre correspondant.)

Rome. - La thèse de la « piste bulgare », selon laquelle l'attentat contre le pape et la tentative d'assassinat de M. Lech Walesa lors de son passage à Rome auraient été ordonnés avec la complicité de Sofia, commencent à s'effriter. Mais on ignore encore avec précision sur quels points. Un fait est désormais certain : le juge d'instruction Martella, qui enquête sur l'affaire, a accusé le 13 septembre Ali Agça, accusé de l'attentat contre le pape, de faux témoignage contre M. Antonov, ancien fonctionnaire des lignes aériennes bulgares, arrêté le 25 novembre dernier sur la base de ses déclarations.

L'avocat de M. Antonov, M. Consolo, confirme avoir en entre les mains la copie de cette communication du juge, envoyée il y a trois jours à son client. Selon M. Consolo, le texte de la communication judiciaire ne précise pas les cas dans lesquels Agça aurait menti. Les pressions, citant les habitudes « indiscrètes » du palais de justice, écrit que le délit de diffamation dont Agça est accusé « ne concerne qu'une partie des faits mais que la piste bulgare subsiste toujours ».

Quoi qu'il en soit, cette communication judiciaire indique que le juge d'instruction commence à nourrir quelques doutes sur les déclarations du Turc - jusqu'à présent les seules « preuves » retenues contre M. Antonov. Si Agça a menti, la justice devrait chercher qui lui a « soufflé » les affirmations qu'il a plus tard présentées comme des aveux. Les circonstances de la visite faite à la prison d'Agça par des membres des services secrets italiens, à partir du 29 décembre 1981, restent toujours très mystérieuses.

PHILIPPE PONS.

Turquie

LA NOUVELLE LOI SUR LA PRESSE LIMITE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Ankara (Reuter). - L'Assemblée nationale turque a adopté, jeudi 29 septembre, une nouvelle loi sur la presse qui limite la liberté d'expression. Ce texte compléte l'article de la Constitution adoptée l'an dernier, indiquant que la liberté d'expression peut être limitée pour préserver la sûreté et l'ordre public.

Les magistrats locaux ont désormais autorité pour fermer un journal ou interdire des textes avant distribution. Le conseil des ministres a, pour sa part, le droit d'interdire toute publication turque ou étrangère qui constitue « une menace pour l'unité du pays, les principes de la République, la sécurité nationale et la morale publique ».

Aucune personne condamnée pour terrorisme ou délit politique n'a le droit d'exercer la profession de journaliste. Les journalistes qui révéleraient des secrets d'État, qui nuieraient à la sécurité nationale ou violeraient la législation en vigueur à propos de la propagande marxiste ou religieuse seraient passibles d'amendes et de peines pouvant aller jusqu'à un an de prison.

Cette loi codifie la pratique qui s'est instaurée depuis le coup d'État de septembre 1980 et confie aux magistrats locaux un contrôle jusqu'à présent exercé par les administrations militaires et tribunaux d'exception, appelés à disparaître dans le cadre du « retour à la démocratie ».

A TRAVERS LE MONDE

Bulgarie

● LIMOGAGE D'UN MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE. - M. Alexandre Lilov, l'un des responsables de l'idéologie, a été libéré « à sa demande » de ses fonctions au bureau politique et au secrétariat du P.C. bulgare. Il serait nommé à d'autres fonctions qui ne sont pas précisées pour l'instant. Agé de cinquante ans, il était secrétaire du comité central depuis le 13 juillet 1972 et membre du bureau politique depuis le 3 juillet 1974. Député depuis 1962, il est membre du Conseil d'État depuis 1976. - (A.F.P.)

Chili

● GRÈVE DE LA FAIM À SANTIAGO. - Une centaine de personnes ont entamé jeudi 29 septembre dans la capitale une grève de la faim pour protester contre « l'injustice et l'absence de respect des droits de l'homme ». Les participants, intellectuels, employés, ouvriers et étudiants, appartiennent à diverses tendances politiques et à croyances religieuses. (A.F.P.)

Chine

● OUVERTURE D'UN SÉMINAIRE CATHOLIQUE À PÉKIN. - Le premier séminaire catholique a été ouvert jeudi 29 septembre à Pékin, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Cent-vingt-cinq participants ont été accueillis à la cathédrale de Pékin. - (A.F.P.)

Grande-Bretagne

● EXPULSION D'UN SOVIÉTIQUE. M. Vassili Ionov, membre de la délégation commerciale soviétique à Londres, a été informé le jeudi 29 septembre qu'il avait une semaine pour quitter la Grande-Bretagne. C'est la sixième fois cette année qu'un Soviétique est expulsé pour espionnage. M. Ionov, conformément à une loi adoptée en 1971 par les Britanniques après l'expulsion de cent cinq officiers soviétiques, ne sera pas remplacé. - (U.P.I.)

Nicaragua

● REPRISE DES AFFRONTEMENTS À LA FRONTIÈRE AVEC LE COSTA-RICA. - Les attaques d'éléments antisandinistes n'ont cessé mercredi 28 septembre au soir contre le poste frontière de Penas Blancas, a déclaré jeudi le ministre nicaraguayen des affaires étrangères. Deux avions venant du Costa-Rica ont bombardé des positions de l'armée sandiniste dans la même région, a-t-on indiqué de même source. (A.F.P.)

R.F.A.

● IMPORTANTE MANIFESTATION À BONN. - Plus de cent mille ouvriers des secteurs en crise de la sidérurgie et de la construction navale ont défilé, le jeudi 29 septembre, dans les rues de Bonn, pour protester contre la

politique industrielle du gouvernement fédéral et défendre leurs emplois menacés. Selon les représentants des entreprises de ces deux branches, trente mille emplois dans la sidérurgie et quinze mille dans la construction navale sont menacés d'ici à 1985.

République Sud-Africaine

● ASSASSINAT D'UN BLANC SUD-AFRICAÏN. - M. Neil Acock, qui avait lancé une campagne contre le déplacement forcé des Noirs, a été assassiné, mercredi soir 28 septembre, dans une embuscade près de Durban. Agé de soixante-cinq ans, M. Acock a été abattu alors qu'il rentrait chez lui, après avoir assisté à une réunion de conciliation entre des clans rivaux dans le nord du Natal (province de l'extrême-est de l'Afrique du Sud). Cinq personnes qui l'accompagnaient ont été blessées dans l'embuscade. Selon une source récente, plus de 3,5 millions de personnes, pour la plupart des Noirs, ont été contraintes de quitter leurs maisons et de s'installer dans d'autres régions au nom de l'apartheid. - (Reuter.)

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT RÉDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347.21.32

L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE

The Economist

Too much metal chasing too few customers
a Business Brief this week looks
at the problem around the world.

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

WORLD STEEL

la technique
PICARD
évolue

**PROTECTION
RENFORCÉE**

1550 1000 1000

EUROPE

Grande-Bretagne
AU CONGRÈS DE BRIGHTON

Les travaillistes vont élire un leader appartenant à la gauche modérée

De notre correspondant.

Londres. — A la veille de son congrès annuel, qui débute dimanche 2 octobre à Brighton, et quatre mois après sa cuisante défaite aux élections législatives, le parti travailliste se trouve face à un choix fondamental dont dépendra largement son aptitude à conserver son titre de principal adversaire des conservateurs : doit-il rester fidèle au programme politique très à gauche qui a contribué à sa déroute électorale ? ou bien doit-il adopter une ligne plus modérée, plus proche des opinions de la majorité des Britanniques ?

Dimanche, les travaillistes commenceront par élire un nouveau leader et son adjoint, en remplacement de M. Foot et Healey, qui ne se représentent pas. Les deux nouveaux dirigeants seront choisis par un collège électoral dans lequel les syndicats possèdent 40 % des voix, le groupe parlementaire 30 % et les sections locales du parti également 30 %. M. Neil Kinnock, qui appartient à la gauche « souple » du parti, est quasiment assuré d'obtenir le poste suprême aux dépens de son principal rival, M. Roy Hattersley, champion de l'aile droite. En revanche, ce dernier devrait être en mesure de battre son concurrent le plus sérieux pour le poste de leader adjoint, M. Michael Meacher, candidat de la gauche radicale.

Derrière ces luttes de clans et de personnalités, se joue un combat d'idées plus fondamental. Avec ses amis, M. Meacher estime que le parti travailliste doit ramener les électeurs à lui grâce à une meilleure présentation de ses thèmes, qui restaient inchangés. M. Hattersley

pense au contraire que c'est en Labour de se rapprocher du public en mettant de l'eau dans son vin. M. Kinnock, quant à lui, se situe quelque part entre ses deux rivaux : il n'est pas disposé à renier l'essentiel du programme électoral de son parti, mais il souhaite tenir compte des enseignements des législatives.

La déroute de juin

Le 9 juin dernier, le Labour subit une défaite que l'on peut qualifier d'historique, puisque la proportion de ses suffrages tomba à son niveau le plus bas depuis 1918 (27,5 %). En termes de sièges parlementaires, il n'échappa à la catastrophe, grâce à l'injustice du système électoral britannique, qui pénalisait durement l'Alliance centriste. Un grand nombre d'ouvriers aisés qui l'avaient soutenu en 1979 abandonnèrent le parti travailliste au profit de l'Alliance. « L'électorat travailliste reste largement ouvrier, mais la classe ouvrière n'est plus largement travailliste », écrivait le professeur Ivor Crewe, de l'université d'Essex, dans son antipode de la déroute travailliste.

Outre les changements sociologiques tels que la montée des classes moyennes et la réduction du nombre des travailleurs manuels, plusieurs facteurs ont causé la débâcle du Labour : un leader que personne ne prenait au sérieux, une image de marque ternie par des années de luttes intestines, une politique de dé-

fense presque aussi controversée à l'intérieur du parti qu'à l'extérieur, une stratégie de relance économique jugée peu crédible.

Le remplacement escompté du patriarche Michael Foot, dimanche, par M. Neil Kinnock, un homme beaucoup plus jeune (quarante et un ans) et plus dynamique mais dépourvu de toute expérience ministérielle devrait résoudre le problème de la direction. Si l'on en croit l'étude du professeur Crewe, cette question est, cependant, secondaire, car les électeurs s'attachent beaucoup moins à la personnalité des dirigeants politiques qu'au programme des divers partis pour former leur jugement.

La ligne politique qui sera celle du parti travailliste à l'issue du congrès de Brighton dépendra avant tout, elle aussi, des syndicats, qui détiennent l'essentiel du pouvoir de décision grâce au système du vote bloqué. L'orientation politique actuelle des organisations ouvrières n'est pas facile à définir en raison des divergences qui existent en elles et entre elles. Certes, les syndicats ont opéré un glissement à droite lors du récent congrès du TUC en votant en faveur d'un dialogue avec le cabinet Thatcher et, en termes codés, pour un relâchement des liens qui les unissent au Labour. Mais ils ont aussi apporté un soutien massif à la candidature de M. Kinnock, champion de l'aile gauche travailliste, et n'ont accordé au candidat de l'aile droite, M. Hattersley, que l'espoir d'obtenir le prix de consolation en devenant leader adjoint.

L'Europe et les missiles

En fait, les positions de M. Kinnock apparaissent beaucoup moins radicales aujourd'hui qu'à la veille des élections. Ainsi a-t-il évoqué la nécessité de dépeupler le parti travailliste de sa possédée image de parti ouvrier uniquement préoccupé par le sort des plus défavorisés et insensible aux aspirations des

classes moyennes. A la mi-septembre, il a déclaré à Strasbourg, devant les députés socialistes de l'Assemblée européenne, que le retrait de la Grande-Bretagne de la C.E.E. — l'un des chevaux de bataille du Labour aux dernières élections — devait être considéré uniquement comme une solution de dernier recours. Le comité exécutif du parti travailliste l'a suivi sur ce terrain, puisqu'il ne parle plus de la « possibilité » d'un retrait. Les législatives ont montré que l'anti-européisme n'était pas du tout l'atout électoral que le Labour avait imaginé, et que beaucoup d'électeurs redoutaient les conséquences catastrophiques qu'aurait un retrait de la C.E.E. sur l'économie du pays.

De même, il semble que le parti travailliste s'apprête à assouplir considérablement sa position dans le domaine de la défense. Avant les élections, il s'était engagé à procéder de façon unilatérale et « avant la fin de la prochaine législature » au désarmement nucléaire de la Grande-Bretagne. Or son comité exécutif vient de publier un document dans lequel il abandonne ce principe et se contente de souhaiter que la Grande-Bretagne « œuvre en faveur » d'une stratégie de défense non nucléaire. Si la majorité des Britanniques sont hostiles au déploiement des missiles de croisière dans leur pays, ils ne veulent pas non plus entendre parler d'abandon inconditionnel de la force de dissuasion nationale. Cette idée éveille dans leur esprit le souvenir du pacifisme des années 30 et la faiblesse des gouvernements face à la mouture du nazisme.

Si le congrès de Brighton accepte les recommandations de son exécutif, le parti travailliste aura écarté un obstacle majeur dans la lutte qu'il a engagée avec l'Alliance centriste pour la conquête de l'électorat non conservateur, d'autant que l'unité de l'Alliance bute précisément sur la question de l'armement nucléaire.

(Interim.)

NEUBAUER

Profitez de conditions exceptionnelles sur les derniers modèles 1983 encore disponibles

104 - Samba Rallye - Samba GLS Solara - Rancho et 604

M. GÉRARD - 821-60-21

ARCHITECTES : COPIES COULEURS

Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

L'ETOILE DES NEIGES

Etablissement agréé et conventionné S.S.

Reçoit les enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans,

TOUTE L'ANNÉE

Scolarité dans l'établissement

• Maladies des voies respiratoires • Asthme

Près de GAP - Cadre familial - 20 lits - Alt. 950 m.

05400 LA ROCHE-DES-ARNAUDS

Téléphone : (92) 57-82-57

R.D.A.

Amnesty International dénonce des atteintes à la liberté d'expression

Amnesty International vient de publier un rapport (1) concernant les violations de la liberté d'expression en R.D.A. L'organisation avait adressé, le 14 septembre, à M. Honacker, chef de l'Etat et du parti allemand, une lettre dans laquelle elle soulignait que la législation de son pays, qui permet d'emprisonner des personnes exerçant de façon non violente leur droit à la libre expression, n'était pas conforme au droit international et aux engagements contractés par la R.D.A. en matière de droits de l'homme.

De nombreux exemples sont cités dans le rapport : « Un journaliste de Saarlouis qui faisait depuis trois ans des démarches répétées en vue d'émigrer, écrit au chef de l'Etat et envoie une copie de sa lettre à une organisation étrangère des droits de l'homme : il est emprisonné pour « contacts hostiles à l'Etat »... Un ingénieur enregistre des chansons d'un marxiste dissident et les distribue à ses amis : le tribunal de Karlsruhe-Stadt le condamne à une peine de prison pour « incitation contre l'Etat »... A Berlin, après avoir vu ses demandes d'émigration rejetées dix fois de suite, un couple manifeste pacifiquement, portant une banderole avec ces mots : « Laissez-nous partir » : ils sont emprisonnés pour atteinte aux activités publiques... »

Le texte d'Amnesty International souligne qu'en R.D.A. c'est la loi elle-même qui autorise de telles violations des droits de l'homme. Il examine, en particulier, six articles du code pénal est-allemand, invoqués, dans la plupart des cas, contre des personnes qui ont demandé l'autorisation de quitter le pays. Cette autorisation est très souvent refusée, et beaucoup de ceux qui la demandent

font l'objet de poursuites en vertu de ces six articles.

Les peines infligées sont souvent longues. Toutefois, note l'organisation, « la plupart des prisonniers d'opinion sont relâchés avant d'avoir purgé intégralement leur peine et sont autorisés à émigrer en République fédérale, en échange d'une somme d'argent versée à la R.D.A. par le gouvernement de Bonn. C'est ce que l'on appelle officiellement les « efforts spéciaux » de la R.F.A. (...) Tout en reconnaissant que beaucoup de prisonniers d'opinion ont été libérés grâce à ce système, Amnesty International tient à rappeler au gouvernement de la R.D.A. qu'il est tenu, de par ses obligations internationales, de libérer les prisonniers d'opinion sans délai et sans aucune condition d'ordre financier. »

(1) Atteintes à la liberté d'expression en R.D.A. Editions francophones d'Amnesty International.

Norvège

On n'est jamais aussi bien renseigné que par soi-même...

En 1947, quelque cent cinquante hommes d'affaires norvégiens fondèrent, au cours d'une réunion secrète, leur propre service de renseignement, qui opéra au sein du parti travailliste et dans les syndicats afin de s'opposer à toute tentative éventuelle des communistes de prendre le pouvoir en Norvège, comme le étaient en train de le faire dans les pays de l'est de l'Europe.

Ces affirmations sont contenues dans un livre, la Norvège secrète, paru à Oslo le mardi 20 septembre. L'auteur en est M. Christian Christensen, qui appartient jadis aux services de renseignement militaires et fut un certain temps le rédacteur en chef du quotidien conservateur Morgenbladet.

Ce service de renseignement privé fonctionna encore dans les années 50 avant d'être pris en charge par les services du ministère de la défense tout en continuant à bénéficier de subventions des industriels fondateurs. Le parti travailliste alors au pouvoir mena lui aussi une lutte contre les tentatives d'infiltration des communistes norvégiens et soviétiques. Cet ouvrage est préfacé par M. Oddmund Hammarstad, secrétaire d'Etat à la défense.

Fox Butterfield

la Chine

Si un écrivain russe est exilé en Sibérie, cela fait la première page de tous les journaux occidentaux, mais qu'un dissident chinois se retrouve au Tsin-hoi, l'équivalent chinois de la Sibérie, cela ne vaut qu'un entrefilet en dernière page de nos quotidiens. L'auteur de cette remarque et de ce livre, Fox Butterfield, journaliste et sinologue, a passé deux années à Pékin, où il a ouvert, en juin 1978, le premier bureau du New York Times. On dirait, ajoute-t-il, que la Chine soumet les Américains et les autres Occidentaux à une sorte d'enchantement, et leur fait perdre une partie de leur sens critique. Bref, nous avons projeté sur la Chine nos propres mythes sans voir la réalité. C'est à détruire ces mythes et à restituer cette réalité que son livre s'attache.

DOCUMENT

PRESSES DE LA CITE

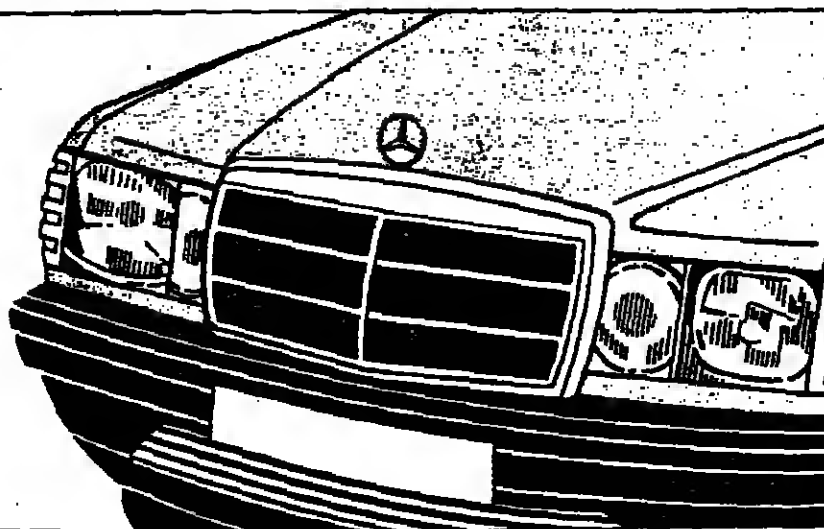
Essayez une Mercedes 84 et gardez-la pour le week-end.

A la grande Cascade du Bois de Boulogne du 1^{er} au 9 octobre.

De 10 h à 19 h, venez essayer toutes les Mercedes 84 : les nouvelles 190, la gamme des 200, les classes S et les 4x4. Après usage au sort, peut-être garderez-vous pour un week-end, la voiture de votre essai.



Mercedes-Benz



VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans toute la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h.

DAUDÉ

75 bis, AV. DE WAGRAM, 17^e
227-86-54/763-34-17

Nouveau rendez-vous

PARIS 15^e

FOIRE A LA FERRAILLE ET AUX JAMBONS

23 septembre - 2 octobre 1983

ESPACE BALARD - Métro BALARD - PARKING

ODOUL Garde-meubles

208 10-30

16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

EUROPE

LA R.D.A. MODERNISE LES DISPOSITIFS DE TIR AUTOMATIQUE A SA FRONTIÈRE AVEC LA R.F.A.

Embarras et déception à Bonn

Cendeur, manque d'expérience ou démagogie ? Les dirigeants de Bonn se sont en tout cas un peu prématurément réjouis des « succès » obtenus dans les relations avec Berlin-Est. La R.D.A. n'avait-elle pas annoncé en début de semaine la suppression de l'obligation de change pour les visiteurs ouest-allemands de moins de quatorze ans et des assouplissements concernant la réunion des familles séparées et les mariages entre Allemands ? N'avait-on pas constaté surtout, au Bavière notamment, que les Allemands de l'Est étaient en train de démanteler le dispositif de tir automatique à la frontière, ces armes particulièrement meurtrières, dont la mise en place dans les années 70 avait constitué un véritable traumatisme pour les Allemands de l'Ouest : cinquante-quatre mille systèmes à déclenchement électrique, fixés sur les 1 400 kilomètres de frontière commune sur un grillage de 3,20 mètres de haut et qui menaçaient de mort ou de blessures atroces ceux qui sont parvenus à franchir les champs de mines ?

Sûr de lui, M. Peter Bönisch, le porte-parole du gouvernement de Bonn, avait affirmé mercredi : « Nous disposons d'indications selon lesquelles les Allemands de l'Est seraient prêts à démanteler toutes leurs installations ». En période de tension Est-Ouest, alors que l'installation des Pershing en R.F.A. devient de plus en plus probable, c'était un franc succès, un exploit même, et quelques commentateurs imprudents estimaient déjà que le gouvernement chrétien-démocrate avait obtenu davantage en quelques mois que les sociaux-démocrates en treize ans l'Ostpolitik.

Il ne faut pas rêver, et l'heure du désenchantement est venue mercredi quand on s'est aperçu que les batteries de tir automatique n'avaient été retirées que pour être remplacées par un matériel plus moderne. C'est le ministre de l'Intérieur bavarois qui a fait état le premier du perfectionnement de ces « automatiques de la mort » dans la région de Neustadt, près de Cobourg. Puis après, des réfugiés arrivés par Kassel affirmaient à leur tour que de nouvelles installations avaient été mises en place, à 500 mètres environ des barrières délimitant la frontière, alors que les précédentes installations se trouvaient sur le trac même de la frontière.

A deux jours d'euphorie succèdent ainsi à Bonn l'embarras, la déception et aussi la colère. Le ministre des affaires interallemandes, M. Windelen, n'a pas caché le sien : si ces informations se confirment, a-t-il dit, cela « constituerait un coup très dur pour les relations entre les deux Allemagnes. (...) Le gouvernement ouest-allemand aurait été dupé ». Oubliés les quelques aménagements - au demeurant de faible portée - sur le change et la réunion des familles. Les chrétiens-démocrates, qui pendant des années ont reproché à leurs prédécesseurs leur « laxisme » à l'égard de la R.D.A., s'aperçoivent avec amertume qu'ils ne sont pas, eux non plus, payés de retour pour l'énorme crédit récemment consenti à Berlin-Est.

A un moment où monte la contestation pacifiste, le chancelier Kohl aurait-il pourtant bien besoin de succès tangibles dans les rapports interallemands. La menace que fait peser sur le dialogue entre Allemands l'installation des Pershing est, en effet, l'un des arguments favorables au mouvement pour la paix. - C. T.

Pologne

LES POURSUITES CONTRE QUATRE ANCIENS ANIMATEURS DU KOR

Inculpés et otages

L'acte d'accusation établi contre MM. Jacek Kuron, Adam Michnik, Henryk Wujec et Zbigniew Romaszewski, tous anciens animateurs du KOR (comité de défense des ouvriers), a été transmis, le jeudi 29 septembre, au tribunal militaire de Varsovie, a annoncé l'agence officielle PAP. Tout semble donc prêt pour l'ouverture d'un grand procès politique qui permettra au pouvoir de régler ses comptes avec ceux qu'il considère comme les inspirateurs du mouvement qui donna naissance à Solidarité. Le cas de deux autres militants de l'ex-KOR, MM. Jan Jozef Lipski et Jan Litwinski, fait l'objet d'une instruction séparée, a indiqué l'agence PAP.

Cependant, devant la Diète, le ministre de la justice, M. Sylwester Zawadzki, a semblé vouloir entretenir une certaine incertitude, en rappelant que la loi d'amnistie votée le 22 juillet dernier autorisait la Cour suprême, sur requête du procureur général, à « annuler les poursuites engagées au titre des délits définis au chapitre XIX du code pénal », chapitre où sont mentionnées les « préparatifs » ou les « tentatives » visant à renverser le système socialiste, qui sont reprochés respectivement aux militants de l'ex-KOR et aux sept dirigeants élus de Solidarité, eux aussi dans l'attente de leur procès.

Selon le ministre de la justice, « l'application de ces dispositions (concernant l'abandon des poursuites) dépendra des progrès de la situation en Pologne, notamment des progrès de la normalisation et de l'arrêt par les clandestins de leurs activités criminelles ».

Cela revient à traiter les inculpés en otages, sans donner pour autant aucune garantie quant à leur libération en cas de reddition des clandestins. Ces derniers, d'après la même loi d'amnistie, ont jusqu'au 31 octo-

bre pour se présenter aux autorités sans encourir de poursuites.

M. Zawadzki a affirmé que trois cent vingt-sept personnes avaient déjà profité de cette offre, tandis que trois mille soixante-huit prisonniers politiques avaient bénéficié, sous une forme ou sous une autre, de l'amnistie (qui prévoit en particulier des réductions de peine, ou des remises en liberté, mais reste conditionnelle : les « amnisties » peuvent être révoquées à tout moment pendant une durée de trois ans et doivent alors faire face à nouveaux aux charges qui pesaient contre eux).

Le ministre a ajouté que quatre-vingt-trois personnes emprisonnées pendant l'état de guerre restaient détenues, tandis que cent seize autres avaient été arrêtées depuis la levée de la loi martiale le 22 juillet.

A Gdansk, M. Lech Walesa, qui a été élu jeudi par plusieurs milliers de personnes, y compris par des délégations venues de diverses villes de Pologne, à l'occasion de son quarantième anniversaire, a signé avec soixante-dix autres responsables de Solidarité une lettre adressée à la Diète pour protester contre les insuffisances de la loi d'amnistie. - (A.F.P., U.P.I., Reuter, A.P.)

● Les adhérents aux « nouveaux syndicats ». - Les nouveaux syndicats mis en place après la mise hors la loi de Solidarité comptent trois millions trois cent mille membres, dont un tiers de retraités, sur une population active de quinze millions de personnes, a déclaré jeudi 29 septembre à Paris un conseiller du ministre polonais du travail. La proportion des membres du parti n'y excède pas 45 %, et les travailleurs sont conscients que le retour au pluralisme syndical, théoriquement possible à partir de 1985, ne servirait pas leur cause, a affirmé le même conseiller, M. Jan Wiskulski.

Cycle de conférences science, technologie et société du CNAM

« L'économie du changement technique »

Ces conférences publiques ont lieu à l'Amphithéâtre Poincaré, bâtiment Foch, 5 rue Descartes, Paris. Première conférence :

Lundi 3 octobre : Carl KAYSER, Professeur d'économie politique, directeur du Program in Science, Technology and Society du M.I.T. :

« Science, gouvernement et industrie aux Etats-Unis : quel de nouveau ? »

Renseignements : Centre S.T.S., CNAM, 2 rue Condé, Paris, 75002, tél. : 271-24-14 poste 531.

AFRIQUE

LE SOMMET FRANCO-AFRICAIN

L'impasse au Tchad

(Suite de la première page.)

Cette mission déçoit sans conteste beaucoup plus d'un accord de défense que d'un accord de coopération. Mais n'est-ce pas justement dans ces contradictions entre l'esprit invoqué (« La France ne sera pas le gendarme de l'Afrique ») et l'action concrète que résident les ambiguïtés de la politique africaine de la France ?

Pour avoir longtemps tergiversé sur la réponse à donner à une intervention libyenne, reconnue avec retard, Paris a dû prendre le risque d'envoyer de nouveau et massive- ment l'armée française dans le « caillou » tchadien. Certes, M. Mitterrand peut se prévaloir d'avoir pratiquement bloqué la guerre et empêché une nouvelle arrivée des troupes libyennes à N'Djamena. Mais à quel prix ? Les hésitations du départ n'ont-elles pas mis à rude épreuve la confiance des alliés africains dans le « parapluie » français et favorisé une surenchère américaine ?

Négocier quoi ?

Aujourd'hui beaucoup d'illusions africaines de Paris ont des doutes sur ses véritables intentions. Tout en soulignant que la France reste en contact avec toutes les parties, on se réfugie à Paris derrière l'O.U.A., qui dit-on, « négocie ». Mais quel, avec qui, puisque, à ce jour, aussi bien M. Hissène Habré que M. Goukouni Oueddei n'ont encore reçu aucun émissaire de l'Organisation ? Celle-ci, laisse-t-on entendre, serait sur le point d'inviter M. Hissène Habré à une future négociation comme président du Tchad et son ancien chef d'une tentative. Mais le dernier n'aurait-il pas été reconnu comme tel à Addis-Abeba en juin dernier ?

Le mini-sommet africain du 15 août dernier à Brazzaville avait mandaté le président de l'O.U.A. pour obtenir un cessez-le-feu et le départ des troupes étrangères. Que l'on sache, le cessez-le-feu de facto est l'œuvre de la dissuasion française, et le départ des troupes étrangères n'apparaît pas proche.

Les échecs répétés de l'O.U.A. dans la crise tchadienne devraient pourtant faire réfléchir, sans compter le fait que certains pays « modérés » cachent à peine leur méfiance vis-à-vis d'un président de l'O.U.A. qui entretient sur son territoire des milliers de conseillers soviétiques et cubains. Le compromis boiteux obtenu à Addis-Abeba pour sauver l'Organisation après les deux échecs de Tripoli montre assez la profonde division de ses membres pour que l'on ait des doutes sur sa capacité à trouver solutions au conflit tchadien.

On reconnaît dans le même temps, cité française, que « l'Union africaine », signifiant par là-même que les rencontres informelles entre les vingt-sept chefs d'Etat attendus pourraient permettre de dégager le terrain pour une éventuelle négociation. Mais négocier quoi ? Une réconciliation inter-tchadienne ? C'est à l'anarchie en perspective - répond-on à N'Djamena, où l'on se déclare prêt à parler sur tout le monde, mais pas à remettre en cause le pouvoir éternellement acquis. Pour N'Djamena, l'interlocuteur reste la Libye, seule responsable de la perpétuation de la guerre. M. Hissène Habré, qui vient solliciter la solidarité de ses amis traditionnels, pourrait trouver auprès d'eux, face à la position française, de solides appuis. Ne dit-on pas que les plus fidèles alliés de Paris se concertent avant de reconstruire dimanche soir 2 octobre le chef de l'Etat français ? Ils pourraient à cette occasion, dit-on, renouveler solennellement leur soutien à M. Hissène Habré, dénoncer le risque d'éventuelles « combines », d'une réconciliation trop bien parallèle, et insister auprès de M. Mitterrand sur la nécessité pour le Tchad de retrouver au plus vite son intégrité territoriale dans les frontières héritées de la colonisation.

Cette position sera sans nul doute combattue par les « progressistes » présents à Vittel qui, s'ils reconnaissent en privé la lassitude que leur inspirent les menées du colonel Kadhafi, ne veulent pas se prononcer publiquement contre lui.

Que fera la France, qui, paradoxalement, semble faire dépendre le sort de son armée de négociations qui se déroulent ou ne se déroulent pas en dehors d'elle-même ? Le projet de fédération, relancé après M. Giscard d'Estaing par M. Mitterrand, est pratiquement rejeté par tous les Tchadiens, qui y voient l'ébauche de la partition. Une chose est sûre, la situation actuelle ne peut s'éterniser. Le colonel Kadhafi a sans doute moins qu'autrefois les moyens d'entretenir à grands frais un corps expéditionnaire qui n'a pas gardé de très bons souvenirs du Tchad, mais il n'a pas, comme M. Mitterrand, à se préoccuper de son opinion publique. M. Hissène Habré, quant à lui, ne peut se permettre de rester trop longtemps maître d'une moitié du pays, d'autant plus que l'agitation reprend dans le Sud.

« La France n'a que là où elle voudra aller dans l'intérêt commun qu'elle entend servir », disait M. Mitterrand le 25 août. Mais, répond-on à N'Djamena, non sans justesse, « la France est condamnée à réussir ou à échouer avec nous ». La partie, mal engagée, est loin d'être gagnée.

Une demi-mesure

Mise à rude épreuve dans l'affaire du Tchad, la crédibilité française a eu subi un revers en Haute-Volta. L'arrestation, le 17 mai, du premier ministre, considéré comme pro- libyen, le capitaine Sankara, alors que M. Guy Pénne se trouvait à Ouagadougou, puis sa libération, qui lui a permis de fonder un coup d'Etat et de reprendre le pouvoir, le 4 août, sont portés au débit du gouvernement de Paris.

Une fois encore, la demi-mesure a prévalu. A partir du moment où l'on intervenait pour conseiller un président Ouédraogo de se débarrasser de son remuant premier ministre, n'aurait-il pas fallu lui assurer les moyens de la politique qu'on lui suggérait ? Certes, le capitaine Sankara clame ses bonnes intentions vis-à-vis de la France, mais ce n'est plus un secret à Ouagadougou que des armes libyennes débarquent à Pô, via le Ghana. Comment cela n'aurait-il pas le colonel Kourouma du Niger, déjà aux prises avec les visées libyennes sur ses Touaregs du Nord, ou le président Houphouët-Boigny, dont le pays accueille plus d'un million de Voltaïques ?

Troisième point sur lequel la politique française a déçu nombre d'Africains, l'Afrique point immanquablement le pas le colonel Kourouma du Niger, déjà aux prises avec les visées libyennes sur ses Touaregs du Nord, ou le président Houphouët-Boigny, dont le pays accueille plus d'un million de Voltaïques ?

La crise économique mondiale, qui frappe tout particulièrement l'Afrique, sera le deuxième point important discuté à Vittel, puisqu'une réunion ministérielle, en présence de M. Delors, est prévue le mardi 4 octobre. Ce sera sans doute l'occasion pour le ministre français des finances d'examiner avec ses partenaires les efforts que peut consentir la France, alors que vient de s'achever l'Assemblée générale du F.M.I. et de la Banque mondiale. Cette réunion précèdera de quatre-vingt heures l'ouverture, à Bruxelles, des négociations entre la C.E.E. et les pays A.C.P. sur le renouvellement de la convention de Lomé.

Sur ce chapitre, le discours présidentiel est constant. Il n'est pas de sommet, de réunion - et le discours de M. Mitterrand devant l'Assemblée générale de l'ONU en porte encore témoignage - où la France n'ait tenu un langage lucide et courageux sur le nécessaire développement économique des pays du Sud. Les pays africains y sont sensibles, mais, dans la réalité, les choses ne sont pas aussi simples. Les problèmes du pétrole congolais ou du gaz camerounais sont autant d'exemples mis en lumière, éducation de l'action au discours.

Certes, le budget de la coopération, dont on va soustraire la part liée au surcoût du gaz algérien, est en augmentation de 11 à 12 %, alors que le budget général n'augmente que de 6,3 %. Dans ce budget, les crédits du FAC (Fonds d'action et de coopération), qui vont être, dit-on, réorientés en faveur des investissements productifs, augmenteront de 14 %. C'est incontestablement un signe de la volonté politique de respecter les engagements pris pour atteindre, en 1988, le chiffre recommandé par l'ONU de 0,7 % du produit national brut en faveur des pays en voie de développement. Mais un examen plus attentif des engagements pris, notamment lors des sommets de la dernière année, montre que beaucoup de projets doivent être reportés ou établis budgétairement sur plusieurs années pour pouvoir être réalisés.

Du fait de la crise, la coopération au sens strict n'a-t-elle pas pris le pas sur le développement, au risque de décevoir les espoirs qu'avait fait naître dans le tiers-monde l'arrivée des socialistes au pouvoir ?

Pris entre un héritage historique qu'il entend pleinement assumer et une idéologie tiers-mondiste parfois éloignée des réalités, M. Mitterrand a souvent été contraint de s'adapter aux circonstances. Il a, certes, effacé les aspects les plus scandaleux des relations franco-africaines. Il lui reste toujours à définir une véritable politique, ce qui n'est pas une mince tâche, l'idéologie s'accommodant mal des diverses réalités.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Kenya

Les résultats des élections législatives témoignent d'une désaffection à l'égard du régime

De notre correspondant

Nairobi. - Parti perdu pour M. Arap Moi, le chef de l'Etat, qui avait appelé ses concitoyens à se rendre en masse aux urnes, le lundi 26 septembre, pour renouveler le Parlement (le Monde du 28 septembre). Les résultats provisoires laissent, en effet, apparaître un taux de participation nettement inférieur à 50 %, alors qu'il avait atteint environ 75 % aux élections législatives de novembre 1979. A Nairobi, il n'a pas dépassé 30 %. Il est même tombé à 20 % à Mathare-Valley, la plus grande circonscription du pays (120 000 inscrites), où « campent » les ruraux attirés par les lumières de la capitale kenyane.

Autre déception pour M. Arap Moi : les Kenyans ont ignoré l'appel qu'il leur avait lancé pour l'aider à changer le personnel politique. Sur les 158 sièges à pourvoir, les sortants n'en ont obtenu que 66 - M. Philip Lesky, le seul parlementaire blanc, a conservé le sien, - soit un taux de renouvellement voisin de 40 %, alors qu'à la faveur des précédentes consultations plus de la moitié des circonscriptions avaient changé de titulaire. Cinq ministres sur vingt-quatre ont été battus. M. Zacharia Oryanya, ministre du plan et du développement, vient, pour sa part, d'être inculpé, après sa réélection, du meurtre d'un partisan de l'un de ses adversaires.

Au reste, la tribu dominante du pays, les Kikonyous, a probablement voulu traduire, par son bulletin de vote, un certain ressentiment à l'encontre du pouvoir qui lui a donné l'impression de lui chercher querelle à travers les attaques portées contre M. Njonjo, l'un de ses plus éminents représentants. Le chef de l'Etat doit maintenant, selon la Constitution, nommer douze députés. Repêcher-til, à cette occasion, certains de ses

fidèles ? Il doit surtout former un nouveau gouvernement dont les membres sont obligatoirement choisis parmi les parlementaires. Le résultat des élections complique la mission qu'il s'était donnée de « faire du ménage dans la maison ».

Constatation plus encore encore pour le chef de l'Etat : plusieurs de ses proches collaborateurs, notamment deux ministres adjoints, MM. John Ken et Kagura, ainsi qu'un certain nombre de candidats considérés, à tort ou à raison, comme des « hommes du président », ont été battus. A Kikuyu, fief de M. Charles Njonjo, ancien ministre des affaires constitutionnelles, que M. Moi avait démis de ses fonctions en juin dernier, M. Kabili Kinyanjui, chef de sa précédente campagne électorale, qui se présentait en son lieu et place, a fait subir une cuisante défaite à un envoyé du pouvoir, rassemblant 23 244 suffrages derrière son nom et n'en concédant que 1 226 à son adversaire.

En l'absence de tout commentaire officiel sur les résultats assez surprenants de cette consultation, la presse kenyane s'interroge sur les raisons de l'abaissement du corps électoral, qualifié de « déprimé » par le *Daily Nation*. Certains mettent en avant le fait que le 26 septembre n'avait pas été déclaré jour férié. D'autres, plus sérieusement, évoquent l'attitude de la nouvelle génération d'électeurs, moins « motivés » que leurs aînés qui, eux, ont connu « le combat pour l'indépendance ». D'autres encore expliquent cette apathie populaire par la distance que prend le citoyen de base - le *wananchi* - vis-à-vis d'un système qui, à l'expérience, lui profite peu.

JACQUES DE BARRIN.

Centrafrique

Vers un « front uni » de l'opposition ?

Plusieurs membres de partis politiques centrafricains, interdits par le régime militaire du général André Kolingba, se sont réunis clandestinement, le 5 août dernier, dans le nord du Centrafrique pour constituer une nouvelle formation politique, le parti révolutionnaire centrafricain (P.C.R.). La réunion s'est déroulée dans la localité de Moyenne-Sido, au nord-est de la ville de Bossango, non loin de la frontière tchadienne. Le P.C.R. regroupe notamment des éléments du Mouvement de libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.) de M. Ange Patasse, des membres du Front patriotique ouabangien (F.P.O.) de M. Ange Patasse, du Parti du travail (P.T.) de M. Abel Gombos, qui a été récemment libéré des prisons centrafricaines, ainsi que des éléments du Mouvement centrafricain de libération nationale (M.C.L.N.). Cette dernière formation avait revendiqué l'attentat dans un cinéma de Bangui, le 14 juillet 1981, avait fait plusieurs morts. Un des principaux responsables du M.C.L.N., est l'ex-général François Bozize, im-

plicé dans la tentative de coup d'Etat du 2 mars 1982.

D'autre part, le M.L.P.C. a tenu un congrès extraordinaire du 14 au 18 septembre en Centrafrique (dans un lieu resté secret). Un « jugement global » négatif a été rendu sur l'activité du bureau politique, présidé par M. Ange Patasse. Au cours du congrès, le bureau a été dissous et une nouvelle « direction politique » de neuf membres a été élue. Le secrétaire général du comité exécutif est M. Francis Albert Ouakanga, le secrétaire général adjoint, M. Jacques Bonino, et le secrétaire aux relations extérieures, M. Raphaël Nambéle. Le M.L.P.C., qui s'est prononcé pour le « socialisme démocratique », a lancé un appel au général Kolingba pour que celui-ci entame « le processus de démocratisation de la vie politique nationale », en engageant un dialogue avec « toutes les forces politiques sans exception ». Le M.L.P.C. souhaite promouvoir une stratégie visant à créer un « front uni » de l'opposition.

TCHAD
HISSEIN HABRE
DIT TOUT

Le président tchadien est venu à la Conférence franco-africaine de Vittel pour demander à François Mitterrand : « A quoi servent les soldats que vous m'envoyez ? ».

En exclusivité dans Jeune Afrique il dit : « Les casques bleus français confortent la position de Kadhafi au Tchad ». Il en demande la preuve contraire.

Jeune
afrique

N° 1187 - 29 septembre au 7 octobre 1983

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

الجزيرة

1500 Miles

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

Les Beyrouthins commencent à espérer que le cessez-le-feu sera durable

Beyrouth. — Après trente-deux jours de fermeture, l'aéroport international de Beyrouth, ouvert le jeudi après-midi 29 septembre à la navigation aérienne, a accueilli un Boeing-707 de la Middle East Airline venant de Djeddah avec cent deux passagers à bord, pour la plupart des pèlerins de La Mecque.

Le bruit assourdissant des moteurs des gros-porteurs qui survolent la capitale libanaise à très basse altitude avant d'atterrir constitue d'habitude une source de gêne pour les habitants de la capitale. Jeudi, il était pour les Beyrouthins la plus douce des musiques : la preuve que l'on s'engageait de part et d'autre sur la voie des concessions pour empêcher que le fragile cessez-le-feu ne s'effondre.

Le problème de la réouverture de l'aéroport, que l'on croyait difficile à régler, a été résolu rapidement au cours de la seconde séance de la commission militaire de sécurité chargée de superviser le cessez-le-feu. Le parti socialiste progressiste, qui, mercredi encore, affirmait que l'ouverture de l'aéroport avantagerait l'armée libanaise, a, semble-t-il, reçu l'assurance formelle qu'il serait réservé strictement au trafic civil. On ajoute qu'une démarche pressante de l'Arabie Saoudite a également contribué à précipiter le règlement de ce litige.

Les Beyrouthins commencent maintenant à espérer que le cessez-le-feu sera durable, même si les préparatifs pour la convocation du congrès national de réconciliation semblent piétiner. La troisième réunion de la commission de sécurité prévue pour ce vendredi matin pourrait permettre de dégager de nouvelles mesures. Le *Safir* évoque la possibilité de lever le couvre-feu, qui oblige les habitants de Beyrouth-Ouest à rester chez eux à partir de 20 heures. On parle également du démantèlement de la route côtière qui mène de Beyrouth à Salda, vers le sud. Une portion de cette route, entre Khaldé et la rivière Awali, est en effet, encombrée de barrières « agressives » des Forces libanaises (chrétiennes), qui « harcèlent » souvent les voyageurs musulmans. Le représentant des Forces libanaises au sein de la commission aurait promis de faire tout son possible pour obtenir l'élimination de ces barrières qui constituent non seulement une entrave à la circulation, mais également une source de tensions permanentes.

A ce propos, M. Saeb Salam, l'un des chefs de la communauté sunnite de Beyrouth, a violemment critiqué les Forces libanaises, qui, a-t-il dit, « ne tiennent pas les promesses ».

De notre envoyé spécial

maintes fois répétées de ne plus susciter les rancunes en lésant les intérêts des gens ou en portant atteinte à leur dignité. Évoquant les exactions des « barbares libanais » sur la route Salda-Beyrouth, celles qui se multiplient dans l'Iklim-El-Kharroub et dans le port, M. Saeb Salam a estimé que « le comportement « barbare » des miliciens des Forces libanaises n'aide pas l'Etat à consolider son autorité ». Il pose la question : « Le Front libanais est-il responsable de tout cela et l'admet-il ? M. Pierre Gemayel, qui est devenu le commandant suprême des Forces libanaises, a répondu : « Il est responsable de tout cela et l'admet-il ? ».

Une autre mesure apparemment destinée à dépassionner le climat politique est la décision des autorités d'étendre la censure préalable — appliquée depuis près de trois semaines à la presse écrite — à toutes les radios privées. Celles-ci, au nombre de trois — la Voix du Liban (les Forces libanaises), la Voix du Liban (parti des Phalanges) et la Voix du Liban arabe (mouvements nassériens), — devront, désormais, soumettre le texte de leurs bulletins d'information, leurs commentaires et leurs causeries politiques aux inspecteurs de la sûreté générale, qui, en vertu d'un décret du 1^{er} janvier 1977, sont chargés d'exercer la censure sur les médias.

La censure sur la presse

Trois autres postes privés, celui des Maradas, de M. Soleiman Frangé, dans le nord, la Voix de l'espoir, du commandant Saad Haddad, dans le sud, et une radio expérimentale du parti socialiste progressiste, émettant à partir d'Aley, échappent à cette mesure, puisqu'elles sont situées hors du territoire contrôlé par l'Etat.

Il faudra un certain temps cependant pour voir comment sera appliquée cette nouvelle mesure et constater si elle sera dirigée essentiellement contre la radio des mouvements, qui reflète avec plus ou moins de bonté une certaine sensibilité musulmane, ou également contre la radio du parti phalangiste, et surtout contre celle des Forces libanaises, qui, depuis dimanche dernier, critique sévèrement le volet politique de l'accord cooia, le 25 septembre, pour l'instauration d'un cessez-le-feu.

En ce qui concerne la censure sur la presse écrite, il est évident qu'elle favorise les journaux « pro-gouvernementaux ». Il arrive souvent qu'une information censurée dans le *Safir*, qui penche plutôt en faveur de l'opposition, soit autorisée à paraître telle quelle dans le *Nahar*. C'est ainsi que la récente déclaration de M. Walid Joumblat affirmant que « les druzes auront recours aux armes si les négociations échouaient » a été supprimée dans le *Safir*, mais conservée dans le *Nahar*. Une autre information parue dans le *Safir* sur une colonne et affirmant que M. Yasser Arafat Rabbo, un des dirigeants du Front démocratique palestinien, demandait des mesures contre Washington, a été supprimée par les censeurs, qui, en revanche, ont soulevé aucune objection à ce qu'elle soit publiée dans le *Nahar* sur trois colonnes. Tout récemment, un communiqué du Front du salut national affirmant qu'il n'opposait aucun veto à la participation de MM. Wazzan et Kamal Assaad au dialogue national a été censuré afin, semble-t-il, de ne pas contredire la thèse officielle selon laquelle le Front du salut national s'opposait à la participation du premier ministre et du président de l'Assemblée nationale à la conférence de réconciliation nationale prévue par l'accord de cessez-le-feu (1).

Toutes les déclarations critiques de la politique américaine au Liban

sont systématiquement supprimées même si elles sont le fait de personnalités connues sur le plan international. C'est ainsi que M. Orontyko a été censuré dans l'ensemble de la presse libanaise pour avoir dit que les Américains « devraient quitter le Liban ». Même l'émir Bandar Bin Sultan, l'ambassadeur du roi Fahd, et principal artisan de l'accord du 25 septembre, n'a pas échappé à la vigilance des censeurs, qui ont empêché la publication de sa déclaration affirmant que, « s'il n'y avait pas d'accord rapide, ce serait la partition » (du Liban).

Depuis mercredi, la censure s'applique également aux illustrations. Les combattants chiites, druzes et phalangistes, par exemple, ne sont plus visibles dans les nombreuses pages de photos que la plupart des journaux de Beyrouth consacrent aux événements.

JEAN GUEYRAS.

(1) N.D.L.R. — L'exclusion de ces deux personnalités a été requise et obtenue, semble-t-il, par la Syrie.

La Syrie refuse la présence d'observateurs de l'ONU

Le maintien du contingent américain de la force multinationale au Liban jusqu'en 1985 est désormais acquis. Après la Chambre des représentants, le Sénat des Etats-Unis a approuvé, le jeudi 29 septembre, un projet de loi autorisant le président Reagan à proroger la présence des « marines » pendant dix-huit mois. Le texte a été adopté à une majorité de 54 voix contre 46.

Pour empêcher son adoption, certains sénateurs s'étaient référés à un sondage publié le jour même indiquant que 58 % des Américains souhaitaient le retour de leurs soldats avant six mois ; 43 % contre 46 % des personnes interrogées estiment que l'engagement américain au Liban pourrait conduire à une guerre ; 67 % se sont accordés pour affirmer que le Liban n'est pas suffisamment important pour que les Etats-Unis courent le risque d'être engagés dans une guerre.

Cet aspect du conflit libanais étant réglé, il reste au gouvernement

américain à convaincre la Syrie et l'Union soviétique d'accepter le déploiement rapide d'observateurs des Nations unies dans le pays du Cèdre. Au cours de délicates tractations conduites jeudi à New-York, le chef de la diplomatie de Damas, M. Khaddam, s'est montré intransigent, notamment au cours de ses entretiens successifs avec les ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

On apprend, de source américaine, que la Syrie ne veut pas d'observateurs venant « de pays déjà impliqués au Liban » et penche plutôt pour une force recrutée dans les pays arabes.

L'émir Bandar, le médiateur saoudien, actuellement à Washington, a pris la défense de l'attitude de la Syrie en déclarant notamment que celle-ci avait « soulevé des objections valides » puisqu'elle voulait éviter d'instaurer au Liban une situation de « type chypriote », où la

présence des observateurs de l'ONU a entraîné la partition de l'île.

Précisément, le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a lancé jeudi un cri d'alarme contre la menace de partition du Liban que projetaient, selon lui, les Etats-Unis, Israël et « certains partenaires arabes ». M. Arafat estime, d'autre part, qu'il a été « lâché » par l'opposition libanaise qui aurait « cédé au chantage de la Syrie ». Il s'est également plaint, implicitement, de l'attitude soviétique tout en lui trouvant des circonstances atténuantes : « L'U.R.S.S. », a-t-il dit, « demeure perplexe devant la confusion de ses alliés arabes avec lesquels elle a signé des pactes ».

Le gouvernement syrien a, pour sa part, confirmé que les fedayins, partisans de Yasser Arafat, avaient été expulsés de la vallée libanaise de la Bekaa en raison d'activités « qui servaient les intérêts de l'ennemi sioniste ». — (A.F.P., U.I.P., A.P., Reuter)

JUSQU'AU 3 OCTOBRE

Gagnez 3 Fiat Panda et 12 week-ends à Rome

Chez Fiat, c'est le pays des Malices. Entrez vite chez votre concessionnaire découvrir les nouveaux modèles Fiat 1984. Essayez la voiture de votre choix... et gagnez l'un des 566 magnifiques «cadeaux à Malices»...

1^{er} prix : une Fiat Panda 4x4, 2^e prix : une Fiat Panda 45, 3^e prix : une Fiat Panda 34. Du 4^e au 16^e prix : un week-end à Rome pour 2 personnes. Du 17^e au 66^e prix : une montre Panda. Du 67^e au 566^e prix : un sac de sport.

Comment gagner ?

Il vous suffit de remplir votre carte de participation et d'effectuer l'essai d'un modèle Fiat 84". Pour vous remercier, votre concessionnaire vous remettra déjà un superbe bandeau de jogging... Et si votre carte de participation est tirée au sort, vous serez l'un des heureux gagnants d'un «cadeau à Malices».

* L'essai s'applique à tous les modèles Fiat 84", dans la limite des disponibilités des voitures de démonstration. Le règlement du concours peut être consulté chez tous les concessionnaires Fiat participant à l'opération.

CARTE DE PARTICIPATION

Valable du 16 au 3 octobre inclus

FIAT

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____

VOIR POUR LIRE

LAMPE DE LECTURE HALOGENE DOUBLE INTENSITE BLANC, NOIR, ROUGE

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ECLAIRAGE

38-40 RUE JACOB

75006 PARIS

TEL : 266.25.11

VIVEZ EN EUROPE 1 LES GRANDS MOMENTS DE LA SEMAINE

JACQUES DELORS

Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget

DIMANCHE 2 OCTOBRE à 19h

CLUB DE LA PRESSE EUROPE 1

animé par Gérard Carreyrou et Alain Duhamel.

Le Monde

politique

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DANS L'OPPOSITION ET LA MAJORITÉ

Équilibre difficile

Gougenard, M. Pierre Mauroy soulignait jeudi après-midi, devant les parlementaires socialistes, que le débat ouvert par l'opposition sur les difficultés d'une éventuelle cohabitation, après les élections législatives de mai, n'est pas une question de majorité ou de minorité, mais une question de responsabilité.

Le premier ministre jouait sur du velours puisque le matin même, à Divonne-les-Bains, M. Giscard d'Estaing lui avait donné raison sur ce point, en affirmant que ce débat lui paraissait « inopportuniste », car il divise l'opposition.

M. Mauroy a prolongé ses propos par une lapalissade : « La solution au problème, dit-il, c'est la reconduction d'une majorité de gauche ». Dans le discours qu'il a prononcé à huis clos (seuls quelques extraits de cette allocution ont été rendus publics), M. Mauroy a souligné, toutefois, que non seulement la marge de manœuvre du gouvernement reste faible, mais qu'il y a une tendance à se réduire davantage. Cette analyse traduit, de sa part, une évolution.

Au printemps dernier, le chef du gouvernement laissait entendre qu'un surcroît d'effort en 1984 permettrait de desserrer l'austérité en 1985 pour pouvoir ensuite aborder les législations en sa faveur d'une réussite devant les électeurs.

Aujourd'hui, M. Mauroy n'est plus sûr de rien. C'est pourquoi il s'accroche fermement à un projet de budget dont l'élaboration lui a donné tant de mal, incitant les parlementaires à se réserver eux-mêmes une marge de manœuvre... pour 1985 : « N'oubliez jamais que chaque fois qu'en 1984 vous donnez un avantage à un contribuable, vous n'en disposez plus en 1985 », disait-il jeudi à son auditoire. « À moyen terme, ajoutait-il, il n'existe aucune certitude », à cause de l'environnement international.

M. Mitterrand a quelque peu compliqué la question par les promesses d'allègement de la fiscalité qu'il a faites le 15 septembre sur TF 1. Le premier ministre a fait observer que le projet de budget pour 1985 serait donc aussi difficile à « boucler », sinon plus, que celui de cette année.

Bref, M. Mauroy se montre beaucoup plus circonspect qu'il ne l'était au lendemain des municipales, quand il assurait que, pour la gauche, « la moisson viendra en 1985-1986 ».

Comme il n'est pas question de sacrifier l'effort de redressement économique aux contraintes électoralistes, sauf à se déconsidérer totalement, le premier ministre compte maintenant sur la majorité parlementaire pour l'aider à compenser les nouvelles contraintes budgétaires par la continuation des réformes tendant à « transformer la société française ». Surtout de réformes qui puissent se traduire très concrètement dans la vie quotidienne, avant 1988.

Le premier ministre en conclut que, entre ces différents impératifs, l'équilibre sera difficile à trouver. C'est le moins qu'on puisse dire.

ALAIN ROLLAT.

LES CONSÉQUENCES DE LA DISSOLUTION DE LA C.C.N.

Le vice-président de l'assemblée de Corse quitte le M.R.G.

Correspondance

Bastie. — M. Toussaint Luciani, vice-président de l'Assemblée de Corse, a démissionné, mercredi 28 septembre, de la fédération de Corse-du-Sud du Mouvement des radicaux de gauche, (*le Monde* du 30 septembre). « La voix des radicaux du clanisme prime désormais sur celle du président de l'Assemblée de Corse », a estimé M. Luciani qui ajoute dans une déclaration : « Les principaux dirigeants du Mouvement des radicaux de gauche continuent de camper sur des positions passivistes ».

M. Luciani, qui conserve son poste de deuxième vice-président de l'Assemblée de Corse, entend protester contre la prise de position de M. François Giacobbi (M.R.G.), président du conseil général de la Haute-Corse, après la rencontre des élus corses avec le ministre de l'Intérieur, dimanche 25 septembre. M. Giacobbi a affirmé que les élus présents avaient été unanimes pour réclamer la dissolution de la Consultative des comités nationalistes (C.C.N.). Or M. Prosper Alfonsi,

président de l'Assemblée de Corse, a précisé que, lors de sa rencontre avec M. Defferre, il n'avait à aucun moment donné son accord pour cette dissolution. Cette polémique interne au Mouvement des radicaux de gauche de Haute-Corse traduit un malaise ancien entre M. Giacobbi, qui entend strictement limiter l'application du statut particulier auquel il était opposé, et M. Alfonsi, qui en est un farouche partisan. Face au mouvement nationaliste, les deux hommes divergent aussi totalement. M. Giacobbi le résume en effet d'emblée. M. Alfonsi distingue, lui, sa dimension culturelle, qu'il ne rejette pas, de son expression politique, qu'il combat. Alors que cette polémique a surpris, les deux protagonistes ne veulent pas envenimer les choses et évitent de nouvelles prises de position qui pourraient conduire à un trouble profond au sein du Mouvement des radicaux de gauche du nord, traumatisés après l'assassinat de Pierre-Jean Massimi.

DOMINIQUE ANTONI.

Au P.S. : M. Mauroy affirme que le gouvernement est abusivement accusé de « matraquage fiscal »

Au terme de leurs deux journées d'études, qui se sont terminées par une intervention du premier ministre et un débat essentiellement consacré aux questions économiques, les parlementaires socialistes ont voulu donner l'image d'un accord dans le soutien à la politique de rigueur du gouvernement. M. Christian Goux, président de la commission des finances, qui, dans le passé, avait critiqué le plan Delors, ne tient pas un langage très éloigné de celui du premier ministre lorsqu'il affirme que la lutte anti-inflationniste « est nécessaire pour éviter l'augmentation du chômage ».

Seuls les amis de M. Chevènement (CERES) sont restés en retrait bien qu'ils aient modéré leurs critiques. M. Georges Sarre, l'un des fondateurs du CERES, a réclaté jeudi à la tribune « un renforcement de notre industrie, à marche forcée (...), prise en compte des filières portées d'avenir ». Le député de Paris a ajouté : « Si on attend 1985 pour ouvrir le robinet et pour préparer les élections législatives de 1986, il sera trop tard (...). On ne peut pas se contenter d'une incantation au patronat sur le thème « Investissez, investissez » et d'une orientation générale déflationniste. » A propos de la fiscalité, M. Georges Sarre a estimé que « décharger les entreprises pour charger les ménages » est une entreprise « à haut risque » politique.

M. Pierre Mauroy a répondu aux réserves formulées sur le projet de budget pour 1984 par certains parlementaires de la majorité. Le premier ministre a notamment déclaré : « En 1984, l'effort fiscal demandé aux revenus du capital sera, relativement, aussi important que celui qui est demandé aux revenus du travail. Et cela pour trois raisons : premièrement, la surtaxe progressive touche l'impôt sur le revenu touche les revenus du capital comme ceux du travail. Les revenus professionnels (bénéfices non commerciaux, bénéfices agricoles, bénéfices industriels et commerciaux), d'une part, les revenus fonciers comme ceux des capitaux (dividendes), d'autre part, eurent en effet dans le champ de l'impôt sur le revenu. S'il est vrai que certains salariés seront assujettis à cette surtaxe progressive, ce sera aussi le cas des professions libérales et commerciales. Certains cadres paieront la surtaxe, mais des notaires, des pharmaciens, des commerçants, la paieront aussi. (...) »

« La seconde raison qui explique que le capital est vraiment mis à contribution, c'est que le prélèvement proportionnel de 1 % sur les revenus imposables, destiné au financement de la Sécurité sociale, sera étendu l'an prochain aux plus-values boursières, aux profits réalisés sur des constructions et aux revenus tirés de placements à revenu fixe soumis aux prélèvements libéraux. (...) »

Enfin, la troisième raison qui montre que le capital est vraiment

« M. Joxe et le CERES. — M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, écrit, dans l'hebdomadaire du P.S., l'Unité, daté 30 septembre, sous le titre « La synthèse est souhaitable », que la motion du CERES pour le congrès socialiste de Bourg-en-Bresse « a été précédée de déclarations parfois incohérentes avec la politique suivie actuellement. Elle est accompagnée de nouvelles déclarations partiellement contradictoires... Cela surprend beaucoup d'entre nous ». M. Joxe ajoute cependant : « Dans ses grandes lignes, la motion 2 n'est pas contradictoire, dans son état actuel, avec la nôtre (la motion 1, qui réunit les amis de M. Jospin, ceux de M. Joxe, de M. Mauroy et les rocardiens). On peut penser qu'elle est rédigée pour préparer une synthèse au congrès qui me paraît souhaitable. »

« Nous réfléchissons à un dispositif qui, sans remettre en cause les principales caractéristiques de la surtaxe (seuils à 20 000 et 30 000 francs, taux de 5 à 8 %), permette un lissage de cet effet. (...) »

mis à contribution, c'est la réforme des droits de succession. Il s'agit d'une réforme particulièrement importante puisque nous prévoyons notamment de doubler les taux qui frappent les gros patrimonains, tout en allégeant l'impôt sur les héritages modestes. (...) »

Le premier ministre a ensuite justifié la surtaxe instituée sur l'impôt sur le revenu : « Le seuil a été fixé par le gouvernement à 20 000 francs d'impôt, ce qui permet d'exonérer l'immense majorité des travailleurs actifs ou retraités. Il existe dans notre pays 22 millions de foyers fiscaux. Il n'y en a que 1 870 000 qui sont concernés par la surtaxe progressive. C'est-à-dire moins de 9 % ! Ne nous laissons donc pas obséder par des compagnies excessives qui, pour défendre une minorité, cherchent à effrayer l'ensemble des Français. (...) »

« Sur les 1 870 000 foyers fiscaux qui doivent acquiescer (la surtaxe), environ 750 000, ceux qui versent entre 20 000 et 30 000 francs d'impôt, seront assujettis à une majoration de 5 %. Pour un ménage avec deux enfants, le seuil de 20 000 francs d'impôt correspond, ainsi que je l'ai indiqué à la télévision, à un salaire mensuel net de 16 000 francs environ. (...) »

« Je n'ai, bien sûr, jamais dit qu'avait 16 000 francs par mois on était riche. Mais je demande que l'on garde à l'esprit la réalité du niveau des salaires en France (...) ». Il est exact que lorsque les deux conjoints travaillent, ils peuvent dépasser le seuil des 20 000 francs d'impôt sans que, pris séparément, ils fassent partie des titulaires de revenus élevés. Un grand nombre d'entre eux ont souhaité un aménagement de la surtaxe progressive visant à effacer l'effet de ressaut autour du seuil de 20 000 francs d'impôt.

« Nous réfléchissons à un dispositif qui, sans remettre en cause les principales caractéristiques de la surtaxe (seuils à 20 000 et 30 000 francs, taux de 5 à 8 %), permette un lissage de cet effet. (...) »

Au R.P.R. : « La France est entrée en récession » déclare M. Marette

De notre envoyé spécial

Avignon. — Il était impossible de trouver, jeudi 29 septembre, en Avignon, un parlementaire R.P.R. acceptant de parler du problème de la « cohabitation ». Non seulement aucun orateur des journées d'études du groupe émiragien n'a évoqué cette question, mais, même dans les conversations privées, ce thème ne faisait pas recette. Tout au plus, chacun renvoyait-il au dernier exposé de la question par M. Chirac, dans les colonnes du *Figaro* (*le Monde* du 30 septembre), pour assurer que, ainsi, tout avait été dit.

Le président du R.P.R. lui-même ne compte plus s'exprimer sur ce sujet ; il rappelle seulement que la décision, en cas de victoire de l'opposition en 1986, appartiendra au seul chef de l'Etat.

Les parlementaires R.P.R. jugent plus sage et plus efficace d'ajouter encore leurs critiques de la politique gouvernementale et d'affirmer un peu plus les propositions de remplacement qu'ils avancent. C'est en matière européenne qu'ils ont été le plus concrets. Aucun, cependant, n'a évoqué la proposition de constituer une liste d'union de l'opposition pour le scrutin du 19 juin 1984, le R.P.R. considérant que le refus de l'U.D.F. règle au moins pour aujourd'hui cette question.

Sur le plan technique, la revanche, les orateurs ont tous déploré les carences des communistes européens. Ainsi, M. Michel Noir, député du Rhône, a-t-il fait quatre propositions : « Savoir dire « non » et provoquer une crise pour sortir

de la zone technocratique ; proposer une stratégie pour les industries du futur ; coordonner les efforts en vue de réduire la dépendance énergétique ; faire de même pour les politiques économiques et monétaires. »

Selon lui, en effet, « l'Europe accepte un « Munich » industriel, scientifique et technique, puisque son industrie se vend par morceaux aux Américains et aux Japonais ». M. Marc Lauriol, député des Yvelines, a proposé la création d'une caisse européenne d'équipement, chargée de financer de grands travaux.

La politique économique du gouvernement a été largement critiquée. Un thème central s'est dégagé, sous forme d'une sorte de syllogisme : seule la confiance et les libertés retrouvées peuvent assurer la relance économique ; or le gouvernement a perdu cette confiance ; donc il faut que les électeurs changent la majorité. Ainsi, M. Jacques Mallet, député de Paris, a-t-il affirmé : « La France est entrée en récession ; le pouvoir socialiste-communiste, pris à la gorge par deux ans de dépenses et d'endettement à tout va, développe, dans le plus grand désordre, un plan d'austérité sauvage (...) pour exorciser le ras-le-bol des Français par une gigantesque manœuvre d'inactionnisme où alternent les contre-vérités et le rêve éveillé. » Selon

A l'U.D.F. : M. Giscard d'Estaing propose une « opposition libérale »

Après avoir un moment hésité, M. Giscard d'Estaing s'est finalement décidé à se rendre aux journées parlementaires de l'U.D.F. réunies à Divonne-les-Bains (Ain). Jeudi, il a reçu des députés et des sénateurs — que M. Barre avait su séduire deux jours auparavant — en un accueil très réservé. Intervenant à la fin du déjeuner, M. Giscard d'Estaing n'a pas trouvé le ton juste, à tel point que l'on a pu se demander s'il ne considèrerait pas, dès son arrivée à Divonne, sa visite comme une opération manquée.

Dans ce cas, pourquoi venir ? Pourquoi parler ? D'autant plus que M. Giscard d'Estaing, de toute évidence, se réservait pour son intervention du 4 octobre à l'Hôtel de Ville — il parlera des institutions et de la cohabitation — et du 7 octobre sur FR 3. Attendu sur la « cohabitation », M. Giscard d'Estaing a soigneusement évité d'aborder un sujet que M. Barre avait su prendre en charge. Il a simplement confié dans les couloirs qu'il jugeait ce débat « inopportuniste », dans la mesure où celui-ci ne peut que diviser l'opposition et où la décision d'accepter ou non la cohabitation appartient au seul président de la République. M. Giscard d'Estaing a, semble-t-il, oublié qu'il avait, en janvier, lancé la discussion en publiant dans *l'Express* ses scénarios pour l'avenir (*le Monde* du 16 janvier).

L'ancien président de la République a préféré s'en tenir à un exposé très général sur le thème des « valeurs » que l'U.D.F. devra défendre, sans toutefois citer une seule de ces valeurs. Il a proposé à l'U.D.F. de se réclamer de « l'opposition libérale » sans susciter la moindre réaction. Il a même irrité de nombreux parlementaires en essayant à nouveau d'enfermer M. Barre dans un rôle d'économiste. Bref, à un moment où M. Barre, qui a les cartes en main, voit sa popularité croître chez les parlementaires, M. Giscard d'Estaing s'est livré à une prestation jugée « maladroite et décevante ». Il n'a pu réussir jeudi à s'imposer comme l'animateur du débat d'idées qu'il souhaite être. Tandis que M. Barre, qui a adopté une logique de parcours, franchissait une nouvelle étape, M. Giscard d'Estaing commettait un ratage dans sa stratégie de rendez-vous.

De notre envoyée spéciale

Divonne-les-Bains. — M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., insiste, jeudi 29 septembre, sur la « constance » dont fait preuve l'U.D.F. « Nous ne sommes pas, dit-il, de ceux qui marchons pour expliquer ensuite pourquoi nous prenons telle direction. Nous n'avons jamais réclomé d'élections législatives anticipées, demandé de référendum ! Nous parlons aussi avec beaucoup de fermeté et de modération dans le jugement de ce qu'il adviendra après les prochaines échéances législatives : c'est l'ampleur de notre succès ou de l'échec des socialistes-communistes qui déterminera ce que sera la lettre de la Constitution, ni les discours préliminaires ne peuvent trancher ».

Avec beaucoup d'habileté, M. Lecanuet évoque le dernier sondage de la Sofres (*le Monde* du 29 septembre) : « Comment, se demande-t-il, M. Mitterrand pourrait-il résister à la poussée de l'opposition qui, dès maintenant, souhaite son départ » si une assemblée de droite est élue en 1986. « En 1978, ajoute-t-il, 68 % des Français souhaitaient le maintien de M. Giscard d'Estaing, même si sa majorité perdait les élections. Soupeusez ces deux pourcentages, et portez attention aux dates : 1978 était loin de 1974, 1983 n'est que deux ans après 1981 ! »

M. Lecanuet juge que si le débat sur la cohabitation est « prématuré », il n'en est pas moins « utile » : le fait de parler de l'après-législatives ouvre, selon lui, « l'éventualité du départ du président de la République. Nous créons, dit-il, une dynamique du succès. Parler de l'après 1986, c'est aussi tarder les

sources d'un mouvement d'extrême droite que le gouvernement souhaite faire apparaître pour se donner abusivement le monopole de la défense de la République ». Ce qui est également clarifié par M. Lecanuet, c'est « le caractère utopique du pourcentage ».

« Je ne puis pas non plus imaginer une seconde, déclare-t-il, que le R.P.R. engendrerait le centre pour gouverner avec les socialistes ». M. Lecanuet dénonce une éventuelle « manœuvre ultime du pouvoir » qui proposerait un nouveau découpage électoral et la proportionnelle. « Le pays, estime-t-il, mépriserait ce procédé oblique et inacceptable ». Pour lui, le fait que la majorité évoque la proportionnelle est un aveu, « l'aveu qu'elle a renoncé à rester majoritaire ».

La revanche

M. Giscard d'Estaing, qui intervient au cours du déjeuner, exprime que l'opposition, qui en 1982 devait « expliquer le présent », doit aujourd'hui « construire l'avenir ». Elle doit « faire connaître son message et apparaître comme une force de remplacement et de capacité ». Il suggère à l'U.D.F. de se « donner un nom qui n'exprime pas seulement le refus du socialisme, mais qui propose un choix : l'opposition libérale ». M. Giscard d'Estaing juge que la France est « lasse [de] deux ans et demi d'échecs économiques, sociaux et internationaux. Malheureusement, les résultats les plus sombres sont encore à venir ». M. Giscard d'Estaing met en garde l'U.D.F. contre « les opérations de diversion qui pourraient tenter un pouvoir qui ne peut plus retrouver la confiance des Français ». Au nombre de ces opérations, il retient une modification de la loi électorale. Or, dit-il, la nouvelle loi électorale ne devra pas tricher : c'est un droit sacré de l'électeur. Il juge que « le prochain combat décisif qui aura lieu en 1986 se fera, non pas sur les hommes (...), non pas exclusivement sur l'économie, mais d'abord sur les valeurs ». Il explique que les Français « se détachent des valeurs de la gauche — discréditées par l'échec du socialisme — et qu'ils ont besoin d'autres valeurs. Ils demanderont, précise-t-il, de se prononcer (en 1986) pour des valeurs claires, modernes et justes ».

L'ancien président de la République précise : « Le libéralisme social que je propose est un système de valeurs simples ». Il définit le libéralisme social comme une « économie fonctionnant selon des règles modernes au profit de tous. La revanche, qu'elle soit personnelle, partisane ou sociale, n'est pas une valeur d'avenir. Quand le peuple aura à se prononcer, conclut-il, la différence se fera en faveur de ceux qui proposeront de nouvelles valeurs capables de rassembler les Français et non de les diviser à nouveau pour leur malheur ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

« M. Pierre Zarka, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste, a fait état, jeudi 29 septembre, au cours d'une conférence de presse, d'une certaine impatience, qui grandit, dans la jeunesse, vis-à-vis de la droite et du patronat, mais aussi vis-à-vis de la gauche et du gouvernement ».

ANDRÉ PASSERON.

1550

L'ÉLECTION MUNICIPALE DE SARCELLES

Le rock et la pêche à la ligne

Sarcelles, cinquante-quatre mille habitants dont 13 % d'immigrés, ville partagée entre les vieux quartiers et ceux, neufs, de Lochères, vote à nouveau dimanche 2 octobre.

An soir du 6 mars 1983, date du premier tour des élections municipales, le procès-verbal du bureau de vote n° 14 avait été ratifié, permettant la réélection de M. Henry Canacos avec 36 voix d'avance, alors que son adversaire, M. Raymond Lamontagne, affirmait en totaliser 104 de plus.

Le 2 septembre, le Conseil d'Etat a confirmé la décision du tribunal administratif d'annuler les résultats de ce scrutin.

À la cours de sa campagne, M. Henry Canacos n'a pas manqué de rappeler les réalisations accomplies par la municipalité : des emplois, des espaces verts, des logements. Une énumération qui complétait les supporters du maire communiste : la revitalisation du centre commercial des Flamandes, le centre sportif, le forum des Cholettes. « Aujourd'hui les grands projets sont réalisés », explique M. Canacos, nous allons donc nous attaquer un peu plus à la vie quotidienne. Il a organisé des réunions chez l'habitant, sillonné les rues de Sarcelles, les marchés. « C'est du démarchage », commente M. Raymond Lamontagne : « Contrairement à mon adversaire je ne fais pas de porte-à-porte car il s'agit d'un viol des consciences ».

M. Lamontagne a choisi les réunions de quartier, les sorties d'écoles. Les impôts, la propreté de la ville, la vie culturelle, ont fait partie de ses thèmes de campagne. Il a aussi voulu dénoncer tous les méfaits de la gauche. « Henri Canacos et ses amis annoncent aux personnes âgées

que l'aide sociale disparaîtra si je suis élu, ou alors que je ferais raser des immeubles aux Sablons, à Lochères, pour placer les locataires dans des cités de transit. Ils disent que je veux toucher à la culture, aux associations. C'est faux, mais il est évident qu'une association de locataires qui a ouvert un bureau centralisateur ne peut pas attendre grand-chose de moi ».

Face à la détermination de son challenger, M. Henry Canacos se vent confiant et fermé à toute attaque qui concernerait pas précisément sa ville. « Personne ne me parle de fraude, ce n'est pas leur préoccupation. J'ai déjà expliqué que le bureau centralisateur a seulement réparé une erreur commise dans un procès-verbal ».

Les deux candidats ont essayé de « ratisser » large : au meeting organisé par la gauche le 24 septembre on avait oublié ni les jeunes, qui ont eu droit à une prestation de deux groupes de rock, ni les quatre cent quatre-vingt-cinq pêcheurs à la ligne mentionnés dans un discours... À droite, des réunions ont eu lieu avec des femmes et des personnes âgées de confession juive, et deux soirées ont rassemblé, autour de candidats de l'opposition, une importante fraction représentative de la communauté antillaise. Antillais et Israélites figurent sur la liste de M. Canacos. Les revendications de ces deux communautés - la communauté juive représente 17 % de la population et les électeurs antillais sont au nombre de 3 000 - ont été prises au sérieux par les deux candidats. Elles pourraient bien, dimanche, faire le partage.

JACQUELINE MEILLON.

POINT DE VUE

FACE à la crise - longtemps avant elle d'ailleurs - deux idées de la vie en société s'affrontent dans le débat politique français : l'idolâtrie de l'Etat sur laquelle repose le socialisme, qu'il soit proprement marxiste ou prétendument « à la française » (à preuve : les nationalisations) et qui, par contagion insidieuse, atteint la technocratie d'inspiration social-démocrate ; et l'humanisme, qu'il faut bien se défaire de nommer par son nom, puisqu'il mise tout sur l'homme et les valeurs de la personne.

Depuis 1789, l'humanisme s'est accompli dans l'ordre du politique : la sujet y est devenu citoyen. Mais dans l'ordre économique et social, la révolution n'a pas pénétré ; la révolution de la liberté et de la responsabilité personnelle y reste à faire.

Par un curieux paradoxe, c'est peut-être d'ailleurs l'un des aspects qui explique le vote d'un certain nombre d'électeurs en 1981. Vote paradoxal, car la logique d'étatisation qui inspire la démarche socialiste ne pouvait que décevoir l'aspiration ainsi exprimée. Il suffit de voir ce qui se passe depuis deux ans.

Cinq actions pourraient enclencher un mouvement de libération mais surtout de la société française.

● Il faut d'abord libérer la communication audiovisuelle. — La monopole étatique de la télévision est un cadavre qui n'a plus rien d'exquis.

Qu'on ne vienne pas la défendre au nom de la qualité des programmes (qua d'émissions affligeantes sur nos écrans officiels) ou des nécessités du service public. Les gouvernements conservateurs du siècle dernier tenaient le même langage aux républicains d'alors qui se battaient pour conquérir la liberté de la presse écrite.

Il faut donc, par une loi prise dès que l'alternance aura joué, libérer l'audiovisuel du monopole étatique et autoriser le libre financement des télévisions et des radios privées.

● Notre système éducatif crève doucement, depuis vingt ans, de son gigantisme et de son uniformité. — Tant qu'un ministre unique croit pouvoir gérer de manière centralisée le dinosaure administratif qu'est devenue l'Education nationale, à n'y aura ni innovation, ni efficacité, ni qualité. Le seul remède, c'est la liberté.

Nous mènerons le combat par tous les moyens légaux pour sauvegarder le pluralisme scolaire et le libre choix des parents.

Mais le libre choix doit s'exercer également au sein même du secteur public. La rénovation de l'édifice éducatif, dans ses bases mêmes, c'est-à-dire les cycles primaire et secondaire, passe par l'extension des responsabilités au niveau de l'établissement ; il faut y décentraliser non seulement la gestion des choses, mais aussi l'administration et le recrutement des hommes ; accroître les compétences du chef d'établissement ; constituer dans chaque école, collège ou lycée une véritable communauté éducative « enseignants-parents-élèves » chargée de définir, avec une réelle marge de liberté, un projet éducatif propre ; abolir le carte scolaire et promouvoir une authentique émulation ; généraliser les relations contractuelles entre les établissements et la collectivité afin de garantir les principes du service public.

Le salariat est aussi à libérer. — Sous sa forme actuelle, le contrat de travail qui lie l'employeur et son salarié est une sorte de curiosité historique. Il repose sur la notion archaïque de louage de service et sur une relation de dépendance totale.

Il convient d'inventer la « charte d'entreprise », où chacun fait son propre apport à l'œuvre commune et se trouve éligible à des droits et devoirs.

Dès lors que le salarié devient partenaire, il est logique que sa rémunération tienne davantage compte des résultats de l'entreprise : les possibilités offertes par la législation sur l'intéressement, par exemple le prime de productivité, doivent devenir d'application courante.

Le salarié-partenaire a, de même, vocation à l'actionnariat, et c'est pourquoi la diffusion du capital parmi les salariés doit être l'une des modalités importantes de la désatatisation des entreprises nationalisées. Les salariés des entreprises privées devront aussi profiter des mécanismes de « stock options » ou de fonds communs de placement.

Mais surtout le salarié-partenaire doit devenir l'entrepreneur de son propre travail, grâce à l'extension des responsabilités à tous les niveaux de l'entreprise. Il est impératif

Cinq libertés pour la France

Par ALAIN JUPPÉ (*)

de généraliser les pratiques existantes dans les entreprises sociales : les plus avancées et de donner la parole à chaque travailleur sur l'organisation de son travail, en étroite liaison avec l'encadrement dont la vocation est d'exercer le pouvoir hiérarchique dans un esprit nouveau.

Soyons lucides : à quoi sert de partir en guerre contre les syndicats marxistes révolutionnaires en multipliant les moulinets belliqueux avec un sabre de bois ? Si nous voulons vraiment mettre nos entreprises en situation de compétitivité et de progrès, il faut y faire évoluer les relations sociales en élargissant les responsabilités personnelles des salariés.

Dernière conséquence, mais non la moindre : entre partenaires responsables, l'Etat doit intervenir le moins possible. Les excès de réglementation doivent être systématiquement combattus. L'Etat doit notamment diminuer ses interventions dans le processus d'embauche et de licenciement.

● La libération des revenus est d'autant plus nécessaire que l'augmentation continue des prélèvements obligatoires est devenue une démentie depuis deux ans. — On en connaît les effets : perte de compétitivité de notre économie, face aux grands pays industriels dont la pression fiscale est inférieure de plusieurs points ; démotivation des cadres et d'une fraction croissante des classes moyennes ; fuite des chercheurs et des créateurs.

Il est un effet plus insidieux encore : le part du revenu direct - c'est-à-dire de la liberté - dans le pouvoir d'achat des citoyens ne cesse de décroître par rapport à celle des prestations indirectes. C'est ainsi qu'on collectivise peu à peu une société. N'en déplaise à tel ou tel dirigeant syndicaliste, le salaire ne doit pas devenir l'« argent de poche » du salarié, dont tous les besoins seraient couverts par ailleurs grâce à des allocations publiques. Il faut, au contraire, élargir la possibilité, pour chacun, d'utiliser librement les fruits du travail individuel.

On peut imaginer plusieurs mesures dans ce sens : dans le domaine social, complémentarité réaffirmée des institutions publiques et des or-

(*) Secrétaire général du Club 89, conseiller R.P.R. de Paris.

ganismes privés par la garantie d'une concurrence loyale : recours accru, pour certains risques ou en deçà d'une franchise fixe, à la prévoyance volontaire ; dans le domaine fiscal, plafonnement à 50 % du taux marginal de tout impôt assis sur le revenu, tant il paraît naturel que les exigences de la solidarité nationale n'obligent pas le citoyen à renoncer à plus de la moitié du fruit de son travail au profit de la collectivité. Cette mesure coûterait moins de 20 milliards de francs et pourrait être compensée par des économies budgétaires, partie par un relèvement temporaire et modéré du taux normal de la T.V.A.

● Une démocratie bien tempérée ne peut s'accommoder d'une pratique de plus en plus monarchique du pouvoir. — L'organisation sociale ne doit pas être bouleversée sans que le suffrage universel se prononce en toute connaissance de cause.

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen à laquelle renvoie le préambule de notre Constitution doit être complétée par un « Code des libertés fondamentales ». Doivent être notamment inscrits dans la loi constitutionnelle sans ambiguïté et sans obscurité : le pluralisme scolaire et la liberté de l'information et de la communication audiovisuelle. Dès lors ces principes ne pourraient être modifiés que selon les procédures solennelles de révision de la Constitution elle-même.

En contrepoint on peut proposer la réduction du mandat présidentiel à cinq ans car l'exercice de plus en plus centralisé du pouvoir suprême ne peut se concevoir sans un retour plus fréquent devant le suffrage universel ; l'élargissement des possibilités de recours au référendum ensuite, qui pourrait être déclenché dans les mêmes conditions que la saisine du Conseil constitutionnel ; l'extension enfin de la procédure des lois organiques prévues à l'article 46 de la Constitution, et même de celles qui doivent être votées dans les mêmes termes par les deux assemblées. Il devrait en être ainsi de la loi électorale ou des nationalisations dont le champ d'application devra de toute manière être limité aux seuls services publics en situation de monopole.

Qu'on ne s'y trompe pas ! Il ne s'agit pas seulement de rechercher l'efficacité ou un meilleur « savoir-gouverner ». C'est avant tout un problème de morale.

NOUVELLE FORD ORION INJECTION 7 CV

Aujourd'hui
présentation et essais
chez votre
concessionnaire Ford.



Aujourd'hui Ford donne un nouveau nom à l'action : Orion Injection. Les moyens d'agir vite : moteur 1,6 L transversal de 105 CV Din (77 kW), injection Bosch K-Jetronic, allumage électronique, 186 km/h sur circuit fermé, 0 à 100 km/h en 9,6 secondes, boîte 5 rapports, 6 à 90 km/h, 7,7 l à

120 km/h, 10,2 l en ville (normes utac). La maîtrise de l'action : traction avant, 4 roues indépendantes, barre antiroulis, amortisseurs à gaz, pneus taille basse 175/70 HR 13, freins avant à disques ventilés, becquet avant, déflecteurs de roues.

Équipements d'exception : lave-vitres électrique à l'avant, verrouillage central, toit ouvrant basculant transparent, vitres teintées, réglage électrique des rétroviseurs, sièges avant à support lombaire réglable, ouverture électrique du coffre, coffre modulable et dossiers arrière rabattables séparément (60/40).

Passez à l'action. Allez essayer la nouvelle Ford Orion Injection chez votre concessionnaire Ford.

La gamme Ford Orion :	
Orion 1.3 GL	54 300 F
Orion 1.6 GL	56 600 F
Orion 1.6 Automatique	60 100 F
Orion 1.6 Injection	71 100 F

* Prix des ensembles au 29/9/83 (hors frais d'un nouveau contrat), modèles 84.

LA MAÎTRISE DE L'ACTION



AU TRIBUNAL DE PARIS

La comtesse, la gouvernante et l'avocat

Côté partie civile, sur le fauteuil où on l'a conduit avec mille précautions, un pauvre corps chassé de charentaise bordée, habillé d'un pauvre manteau, collé d'un bonnet de laine d'où s'échappent des mèches blanches que les mains décharnées arrangent nerveusement. C'est M^{lle} Diane Dufaur de Rochefort, comtesse authentique, âgée aujourd'hui de quatre-vingt-cinq ans, et qui fut fortunée.

Côté prévenue, une solide matrone blonde de soixante ans qui fut la gouvernante de la comtesse, Ariette Vanacker, son mari Raymond, un comparse avec lequel elle est aujourd'hui en instance de divorce, et surtout un avocat du barreau de Paris, M^{re} Charles Tailliet, actuellement suspendu par son ordre.

A ces trois-là, il est reproché escroqueries et complicité par le biais de faux en écritures privées, d'abus de blancs-seings et de quelques autres malices. Résultat concret, selon l'accusation, une somme de 1 800 000 F a été soustraite en moins de deux ans des comptes de la comtesse, sans parler d'un testament, faux lui aussi, qui faisait de M^{re} Vanacker la légataire universelle de cette vieille dame sourde et quasiment aveugle.

Devent le trentième chambre du tribunal de Paris, il s'agissait, jeudi 29 septembre, sous la présidence alerte de M^{re} Jacqueline Chevallier, de reconstituer cette histoire simple en apparence, mais complexe dans ses mécanismes.

Au début, il ne paraît pas que Diane Dufaur de Rochefort ait éprouvé de méfiance à l'égard d'Ariette Vanacker. Du côté de Libourne, où la comtesse avait son hôtel, Ariette était d'une famille amie. Les Dufaur de Rochefort et les Vanacker se connaissaient depuis trois générations. Ainal, lorsque, après la mort de sa dernière sœur, M^{re} de Rochefort se retrouva seule, sans héritier, elle accepta volontiers qu'Ariette s'occupe un peu d'elle.

Ariette s'en occupa bientôt un peu trop. Elle commença par l'amener à Paris, ce qui n'était peut-être pas une nécessité.

Il est vrai que la situation de la comtesse était complexe. Un notaire de Libourne négligent avait omis de régler la succession après le décès de la dernière sœur. Le fisc évitait un vent de cette anomalie, pour non-paiement de droits, parlait de saisie-arrest. Il convenait de remettre de l'ordre. Ariette Vanacker connaissait M^{re} Charles Tailliet. Cet avocat de bon renom - trente-six ans de carrière sans accroc - fit merveille au début, récupérant ce qui devait être, apurant comme il convenait cet imbroglio.

Des choses singulières

L'ennui, c'est qu'à partir de 1981 il se passa des choses plus singulières. On plaça la vieille dame dans une maison de retraite de Nogent-sur-Marne où elle n'avait pas du tout l'envie d'aller. On donna pour comédie à la directrice de ne laisser entrer aucun visiteur sans l'accord d'Ariette. On installa même un micro dans sa chambre. Quand on la ressortit finalement de cette retraite forcée, ce fut pour la conduire en Espagne dans un hôtel de la Costa Brava. Elle se demanda où elle était, s'ouvrit de sa détresse et de son désarroi à des touristes de passage.

Dès lors, on fit la méchante affaire. Bientôt, la police débiqua chez Ariette Vanacker pour retrouver la vieille dame, qui avait été ramenée à Paris. Elle était confinée dans une chambre de l'appartement de la gouvernante. Dans quel but ? On crut la comprendre lorsque l'on regarda de plus près.

D'abord, pourquoi cette procuration qui avait permis à Ariette Vanacker de tirer sur le compte de la comtesse 1 800 000 francs par une multitude de chèques, chacun n'étant pas en lui-même une bagatelle ? 20 000, 30 000 francs, etc ?... Cette pro-

curation, c'est M^{re} Tailliet, en qui la comtesse avait une grande confiance pour les services rendus précédemment, qui lui avait conseillé de la signer. Mais pourquoi, ensuite, le compte, ouvert à l'origine dans une succursale de la S.N.P. de l'avenue Rapp, avait-il été transféré à l'agence de cette même banque, place des Ternes, où M^{re} Tailliet avait les siens ? Pourquoi encore la gouvernante et le conseil faisaient-ils croire à la vieille dame que le fisc était toujours à ses trousses, ce qui leur permettait de lui dire que, si elle mettait le nez dehors, elle allait être arrêtée illégalement ? Et pourquoi encore lui faire espérer une opération de la cataracte qui ne fut jamais entreprise ? La peur et l'espérance, voilà certes des moyens de pression. Il y a aussi cette acceptation par M^{re} Tailliet d'une émeraude série de diamants et qu'on n'a jamais revus.

C'est la lui a restituée, dit l'avocat. La comtesse assure qu'il n'en fut rien. Voilà l'accusation. Voilà aussi la position de M^{re} Jean-Pierre Emié et Jean-Pierre Penique, les avocats de la vieille dame. Aussi bien M. Bertrand Faure, substitut du procureur de la République, a-t-il requis cinq ans de prison ferme contre Ariette Vanacker et contre M^{re} Tailliet. Mais la défense plaide non coupable et, en dépit de tous les chèques tirés grâce à la procuration, Ariette Vanacker soutient qu'elle n'a jamais rien pris. Et M^{re} Tailliet, à qui l'on fait grief de ne pas s'être soucié de l'usage que faisait la gouvernante de cette procuration plaise qu'il lui avait permis la comtesse à le consentir, répond que sa déontologie l'empêchait d'être un gestionnaire en quoi que ce soit.

Ainsi M^{re} Jeanine Arriague pour M^{re} Vanacker, M^{re} Francis Sapin et Pierre Jacquet pour M^{re} Tailliet, ont-ils plaidé avec plus ou moins de conviction la relaxe. M^{re} Tailliet a beaucoup pleuré. La vieille dame, elle, n'a pas dit un mot. Elle avait seulement voulu être là.

Jugement le 20 octobre. JEAN-MARC THÉOLLEVE.

L'ARRESTATION DU MEURTRIER DE GÉRALDINE LACOUR

Marié, deux enfants, récidiviste

C'est un homme âgé de trente-sept ans, marié et père de deux jeunes enfants, Daniel Clerbout, qui est le meurtrier de Géraldine Lacour, dix ans, qui avait disparu le 16 septembre sur le court trajet qui va de son école au domicile familial, à Aubercichou (Nord). Le corps de la fillette, qui avait été violée puis étranglée, avait été retrouvé le 23 septembre, flottant dans le canal de la Senece, à Gouzelin, à quelques kilomètres d'Aubercichou.

Appréhendé le mercredi 28 septembre par des policiers du S.R.P.J. de Lille, Daniel Clerbout est passé aux aveux dès le lendemain. C'est après un long travail de compilation d'archives que les enquêteurs, qui ont examiné l'une après l'autre toutes les affaires de meurtres flechées dans leurs dossiers, devaient interpellé Daniel Clerbout, ouvrier à Rensuël-Douai et domicilié à Brébieres (Pas-de-Calais).

EIEC RUSSE

2, rue de l'Épère, 75008 Paris cours collectifs et particuliers initiation, grammaire, conversation, forfait annuel (25 F l'h) Réduction d'information : mardi 1^{er} octobre à 18 h 00 Lydia Fénelon, M^{re} Odéon Tél. : 834-27-35.

Le Centre d'Éducation Permanente de l'Université Paris-I

organise des STAGES D'ANGLAIS

en cours du soir - Début : 17 octobre

Renseignements : 14, rue Cujas - 75005 PARIS Tél. : 329-75-23 ou 329-12-13 (poste 33-22)



PAUL BEUSCHER

15, boulevard Beaumarchais - PARIS-BASTILLE. Tél. : 272-05-41

* A PARTIR DE 10 000 F D'ACHAT, après versement comptant de 30 %, sous réserve d'acceptation du dossier par CREG. Assurances facultatives à la charge du client.

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Les évêques appellent les catholiques à faire preuve de « sang-froid » et de « cohésion »

A quelques jours de l'annonce, par M. Alain Savary, de nouvelles propositions sur les rapports de l'enseignement privé et de l'enseignement public, Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours et président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, vient d'adresser une lettre aux « parents, maîtres, gestionnaires et membres du personnel, élèves et anciens élèves » de l'enseignement catholique, après une réunion de cette commission, le 26 et le 27 septembre, à Paris.

Mgr Honoré rappelle d'abord les données générales du débat scolaire à l'approche d'une « échéance délicate » qui sera pour l'enseignement catholique une « épreuve de vérité ». Il souligne « l'urgence d'une réforme du système d'enseignement », réforme qui « s'impose à l'État, quels que soient le ou les partis politiques au pouvoir, qu'ils

soient de droite ou de gauche ». L'État, responsable du secteur public, « ne peut pas non plus être desservi de son droit de contrôle sur les établissements sous contrat. La réforme nécessite de nouvelles structures pour les établissements dans le cadre de la décentralisation ».

Cette « réforme progressive », rendue nécessaire par l'adaptation de l'école, aura des répercussions sur les établissements catholiques et permettra d'envisager pour eux de nouvelles dispositions statutaires.

Mgr Honoré pose alors une « double condition » pour accepter les propositions du ministre de l'Éducation nationale. La première est que soient reconnues le principe du choix éducatif des parents et des maîtres, le principe d'un projet éducatif chrétien, le principe du choix d'un chef d'établissement responsable de

l'équipe éducative. La deuxième condition est que la mise en œuvre d'un nouveau régime statutaire des établissements privés « soit entreprise en corrélation avec la mise en œuvre de la réforme de l'ensemble du système scolaire ». Il faudra « du temps et une patiente concertation » pour trouver « les solutions de techniques juridiques et administratives ».

Mgr Honoré s'adresse ensuite à chacun des « grands groupes constitutifs de l'enseignement catholique ». Aux personnels, il demande que, devant l'offre de titularisation qui leur serait proposée, « ils mesurent bien les avantages de les recevoir, à la fois pour eux, personnellement, et pour les établissements dans lesquels ils se veulent solidaires ». Aux parents et aux responsables, il recommande « la fermeté dans la résolution et la vigilance, mais aussi le sang-froid et la cohésion ». Il insiste pour que, « malgré les craintes d'un changement plus ou moins radical, que beaucoup éprouvent », tous fassent « crédit aux organismes qui les représentent au sein du comité national de l'enseignement catholique. Celui-ci - il s'en porte garant - ne se laissera pas emporter dans aucune dérive politique ni dans aucune concession dommageable à la liberté d'enseignement et à l'avenir de nos établissements ». Les évêques veulent « tout faire pour que la liberté d'enseignement soit soustraite aux enjeux politiques et électoraux ».

Enfin, Mgr Honoré écrit, à l'intention de l'opinion catholique, que, « pour s'engager dans une voie nouvelle », l'enseignement catholique a besoin « de percevoir dans l'enseignement public les signes du changement » qu'on lui propose. Il attend qu'on n'accuse pas trop vite les responsables de l'école catholique de « manier prudence et rigueur » dans l'aménagement d'un nouveau statut, qui exigera « des mesures appropriées et juridiquement défendables ».

Une ultime mise en garde

Mgr Honoré s'était trop souvent fait l'avocat d'une fermeté sans équivoque sur la liberté scolaire pour qu'on ne relève pas dans sa déclaration une tonalité nouvelle. Quelque chose de différent, malgré la prudence de toutes les déclarations épiscopales.

Certes, le président de la commission épiscopale chargée du monde scolaire ne revient à rien sur sa défense du libre choix de l'école par les parents. Il continue de subordonner toute modification de l'enseignement privé à la rénovation des établissements du secteur public. Ce qui ressemble à un déni de changement, car cette rénovation reste bien aléatoire. Il n'empêche que, cette fois, Mgr Honoré, parlant au nom des évêques, se place dans une perspective d'ouverture. Comme si l'idée de négociations était, sinon acquiescée, du moins déjà envisagée par celui qui pronait la « chaise vide » - selon sa propre expression - en décembre dernier.

Il est vrai qu'après les propositions de M. Savary venant d'être connues, il était légitime de se demander. Aujourd'hui, l'archevêque de Tours compte peut-être sur une ultime mise en garde à M. Savary. Que la ministre soit raisonnable et il verra combien nous prendrons plaisir à parler avec lui.

Le texte de Mgr Honoré suggère une seconde remarque, qui concerne les appels « répétés » à la cohésion. L'épiscopat sentait-il la soi-disant dérive, l'unité sur le point de se lézarder ? Le trouble qu'il perçoit chez des parents et des maîtres, éviscé par l'attente qui se

prolonge, l'inquiète. Ainsi qu'il nous le déclare, il sait que, « si nous disons aux propositions du ministre, nous serons sous les fourches caudines de ceux qui nous accusent de brader l'enseignement catholique ». Suivra son regard : il se tourne vers les milieux politiques de droite. Et Mgr Honoré réitère que les évêques ne ménageront pas leur peine pour continuer de « couvrir le problème scolaire au débat électoral », comme le réclamait en ces termes l'archevêque de Paris, au rassemblement de Pantin en avril 1982.

Tâche ardue, tant les pressions et la sociologie pèsent et pèseront, à mesure que poindront de prochaines échéances électorales. Car, quoi qu'il arrive, une prévision ne peut être démentie : rejetée ou acceptée, la négociation que proposera le gouvernement la semaine prochaine ne sera que l'étape d'une longue marche.

CHARLES VIAL

Une fronde des universitaires

(Suite de la première page.)

« La question n'est pas seulement de savoir si nous ferons un peu plus d'heures d'enseignement », explique M^{re} Jeanne-Marie Parly, de Paris-IX ; nous critiquons le « dédoublement » de ces heures. Sous couvert d'économies budgétaires, le ministre met en cause l'indépendance des professeurs en accordant au conseil élu la répartition des enseignements ».

Un autre économiste parisien regrette qu'il n'ait pas eu de définition claire des droits et des devoirs des professeurs et que ne soit pas précisé « la spécificité du corps des professeurs d'université, grand corps de l'État, dont le recrutement normal doit continuer à être assuré par un concours national, seule voie réellement démocratique et garantissant la qualité scientifique ».

Un ministre solidaire

Les professeurs d'économie multiplient les interventions auprès du président de la République pour obtenir la modification d'une politique universitaire qu'ils jugent globalement mauvaise. À côté de ces franc-tireurs, qui se sont lancés très vite dans la contestation, les juristes paraissent modérés. Mais ils n'en critiquent pas moins un décret qui, selon M. Michel Moreau, de Poitiers, les a « violemment heurtés ». Les mathématiciens envisagent, eux aussi, de se rassembler pour manifester leur opposition à un texte qui ne tient pas compte des autres activités des universitaires, et notamment de la recherche. Un alourdissement des horaires d'enseignement est, selon M. Jean Durup, de Paris-Sud, « néfaste pour des scientifiques qui effectuent déjà, par passion pour l'enseignement et la recherche, un horaire de travail réel très supérieur au temps légal ».

La colère se manifeste aussi dans les établissements. Ainsi, à l'université de Lyon-II, un texte signé par des professeurs de différentes disci-

plines, juridiques et littéraires, circule pour dénoncer des augmentations d'horaires sans amélioration des conditions de travail. « Nous ne pouvons accepter », explique M. Pierre Dockès, que nos compétences ne soient pas reconnues et que le collège unique des enseignants ait tous les pouvoirs ».

Cette fronde des professeurs est nouvelle. Elle ne peut être assimilée au repli de quelques mandarins. Ces enseignants, souvent jeunes, s'inquiètent d'une évolution de l'enseignement supérieur qui, au nom de la démocratie, accorde le pouvoir dans les établissements aux catégories les plus nombreuses, c'est-à-dire les maîtres-assistants et les assistants. Ils rejoignent les propositions de M. Laurent Schwartz, qui, depuis longtemps, s'oppose aux promotions par listes ou à l'ancienneté et réclame « une prise en compte de la qualité des travaux scientifiques des enseignants chercheurs ». Certains de ces universitaires ne sont pas opposés à une ouverture plus grande de leur corps, mais « sur des critères de compétence reconnus » (1).

Ce mouvement de mauvaise humeur des professeurs risque d'influer sur le climat dans les universités lors de la rentrée. De leur côté, maîtres-assistants et assistants, même si le nouveau décret implique pour certains une diminution des services, ne jugent pas positives toutes les mesures en préparation sur les carrières. Une nouvelle fois, M. Savary risque de se trouver seul face à l'opposition des universitaires, qu'elle soit syndicale (le SNE-Sup appelle à une « action nationale » du 17 au 21 octobre) ou de type associatif.

SERGE BOLLOCH.

(1) Les enseignants du supérieur comptent 10 900 professeurs, 15 900 maîtres-assistants et environ 12 000 assistants.

CRÉDIT GRATUIT 12 MOIS* SUR TOUS LES PIANOS, du 1^{er} au 29 octobre 1983

ZIMMERMANN III V : 12445 F

Acajou satiné avec sourdine

Justice, les Français jugent :

Qu'on leur coupe la tête... mais laissez-leur les oreilles et la queue !

Interrogés sur la justice, les Français sont toujours pour la peine de mort (59 % d'entre eux), ils veulent en majorité des prisons d'où l'on ne sort plus. Mais ils soulagent leur conscience en rêvant de prisons "quatre étoiles", où on a le droit de faire l'amour, regarder la télé, faire du sport et suivre des études pour apprendre un métier ! Ils proposent en majorité des peines de substitution pour les petits délits.

Egalement au sommaire de cette semaine :
Exclusif ! Tony Negri, le député italien exilé clandestin s'explique pour les Nouvelles.
Iran-Irak : les deux raisons de l'aide française.
Le 7^{ème} art au 7^{ème} ciel : le point 18 mois

après la réforme du cinéma décidée par Jack Lang.

Et encore :

Technologie : les trois mousquetaires bretons révolutionnent l'industrie des fibres optiques.

Micro-informatique : la BBC informatise les Anglais. Demain TF1 ?

L'invité de la semaine : Guy Bedos.

Preuve par 7 : Fitterman, "ni garde à vous... ni grand écart".

Livre : Les délices du naufrage, à propos du livre "Le Radeau de la Méduse" de François Weyergans.

Film de la semaine : "La ballade de Nara-yama", entretiens avec Sohei Imamura et Shichiro Fukazawa.

Peinture : Pierre Antonucci, la lucidité et le plaisir.

Atelier : Christian Boltanski.

Les Chroniques : Bernard Frank, Cavanna, Weyergans, Wolinski.

Les Nouvelles du style et du punch avec les lettres, la science, les arts, la technologie, les spectacles, l'économie et la société.

Les Nouvelles, chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

LES NOUVELLES

littéraires, des arts, des sciences et de la société.

L'hebdo qui a un bon gauche.

SPORTS

PREMIERS MATCHES DE LA COUPE DAVIS

Victoire de Noah, défaite de Leconte

L'Australie et la France sont à égalité, 1 à 1, après la première journée de la rencontre comptant pour les demi-finales de la Coupe Davis. Ce vendredi 30 septembre, sur l'herbe pelée du stade de White City, Noah a battu l'espagnol Casb en trois manches (6-4, 10-8, 6-3), tandis que Leconte s'inclinait devant Fitzgerald en quatre sets (4-6, 10-8, 9-7, 6-2).

De notre envoyé spécial

Sydney. — Décidément, en tennis, une même cause n'a pas les mêmes effets. C'est, pour le moins, le leçon qu'on peut tirer de cette première journée. La même cause c'était le renouveau de service, cette phase décisive dans le jeu sur herbe, qui est le plus souvent réduite à la simple expression du service-volée. Et bien ! Noah et Leconte ont été particulièrement impressionnants dans ce compartiment du jeu, vendredi. Les numéros un et deux français ont tiré des coups épatants, qui ont nargué les exclamations d'émotionnement du public, pourtant caouté. La plupart du temps, dans une réserve très britannique, Leconte n'obtenait ainsi le maximum de rendement de l'exceptionnelle vitesse de son bras gauche. En revanche, Noah faisait la démonstration d'une détermination qui lui a permis de combler une lacune habituelle de son jeu. Pourtant, avec des retours de service fulgurants, l'un a gagné et l'autre a perdu.

J'ai bien anticipé sur l'engagement de Casb ; il a alors essayé de modifier ses angles et ses effets, mais, du coup, il a été moins efficace », a expliqué Noah. L'ancien

champion du monde junior a, en effet, été contraint de prendre de plus en plus de risques pour gagner son service, et il eut rapidement les pires difficultés à monter au filet. Exercice périlleux : il passa de moins en moins de premières balles et fit au total huit doubles fautes.

Donné favori par la presse australienne, qui n'avait pas été favorablement impressionnée par les mouvements d'homme de Noah à l'entraînement, Casb n'a été pris à la gorge par le numéro quatre mondial, qui dispose, désormais, d'une marge de sécurité même sur une surface comme le gazon sur lequel il n'avait pas joué depuis deux ans (il avait été battu au premier tour de Wimbledon en 1981). « Nous sommes là pour gagner. L'herbe et le vent n'ont pas d'importance. L'important, c'est d'essayer de gagner pour disputer une nouvelle finale de la Coupe Davis », a commenté Noah, qui fut accablé seulement au quatorzième jeu du deuxième set : Casb eut alors deux balles de set que le Français effaça en servant le plomb.

Mais ce qui avait désespéré le premier Australien survola le second. Fitzgerald, qui n'était « transpercé » par les retours de Leconte dans la première manche, fit ensuite des prodiges pour intercepter les missiles du Français. Celui-ci laisse passer sa chance lorsqu'il sert, réussit, une balle de 3-0 au deuxième set. Après quoi, l'épreuve de vérité du service-volée trancha inéluctablement en faveur de l'Australien, qui sauva même deux balles de set au douzième jeu de la troisième manche. Mais, déjà, le bras de Leconte, qui s'était épuisé, commençait à trembler. C'est alors que Fitzgerald, à la fabrication de ses coups, n'avait plus la même sûreté. Après le repos traditionnel, Fitzgerald conclut, en vingt-huit minutes, faisant trois fois le break et ne concédant son service qu'au quatorzième jeu.

Bref, il ne suffit pas de bien jouer pour gagner un match de Coupe Davis. Il faut encore surmonter cette tension très particulière qui, vendredi, a fait craquer successivement Casb et Leconte.

ALAIN GIRAUDO.

À LA TÉLÉVISION

ANTENNE 2

Samedi : double dans l'émission « Les jeux du stade » (à partir de 15 heures).
Dimanche : derniers simples, de 8 heures à 10 heures.

■ Les Jeux de Paris. — M. Jacques Chirac, maire de Paris, a annoncé, mercredi 28 septembre, que « seraient organisés aux mois de mars et d'avril 1984 les Jeux de Paris ». Cette compétition réunira les sportifs — des cadets aux seniors — des vingt arrondissements de la capitale dans les disciplines suivantes : football, judo, tennis et volley-ball.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5
Téléphone (01 40) : 707-85-64

RELIGION

OUVERTURE DU SIXIÈME SYNODE

Les évêques et la réconciliation

De notre correspondant

Cité du Vatican. — C'est par une messe solennelle à Saint-Pierre, présidée par le pape Jean-Paul II, que s'est ouverte, jeudi 29 septembre, l'assemblée générale du synode mondial des évêques, qui a pour thème « la réconciliation et la pénitence dans la mission de l'Eglise ». Un thème plus religieux que celui du synode de 1980 consacré à la famille.

Ce synode est marqué par l'importance du nombre des évêques du tiers-monde, qui représentent 58,8 % de cette assemblée comptant deux cent vingt-neuf membres. A la différence du synode de 1980 où étaient présentes seize femmes, à titre d'« experts », aucune n'assiste à l'assemblée qui vient de s'ouvrir. Le rapporteur est le cardinal Martini, archevêque de Milan, et les « présidents délégués » chargés de coordonner les débats sont les cardinaux Cordeiro (pédantais), Manning (américain) et Ratzinger (alle-

mand). Pendant la première semaine des travaux du synode, chaque participant exposera la situation dans son pays. Puis commenceront les travaux en commissions réparties en onze groupes linguistiques.

Le message délivré par le pape à l'occasion de l'ouverture du synode a été essentiellement de nature évangélique. Jean-Paul II a rappelé que « l'apposition entre le bien et le mal est entrée dans l'histoire de l'homme en détruisant l'innocence originelle dans le cœur de l'homme et de la femme », et que « dans le mystère de la réconciliation avec Dieu, dans le sacrement par lequel s'accomplit cette réconciliation, l'homme s'accuse lui-même en confessant ses péchés et, par cela même, de la puissance à cet accusateur qui, jour et nuit, accuse chacun de nous et l'humanité tout entière ».

Ph. P.

Rome interdit l'usage d'hosties diététiques

Le Vatican a décidé d'interdire l'usage des hosties sans gluten qui étaient fabriquées par des religieux à Tuam, dans le comté de Galway (Irlande) ; sans cette restriction, la « eucharistie » ne serait pas légitime. C'est un appel à l'ordre canonique : un de plus, au sein de l'Eglise catholique.

L'ouest de l'Irlande est une des régions du monde où l'on relève le plus de troubles gastro-intestinaux et, notamment, la maladie coeliaque, réaction immunitaire anormale au gluten du blé qui provoque une diarrhée chronique. Les sacurs de la Présentation de Tuam commencent à fabriquer des hosties diététiques à base de farine de froment sans gluten pour permettre aux malades de communier au cours des célébrations eucharistiques.

A la demande de la Congrégation de la doctrine de la foi, l'archevêque de Tuam, le D^r Curran, a ordonné aux religieux d'arrêter la fabrication de ces hosties. Le droit canon stipule en effet : « Pour servir de matière valide au sacrifice, le pain doit être : a) fait avec du froment ; b) pétrir avec de l'eau naturelle ; c) cuit au feu ; d) non substantiellement corrompu ». Il est précisé que le pain eucharistique doit « être fait avec de la pure farine de froment, exempte de tout mélange ».

Selon notre correspondant à Dublin, l'archevêque de Tuam a déclaré que la farine sans gluten n'était plus de la farine : que le pain confectionné avec cette farine n'était plus du pain et que l'eucharistie consacrant un tel pain n'était donc plus l'eucharistie. Il a ajouté que les personnes ne supportant pas le gluten conservaient le droit de communier, au cours de la messe, sous la forme du vin.

Cette interprétation du droit canon dans le sens le plus restrictif rejoindra tous ceux qui estiment que, depuis le concile Vatican II, les clercs et laïcs ont pris un peu trop à leur aise avec les rites essentiels de la religion catholique. Elle en désespérera d'autres, et particulièrement les missionnaires qui assaillent d'urgence un rite catholique fortement imprégné de culture occidentale aux mondes de vie et de pensée africains, asiatiques ou latino-américains.

AL. F.

AÉRONAUTIQUE

Le choix des Japonais en faveur du Boeing-767 provoque une profonde déception des Européens

Dans les milieux européens à Bruxelles, on a accueilli avec une profonde déception l'annonce de l'achat, par Japan Airlines, de neuf avions bi-réacteurs Boeing-767 de transport civil, pour une somme de 560 millions de dollars (environ 448 millions de francs), de préférence à l'Airbus européen A-300 (nos dernières éditions du 29 septembre). La compagnie japonaise a annoncé aussi la prise d'option sur six autres exemplaires du même modèle de Boeing.

Pour les responsables de la Communauté économique européenne, cette commande est une nouvelle occasion manquée de corriger le déséquilibre des échanges commerciaux entre le Japon et la C.E.E. Cette décision de Japan Airlines est d'autant plus injustifiée, dit-on à Bruxelles, qu'on ne peut reprocher à l'Europe de manquer de compétitivité, dans le secteur aéronautique, avec ses rivaux américains.

De son côté, le consortium européen Airbus-Industrie a tenu à rappeler qu'il avait proposé ses versions A-300-600 et A-310 et qu'il demeurait convaincu, en dépit du choix de Japan Airlines, que son offre était tout à fait compétitive tant du point de vue financier que commercial que du point de vue des qualités opérationnelles et techniques de l'Airbus.

De surcroît, nul n'ignore le poids politique, économique et militaire de Washington dans les affaires intérieures du Japon. Enfin, une autre compagnie aérienne japonaise, All Nippon Airways, a déjà commandé vingt-cinq Boeing-767, et Japan Airlines est un client de longue date de Boeing puisqu'elle est, à ce jour, la compagnie qui possède la plus importante flotte de 747 au monde (quarante-trois avions commandés).

Il n'en demeure pas moins que ce succès de Boeing sera interprété comme une défaite d'Airbus-Industrie dans une région du monde, l'Asie, où jusqu'à l'apparition du Boeing-767 sur le marché, l'avion européen s'était taillé une part importante du marché avec, pour ce qui concerne le modèle A-300, quatre-vingt appareils vendus à douze compagnies.

Comme tous les autres constructeurs d'avions civils, Airbus-Industrie a « la grippe » pour reprendre l'expression de son administrateur-gérant, M. Bernard Lathière, à cause, principalement, des importantes difficultés financières des compagnies aériennes. Déjà, au début de cette année, le général Jacques Mitterrand, alors président-directeur général de la Société nationale industrielle aéronautique, avait, dans une lettre confidentielle (le Monde du 28 janvier) à ses partenaires européens, attiré l'attention des gouvernements sur les risques de voir la production d'Airbus s'entasser sans clientèle.

CARNET

Naissances

— Viriane CUKTHELET et Michel ROUSSEL ont la joie d'annoncer la naissance de

Cécile.

Le 24 septembre 1983 à la clinique de Meudon-Vélizy.

Mariages

— Monsieur Lucien CARREAU, Madame François RIBADEAU-DUMAS,

Monsieur et Madame Camille GAY, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants

Nathalie CARREAU

et

Françoise GAY,

qui a eu lieu le 6 septembre 1983 en la chapelle Notre-Dame-de-Vie à Mougins.

1er, boulevard de La Saussaye, 92200 Neuilly-sur-Seine.

81, rue de Grenelle, 75007 Paris.

— Serge PAPIERNIK, Lisa HIRSCH, font part de leur mariage qui a eu lieu le 14 août 1983, à Chapel-Hill, North-Carolina, U.S.A.

Décès

— Pascal et Sylviane Basnel et Vincent, Francis et Martine Alasseur, Bruno, Benoît et Xavier, Anne-Marie Buzon, Philippe Nahon et Léa, Jean-Pierre et Hélène Huet, Julien et Clément, M. et M^{me} Jean-Pierre Vigité, Pierre et Marie-Christine Carpentier et Stéphanie.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Geneviève BUSNEL, née Vigité,

survenue le 27 septembre 1983 à Montgeron.

Le service religieux sera célébré le samedi 1^{er} octobre 1983, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph de Montgeron (91).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Jean CLEMANN, son épouse, M^{me} Evelyn CLEMANN, M. et M^{me} Buzi, Les familles Dragonetti, Rodriguez, Lavary, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean CLEMANN, née Constance Monique Dragonetti,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille des C.V.R., médaille de la Résistance, médaille de la déportation, délégué du Relsa sacré pour l'Escompte, membre de la protection civile, survenue à Corbeil, le 27 septembre 1983, dans sa soixante et unième année.

Un dernier hommage lui sera rendu le lundi 3 octobre 1983, à 9 h 30, au funérarium de Corbeil, 100, boulevard de Fontainebleau.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 15 h 30, au columbarium du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— François et Catherine Didier, Fabrice, Elisabeth, Etienne et Pierre, Marie-Françoise et Henri Verdier, Catherine et Peter Stott, Juliette, Antoine, Laurent, François et Fabienne, Nicole et Emmanuel Billy, Sophie, Isabelle, Jean-Baptiste et Jérôme, ses enfants et petits-enfants, son arrière-petit-fils, Jean Gourcerol, son frère, font part avec une grande tristesse du décès de

M^{me} Paul DIDIER,

née Germaine Gourcerol, survenue à Nemours, le 23 septembre 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Ses obsèques ont été célébrées le mardi 27 septembre 1983, à Cahors, où elle a été inhumée.

Une messe sera célébrée à sa mémoire le mercredi 12 octobre 1983, à 16 heures, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, 2, rue Gerbert, 75015 Paris.

A son souvenir sera associé celui de son mari

Paul DIDIER,

décédé en 1947.

« Credo ».

40, avenue du Château, 92190 Meudon.

63116 Beauregard-l'Évêque, 175, rue de la Convention, 75015 Paris.

27, quai de Grenelle, 75015 Paris.

Notre abonné, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous prie de joindre à son envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— MM. Dang Van Lien et Dang Van Ky, ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur mère

M^{me} HO THI MONG CHI, survenue le 17 septembre à Paris.

La levée du corps aura lieu le mardi 4 octobre, à 7 h 30, à l'hôpital Lariboisière.

L'inhumation sera faite vers 9 heures au cimetière de Châtou (Yvelines). 1, rue des Iris, 75013 Paris.

— M. et M^{me} Pierre Calvet, M. et M^{me} Dominique Fedinielli, ses petits-enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la mort de

M^{me} veuve Jean MARIE, née Madeleine Villard,

pieusement décédée dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 3 octobre 1983, à 14 heures précises, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7^e, où l'on se réunira.

19, avenue Paul-Deschanel, 75007 Paris.

— M^{me} Suzanne Norych, David et Josseline Norych, Emmanuel et Anne-Maria Norych-Sclaton et Léa,

ont la profonde douleur de faire part de la perte très cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Suzanne NORYCH,

leur mari, père et grand-père,

survenue le 27 septembre dans sa soixante-septième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 3 octobre.

Réunion à 10 h 45 à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien.

Ni fleurs ni couronnes.

— Lyon, Paris, Colmar, Nancy.

On nous prie d'annoncer le décès de

Michel PERNOT,

survenu le 27 septembre 1983, dans sa cinquante-cinquième année.

Une messe sera célébrée en son intention lundi 3 octobre 1983, à 10 h 45, en l'église Saint-Joseph de Montgeron (91).

Selon sa volonté son corps sera incinéré.

De la part de Jean-Claude et Mady Mathé, Christine et Aude, Yves et Renée Pernot et Silke, Annie et François Pernot-Velin. Ni fleurs ni couronnes.

— Paris, Londres, Le Caire, M^{me} Sonia Soussana Munich, M. et M^{me} Simon Oulide et leurs enfants,

M. et M^{me} Philippe Beaume et leurs enfants,

Les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri SOUSSANA,

survenu à Paris, le 25 septembre 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Que tous ceux qui ont connu Yves MERCIER-BELLEVUE ne l'oublient pas.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-I (U.E.R. de sciences politiques), mardi 4 octobre, à 9 heures, salle 307, M. Jean-Pierre Magnan : « Terre et pouvoir dans les populations dites « Sara » du Tchad ».

LÉGIION D'HONNEUR

PREMIER MINISTRE

Est promu officier :

M. Henri George, ancien adjudant au 2^e régiment étranger de parachutistes.

Sont nommés chevaliers :

M^{me} Amin Barsonian, ancien légionnaire de 1^{re} classe au 4^e régiment étranger d'infanterie, et Mohammed Moulid, ancien caporal-chef au 6^e régiment de tirailleurs marocains.

Intérieur et décentralisation

Est nommé chevalier :

M. Albert Payen, brigadier de la police nationale, mortellement blessé le 30 août à Beyrouth devant l'ambassade de France.

ROBLLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

Listes de Mariage

AUX TROIS QUARTIERS

La Société des Lessives Saint-Marc

est heureuse d'avoir offert aux voyageurs et aux Parisiens le nettoyage complet de la Salle des Pas Perdus de la Gare St-Lazare, rendant ainsi à ce cadre historique un éclat digne des manifestations qui s'y déroulent.

01 40 15 20

١٥٥٠ من المجلد



Olivetti France, 91, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris

LES NOUVELLES MACHINES A ÉCRIRE ÉLECTRONIQUES OLIVETTI ET111-ET115

1.000.001

1.000.000 de machines à écrire électroniques Olivetti ont été vendues dans le monde à ce jour. Olivetti détient ainsi le record mondial. La première machine à écrire électronique au monde fut une Olivetti. En 1978.

Depuis, Olivetti n'a cessé de consolider son avance. La gamme Olivetti est la plus complète au monde : de très nombreux modèles, compatibles et évolutifs pour croître avec les besoins de l'utilisa-

teur tout en sauvegardant son investissement initial.

Aujourd'hui Olivetti prend une nouvelle avance. Sa machine N°1.000.001 est différente des précédentes : elle est entièrement électronique. La suppression des dernières parties mécaniques a donné naissance aux nouvelles ET111-ET115, des machines hautement professionnelles qui ouvrent le chapitre du deuxième million de machines à écrire électroniques Olivetti.

olivetti

INFORMATIONS « SERVICES »

MUSÉES

Les Invalides retrouvent leur passé

L'inauguration des fossés qui bordent l'ensemble des bâtiments des Invalides devant la cour du Dôme et le long du boulevard de Latour-Maubourg est l'événement parisien de ce vendredi 30 septembre.

L'hôtel national des Invalides, « la plus grande pensée de mon règne », dira Louis XIV, est le plus beau palais de Paris sinon du monde. — a fait l'objet, depuis près de vingt ans, d'une très importante restauration grâce à deux lois-programmes conçues sous l'autorité du ministère de la culture agissant avec le concours financier des ministères de la défense nationale et des anciens combattants. Le Monde du 17 janvier 1976 et du 24 octobre 1977. La construction des fossés, dont une première tranche, inaugurée cette semaine, représente 224 mètres de long, et la résurrection du Jardin de l'intendant sont certainement les opérations de remise en état qui ont le plus frappé le public. Elles ont permis en tout cas de dégager entièrement les abords des bâtiments élevés par Robert de Cotte (côté Latour-Maubourg) et ceux jouxtant la cour du Dôme, complètement débarrassés des tristes constructions parasites qui déshonoraient cet admirable ensemble depuis le début du vingtième siècle.

M. Bertrand Monnet, architecte en chef honoraire des monuments historiques, qui est le maître d'œuvre de toute cette entreprise, en poursuit l'exécution avec le concours de MM. Jean-Paul Meyer et François Monnet.

Mais si les 180 mètres de fossés qui doivent border l'avenue de Tourville depuis le petit pavillon, à droite de la cour du Dôme, jusqu'au porche du

6, boulevard des Invalides (1), entrée principale de l'institution, ne peuvent pas être construits cette année les crédits affectés à cette opération étant pour l'heure quasiment inexistant, certains travaux, en revanche, ont déjà été entrepris grâce à des crédits alloués par le ministère des anciens combattants. C'est ainsi qu'après avoir fait disparaître l'ancien foyer de l'institution des Invalides, qui s'élevait à gauche de l'entrée du boulevard du même nom, on aménage sous son emplacement un parc de stationnement souterrain de deux étages, qui sera affecté aux voitures des pensionnaires et du personnel de l'institution. Sur la dalle qui va recevoir cet ouvrage, on installera un petit jardin à la française (il y a déjà des pelouses), qui fera exactement contrepoin à l'ancien Jardin de l'intendant, puisqu'il sera situé à l'angle Tourville-boulevard des Invalides.

Toutes ces opérations se poursuivent ou se poursuivront, est-il besoin de le dire, en même temps que s'achèvent peu à peu la restauration totale de l'hôtel des Invalides. Mais si l'asplendide est maintenant complètement recouverte de pelouses, le dôme d'Hardouin Mansart n'a toujours pas retrouvé sa vraie parure. En effet, les matériaux employés en 1937 ont été de si mauvaise qualité qu'ils ont presque complètement disparu. Il suffirait, paraît-il, pour que la dôme retrouve son éclat, de quelques kilogrammes d'or, mais l'échafaudage qui serait mis en place coûterait, à lui tout seul, une fortune !

ANDRÉE JACOB.

(1) Les deux petits bâtiments anciens qui l'encadrent seront conservés et restaurés.

PARIS EN VISITES

Dimanche 2 Octobre

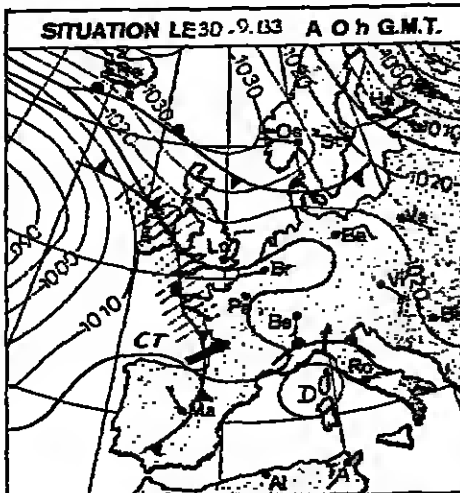
- « La galerie dorée de la Banque de France », 10 h 30, coin rue Radziwill et des Petits-Champs, M^{me} Garnier-Ahlberg.
- « Le Palais du Luxembourg », 10 h 30, 15, rue de Valenciennes, M^{me} Vermeersch.
- « Le Conseil d'Etat », 15 heures, grilles du Palais-Royal, M^{me} Bouquet des Chaux.
- « Hôtel de Sully », 15 heures, rue Saint-Antoine, M. Jacomet.
- « Les galeries du Palais-Royal », 15 heures, 3, rue de Valois, M^{me} Lemarchand.
- « Les Buttes-Chaumont », 15 heures, métro Botzaris, M^{me} Peacock.
- « Le château de Malmaison-Lafitte », 15 h 30, entrée côté parc, 15 h 30, M^{me} Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Le Marais », 15 heures, place des Vosges (Approche de l'art).
- « La Coqueretterie », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (Arcs).
- « Murillo », 10 h 30, musée du Louvre, porte Jozeard, M. Bouchard.
- « Saint-Germain-des-Près », 15 h 30, 52, rue Bonaparte, M^{me} Camus.
- « L'île de la Cité », 15 heures, 24, place Dauphine, M. Czarny.
- « Le Marais », 10 h 30, métro Saint-Paul (Connnaissance d'ici et d'ailleurs).
- « L'ancienne manufacture de Sévres », 14 h 30, arrêt mairie, autobus 171, M^{me} Ferrand.
- « Jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, devant l'Élysée-Maison (La France et son passé).
- « Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Flâneries).
- « La Folie Saint-James et la Folie d'Arturo », 15 heures, 34, avenue de Madrid à Neuilly, M^{me} Hager.
- « Notre-Dame de Paris », 15 heures, métro Cité, M^{me} Hauller.
- « Les Arènes de Lutèce », 15 heures, métro Jussieu (Histoire et archéologie).
- « L'île Saint-Louis », 10 h 30, métro Pont-Marie, P. Y. Jaslet.
- « Autour de Beaumont », 14 h 30, 2, rue du Renard (Paris auvergnat).
- « L'île Saint-Louis », 15 heures, 45, quai Bourbon (Paris et son histoire).
- « Saint-Germain-l'Auxerrois », 15 heures, métro Louvre (Résurrection du passé).
- « L'île de la Cité », 15 heures, métro Pont-Neuf, M^{me} Rouman.
- « Le Sénat », 15 heures, 20, rue de Tournon (Tourisme culturel).
- « Les synagogues de la rue des Rosiers », 16 heures, 9, rue Malher (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

14 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, « La Malaisie inconnue », M. Brunel.

16 h 30, même adresse : « La Norvège ».

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 29 septembre à 0 heure et le samedi 1^{er} octobre à midi.

Progressivement les hautes pressions d'origine de la France, laissant une zone de pressions moyennes, le marais barométrique, dans lequel des zones de temps médiocre vont s'installer.

Samedi. Deux pôles de temps maussade aux extrémités opposées du pays. Dans le Sud-Est, sur les Alpes essentiellement, temps lourd et orageux avec quelques averses résiduelles le matin. Sur le Nord-Ouest : Bretagne, Normandie, Picardie, ciel assez nuageux avec de petites pluies côtières intermittentes.

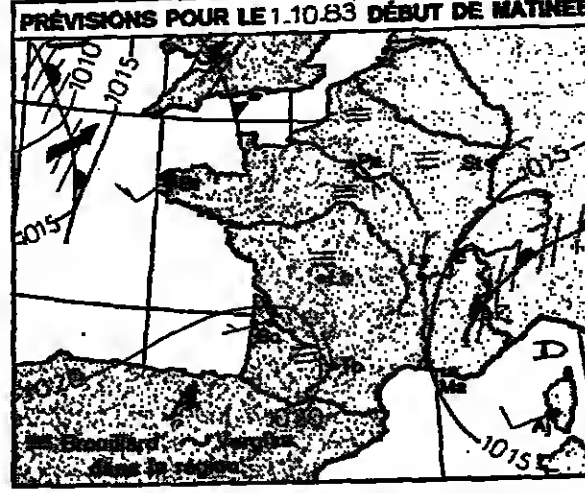
Entre ces deux zones, sur la plus grande partie de la France, brumes matinales suivies de beau temps ensoleillé. Les régions proches des deux pôles de temps médiocre pourront voir passer quelques bandes de nuages en cours de journée.

Les températures au lever de jour, voisines de 15 degrés sur une grande partie du pays, seront localement de 10 à 11 degrés dans l'intérieur de la Normandie, mais pourront atteindre 20 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, de 22 à 30 degrés du nord au sud.

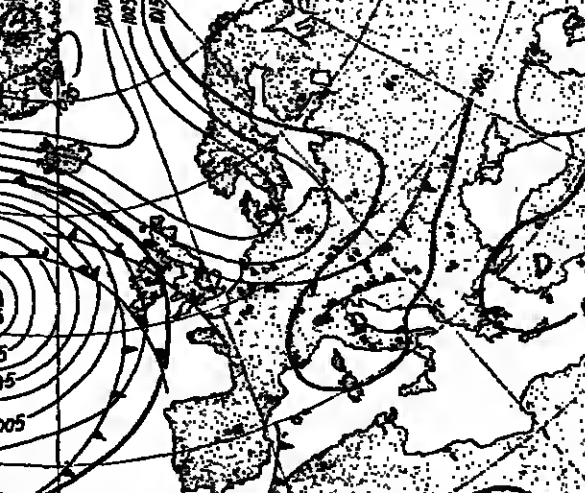
Le vent, faible en général, soufflera plutôt du sud-ouest.

Evolution générale. Les hautes pressions qui règnent sur le bassin méditerranéen et sur l'Europe méridionale vont lentement se renforcer sur la France, maintenant la circulation perturbée océanique assez nord au niveau des îles Britanniques et de l'Allemagne.

Précipitations pour dimanche 2 octobre. De la Bretagne et de la Normandie jusqu'aux Flandres et aux Ardennes, temps généralement très orageux avec maintes fois de sud-ouest et pluies passagères, plus marguées le matin près de la frontière belge. Rares éclaircies dans la journée sur le reste de la France, persistance de la période de beau temps, brumeux le matin (bande de brouillards).



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Locaux surtout dans le Sud-Ouest, les régions du Centre et de l'Est, ensoleillé et chaud avec des températures élevées pour la saison qui dépasseront souvent 25 degrés et atteindront 27 à 28 degrés dans le Midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 30 septembre 1983 à 8 heures, de 1016 millibars, soit 762 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 septembre : le second le minimum de la nuit du 29 septembre au 30 septembre) : Alger, 27 et 18 degrés ; Biarritz, 29 et 19 ; Bordeaux, 27 et 13 ; Bourges, 26 et 12 ; Brest, 21 et 12 ; Caen, 25 et 11 ; Cherbourg, 17 et 14 ; Clermont-Ferrand, 26 et 11 ; Dijon, 23 et 11 ; Grenoble, 22 et 12 ; Lille, 24 et 14 ; Lyon, 24 et 13 ; Marseille-Marianne, 27 et 17 ; Nancy,

24 et 9 ; Nantes, 26 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 27 et 12 ; Pau, 25 et 15 ; Perpignan, 25 et 15 ; Rennes, 23 et 12 ; Strasbourg, 23 et 10 ; Tours, 26 et 12 ; Toulouse, 26 et 13 ; Pointe-à-Pître, 31 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 13 degrés ; Amsterdam, 23 et 10 ; Athènes, 28 et 15 ; Berlin, 19 et 8 ; Bonn, 26 et 9 ; Bruxelles, 24 et 12 ; Le Caire, 32 et 18 ; Les Canaries, 26 et 18 ; Copenhague, 12 et 5 ; Dakar, 32 et 25 ; Djibouti, 27 et 21 ; Genève, 23 et 12 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lisbonne, 26 et 15 ; Londres, 20 et 14 ; Luxembourg, 23 et 11 ; Madrid, 27 et 15 ; Monaco, 8 et 2 ; Nairobi, 26 et 12 ; New-York, 18 et 12 ; Palma-de-Majorque, 28 et 11 ; Rome, 22 et 19 ; Stockholm, 11 et 11 ; Téhéran, 32 et 22 ; Tunis, 28 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

FISCALITÉ

PAIEMENT MENSUEL DE L'IMPOT SUR LE REVENU. — Pour les contribuables qui choisiraient le paiement mensuel de l'impôt sur le revenu en 1984, la date limite d'adhésion à ce système est fixée, exceptionnellement, cette année, au 15 octobre 1983 au lieu du 30 septembre fait savoir le ministère de l'économie et des finances.

Un formulaire d'adhésion a été adressé au domicile de chaque personne soumise à l'impôt sur le revenu pour plus de 6 000 francs et n'ayant pas encore opté pour la mensualisation.

Les percepteurs peuvent fournir tous renseignements sur ce mode de règlement et procurer les formulaires d'adhésion.

SALONS

ARTS ET LOISIRS DE GARCHES. — Le XXII^e Salon international arts et loisirs de Garches expose, du 1^{er} au 9 octobre, dans l'hôtel Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine), les œuvres d'artistes handicapés physiques. Sculptures, aquarelles, peintures à

l'huile, dessins au fusain, travaux sur bois, vannerie, photographies peuvent être acquis par les visiteurs.

* Club des loisirs et d'entraide de l'hôpital Raymond-Poincaré, 92380 Garches. Tél. : 741-79-00 (poste 3240), le mardi et le vendredi de 13 heures à 15 heures.

TOXICOMANIE

UN SÉMINAIRE SUR LA PRÉVENTION. — Le onzième séminaire de l'Abbaye aura lieu, 35, rue de Sévres à Paris, du 17 au 21 octobre. Il aura pour thème : « La demande de prévention ». A ce séminaire participent notamment le docteur Claude Orsel, directeur général de l'association l'Abbaye, le professeur Serge Lebouvier et M. Franck Perier, président de la mission permanente de lutte contre la toxicomanie. Il sera l'occasion de débats, de confrontations d'idées et d'échanges d'expériences sur la façon dont les intervenants du secteur social et médico-social envisagent la prévention.

* Association l'Abbaye, 7, rue de l'Abbaye, 75006 Paris. Tél. : 325-47-91.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 30 septembre : DES DÉCRETS

● Relatif aux modalités d'application du régime de travail à temps partiel des agents stagiaires et des agents non titulaires des établissements d'hospitalisation publics et de certains établissements à caractère social ;

● Modifiant le décret du 10 mars 1964 relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat ;

● Modifiant le décret du 8 mars 1978 aux maîtres des établissements spécialisés, sous contrat simple, accueillant des enfants et adolescents handicapés.

Les mots croisés se trouvent page 20.

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75421 PARIS CEDEX 09 C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'impayés.

ASSURANCES

AMÉLIORATION DU CONTRÔLE DE LA RÉPARATION DES VÉHICULES

Grâce à une convention qui vient d'être signée entre le Syndicat français des assureurs-conseils (SFAC) et deux chambres syndicales d'experts, les automobilistes devraient bénéficier dorénavant d'un meilleur contrôle des réparations effectuées sur leurs véhicules.

Le but de cette convention est d'élargir le cadre de l'expertise automobile actuellement limitée au seul choix du mode de réparation et de l'évaluation des dommages. Un accord en ce sens a été signé par la Chambre syndicale nationale des experts en automobiles de France (C.S.N.E.A.F.) et la Chambre syndicale nationale des experts en automobiles et matériel industriel (C.S.N.E.A.M.I.), qui représentent environ 90 % des experts en automobiles.

L'assureur-conseil, adhérent du SFAC (six cents courtiers sur un total de trois mille), proposera aux automobilistes un contrat de « mission étendue », moyennant une somme de 180 F, qui prévoit notamment un contrôle de la fourniture des pièces neuves et du retrait des pièces endommagées, de la qualité et du prix de la réparation et de la sécurité du véhicule réparé. L'assuré pourra également bénéficier d'une assistance technique en cas de litige avec le réparateur. Une « mission spécifique », dont le coût se situe entre 200 et 500 F, prévoyant une possibilité d'assistance technique en cas de contrôle périodique, recherche de vice caché ou vice de construction, sera en outre proposée à l'assuré.

BOURSES

SÉJOURS AU JAPON

En application de l'accord franco-japonais d'échanges culturels, des bourses d'études et de recherche d'une durée de deux ans (d'avril 1984 à mars 1986) ou d'un an et demi (d'octobre 1984 à mars 1986) sont attribuées par le gouvernement japonais pour toutes les disciplines littéraires, artistiques et scientifiques. Les boursiers qui n'ont aucune connaissance, ou que des notions, de la langue japonaise seront automatiquement inscrits à un stage linguistique de six mois.

Les candidats devront être au minimum titulaires du diplôme de licence ou d'un diplôme équivalent et avoir moins de trente-cinq ans.

Pour le retrait du dossier, écrire au bureau de la formation des Français à l'étranger, ministère des relations extérieures, 34, rue La Pérouse, 75116 Paris. Le dossier devra être retourné à la même adresse avant le 15 novembre.

* Renseignements : ambassade du Japon, service culturel, 87, avenue Foch, 75008 Paris, tél. : 766-02-22.

(Publicité)

SPECIFIQUE

ouvre une boutique

SPECIFIQUE, une maison qui a dix ans d'existence, qui augmente chaque année de 15 % son chiffre d'affaires, dont 40 % est réalisé à l'export, et qui ouvre aujourd'hui sa première boutique.

Pourquoi ? parce qu'aujourd'hui une boutique est une vitrine absolument indispensable vis-à-vis de l'étranger, et parce qu'il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire d'expliquer son produit. La boutique a pour vocation de familiariser les Français avec l'image « NOELLE ROUDINE POUR SPECIFIQUE », de démontrer la cohésion et la continuité de son style et de personnaliser la collection par l'intensité de sa créativité.

La boutique permettra de faire connaissance avec la femme « NOELLE ROUDINE », une femme qui s'habille selon son tempérament, ses occupations, son humeur, ses envies. Une femme « multifacettes » qui s'assume dans les divers aspects de sa personnalité, mais avec une constante : une femme qui aime la mode parce qu'elle considère que le mode fait partie intégrante de sa vie. Une femme qui, parce qu'elle aime la mode, sait créer sa permanence « au » propre mode en intégrant les nouvelles tendances et les éléments de base de sa garde-robe. Une femme qui a compris que la mode est à la fois un jeu et un langage.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1964-1968) ; Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : du « Monde », 5, r. des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

LOTTO TIRAGE N°39

DU 28 SEPTEMBRE 1983

51219243349

NUMERO COMPLEMENTAIRE 41

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES		RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)	
6 BONS NUMEROS	38	340	546,30 F
5 BONS NUMEROS + complémentaire	152	42	568,20 F
5 BONS NUMEROS	6 771	2	866,80 F
4 BONS NUMEROS	278 830		69,60 F
3 BONS NUMEROS	3 901 215		7,10 F

PROCHAIN TIRAGE LE 5 OCTOBRE 1983

VALIDATION JUSQU'AU 4 OCTOBRE 1983 APRES-MIDI

Du 23 septembre au 2 octobre 1983

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ILE DE CHATOU

près de Paris.

Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

Tél. 770.88.78

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75421 PARIS CEDEX 09 C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'impayés.

SPECIFIQUE

ouvre une boutique

SPECIFIQUE, une maison qui a dix ans d'existence, qui augmente chaque année de 15 % son chiffre d'affaires, dont 40 % est réalisé à l'export, et qui ouvre aujourd'hui sa première boutique.

Pourquoi ? parce qu'aujourd'hui une boutique est une vitrine absolument indispensable vis-à-vis de l'étranger, et parce qu'il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire d'expliquer son produit. La boutique a pour vocation de familiariser les Français avec l'image « NOELLE ROUDINE POUR SPECIFIQUE », de démontrer la cohésion et la continuité de son style et de personnaliser la collection par l'intensité de sa créativité.

La boutique permettra de faire connaissance avec la femme « NOELLE ROUDINE », une femme qui s'habille selon son tempérament, ses occupations, son humeur, ses envies. Une femme « multifacettes » qui s'assume dans les divers aspects de sa personnalité, mais avec une constante : une femme qui aime la mode parce qu'elle considère que le mode fait partie intégrante de sa vie. Une femme qui, parce qu'elle aime la mode, sait créer sa permanence « au » propre mode en intégrant les nouvelles tendances et les éléments de base de sa garde-robe. Une femme qui a compris que la mode est à la fois un jeu et un langage.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1964-1968) ; Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : du « Monde », 5, r. des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

السياحة

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

LES LEÇONS DE « L'ÉTÉ DELORS »

Moins d'argent davantage d'imagination

La ligne noire continue, c'est mon chiffre d'affaires en 1983. Jusqu'en mars, c'est-à-dire avant l'annonce de la limitation des devises touristiques, la seconde survolait la première. Après, comme vous pouvez le constater, c'est le plongeon ! Voilà l'été Delors !

L'homme qui parle ainsi, graphiques à la main, c'est M. Jean-Claude Rousch, patron de O.I.T.T. Voyages, une agence qu'il présente comme « l'une des plus importantes parmi les indépendantes ». Ancien président du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), il voit aujourd'hui une partie de la profession se mobiliser pour l'aider à traverser une passe financière critique. « Pour l'essentiel, un problème de trésorerie » (1), minimise celui qui d'habitude ne glisse, dans la conversation, qu'il y a quelque temps, repris et sauvé Delta Voyages, alors en perdition. « J'ai joué les pompiers, ce qui m'a rendu plus vulnérable. Aujourd'hui, comme beaucoup d'autres, je suis victime de l'effet Delors. »

L'effet Delors ? Les chiffres sont éloquent. D'octobre à mars, le chiffre d'affaires d'O.I.T.T. était en progression de 38 %, de 55 % sur les trois premiers mois de l'année. A la fin de la saison, il aura chuté de 4 %, soit, compte tenu de l'inflation, de 20 % ce réel. « Il nous ont fait très mal », conclura M. Rousch, qui s'estime parfaitement représentatif d'une profession qui hésite pas à s'affirmer « sinistrée », et qui, pour un peu, pour transformer la Rue de Rivoli en Mur des lamentations.

Un coup de massue

Dans les bureaux lambrissés du ministère des finances, on fait également les comptes. N'était la dignité des lieux, on se frotterait presque les mains. « Nous ne nous étions pas réellement fixé d'objectif (bien que le chiffre de 5 milliards de francs ait été avancé), mais nous entendions voir augmenter significativement un excédent touristique qui, en 1982, s'était élevé à 12 milliards. Pour 1983, nous pouvions raisonnablement tabler sur un excédent de 20 milliards (pour le premier semestre, il aurait été de 8,5 mil-

liards), soit 8 milliards de plus que l'an dernier. »

Un résultat qui, selon les experts de la Rue de Rivoli, s'expliquerait par la conjonction de trois facteurs : le contrôle des changes, certes, mais aussi la hausse du dollar (2), sans oublier l'effet revenu, une expression pudique pour désigner les conséquences des divers prélèvements fiscaux opérés sur les revenus des Français. A quoi s'ajouterait également une fraude (toujours très difficile à évaluer) mais qui, estime-t-on, serait demeurée dans des limites « raisonnables ». On relève, à cet effet, que les rachats de billets français par la Banque de France sur les marchés extérieurs, notamment en Suisse (un des moyens de mesurer la fraude), n'a, au cours de l'été, enregistré aucune augmentation significative.

Finalement, on a traversé la tempête sans trop de dommages, constate-t-on rue de Rivoli, où l'on relève toutefois que les mesures d'assouplissement finement consenties en faveur des agences de voyages ont sans doute évité « de gros problèmes d'emploi ». On reconnaît même que les professionnels du tourisme « passent un mauvais moment » et qu'il conviendrait maintenant de mettre « derrière ce coup de massue » quelque chose de « plus positif ».

A court terme, on confirme la disparition, l'an prochain, du carnet de change. Mais, indique-t-on, il faudra sans doute attendre octobre (et l'examen des résultats enregistrés au cours de la troisième trimestre) pour avoir une idée du montant de devises que l'on pourra emporter à l'étranger (il était de 5 000 francs avant le 29 mars) et, surtout, de l'usage qui pourra être fait des cartes de crédit.

Sur un plan plus général, le gouvernement semble vouloir désormais favoriser tout ce qui peut contribuer à « la promotion du produit France à l'étranger ». C'est-à-dire tout ce qui peut augmenter le nombre de visiteurs dans notre pays. Des mesures à cet effet ont d'ores et déjà été prises (3), d'autres sont à l'étude. Ainsi, dans une économie reconnue aujourd'hui, dans les couloirs mêmes du pouvoir, « en état de guerre », le gouvernement paraît décidé à mobiliser un tourisme considéré comme

liser un tourisme considéré comme « l'un des points forts de notre commerce extérieur » et qui se voit traiter enfin (verbalement du moins) comme une véritable industrie.

Aujourd'hui, insistait récemment M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat au tourisme, on assiste à une concurrence acharnée entre pays se disputant une clientèle qui, en raison de la crise, stagne. Il faut donc être agressif et performant. »

Une prise de conscience dont la profession, même maussade, ne peut que se réjouir. Même si certains de ses membres comprennent mal la logique d'une politique qui aurait contribué, selon eux, à porter « un rude coup » à un secteur économique sur lequel on affirme maintenant vouloir s'appuyer. « Ils ont mis en l'air la profession, tué la poule aux œufs d'or », accusent les plus « sanguins », qui relèvent que, depuis 1975, c'est-à-dire depuis le début de la crise, le tourisme avait été le seul secteur à n'avoir pas molli.



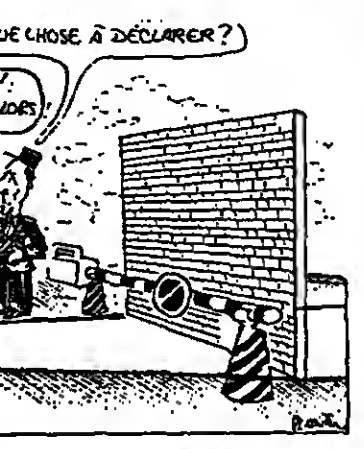
Aujourd'hui, constatent-ils, nous faisons les gros dos, nous n'allons plus de l'avant. »

La victoire de Proust sur Kessel

Certes, reconnaît M. Jean-Claude Murat, l'actuel président du SNAV, on n'a pas fait la catastrophe et tout le monde est morose. « Mais, ajoute-t-il aussitôt, pour une profession aussi jeune et enthousiaste que la nôtre, il n'est pas question de baisser les bras et de céder à cette osmose dépressive ». La crise, affirme-t-il, nous oblige nous y adapter (4) et nous sommes déjà d'ailleurs en train de nous y adapter. La preuve ? Dans la situation actuelle, la moitié des agences auraient dû souter comme des bouillons de champagne. Il n'en a rien été. Elles se sont débrouillées. Oui, il faut mettre l'imagination au pouvoir et profiter notamment du fait

que, contrairement à nos collègues étrangers, nous ne touchons encore seulement que 10 % des gens qui voyagent. Même affecté par la crise, il y a là un potentiel que nous devons exploiter. » C'est souvent à partir d'une contrainte que l'on devient créatif, observe, sourire en coin, un haut fonctionnaire janséniste qui n'hésite pas, devant nous, à prôner les vertus du « carême touristique » ainsi imposé à ses concitoyens.

Le fait est que, une fois la « gifle » encaissée, les professionnels ressemblent souvent, aujourd'hui, à des boussolles éberluées de nouveaux nord ou à des girouettes anxieuses d'être de nouveau dans le vent. Savoureux spectacle que celui de ces hommes souvent qualifiés, avec un certain mépris, de « petits boutiquiers poujadistes », se muant soudain, sous la pression des événements, en sociologues du tourisme bumbant de nouveaux comportements et à l'effluve de nouvelles



modèles. Et vous confiant, par exemple, que désormais « le moindre trou perdu de la Corée va mieux que le Zambèze » et que, à travers « l'herpès génital, le SIDA, le contrôle des changes ou les propos du pape », s'érigent de nouvelles barrières morales, se dessine un retour à des valeurs victorieuses. A les entendre, ce serait la victoire de Proust et de Cabourg sur Kessel et l'exotisme.

Reste, au-delà des impressions et des intuitions, la constatation que le secteur touristique est maintenant, lui aussi, touché par la crise, que le période d'expansion est, pour un certain temps du moins, terminée et qu'il appartient à la profession, dans son ensemble, de s'adapter à cette récession. En offrant, par exemple, aux vacanciers, en cette période de vaches maigres, de nouveaux pâturages et de les leur proposant à des prix moins élevés (« il faut racler partout »), sans pour autant trop réduire la durée des séjours. Et en s'adaptant à la demande, ce qui, dans certains secteurs, appelle des révisions déclinantes. Ainsi, l'heure est-elle venue, pour l'hôtellerie traditionnelle, de faire son deuil de la « pension complète ».

Un consommateur averti

Une attitude qui, finalement, une fois dissipée l'irritation du pouvoir face à des réactions jugées « démagogiques » et « politiquement motivées », cadre plutôt bien avec le « positivisme » en bonneur dans les milieux officiels.

Ainsi le secrétaire d'Etat au tourisme, M. Roland Carraz, se refuse-t-il à accepter la notion d'un « tourisme de crise » et préfère parler d'un inflexionnement des comportements, d'une évolution de fond, indépendante de la conjoncture, et dont il résume ainsi les grandes lignes : raccourcissement de la durée du séjour d'été dans le cadre d'un temps de vacances plus long mais mieux réparti sur toute l'année, plus grande mobilité et besoin accru de liberté. Portrait robot d'un nouveau touriste devenu, au fil des ans, mieux informé, donc plus exigeant, en somme un consommateur averti aux goûts et aux besoins duquel il convient désormais de s'adapter.

Vision bien rose cependant que celle d'un secrétaire d'Etat qui aime à théoriser et à rationaliser et qui, manifestement, se plaît davantage à penser que ces nouveaux comportements, effectivement observés et

OUVERTURE : LE DOSSIER CHASSE

Mme BOUCHARDEAU, le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie, s'était donné six mois pour connaître l'essentiel du dossier de la chasse en France et pour être en mesure de dégager des orientations. L'imminence de l'ouverture « dans les quarante départements qui font la moitié nord de la France » a donné l'occasion, jeudi 29 septembre, de faire le point. Au cours de cette réunion, elle a prononcé un discours-programme plus qu'elle n'a donné une conférence de presse. On lui saura gré d'abord d'avoir été claire, on se félicite aussi du soin qu'elle a mis à taire ses inclinations pour éborder de front les problèmes en suspens.

Si l'on voulait définir les positions du secrétaire d'Etat, elles se résumeraient ainsi : la chasse est en France une réalité sociale (un million huit cent cinquante mille porteurs de permis) ; concilier les arguments des chasseurs et ceux des antichasseurs ne sont pas dans ses intentions ; il faut éviter la souffrance animale inutile ; une gestion prudente et respectueuse des cycles biologiques de la faune sauvage est indispensable si l'on veut que la chasse ait des raisons d'exister dans l'avenir. Les objectifs qui découlent de là seraient les suivants : développer les moyens de connaissance et de diffusion de l'information des chasseurs, mieux assurer leur formation, organiser la chasse, assurer l'évolution de la réglementation.

Rien de révolutionnaire, dirait-on ; dans le lignage des préoccupations des prédécesseurs.

Ce qui est nouveau, c'est la fermeté avec laquelle Mme Bouchardeau a rappelé ces grands principes sans avoir le souci de ménager les uns ou les autres. A preuve sa position vis-à-vis des vénéreux à qui elle a demandé de ne pas prolonger les souffrances de l'animal forcé par une meute, mais à qui elle a promis que la chasse à courre ne serait pas interdite.

Les premières décisions qu'a annoncées le secrétaire d'Etat - suppression progressive du piégeage par engins à mâchoire, fonctionnalisation des gèrdes, mise au point de règlements qui ne pourront plus être toumés, application des directives et accords internationaux - ne menaquent pas pour autant de relâcher les querelles.

Il est trop tôt pour juger de l'efficacité dont Mme Bouchardeau saura faire preuve pour que soient appliquées ces mesures autrefois évoquées. Félicitons-le déjà d'avoir su dégager l'essentiel des points noirs que connaît la chasse en France et de ne s'être à aucun moment laissée tenter par les accents démagogiques si prisés parfois dans les discours politiques, quand les passions sont en cause.

CLAUDE LAMOTTE.

Le rayon vert - Jules Verne - collection Hetzel - biblio. Meurtre Joyeux.

Reo Vacances
vivez vos rêves

NOUS COUPONS LES PRIX EN 4

EGYPTE

GRANDE CROISIÈRE SUR LE NIL
11 jours Paris/Paris pension complète.

2192,50 F.

à l'inscription et 3 mensualités de 2192,50 F après votre retour + 220 F de frais de crédit.

Prix total du voyage 8990 F**
départs des 8 et 15 décembre.

* obtention du crédit soumise à l'acceptation de votre dossier par l'établissement prêteur
** prix en chambre et cabine double

Inscriptions et renseignements dans toutes les agences de voyage ou directement à l'adresse suivante : 10, rue du 4 Septembre 75002 Paris

BON A DÉCOUPER :
Pour recevoir la brochure Reo-Vacances Egypte retournez ce coupon + 8 F en timbres à Riv-Vasancas 9, rue Kapell 75016 Paris

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Ville _____

**Le N°1
du
chasseur**

la chasse

sous la direction de J.-P. Villenave.

Toutes les composantes actuelles de l'art cynégétique : armes et munitions, chiens, gibier, modes de chasse, législation, c'est-à-dire un tour d'horizon complet et remarquablement à jour.

384 pages
très illustrées
en couleurs.
(19 x 25,5 cm)

Larousse
chez tous les libraires

Chasse

Idees et adresses

Pour ceux qui ne souhaitent pas chasser toute la saison mais préfèrent participer à quelques sorties sur des territoires privés entretenus à cet effet (notamment grâce à la présence de cultures à gibier), voici quelques adresses :

- **La Billebaude**, domaine de la Prévoistère, à Givres, 41130 Selles-sur-Cher (tél. : 16 (54) 98-60-66, A Paris : 387-31-89), 400 hectares de bois et de plaine. Lièvres, lapins, pigeons, sauvagines, sauternes, le tout gibier naturel, mais aussi faisans et perdreaux élevés en liberté sur le territoire. Terrains et méthodes de chasse toujours sur le travail des chiens. Hébergement et table commune de très bon accueil. (Il faut compter 1 300 F par jour et 90 F pour la chambre.)

- **Le domaine du Nahon**, près de Souesmes (41450 ; tél. : 16 (54) 98-82-42), offre la possibilité de chasser sur un territoire exceptionnel réservé aux chiens d'arrêt. On y chasse en tout petit groupe avec le responsable des lieux, jaloux de la qualité du gibier qui vit sur ses terres. On prend ses repas en famille et l'on dort dans les auberges des environs (1 300 F par journée sans l'hébergement).

- **Le club de la Roche-Coulour** (tél. : 052-68-88 et 052-17-80), plus près de Paris, dispose d'un territoire de chasse de plus de 300 hectares près de Chevreuse. Les faisans, très nombreux, y sont élevés sur des aires à ciel ouvert entourées par des filets, puis sont lâchés sur le territoire en début de saison. Il faut compter 1 000 F par journée. Les repas se prennent dans un pavillon de chasse très confortable (180 F) ou au club de tir (installation de skeet, de fosses, de parcours de chasse) pour un prix moindre (75 F). Chiens d'arrêt recommandés.

- **Pour ceux qui veulent tirer sans tuer de gibier**, un nouveau club a été ouvert près de Chevry, dans la banlieue est de Paris, le domaine de la Marsaude (tél. : 425-44-39), 200 hectares destinés au travail des chiens, au tir sur plateaux. On peut y déjeuner. On pourra plus tard y dormir.

C. L.

BALADE A LA CARTE

Sur les crêtes du Pilat : herboriser avec Jean-Jacques

En août 1769, Jean-Jacques Rousseau parcourait le Pilat, persuadé d'y trouver des plantes rares. Pour le bicentenaire de sa visite, un itinéraire botanique long de 32 kilomètres fut créé à son nom, suivi de nombreux autres sentiers à l'usage des promeneurs. Serait-ce le paradis des randonneurs ? Partons plutôt de purgatoire, car certains chemins ont souffert de la tempête de novembre 1982 et, d'une façon générale, il faut surveiller cartes et balises en tentant de les accorder.

Jean-Jacques Rousseau n'était donc rendu au Pilat pour y herboriser. En août, il ne vit plus les jonquilles, narcisses, violettes et gentians en fleurs mais, sans doute, l'arnica, les encolies et de grandes digitales. Il eût été préférable d'attendre l'automne car, dès le fin de l'été, la bruyère et les épilobes colorés de pourpre les landes et les clairières alors qu'en altitude les rares feuillues jaunissent parmi les sapins. Il n'y a pas de plantes rares parmi tous ces noms, mais l'intérêt réside plutôt dans la variété et la profusion. En fait, ce n'est pas la végétation qui surprend le plus le randonneur montagnard, mais les osseux, communs aux aires, mais très nombreux, dans la mesure où on recense cent trente espèces évoluant chacune dans leurs zones de prédilection. A l'automne, c'est le regroupement des migrants pour le grand départ, ou le simple passage d'autres espèces venues du nord. Quelle que soit la saison, c'est durant les quatre heures qui suivent l'aube qu'on peut en entendre et en observer le maximum.

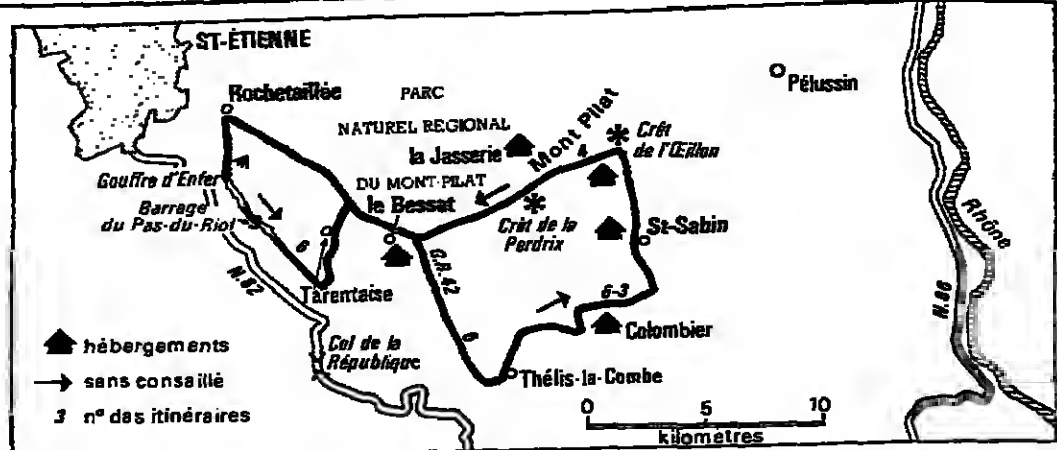
Enfin, troisième intérêt du Pilat, la variété de ses paysages, extrêmement changeants, des basses prairies aux plateaux aux crêtes parsemées de « chirsas », surprenantes pentes rocaillieuses dans le vert sombre des moutonnements. Le Parc naturel régional du Pilat est sillonné de nombreux sentiers balisés. Il est possible de les suivre de bout en bout, à la découverte des différents étages de végétation, par des villages et des maisons isolées. Mais il est intéressant aussi de les articuler en boucles. En voici deux qui se nouent au Bessat, village paisible et accueillant. Par leur dénivelé, ils prennent un petit caractère montagnard. (Les sentiers du parc sont balisés blanc-grenat, avec des numéros, alors que les G.R. sont blanc-rouge.)

Pour commencer, la vallée du Furan ne manque pas de surprises, avec l'étroit Gouffre d'Enfer et des gorges sauvages qui dissimulent les deux barrages centennaires construits pour alimenter Saint-Etienne en eau potable.

● ROCHETAILLÉE - LE BESSAT.

A Rochetaillée (alt. 774 m), prendre vers le sud la route des Barrages. A 500 m, par le chemin qui, dans un virage, s'en écarte sur la gauche, rejoindre l'aqueduc des Fontaines, le suivre jusqu'à la Roche Pointue, descendre à l'Auberge du Gouffre d'Enfer et s'engager dans l'étroit vallon du Furan. On atteint le premier barrage soit par un chemin régulièrement incliné, soit par des passages équipés d'escaliers, puis pénitiles mais plus sauvages. De là, l'itinéraire n° 6 mène au deuxième barrage, le Pas de Riol, et suit le Furan en R.D. ou R.G. ; au lieu-dit Centre naturaliste (cote 854), emprunter le sentier n° 5 qui, après Tarentaise, coupe le O 8 puis le GR 42. Emprunter alors celui-ci à droite ; il conduit au Bessat (alt. 1 160 m).

400 m de dénivelé, 13 km, environ quatre heures trente (itinéraire



réversible avec la quatrième journée, plus courte par le GR 42).

● LE BESSAT - SAINT-SABIN.

Le GR 42 par le Grand Bois continué par le sentier n° 6 conduit à Thélis-la-Combe d'où il repart pour Colombier (alt. 912 m, 13 km, épreuve possible). De là, les sentiers 6-3, puis 3 regagnant les hauteurs vers Saint-Sabin (1 050 m) dans un paysage agreste et doucement vallonné, tout à fait différent de la première journée.

5 km depuis Colombier, 350 m en descente, 250 m en montée, 19 km au total.

● SAINT-SABIN - LE BESSAT.

C'est la journée des crêtes, par les sentiers 3 puis 4, chacun des sommets étant bien repérable, qui sonnent, qui sa tour, du crêt de l'Éillon (1 370 m) au crêt de la Perdrix (1 432 m), qui ne comporte, lui, qu'une table d'orientation. Le panorama est vaste de toutes parts, sur les Alpes et le Massif Central, avant d'entamer la descente par la forêt sur le Bessat.

11 km 500 en montée (d'avantage selon l'ardeur à gravir les crêtes secondaires) et presque autant en descente.

● LE BESSAT - ROCHETAILLÉE

On quitte le Bessat au N.-O. par le GR 42 (à préférer au sentier n° 4 qui s'en sépare) pour rejoindre Rochetaillée. Des forêts, des champs, encore des forêts pentues, c'est

une dernière vision du Pilat, havre providentiel tout près de Saint-Etienne et de Lyon et très facile d'accès (8 km).

ANNICK MOURARET.

EN ROUTE

- **ACCES** : Saint-Etienne. Nombreux trains, dont T.G.V. depuis Paris et Lyon. Autocars pour Rochetaillée et Le Bessat (cars Chazot, gare routière Chavanne, qual. n° 1, Tél. (77) 25-22-28). Rochetaillée est à la sortie S.-E. de Saint-Etienne : Bus n° 8 « Dorion-Rivière », descendre au terminus « la Rivière ».

INFORMATIONS ET ACHATS DOCUMENTATION :

Comité Tourisme Loire-Foréz, 5, place Jean-Jaurès, 42021 Saint-Etienne - Tél. (77) 33-15-39. Parc naturel régional du Pilat, 2, rue Benay, 42410 Pélussin. Tél. (74) 87-65-24.

- CARTO-BIBLIOGRAPHIE :

Carte 1/50 000, Parc Pilat (avec sentiers retracés) : 32 F (+ 3,10 port) ; Les huit grands sentiers du Pilat (Parc) : 25 F (+ 3,10 port) ; Le Sentier Étoilé (Parc) : 18 F (+ 6,30 F port) ; Le Pilat à vol d'oiseau (Parc) : 10 F (+ 3,10 port).

- SENTIERS ACTUELLEMENT ENCOMBRÉS D'ARBRES (chablis).

Sentier n° 6, pour la partie en balcon à l'ouest du Barrage d'Enfer et la portion entre le Centre naturaliste et le GR 7 ; ils sont évités dans l'itinéraire décrit.

- HÉBERGEMENT :

Beaucoup de lieux sont fermés en septembre. Au Bessat : H. Rest. de France (2 étoiles), tél. (77) 22-72-22, H. Rest. La Fontaine (1 étoile), tél. (77) 22-58-07, Nouvel Hôtel, tél. (77) 22-65-14, (H. Rest.).

A Colombier : H. Rest. Degrais, tél. (77) 51-50-14, avec gîte d'étape 30 places (très souvent occupé), H. Rest. Marsot, tél. (77) 51-51-90.

La Croix-Saint-Sabin : Ferme-auberge (entre Colombier et le crêt de l'Éillon), dorénavant 20 places et repas, tél. (77) 51-50-34.

H. Rest. de l'Éillon, sous le crêt de l'Éillon, tél. (77) 51-50-61.

La Jasserie, au nord du crêt de la Perdrix, tél. (77) 22-67-16 - Hébergement restreint, restauration.

- VOTRE ASSIETTE DANS LE PILAT :

Elle sera attrayante pour 45 F-50 F et la formule « casse-croûte » à partir de 30 F est déjà tout un menu : charcuterie de campagne, omelette ou cuisses de grenouilles, fromages, fruits. Dans le Pilat, le fromage ne se conçoit pas sans le « blanc » et le « sec » ; dans les boulangeries, les miches de pain sont énormes, et on trouve des confitures, purées ou macarons : myrtilles, framboises, miras, sucras, avec un zeste de citron...

- **LE CLIMAT** : le sommet est à 1 432 mètres, il faut donc prévoir la fraîcheur des crêtes. L'hiver, on fait du ski de fond dans le Pilat.

- **À VOIR À SAINT-ÉTIENNE** : le Musée d'art contemporain.

BUDGET 1984

Le coup de semonce de Tourisme et Travail

LES vacances d'été de 1983 « ont été pour le moins idylliques sinon merveilleuses pour celles de 1982 », ont estimé, récemment, au cours d'une réunion de presse, les responsables de Tourisme et Travail. Pour M. Bruno Meynet, secrétaire fédéral de l'organisation, « un démenti cinquant est ainsi apporté aux opérateurs de l'apocalypse qui ont annoncé des vacances catastrophiques pour l'année en cours ». Mais Tourisme et Travail convient cependant d'un certain tassement par rapport aux dernières années.

A propos de la loi de finances pour 1984, présentée par le gouvernement, et dont l'Assemblée nationale doit débattre prochainement, M. Meynet estime qu'elle traduit une régression « préoccupante » des crédits alloués au tourisme social. « En 1983, ces crédits, a-t-il précisé, étaient de 95 millions de francs. Ils seront de 67 millions en 1984, entraînant ainsi une chute de la dotation budgétaire de plus de 21 % pour les villages de vacances et de 38 % pour le camping-caravaning. Certes, il convient d'ajouter les sommes prévues dans le cadre de la décentralisation des budgets, mais, même en les intégrant, nous sommes très loin du compte. Si le débat parlementaire ne permet pas d'augmenter les crédits réservés au tourisme social, « eh bien ! a affirmé M. Meynet, il y aura décalage entre la volonté sociale du gouvernement et la réalité concrète ».

A Tourisme et Travail, on s'étonne également de la disparition

de certains discours, certains écrits, des termes « loisir social » et « tourisme social » au profit de « tourisme associatif ». Au-delà du vocabulaire nous pouvons légitimement nous demander si ces formulations nouvelles ne recouvrent pas un changement de nature », a indiqué M. Meynet. Bref, le secrétaire fédéral de Tourisme et Travail n'y est pas allé par quatre chemins, ce mardi, pour réclamer une révision du budget 1984. « A partir de ces appréciations, voire de ces critiques, d'aucuns pourraient se demander si nous n'avons pas décidé de partir en guerre contre le gouvernement », s'est interrogé M. Meynet qui a précisé aussitôt qu'« il n'en était rien ». Alors que faire pour lancer une grande politique du tourisme social, comment la financer ? L'association propose notamment la constitution d'un fonds, comparable au « 1 % pour le logement », alimenté par les entreprises, pour aider les activités culturelles, sportives et de loisirs.

En attendant, Tourisme et Travail, qui est proche du P.C.F., veut mobiliser et sensibiliser l'opinion publique à propos de cette « régression » des crédits alloués au tourisme social. Des délégations demanderont à être reçues par les députés pour qu'ils déposent, au cours de la discussion budgétaire, des amendements à la loi de finances. Voilà M. Roland Carraz, secrétaire d'État au tourisme, prévenu. Bref, ce n'est pas la guerre, mais une évidente coup de semonce.

J. P.

POUR LES SAHARIENS SEULEMENT...

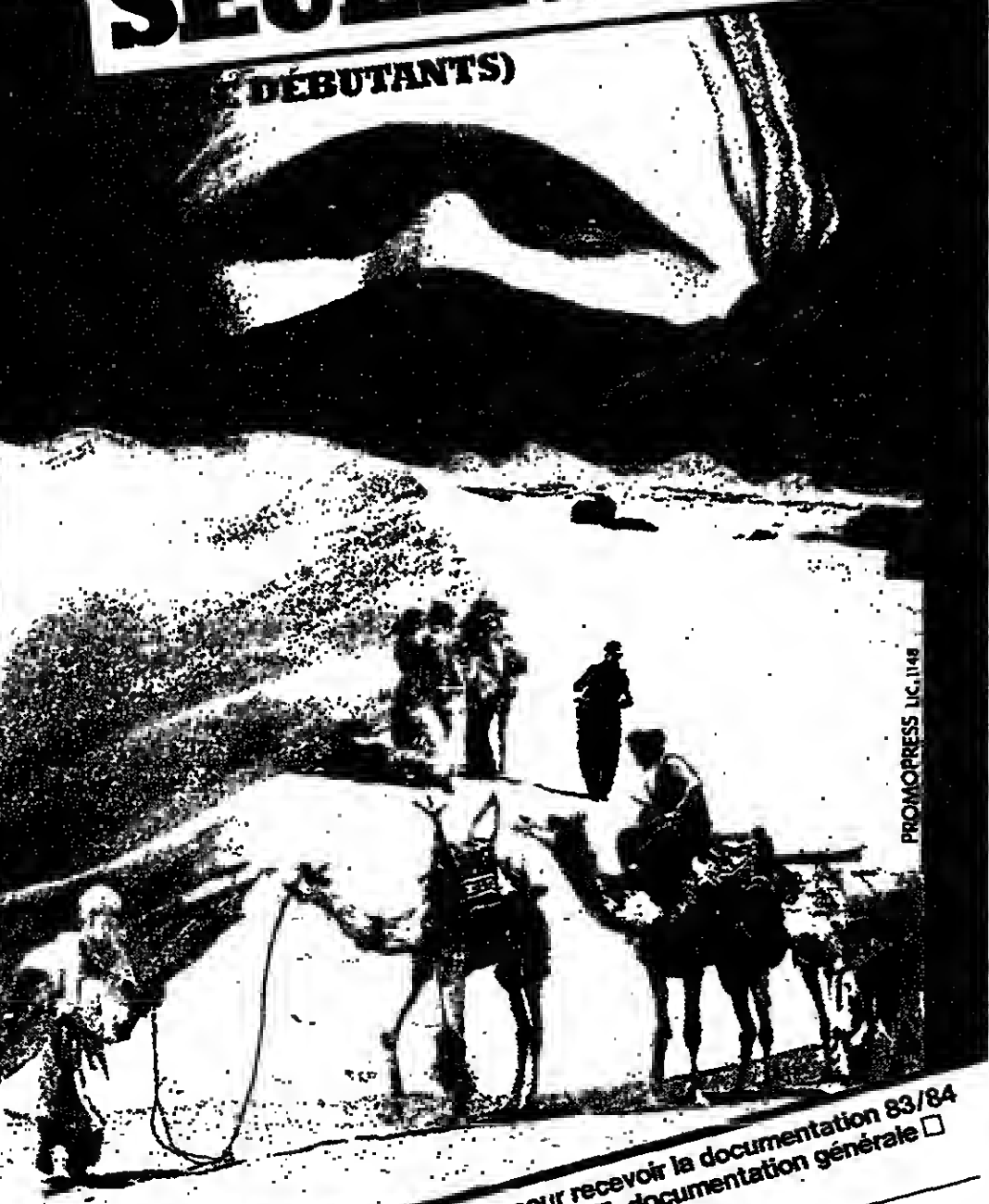
C'est à pied qu'il faut découvrir le SAHARA pour ressentir le plus intensément l'espace, le silence, la beauté, les mille petits riens qui font d'une randonnée saharienne une expérience inoubliable, le début d'une énorme passion sans limite.

La connaissance précise des régions reconquises à pied dans leurs moindres recoins depuis une dizaine d'années, l'enthousiasme de tous ceux qui sont déjà partis avec nous, l'appui inconditionnel de la presse partie souvent tester nos voyages, nous permettent de vous proposer 9 itinéraires sahariens différents dans le Sud Algérien, tous pouvant être considérés comme des randonnées faciles accessibles à tous. Si vous ne deviez réaliser dans votre vie qu'un seul voyage d'aventure, c'est incontestablement au SAHARA qu'il faudrait diriger vos pas.

TREKKING DANS LE HOGGAR
15 jours : 7.950 F
EXPERIENCE SAHARIENNE TAGRERA
15 jours : 9.900 F
TAGRERA + EL GHESSOUR
19 jours : 11.050 F

TASSILI DU HOGGAR
10 jours : 8.800 F
TASSILI DES AJJERS DE DJANET A ESSENEDJENE
15 jours : 8.950 F

PEINTURES DU TASSILI
11 jours : 9.050 F
TASSILI INCONNU
17 jours : 10.100 F
TADRART
13 jours : 10.550 F



terres d'aventure
3-5, rue Saint-Victor
75005 PARIS
Tél : 329.94.50

Bon pour recevoir la documentation 83/84 SAHARA documentation générale

Nom _____

Adresse _____

RÉSIDENCES Campagne · Mer · Montagne

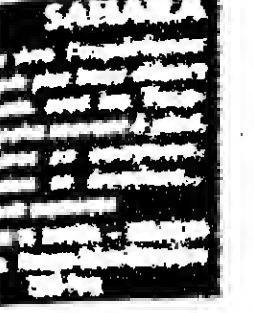
A GORGES
BEAU MAS DE CARACTÈRE
Ressort avec golf, 2 boîtes indépendantes + 3 petites boîtes, 9 pièces, tout confort. Piscine. Le tout situé sur 5 280 m² de terrain (oliviers, romarins, lavande) dans un environnement et un cadre exceptionnels.
Prix : 1 800 000 F
GORGES IMMOBILIER
84220 Gorges (90) 72-00-70

JUAN-LES-PINS
100 m de la mer
très belle villa, 4 grandes pièces
grande cuisine, grandes salles de bains.
Garage 2 voitures, 250 m de jardin
+ petit 2 pièces tout confort.
1 600 000 F Tél. : (93) 39-02-08.

Vends Villa standing 210 m²
Située au Moule Gadeloupe à 200 m de la plage - Grande terrasse face à la mer - Grand living - 3 chambres - 1 salle de bains - 2 W.C. - 2 dressing-rooms - Chambre principale climatisée - Téléphone - Cuisine bien aménagée - Garage au sous-sol - Sundance - Cave - Débaras - Jardin tout autour bien entretenu
Prix : 1 250 000 F
S'adresser : M. Henry, appartement n° 2, Résid. les Manguiers
97110 Albym Dugazon. Téléphone : (16) 890-84-63-42

TOURISME

Irlande :



Sealink
FERRIES SALES

Pêche

Irlande : en moulin à l'Eire

TALON d'Achille du tourisme dans beaucoup de pays, la « basse saison » ne mérite pas, en Irlande, cette image un peu péjorative. Les conditions climatiques peu éblouissantes au fil de l'année, une nature presque immuable, (les vers prodigieux y subsistent longtemps en automne et même en hiver), la richesse de la vie sociale, font de l'Irlande une destination de toute l'année et qui offre de nombreuses activités directement liées à la nature : pêche, chasse, golf, randonnées de toutes sortes.

On trouve de l'eau partout en Irlande. Des centaines de lacs et de rivières poissonneuses dans des sites de rêve. Très exactement, 14 500 kilomètres de cours d'eau où jeter la ligne. On distingue plusieurs types de pêche, adaptés à vos goûts ou, tout simplement, à vos moyens. D'abord, la *coarse angling*, c'est-à-dire la pêche en rivière ou en lac de tous les poissons, à l'exception du saumon et de la truite de mer. Ouverte toute l'année, elle ne nécessite aucune autorisation ou permis. Mais certaines périodes sont plus favorables aux bonnes prises.

La pêche au brochet (*pike*), qui se déroule pratiquement toute l'année (meilleures périodes : octobre-novembre et de mars à mai), est à recommander pour plusieurs raisons : l'esprit combatif du brochet irlandais, les nombreuses rivières en contenance, le désintérêt des pêcheurs locaux pour ce type de poisson. Impossible de citer tous les lieux de pêche au brochet. Voici cependant les plus renommés : d'abord la région du fleuve Shannon. L'un des moyens les plus pittoresques de pêcher consiste à louer un bateau à moteur et à descendre la rivière. Formule assez coûteuse mais

abordable à plusieurs. On part de Carrick-on-Shannon ou d'Athlone. Bateau confortable (pas de permis nécessaire), aucun danger (fleuve calme et sans courant), initiation par moniteur et cartes détaillées fournies.

On peut choisir également de pêcher dans le Lough Derg, traversé par le Shannon, dans une région qui invite au repos et à la détente. Autres coins réputés pour la *coarse angling* : le Lough Erne, à la frontière de l'Ulster, et ses dizaines de petits lacs ; la région de Ballisodare, au sud de Sligo, et The Barrow Catchments, au nord de Waterford. On trouve aussi dans les rivières irlandaises quantité de brèmes, goujons et gardons.

La *game angling* englobe la pêche au saumon et à la truite de mer (*sea trout*). Le permis de pêche est obligatoire, et s'y ajoute parfois un droit de pêche à acquitter sur un certain nombre de cours d'eau. Il faut toujours se renseigner à ce sujet. La *game angling* se pratique dans la plupart des régions pittoresques, qui ont fait la réputation de l'Irlande. Pour le saumon et la truite de mer, la saison s'étend de février à fin septembre avec des décalages suivant les régions. La meilleure période se situe en avril et en mai.

De la truite de mer à la raie blanche

Quotot aux meilleurs emplacements, ils se trouvent dans le Kerry, le Connemara et le comté Mayo. Mentionnons, bien sûr, les lacs de Killarney, dont la réputation n'est plus à faire, en particulier le Lough Leane, pour la truite de mer. Pêcher dans les environs du lac Caragh et de Glencar, au pied des Macgillycuddy's Reeks, la montagne la plus haute d'Irlande, c'est mêler définitivement le plaisir de la pêche à celui des yeux, tant la nature y est belle, sauvage et préservée. Le Connemara offre également ses merveilles : le lac Corrib notamment, où l'on peut pêcher librement, encore que pour le saumon le permis y soit nécessaire. Le lac de Ballynahinch s'inscrit dans un paysage magnifique avec comme cadre les monts Twelve Bens. La saison du saumon y est plus tardive et

s'étend de juin à août ; celle de la truite de mer de juillet à septembre.

Pour finir, un mot de la pêche en haute mer, qui possède ses conditions. Les centres de pêche sont nombreux. Ceux de Kinsale, Courtmaggasherry, Baltimore (dans le comté Cork) et de Westport (comté Mayo) sont les plus célèbres. A Kinsale, l'un des premiers ports européens pour la pêche en haute mer, on peut louer bateaux et matériel sur place. Westport revendique le titre de capitale de la pêche au requin et à la raie. Clew Bay permet des prises monstrueuses. Ainsi, récemment, une raie blanche de 160 livres y fut attrapée avec une simple canne. A noter que c'est une pêche sportive et que la plupart des grosses pièces sont remises à la mer.

Autre activité hivernale, la chasse. La meilleure saison s'étend de novembre à janvier. Canaris, sarcelles et bécasses s'y rassemblent. Pour chasser en Irlande, il faut posséder un permis de chasse irlandais. Il est conseillé d'écrire au moins un mois à l'avance au Forest and Wild Service, Leeson Lane, Dublin 2. Le certificat pour importer un fusil s'obtient au Department of Justice, 72 St. Stephen's Green, Dublin 2, et coûte 10 livres irlandaises. Il doit être obligatoirement en possession du chasseur à son arrivée en Irlande. Le formulaire est disponible à l'Office de tourisme, et une assurance est, bien entendu, recommandée.

PIERRE JOSSE.

Renseignements pratiques :

- Office du tourisme irlandais, 9, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris, tél. : 261-84-26.
- Aer Lingus, 38, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 742-12-50.
- Depuis cette année, Air France dessert Dublin.
- Parmi les agences spécialisées, citons :
 - Orchape, 6, rue d'Armaillé, 75017 Paris, tél. : 380-30-67.
 - Jet Tours Chasse et Pêche, 19, avenue de Tourville, 75007 Paris, tél. : 550-20-75.
 - Atlantide 2000, 29, rue des Pyramides, 75001 Paris, tél. : 261-52-90.

Tauromachie

Nîmes : les vendanges d'Ojeda

Ce gros peon boudiné dans un costume orange à pois noirs qui, à grands coups de cape, tire habilement le taureau empêché dans le caparaçon du centaure a été salué comme il convenait. Cet Andalous bouffi n'a rien de l'image type du torero véhiculée par tout un folklore littéraire. Et quel ne fut pas l'étonnement des promeneurs, perdus un jour de feria au pied des arènes nîmoises, de voir photographier devant son hôtel le bonhomme comme s'il s'agissait d'un grand matador. Ils ont vite appris, ces bœufiers, que ce torero, aujourd'hui subalterne du Yoyo, s'appelait Ordonez, le frère du grand Antonio. Bon sang ne saurait mentir. Il le prouva dans l'arène.

Au cours des traditionnelles ferias des vendanges qui viennent d'avoir lieu à Arles et à Nîmes, les aficionados ont vu le meilleur et le pire. Tout a commencé par une formidable interrogation : viendra... viendra pas ? Annoncé à Arles le dimanche précédent, Paco Ojeda s'était finalement désisté. Un passage à vide. Le petit monde nîmois de la tauromachie entraînait en ébullition. Pourrait-on revoir avant l'hiver celui qui, en mai dernier, lors des fêtes de Pentecôte, avait fait exploser le cirque romain avec des naturelles et des derechazos de rêve ?

A la fin juin, Paco Ojeda, après ses triomphes du printemps en Espagne et en France, où il se révéla comme le torero n° 1 de l'année (*le Monde* du 28 mai), signa près de quatre-vingts contrats pour les trois mois à venir. Empochant ainsi quelques dizaines de millions de centimes par corrida. Tel le Cordobès à l'époque de ses grands jours, Ojeda sillonne alors l'Espagne du nord au sud, de l'est à l'ouest, avec, pour primes, quelques détours au-delà des Pyrénées. Des rendez-vous dangereux dans chaque arène. Il est le meilleur, il doit le tester. Il se saoule de capes, de muletas et d'estocs. La pression nerveuse est de plus en plus forte. Affichet Ojeda au cartel, ce sont des milliers de pesetas qui tombent dans l'escarcelle de l'organisateur de la course. Et juillet, par exemple, selon la revue *Toros*, le torero a effectué le pas à Sanlúcar le 21, à Bilbao le 22, à Cuenca le 23, à Almería le 24, à Almagro le 25, à Almería le 26, à Bilbao le 27, à Mar-

bella le 28, à Tarazona d'Aragon le 29 et à Linares le 30. A ce nombre de kilomètres il faut encore ajouter deux corridas à Bilbao lors de la feria.

C'est alors que le poignet se fatigue et que l'épée pèse plus lourd. Mais le taureau, lui, yatangans en avant, charge toujours vite et fort. Soudain le torero comprend. Il n'a plus que deux attitudes possibles : toréer un ton au-dessous ou se faire encorner. Il a choisi. Il eut alors, début septembre, des journées difficiles. Il décida de rester chez lui, loin du bruit et du sang. Mais il reprend l'épée et participe de nouveau au jeu tragique. Finalement Simon Casas, le responsable de la régie municipale des arènes de Nîmes, annonce : « Paco Ojeda sera bien là ». Deux jours avant il aura revêtu l'habit de lumière à Tognono et, la veille, à Jerez, au sud de l'Andalousie...

Sanglé dans un costume noir et or, Paco Ojeda défend dans le cirque romain. A bien le regarder on comprend vite que le bougre cache son âge. Manifestement il a plus de trente ans (ce qui est tard pour commencer une carrière de torero mais n'empêche rien à sa valeur), alors qu'il en a vu vingt-huit. Peu importe. Face à un taureau noble de Jandilla, il offrit aux aficionados plusieurs veroniques qui soulèveront les gradins. Avec douceur et délicatesse, il commença sa faena au centre de l'arène. S'engageant résolument dans le terrain de la bête, il cisa sur le sable des naturelles profondes, des derechazos immenses et des passes hautes hiératiques. La muleta tire majestueusement le taureau sans le toucher. Le bicho boit le leurre. Les pieds eloués au sol, Ojeda enchaîne passe après passe. Le taureau est domé. C'est fini. Une grande estocade le jette au sol. Ojeda est toujours Ojeda. Il l'a encore prouvé à son deuxième taureau, peu commode, en le échangeant de terrain avec élégance, pour le citer avec sincérité, malgré le vent qui soulevait l'étoffe, découvrant ainsi son corps.

Ainsi donc l'Andalous a une nouvelle fois triomphé. Si au cours de la prochaine temporada il reste le numéro un, c'est-à-dire s'il confirme son art de combattre les taureaux, Paco Ojeda deviendra un torero d'époque.

Cette saison qui se termine a confirmé la bonne santé de la tauromachie en France. Au cours de ces ferias des vendanges, les aficionados ont envahi, en effet, les vieilles pierres, dorées et patinées par le soleil et le vent, des arènes de Nîmes et d'Arles. En attendant de retrouver les espadas au printemps prochain, le monde français suivra de très près ce qui va se passer à Arles. Car la concession des arènes arrive à expiration en décembre prochain. Le nouveau maire de la cité - il a été élu en mars dernier - M. Jean-Pierre Camoin (act. loc.), a deux possibilités : soit faire confiance à un concessionnaire (le régime actuel), soit créer, comme à Nîmes, une régie municipale. Il n'a pas encore fait son choix. Mais depuis quelques semaines les arènes d'Arles ont beaucoup de la « fille du Rhône » redeviennent un des temples de la tauromachie.

JEAN PERRIN.

Le Monde des PHILATÉLISTES

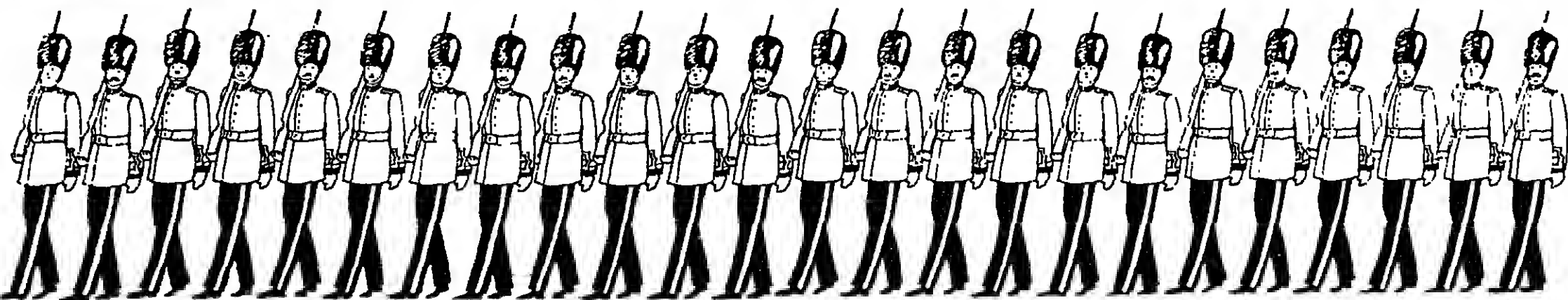
Dans le numéro d'octobre (180 pages)

UN TIMBRE MÉCONNU « EL BARQUITO ».

...et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques.

24, rue Chauchat
75009 Paris
Tél. : 824.40.22



Allons à London!

855 F trois jours

Cet hiver, sortez des pistes. Passez 3 jours à Londres.

Pour 855 F, Frantour Voyages vous offre l'aller et retour jusqu'à Londres en train 2^e classe plus bateau Sealink et 2 nuits petits déjeuners compris en hôtel 2 étoiles. Départ tous les jours. Prix valable depuis toutes les gares de la Région Parisienne.

Pour 855 F, Londres est à vous. Les grands classiques : Buckingham Palace et la relève de la Garde, Westminster Abbey, le Parlement, le British



Museum, la National Gallery. Et tous les must : se promener dans Hyde-Park, chiner aux Puces de Portobello, prendre une tasse de thé dans les magasins les plus chics : Libertys, Harrods. Acheter ses shettlands ou ses cahemires chez Westaway and Westaway, Marks and Spencer ou la Scotch House.

Prendre un verre ou déjeuner dans un pub de la City. Découvrir la faune de King's Road. Applaudir un concert classique, pop ou un show musical.

A voir et à revoir : Londres. N'hésitez pas.



Renseignements et inscriptions chez

vos agents de voyages. Pour plus d'informations sur Londres et sur les forfaits Frantour Voyages.

Je désire recevoir plus d'informations sur Londres et sur les forfaits Frantour Voyages.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Coupon à retourner à : OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME Service Publicité, 6, Place Vendôme, 75001 PARIS



Hippisme

Encore un Arc au féminin

UX courses, au moins, c'est la fête. D'abord sur la piste : dimanche, Arc de Triomphe.

Cette chronique a dû être rédigée avant que ne soient connus les résultats. On voudra donc bien nous excuser si, d'ailleurs, un des chevaux que nous citons choisis, en fin de compte, l'abstention. Cependant, il serait fort étonnant qu'on ne retrouvât pas, au départ, *Time Charter*, *Sun Princess*, *Diamond Shoal*, *Awassif*, *Shanara*, *Luth Enchantée*, *All Along*, *Sharaya* et *Zalataia*.

Il s'agit là du peloton des « premières chances ». Il est dominé à la fois par les britanniques et par les Américains. Un seul mâle dans cette liste : *Diamond Shoal*. Quatre françaises seulement : *Luth Enchantée*, *Sharaya*, *Zalataia*, *All Along*.

Il n'est plus un observateur doté d'un minimum d'expérience visuelle qui nie que l'extrême rareté des femelles dans l'Arc, au cours des douze années écoulées (où elles ont été aussi souvent victorieuses que dans le demi-siècle précédent), a davantage emprunté aux hormones qu'aux caprices d'une délicate mais bonne loi des séries.

La Société d'encouragement assure que ses détecteurs ont rattrapé leur retard et que, maintenant, on ne la lui fait plus. Nous sommes de ceux qui restent sceptiques. Quand on voit, comme on l'a vu encore dimanche, et toujours en provenance des mêmes écuries, des « deux ans » atteindre le niveau de développement de « quatre ans », on se dit que les détecteurs pourraient bien avoir à nouveau une guerre de retard.

Pourtant, l'appartenance de plusieurs des pouliches de l'Arc 1983 rassure quelque peu. Certes, l'une est irlandaise, mais trois sont anglaises, donc hors de soupçon, et trois françaises relèvent des entraînements Cunningham, Royer-Dupré et Fobré ; des entraîneurs à qui l'on donne également le bon dieu hippique sans confession, même si, avant qu'Alain de Royer-Dupré ne la prit en charge, son écurie connut une douloureuse affaire *Vayraan*.

Quelle tentative d'explication, alors, donner à ce qui paraît être, avant le départ, la supériorité des femelles ?

On incline à retenir des considérations commerciales. Dans le marché fou fou du pur-sang outre-Atlantique (tellement fou que nous l'avons déjà signalé — un yearling a été payé, au mois de juillet, 10,2 millions de dollars), un futur étalon de haut niveau, dont on vendra, pendant quinze ans, cinquante « services » par an à 100 000 dollars en plus chacun, vaut vingt fois plus qu'une future poulinière de même niveau (qui, elle, ne mettra au monde, en moyenne, que sept ou huit poulains dans toute sa vie). Dès que par trois ou quatre performances éclaire au mois de juin — le mois des derbies — le mâle a obtenu sa valeur maximale, il est donc syndiqué pour une carrière d'étalon aux États-Unis ou en Irlande (paradis fiscal hippique).

Dès lors, on ne prend plus aucun risque pour lui et son prestige. On le garde douillettement dans le coton en attendant que les femelles — qui, elles, continuent d'en découdre sur

les pistes — viennent lui rendre visite le printemps suivant.

Le phénomène est particulièrement net cette année. Au moment où nous écrivons ces lignes, aucun des gagnants des trois grands derbies européens — *Caerleon*, *Tenor*, et *Shore of Dancer* — ne paraît devoir être là dimanche, non plus que *L'émigrant*, meilleur « trois ans » français sur l'ensemble de la saison. *Shore of Dancer* et *L'émigrant* sont en cours de syndication pour les États-Unis, aux prix respectifs, paraît-il, de 40 millions et 12 millions de dollars.

M. de La Palice eût dit que les femelles sont supérieures aux mâles quand les mâles sont absents.

Des considérations commerciales — en tout cas économiques — peuvent également expliquer l'apparente supériorité anglaise. Les propriétaires anglais sont moins pressés de vendre ou d'expatrier leurs champions que ceux établis en France et pour qui Chantilly c'est que l'antichambre de la Californie ou de Belmont Park. Il est symptomatique qu'on retrouvera au départ deux « quatre ans » britanniques de très haut niveau : non pas certes des mâles, mais — ce qui serait déjà quasi impensable sous des casques français — une troisième du précédent Arc de Triomphe, *Awassif*, et une gagnante des Champion Stakes, *Time Charter*.

Cette *Time Charter*, lauréate « dans un canter » des King George et, voilà trois semaines, du Prix Foy, est la favorite toute désignée. Mis à part l'expérience de son jockey, le jeune Billy Newnes, elle a tout pour elle, y compris l'aptitude, essentielle

dans l'Arc, à pouvoir attaquer de très loin, dès les premiers mètres de la ligne droite. Pourtant, elle nous excusera de lui préférer au nombre de lignes, pour le romanesque, *Luth Enchantée* et *Zalataia*.

Luth Enchantée n'a mis que dix-huit secondes et 300 mètres à devenir une héroïne de Longchamp. C'était le 5 septembre, dans le Prix du Moulin, une des courses les plus prestigieuses d'Europe sur 1600 mètres. *L'émigrant* avait pris huit longueurs d'avance à l'entrée de la ligne droite, *Luth Enchantée*, mal à son aise dans la descente, était bonne dernière. On ne pensait plus à elle, quand elle se mit en devoir de combler son retard. Prodigeux match-poursuite. La pouliche le gagna d'une demi-longueur. De l'avis de beaucoup, la plus belle course de l'année.

Mais, dimanche, le parcours sera plus long de 800 mètres : 2400 mètres, et la pouliche n'a jamais dépassé, en course, le cap des 1800 mètres.

Sa tentative illustre encore la « féminisation » de l'Arc. S'il s'agissait d'un poulain, on ne le risquerait pas dans la course. Gagnant du Prix du Moulin après le Prix Le Marais, il vaudrait trop d'argent pour qu'on lui fit remettre en jeu son prestige sur une distance excédant de 50 % ses aptitudes. Pouliche, on se dit qu'elle n'a rien à perdre à l'aventure, qu'elle ne vaudra pas 1 dollar de moins si elle est battue et que, si elle gagne, elle vaudra au moins, en plus, les 1 300 000 francs alloués au vainqueur.

Zalataia sera le fleur bleue du peloton. Elle a été élevée par un petit

oubergiste de la région de Deauville. Un oubergiste venant, il est vrai, du séail. Carlos Lombard était entraîneur à Maisons-Laffitte et avait connu maints succès, notamment à Auteuil, quand il lui apparut, voilà une dizaine d'années, que les courses étaient en train de changer complètement de visage, qu'elles devenaient un « business » dans lequel il fallait savoir prendre le thé au Waldorf Astoria et, si possible, parler arabe, avant de savoir où passe le suspens et ce que sont les os sésamoides. Il mit la clé sous la porte de son écurie et monta un ouberge en Normandie. Comme il avait le cheval cheville ou corps, il s'arrangea, tout de même, pour louer derrière l'ouberge quelques hectares d'herbage.

C'est dans ce haras-mouchoir de poche qu'est née *Zalataia*, d'une jument qui avait été l'une des dernières pensionnaires de l'ancien entraîneur. C'était la vedette, à un petit propriétaire dont elle porte toujours les couleurs. Au poids, elle ne vaut pas plus que ces 70 000 francs. Mais il y a chez ce modèle réduit de pouliche, né dans un modèle réduit de haras, un cœur gros comme une maison, celui de son grand-père : *Tapioca*. Quelle fête, à l'ouberge, si *Zalataia* — déjà gagnante, s'il vous plaît, du Grand Prix de Deauville — se classait dans les trois premiers !

La fête, elle est déjà présente, à partir de ce soir, à la pelouse de Longchamp. Pour son cent cinquantième anniversaire, la Société d'encouragement a eu l'idée — évidemment non dénuée d'un souci de relations publiques au moment où son futur statut est sur le métier, au

ministère de l'agriculture — de doubler l'événement sportif d'un spectacle hippico-historico-artistique. Au programme : rétrospective — en partie à travers des tableaux vivants animés par des gentlemen-riders et des mannequins — de cent cinquante années de courses, d'« art de vivre » sur 360°, grâce à quarante-deux appareils coordonnés ; chorégraphies équestres ; reconstitution de la vie d'une écurie à l'heure mystérieuse de l'entraînement ; exposition « Un cheval... un artiste », avec des prêts de plusieurs musées et grands collectionneurs (lesquels ne manquent pas parmi les propriétaires) ; restaurant et bar avant et après le spectacle. Les privilégiés qui ont assisté aux répétitions sont très élogieux. Cinq séances sont prévues : ce vendredi à 20 heures et à 22 heures ; samedi à 19 heures et à 21 heures ; dimanche à 19 heures (et peut-être également à 21 heures). Un service de réservation est ouvert à la Société d'encouragement, 11, rue du Cirque, Paris-8.

Puisque les courses sont décidément devenues un « business », il déjeunait aussi y avoir, ce week-end, une fête du dollar.

Samedi, ce demi-nocturne, l'agence Goffa organise, au polo de Bagatelle, sa classique « vente de l'Arc ». Au catalogue, notamment : *Luth Celtique*, une demi-sœur yearling, par *Thatch*, de *Luth Enchantée*, et *Maria de Liz*, quatrième du Prix Vermeille et engagée le lendemain dans l'Arc. Acheter la veille, en déharnachant de New-York ou de Dallas, le rêve de gagner l'Arc, cela vaut bien 500 000 dollars, non ?

LOUIS DÉNIÉL

VOYAGEZ FAST CLASS

A l'heure où, un peu partout, l'identité se perd au profit des matricules, une agence de voyages « à visage humain » propose à ses clients un ensemble de services hyper-personnalisés. Le nec plus ultra en la matière. Avec des prix surprenants (dans le bon sens).

Première bonne surprise, l'agence elle-même : 54, rue François 1^{er}, à deux pas des Champs-Élysées, face au Novapark. Dès que vous entrez, vous êtes à la fois chez vous et citoyen du monde. Le jeu des lumières et des miroirs multiplie l'espace, les effets de matières, cocktail subtil de classique et de très actuel, de proche et de lointain harmonisent le rythme des lignes et sont autant d'invitations au voyage.

SERVICE BIEN COMPRIS

Ici, pas de comptoir pour cacher une hôtesse occupée à répondre à un téléphone qui sonne en permanence. Des petits bureaux où l'on prend le temps de vous accueillir avec chaleur et compétence. C'est devenu si rare.

Chez FAST, les services offerts sont à la hauteur de l'environnement et vont du plus élémentaire au plus élaboré. Toujours personnalisés, ils ont été conçus par une équipe de vrais professionnels attentifs à vos besoins et qui savent vous rendre un voyage agréable et sans (mauvaise) surprise.



24 HEURES SUR 24

FAST, c'est tout d'abord l'impressionnant service information. Il fonctionne 24 h sur 24. Un simple appel téléphonique et vous obtenez tout renseignement concernant les horaires d'avion, de train, de bateau, les correspondances. Vous effectuez vos réservations aux meilleurs tarifs. Relié au système Téletel, ce service peut vous fournir à tout moment le cours du dollar, les derniers événements politiques et économiques...

La liste des autres services vous donne envie de boucler immédiatement votre valise :
Formalités rapides : Fast prend en charge tous vos problèmes de passeport et de visa dans les plus brefs délais.
Réveil à domicile : vous pouvez être réveillé chez vous quels que soient le jour et l'heure.
Alerte départ : on vous rappelle en temps utile l'heure à

laquelle vous devez partir de votre bureau pour vous rendre à la gare ou à l'aéroport.
Billets à domicile : chez vous ou à votre lieu de travail sont livrés vos titres de transports et tous documents nécessaires à votre voyage.
Consignes et instructions de dernière minute : vous les transmettez à l'agence qui les communique immédiatement au destinataire.

On peut continuer avec, par exemple : l'organisation de vos réceptions, la location de matériel audio-visuel, la location de bureau en France ou à l'étranger, d'avion privé, d'hélicoptère, l'assistance médicale, etc.

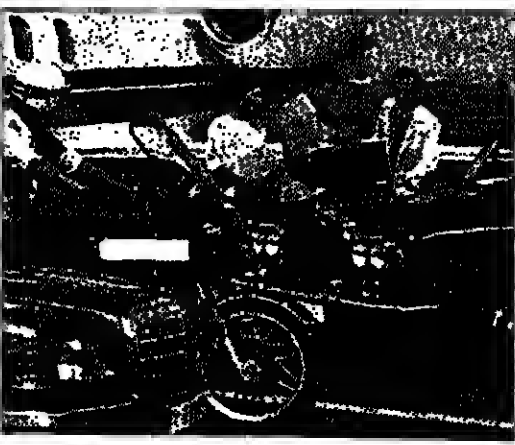
En un mot : impossible n'est pas Fast ! Et le billet de transport n'est qu'une toute petite partie des prestations que cette agence de voyages — qui ne ressemble à aucune autre — peut et souhaite vous apporter.

225.77.15

MISE A DISPOSITION DE VOITURES DE PRESTIGE EXTRAORDINAIREMENT ÉQUIPÉES...

L'agence de voyages FAST fait partie du Groupe Fast. Et le groupe Fast c'est aussi la location de voitures de prestige. Le parc comprend Rolls, Mercedes, BMW, R30, 604... Mais attention : pour Fast, une voiture de prestige sans les services qui vont avec c'est un peu comme servir un 1^{er} grand cru sans carafe.

C'est pourquoi, toutes les voitures Fast sont équipées d'un téléphone qui vous permet d'accéder à un service secrétariat : télex, messages... et que vous pouvez également utiliser en direct bien entendu.



54, rue François 1^{er}
75008 Paris - Tél. : 225.77.15 - Téléc 643 652 F



Le service de presse du jour est à votre disposition, sur le siège arrière, ainsi qu'une mallette qui contient ce dont vous pourriez avoir besoin à tout moment : rasoir, stylo, cravate, sous-main, brosse à habit, détartrant, nécessaire de couture. Trois fois rien !!! Mais il fallait y penser... et vous l'offrir !

Vous souhaitez un chauffeur trilingue, une réception à chaque arrêt, une escorte VIP, un système Euro-signal... Là encore, FAST peut répondre à votre demande.

Quand vos rêves deviennent réalité et que la notion de « services » l'emporte sur celles de l'anonymat et de la banalisation des voyages, c'est FAST. Alors... laissez-vous faire : voyagez « Fast Class ».

fast
Voyages

DES « PLUS »
QUI FONT LA DIFFÉRENCE

FAST CLASS

Plaisirs de la table

LE SIGNE DU SAUMON

Je rêve quelquefois d'un zodiaque gourmand. Entre le signe de l'Agneau et celui de la Truffe, le signe de l'Oie et celui du Cop, n'y aurait-il pas place pour le signe du Saumon ? J'imagine que ce pourrait être « mon » signe.

Ce grand poisson argenté (*salmo salar*), moitié d'eau douce, moitié de mer, fréquente encore quelque peu nos rivières (Loire et Adour) mais nous vient surtout du Nord : d'Ecosse, des fjords de Norvège, du Groenland. Et aussi du Canada, mais, généralement, surgelés.

Frais, il est cuisiné, mais, déjà au Moyen Âge, la « fish connection » conduisait jusqu'aux confins de la Méditerranée orientale les saumons sautés, deséchés par un fumage prolongé, des Vikings.

Aujourd'hui le saumon cru mariné à l'aneth est la mode des restaurants. On aurait pu croire, même, que cette folie allait diminuer la consommation du saumon fumé. Eh bien, non ! Pour la première fois,

pour Noël 1982, les ventes de saumon fumé ont atteint, en deuxième position (après le foie gras et largement devant les bûches), en progression de 8 %.

Sous le signe du Saumon, il faut citer les escalopes à l'oseille des Troisgrands, si souvent copiées. L'idée (géniale !) fut de couper ce saumon frais en escalopes minces (comme de saumon fumé) et non en dardes épaisses. Le voyage de Roanne peut se justifier pour ce seul plat des Troisgrands.

Une autre façon, puriste comme on dit au Danemark, de préparer le saumon frais est : l'« unilatéral ». Coupé épais, cette fois, en carré, et cuit grillé, peau en dessous, c'est tout bonnement une merveille. Il est la gloire de la carte du *Copenhague* (142, av. des Champs-Élysées (8^e), tél. 359-20-41), où l'hommage au saumon nordique le propose également fumé à la danoise, mariné à l'aneth, saumuré aux pommes à la

erème, fumé à chaud sur nid d'épines, etc. Cela me permet de vous signaler une « annexe », un Copenhague aux champs (*Les Quatre Saisons de Chantilly*, 9, av. Leclerc (Oise), tél. (4) 457-04-65), où vous retrouverez ces saumons fumés ou marinés ainsi qu'une soupe de saumon en gelée... Ne manquez pas non plus le canard sauté à l'embouée de chou.

L'Unit Fish Food, qui fournit son saumon fumé à Bocuse comme au Taillevent pour ne citer que ceux-là, sélectionne rigoureusement les poissons, pêchés de Trondheim au cercle polaire. Ceux du Groenland, me dit-on d'autre part, sont plus gras (en sont-ils meilleurs pour cela ?). Laissons-à-le « fumé » pour en revenir à l'envahissant saumon cru mariné. A partir de saumon frais de bonne qualité (Ecosse, par exemple) ce peut devenir une « manger » délicate. Le bon Delavoye (*Le Camélia*, à Bougival) le cuit et sert « sur glace » avec une sauce extror-

dinaire. Le saumon mariné de *Lasserre* est un des meilleurs. Les *Trois gros* l'accompagnent au sel de morue (morue très sèche, râpée en poudre passée au tamis fin).

Ce qui compte dans le saumon cru c'est l'accompagnement. Chez *Le Duc* (243, bd Raspail (14^e), tél. 320-96-30), il est « aux deux poires ». L'important du saumon fumé (autre la provenance — au *Petit Bedon* de la rue Pergolise (16^e), tél. 500-23-66, Christian Ignace le fume lui-même !) — est de ne pas le servir avec du pain de mie (gras sur gras). Les blinis du Taillevent conviennent mieux. Ou du pain bis.

Enfin conjuguant les deux saumons, frais et fumé, les rillettes de saumon sont, à mon goût, une belle entrée. Comme aux *Marronniers* du 53 bis, du boulevard Arago (13^e), tél. 707-58-57, par exemple. Ou chez *Lapérouse* qui, petit à petit, redevient le grand Lapérouse d'autrefois.

Le saumon, vous le voyez, n'a pas fini de faire parler de lui. Et lorsque, comme moi, on rêve d'être né sous son signe, on n'hésite pas, à se régaler, après un saumon de Norvège fumé, à croquer une paupiette de saumon aux écrivasses à la foedde de cresson. C'est ce qui m'est advenu au *Relais Louis XIII* (1, rue du Pont-de-Lodi (6^e), tél. 326-22-55).

Et maintenant, que boire ? Sur le fumé et le cru mariné, l'akvavit de circonstance (à défaut, vodka ou genévrier ou gin). Sur le saumon frais cuisiné, vin blanc.

LA REYNIÈRE.

Jeux

DU 7 AU 11 OCTOBRE

Paris, capitale mondiale de l'Othello

OTHELLO, quel drôle de nom pour un jeu. Mais assez bien choisi pour désigner le successeur du Reversi, qui faisait fureur dans les salons victoriens outre-Manche à la fin du siècle dernier. Les retournements de situation et la latitude du jeu de répondre aux coups de son adversaire au gré de sa passion sont tout à fait dignes du drame shakespearien. La théorie en est une sorte d'échiquier dont les soixante-quatre cases sont monocolores. Les soixante-quatre pions, en revanche, sont de deux couleurs : une face blanche, l'autre noire.

Le but du jeu est simple : obtenir le plus de pions de sa couleur sur le plateau à la fin de la partie. Les joueurs s'affrontent en déposant tour à tour un de leurs pions. A chaque coup, le joueur qui prend en tenaille les pions de son adversaire les retourne. Les pions changeant de couleur changent en même temps de camp.

Malgré son originalité, ce jeu très prenant n'avait pas franchi le cadre de son Angleterre natale au dix-neuvième siècle, et s'était étioilé lentement. Il a fallu que, en 1971, une société japonaise lance Othello sur le marché, copie conforme (à très peu près) du Reversi, pour que ce jeu éminemment stratégique connaisse le succès. Il fait rapidement fureur au Japon (qui compte aujourd'hui quelque vingt millions d'adeptes), puis gagne les États-Unis, où les joueurs sont regroupés en une association assurant l'organisation de tournois

officiels et un classement national. L'engouement pour Othello a été moins rapide en Europe, mais son succès est maintenant affirmé en Grande-Bretagne, en Italie, en Suède, en Belgique et en France, où, dans les semaines qui viennent, une Fédération française d'Othello va voir le jour.

Depuis 1977, un championnat du monde est organisé tous les ans. Jusqu'à présent dominé par les Américains et les Japonais (pour le Japon : Inoue en 1977 et 1979 ; Maruoka en 1978 et 1981 ; Tanaka en 1982 ; pour les États-Unis : Carl en 1980), il n'attire pas à peu des performances remarquables des Européens. L'italien Moroli, par exemple, a quasiment fait jeu égal avec les meilleurs en 1981 et 1982.

En France, le premier champion national a été organisé en 1981. François Pingaud avait enlevé le titre, qui est revenu l'année suivante à Bernard Daunas.

Cette année, les finales des deux championnats se disputent à Paris : samedi 1^{er} octobre pour le national, et du 7 au 11 octobre pour le mondial.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

★ Finales du championnat de France : Holiday Inn, 10, place de la République, le 1^{er} octobre, de 13 heures à 19 h 30.

★ Finales du championnat du monde : hôtel Concorde-La Fayette, porte Maillot, du 7 au 11 octobre.

QUAND LE CHAMPAGNE COULE A FLOTS

Un deuxième miracle

CHAMPAGNE qui pleure. Champagne qui rit... Les vendanges viennent de commencer sur les coteaux qui ourlent la montagne de Reims et qui descendent en pente douce vers la Marne, dans une euphorie générale. Pour la deuxième année consécutive, une récolte exceptionnellement abondante va remplir les pressoirs, un véritable miracle pour les viticulteurs, qui estiment revenir de loin.

Trois récoltes déficitaires s'étaient succédées en quatre ans (1978, 1980 et 1981) : « Accident naturel unique », assuraient les professionnels, provoqué par une accumulation rarissime catastrophique de gélées printanières, de périodes de froid humide, faisant « couler la fleur de vigne », d'attaques d'oidium, de mildiou et de pourriture grise, jusqu'à des vents violents qui, en juillet 1981, égrenèrent littéralement les grappes nouvellement formées.

Conséquence logique, le niveau des stocks, vitaux pour la viticulture champenoise, jusqu'à un vieillissement de dix-huit mois au minimum et de trois ans en général, est indispensable pour assurer la qualité du vin, était tombé dangereusement bas. De 575 millions de bouteilles avant la récolte de 1978, la plus faible depuis 1957, ils étaient tombés à 385 millions de bouteilles à la fin de l'été 1982, pour 168 millions de bouteilles vendues pendant les douze mois précédents, soit 2,6 fois les expéditions, contre 3,5 fois durant l'été 1977, et un déficit de 185 millions de bouteilles.

Remplir les piscines

Comme la bonne règle exige trois bouteilles en cave pour une expédition, et que les producteurs, sagement, ne voulaient pas compromettre la qualité en abrégant le vieillissement, ils s'étaient résignés à contourner leurs clients français et étrangers. Au printemps 1982, l'apprehension était grande en Champagne, où l'on craignait le pire.

Le résultat fut une récolte historique à l'automne 1982, avec le plus gros rendement jamais enregistré, un potentiel de 300 mil-

lions de bouteilles, et une excellente qualité, grâce à des conditions climatologiques idéales. Un véritable miracle qui permet de rétablir les stocks à 540 millions de bouteilles, soit 3,7 fois les expéditions, au plus haut niveau depuis dix ans.

Pour l'année suivante, la vigne ayant « pissé » dru et se trouvant, théoriquement, un peu « fatiguée », les viticulteurs, fort de leur expérience, estiment que la récolte serait moins abondante. Comme on l'a vu, ils se sont trompés. A nouveau, les conditions météorologiques ont été excellentes : la chaleur du mois de juin a permis une bonne « nouaison » de la fleur, le soleil a brillé en juillet et en août, la pluie de début septembre a donné du jus, le froid a évité la pourriture grise, et le beau temps revenu ces derniers jours fait monter le taux de sucre.

Du coup, la qualité, un peu compromise, a des chances de redevenir très bonne, et voilà une récolte encore plus abondante que la précédente, en passe de déferler sur la Champagne, ajoutant 300 millions de bouteilles aux stocks : déjà, les viticulteurs craignent de manquer de place, et on parle machinalement de remplir les piscines.

La capitulation des vigneron

Devant cette avalanche, les barrages ont craqué. D'abord, celui du prix du raisin, fondamental pour les maisons de cépage, qui assurent 66 % des expéditions, mais ne détiennent que 12 % du vignoble. Le prix, par suite de la pénurie, est passé de 9,41 F en 1978 à 20 F en 1981, avec une pointe de 23,50 F en 1980, en raison d'une prime supplémentaire de 10 F pour « rareté ». En 1982, au terme d'une féroce bataille entre les négociants, qui réclamaient 18 F, et les récoltants, qui exigeaient 20 F, on transigea à 19,03 F sous la pression des pouvoirs publics. « Beaucoup trop élevé », clament les négociants, car le champagne est devenu un produit « cher » : son prix a progressé beaucoup plus vite que l'inflation

(l'écart était de près de 20 % fin juillet 1983).

Cette fois-ci, les vignerons ont dû capituler : le prix du kilo de raisin est redescendu de 19,03 F à 15,53 F, 16,53 F en réalité, compte tenu d'un rabais exceptionnel de 1 F pour diminution volontaire du rendement au pressurage. Du coup, estime-t-on, le prix du raisin est revenu, en monnaie constante, au niveau de 1977, sur une pente qu'il n'aurait pas dû quitter. Cela permettrait aux manipulateurs récalcitrants (50 %) de la consommation française et aux négociants, qui assurent presque toutes les exportations, de ne pas augmenter leurs prix de vente en 1984, selon toute probabilité.

M. Yves Bénard, président de Moët et Chandon, premier expéditeur de la région avec 14 % des ventes, et premier exportateur, vient d'annoncer la couleur, avec peut-être, 1 % ou 2 % de hausse l'année prochaine, sans certitude, après 6 % à 8 % de majoration en 1983. En fait, tout va dépendre de l'état du marché et des ventes des trois derniers mois de l'année (50 % des ventes annuelles pour la France). Dans notre pays, le poids de la crise et de la fiscalité risque de peser lourdement et d'entraîner des ventes « promotionnelles », notamment dans les grandes surfaces : certaines maisons en frissonnent d'avance.

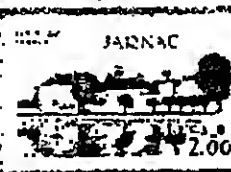
A l'étranger, si la vente en Grande-Bretagne et surtout aux États-Unis, les deux premiers marchés, augmente fortement (la hausse du dollar a permis de ne pas augmenter les prix depuis deux ans outre-Atlantique), elle s'est effondrée au Mexique et au Venezuela (3 millions de bouteilles à eux deux), victimes de la crise du pétrole. Les producteurs de champagne vont donc être obligés de jouer serré et de ménager l'avenir, en réduisant les prix, comme on le leur conseillait en vain depuis un an, et en évitant les « coups d'accordéon » dans leurs expéditions. Déjà, entre la diminution du coût du kilo de raisin, déjà évoquée, ils ont décidé de bloquer 30 % de la récolte, mise en réserve pour l'avenir. Cette fois-ci, c'est bien le retour à la sagesse.

FRANÇOIS RENARD.

Philatélie

FRANCE : Jarnac pour la série « touristique ».

Les quelque cinq mille Jarnacais auront la satisfaction de voir leur chef-lieu de canton de la Charente entrer dans la série « touristique » de l'année, en cinquième position. Jarnac abrite les tombeaux de la famille du même nom, d'où l'expression « coup de Jarnac », coup inattendu mais décisif. Vente générale le 10 octobre (45/83).



2,00 F, brun clair et noir. Les couleurs de ce timbre ont été probablement choisies par M. François Mitterrand, Jarnac étant son lieu de naissance.

Format 36 x 22 mm. Dessin d'Odette Baillat, gravé par Claude Durieux. Tirage huit millions d'exemplaires. Taille-douce, Périgieux.

Mise en vente anticipée : — Les 8 et 9 octobre, de 9 h à 18 h, au bureau de poste temporaire ouvert à la salle polyvalente, 42, route Luchac à Jarnac. — Oblitération « P.J. ». — Le 8 octobre, de 8 h à 12 h, au bureau de poste de Jarnac. — Boîte aux lettres spéciale pour « P.J. ».

EXPOSITION - Association des philatélistes de France (A.P.F.) organisée, à l'occasion de son cinquantenaire, une exposition, du 7 au 10 octobre, au 17, boulevard Auguste-Blanqui à Paris, et accueillera les œuvres des artistes dessinateurs et graveurs de nos timbres-poste.

CHYPRE - Série des « Anniversaires et événements », six valeurs, 3, 6, 13, 15, 20, 25 cents. Parmi les sujets (trois internationaux) : Année mondiale de la communication ; Organisation mondiale internationale ; Déclaration universelle des droits de l'homme ; et (trois nationales) : Électricité ; Ninos Kazantzakis et Makarios III. Litho-offset d'Espirou-Elka, Athènes.

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires

78220 Viroflay (salle Dunoyer-de-Segonzac, av. des Combattants), le 2 oct. - Exposition aéronautique. 54000 Nanterre (hôtel de ville), du 5 au 9 oct. - Exposition « Arpilleur ». 64200 Biarritz (casino municipal), les 6 et 7 oct. - Congrès national des sapeurs-pompiers français.

31000 Toulouse (stade de Toulouse-Labarde), le 8 oct. - 1^{er} Rallye aérien Toulouse-Saint-Louis-du-Sénégal.

02000 Laon (Maison des Arts et Loisirs), les 8-9 oct. - Congrès du groupe philatéliste de Picardie.

70300 Lunel-les-Bains (centre social), les 8-9 oct. - 15^e anniv. amicale philatélique.

13000 Marseille, les 8 et 9 oct. - Inaug. de la gare de Saint-Charles.

80000 Amiens (rue Saint-Leu), les 8 et 9 oct. - Expos. Jean Moulin.

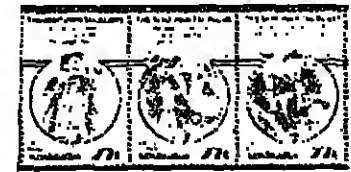
75020 Paris (place des Fêtes), le 9 oct. - Marche des facteurs.

59145 Berlaumont (salle des fêtes), le 9 oct. - 10^e anniversaire de l'amicale philatélique.

13300 Salon-de-Provence (base aérienne), le 9 oct. - 30^e anniversaire de la patrouille de France, Journée « Portes ouvertes ».

N° 1811

AUSTRALIE : une série de cinq timbres de 27 cents (se tenant) illustrée



« The Sentimental Bloke », création du journaliste et poète C. J. Dennis, folklore australien, paru en 1909 dans le magazine *Bulletin* des auteurs australiens.

VIENT DE PARAITRE - L'Yvert et Teller 1984, catalogue général (six volumes) : I France, Andorre, Monaco, Europe, Nations unies, en couleurs (48 F) ; II Pays d'expression française (55 F) ; III Europe Ouest (70 F) ; IV Europe Est (60 F) ; V Outre-mer, d'Aden à Hongkong (100 F) ; VI Adenda du tome VI 1983, (100 F) ; Zoutland et supplément du tome V (30 F). Port en plus 20 F. Les six volumes (3 200 pages) 563 F + 60,20 F de port. En vente chez les négociants et 13, rue Drouot, 75009 Paris, C.C.P. Champion, 382.78 M Paris.

ADALBERT VITALYOS.

HÔTELS

Côte d'Azur

HOTEL BEAU SÉJOUR ***
Rue des Foyettes, 06400 CANNES-CEDEX
Tél. : (93) 39.03.00. Télex : 470975
Prix spéciaux selon durée du séjour
Proche centre ville, plages et Squeg
Jardin. Piscine. Restaurant. Garage.

06500 MENTON
HOTEL CÉLINE-ROSE ***
57, av. de Sospel, 06500 MENTON
Tél. : (93) 26-28-38
Chambres (11 conf., calmes et ensolailées. Cuisine familiale. Ascenseur. Jardin. Penn. compl. 83/84, 152 à 172 F T.T.C.

Mer
(Iles Anglo-Normandes)
ILE DE JERSEY
Zeste de Côte d'Azur flottant sur le Golf Stream à 20 km des côtes de Normandie. Jersey est un joyeux petit État rattaché à la Couronne d'Angleterre. L'automne est une période idéale pour découvrir les charmes de cette ravissante et passionnante Ile : 20 km de long, 10 km de large, 75.000 habitants. Les immenses plages de sable fin, les hautes falaises plongeant dans la mer si bleue, les vieux manoirs, les petits ports de pêche, vous appartiennent d'avantage. Les auberges, les pubs paraissent encore plus sympathiques et pittoresques. Dans votre palace de grand luxe ou dans votre petite pension, vous êtes soigné au maximum. Et dans les rues piétonnes de la capitale, Saint-Helier, un Londres en miniature, le shopping est toujours roi. Avec ou sans carnet de change, il est facile de passer plusieurs jours à Jersey. Pour recevoir une documentation en couleurs : Maison de l'Ile de Jersey, Département F13, 19 bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 432-93-68. Plus que jamais, l'Ile de Jersey vous attend : c'est le dépaysement, la détente et une qualité de vie particulière.

Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 45-83-08
Chambres et duplex avec cuisine, 2 à 6 pers. Tarif hiver spécial septembre.

Provence
84560 MENERBES
HOSTELLERIE LE ROI SOLEIL
Calme, détente, confort raffiné... de vos vacances en Luberon. MENERBES - Tél. : (90) 72-25-61

ROUSSILLON - 84220 GORDES
Découvrez le petit hôtel de charme du Luberon. Haut confort, calme, cuisine de femme et de marché. Week-end ou séjour. Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation à proximité.

MAS DE GARRIGON ***
Roussillon 84220 Gordes.
Tél. : (90) 75-63-22
Accueil : Christiane RECH.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE
HOTEL CHATEAU DES ALPILLES
Ancienne route du pèlerinage 1210
Saint-Rémy-de-Provence (90) 92-03-33
Tél. : Alpilles 43 1487 F
Vieille demeure au milieu d'un parc ombragé aux arbres séculaires. Tout confort. Télév. Ascens. Tennis. Piscine. Seminaires ou premiers et en automne. Bungalows luxueux possibles. Long séjour.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-533 VENISE
Tél. : 411180 FENICE 1
Directeur : Dante Apollonio.

Rive gauche

PIZZA
SANTA LUCIA
7, RUE DES CISEAUX
75006 PARIS
Tél. : 326-00-43

L'OIE CENDRÉE
51, rue Labrousse - 15^e
- 531-91-91 -
DÉGUSTATION
DE PRODUITS
DU SUD-OUEST
(fermé dim. et lundi)

Le Montagne
Guillaume
Toute la fraîcheur de la mer
Homard, langoustine en vivier,
huîtres fines d'Arcachon.
Menu : 135 F, vin compris,
55, rue de la Tombe-Lassalle,
75014 Paris. Tél. 333-96-45
Parking gratuit
FERMÉ LE DIMANCHE

Rive droite

Le Clos
Voltaire
Huîtres et coquillages
Cuisine bourgeoise
et traditionnelle
MENU 90 F S.N.C.
103, Boulevard Voltaire - 11^e
Réserv. 805-81-85
F dim. soir et lundi

MÊME DIRECTION

L'ARMORIQUE
Oublié des guides
reconnus des gourmets
PARMI LES MEILLEURS
SPECIALISTES DES HUITRES
ET COQUILLAGES
MENU 120 F S.N.C.
Livraison à domicile
de plats cuisinés
et huîtres
32, av. de la République - 11^e
Réserv. : 700-08-09
Park gratuit 23, rue Gambey
Fermé dim. soir et lundi

Charlot
la fraîcheur du poisson
la finesse des cuissons
CHARLOT
ROIS DES COQUILLAGES
12, place de Cléchy
874.49.64 et 65

LE CHALUT
94, bd Brignoles (17^e)
Tél. 387-26-84
SON POISSON DU JOUR
SON HOMARD
Selles climatisées
F. dim. soir et lundi

GARNIER
Le Restaurant de mer
Déjeuners, Diners, Soirées
Dance d'huîtres
111, rue Saint Lazare,
75008 PARIS 307.30.40

Midl, Porte Maillot
déjeuner à la campagne
Le gîte l'olivier
51, bd GOUVION-SAINT-CYR
PARIS 17^e - Téléphone : 514-02-71
Jardin d'été
Guides Auto-Journal 83
Gault et Millau

Province
7, rue Cornillon
« Place du marché »
77100 MEAUX - Tél. : 434-67-23

Jeux

échecs N° 1040

V. KORTCHNOI S'ENTRAÎNE

(Tournoi open de Pasadena, août 1983)
Blancs : V. KORTCHNOI
Noirs : D. GUREVICH
Défense Nimzo-indienne

bridge N° 1038

LES FRANÇAISES CHAMPIONNES D'EUROPE

Cette donne du onzième et dernier match du championnat d'Europe des dames a contribué à la nette victoire des Françaises sur les Hollandaises à Wiesbaden, et le classement final (sur douze pays) a été : 1. France; 2. Hollande; 3. Angleterre; 4. Espagne; 5. Italie; 6. Pologne...

♠ 1052
♥ AD842
♦ AR109
♣ A
N O E S
♠ ARV973
♥ D75
♦ D974
♣ 6
♥ V1076
♦ 86432
♣ 653
O. donat. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Gaviard V. der Pas Chevilly Schippers
passe 1 ♠ 4 ♠ passe
2 ♠ passe 2 SA passe
3 ♠ passe 4 ♠ passe...

Après avoir ouvert de 1 Trèfle (fort) Nord n'a plus osé repartir, tandis que l'encheûre de 2 SA d'Est, sur le soutien à 2 Piques, demandait à Ouest de développer sa main. Sur l'indication d'une ouleuse à Trèfle, Est n'hésita pas à aller à la manche malgré la présence d'eau moins seize points d'attente à Nord.

NOTES

- a) Ou bien 5... exd4; 6. exd4, 0-0; 7. a3, F67; 8. d5, exd5; 9. exd5, T68; 10. F43, Cg4; 11. Fd4, Ch6; comme dans la partie Groszpeiter-Adorjan, 1983.
- b) Profitant déjà du jeu aventureux de son adversaire, Kortchnoi se saisit de l'initiative.
- c) Maintenant les Noirs ne peuvent plus jouer d6 sans perdre la F45 après b4.
- d) Sans crainte 13... Cfxd5 à cause de 14. Fxg7 si 13... Cfxd5 à cause de 14. Fxg7, 15. Dxa8.
- e) Un beau sacrifice de qualité qui renforce l'attaque des Blancs.
- f) Si 16... gxf6; 17. Dg3+ suivi du mat.
- g) Le R. Blanc est en sécurité sur l'aile - D, contrairement à son homologue.
- h) Les Noirs ont une pièce en moins et sont perdus. Si 20... T66; 21. Dd8+; T68; 22. Fd7+.
- i) Menace 23. Cg4.
- j) Un plan efficace qui donne aux Blancs de bonnes chances en raison de la menace 10. Cc4.

k) Une erreur positionnelle grave. 9... C67 est à considérer.

l) On peut comprendre que les Noirs refusent l'échange des D, qui perd facilement; par exemple, 10... Dxd1; 11. Txd1 et l'entrée du C en d6 laisse les Noirs dans une situation sans espoir; par exemple, 11... Td8 (R67); 12. F43.

m) Menace 12. Fxg6+.

n) La pression est trop grande. Il faut maintenant échanger le D mais les Noirs ne sont pas sûrs pour autant.

o) Gagnant un pion.

p) La précision du vice-champion du monde, l'asche de la case d5 est interdite aux C Noirs, même s'il faut rendre le pion.

q) Menace 22. Cc8.

r) 22... Cc1 était préférable.

s) Ce sacrifice de F, tout à fait inattendu, met rapidement fin au combat.

t) Si 24... F65; 25. f4, Fg7; 26. Td8+; Rf7; 27. Cg5+; Rf6; 28. Td6 mat et si 24... Rf7; 25. Cxh6, Rxf6; 26. Fd4+.

u) Si 26... T68; 27. Cg5+; Rf6; 28. f4.

v) Entrée en jeu de la T-R.

w) Si 32... Rxe7; 33. Tg7+ et 34. Txb7.

Résultat de ce tournoi open géant (844 participants) : 1 ex aequo. Kortchnoi et Christiansen avec 10,5 points devant Gurevich et Whitehead, 10 points.

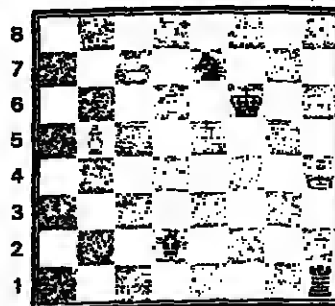
SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1039 G. AGAPOV, 1981

(Blancs : Rb1, Fb7, Fc2, c6, f3, g2. Noirs : Rh5, F66, Pc3, b2).

1. g3 (si 1. c77, Rh4; 2. g8-D, Fxg8; 3. Fxg8, Rg3); Fd5; 2. Fb8; F66; 3. c7, F68; 4. Fc6 (et non 4. F64; Rg3; 5. Fd3, Rf6; 6. Ff1, R67; 7. Fh37, Fxb3; 8. g4, Rd7); Rg6; 5. F68+; Rg3; 6. Ff7; Rb6; 7. Fc4; Rg6; 8. Ff1, Rf6; 9. Fh3, Fxb3; 10. g4 et les Blancs gagnent.

ÉTUDE

S. KRYUCHKOV (1939)



BLANCS (5) : Rh4, Fg7, Fb5, d6, h2.

NOIRS (4) : Rf6, C67, Fd2, Th1.

Les Blancs jouent et font nulle.

CLAUDE LEMOINE.

scrabble N° 173

L'EXPLOIT

Nous allons vous mander la chose la plus étonnante, la plus merveilleuse, la plus miraculeuse (et nous en passons) : Michel Duguet a remporté les quatre manches du Championnat de France à 100 %. Pour situer le niveau de cette performance, il faudrait la comparer à celle d'un joueur de tennis qui

gagnerait une finale 6/0 6/0 6/0 en ne faisant que des jeux blancs...

Agé de vingt-deux ans, le nouveau (et ancien) champion de France a disputé son premier tournoi à Strasbourg en 1979. Il poursuivait alors des études secondaires sans éclat, d'ailleurs inachevées (ce qui explique qu'il soit actuellement demandeur d'emploi) : Michel Duguet n'est pas le Mozart du scrabble, il en est le cerveau électronique. Ce VII^e Championnat de France, disputé les 10 et 11 septembre au gymnase de Thiarville, n'a pourtant pas été particulièrement facile : le champion Benjamin Hamman, deuxième, a perdu 62 points en sept coups. Vous en jugerez vous-même en relisant la partie ci-contre et en travaillant certains tirages empruntés aux autres manches. (Solutions en fin d'article.)

1. DEIOOT ? - 2. AILLRT + O - 3. EEOCELRL (lettres d'appui possible : E, I, N) - 4. EIORITTU - 5. DEGLUU ? + 1 - Question subsidiaire : jouez-vous + soudage - ou pas ?

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En basant le cache d'un coup, vous découvrez la solution et le tirage suivant.

Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15; celles des colonnes par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le requête du tirage précédent a été rejetée, faute de nouvelles ou de consonnes.

Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (P.L.I.) de l'année.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	FEINORX	RIXE	H 7	26
2	ENO + ALMN	NOMINALE (1)	E 8	60
3	AEEKOR	AKENE	E 5	28
4	EOR + ANST	RATELONS	K 4	82
5	DEEGIPU	DEGUERPI	4 F	78
6	ACHNQSU	CHIQUEAS	M 2	50
7	N + BEELS ?	BIEN (D) ES (2)	1 B	80
8	AEAMNUUZ	ZEE	J 6	32
9	AMNUU + IL	MUNI	I 6	22
10	ALNU + BEW	ZANCLE (3)	2 J	34
11	BUW + ILOS	JOUIS	D 1	42
12	BW + AEILO	JABLE	D 1	42
13	IOW + HOY	KHI	E 6	23
14	IOOWY + AM	AY	L 11	24
15	IMOOW + ER	WU	3 C	22
16	EIMOOR + S	ORMOIES (4)	13 F	72
17	AEIPRRU	EPURERAI	O 2	83
18	CFORT ?	TRO(N)C	14 B	34
19	FT + FNITU	FUT	10 M	19
20	LT + ADDIV	FUSTET	N 9	23
21	ADILTV + V	DEPURERAI	O 1	37
22	DILTV + GN	VA	15 A	17
23	ENVOI	ENVOI	D 11	18
24		Total		950

NOTES

- (1) ou NEMALION.
- (2) LESB (1) EN, D 9, 70; SENS(D) BLE, 11 H, 73. La blende est un sulfure naturel de zinc.
- (3) Poisson des mers chaudes.
- (4) ou ORMAIES.

RÉSULTATS

1. Duguet 950, 2. Pajot 948, 3. Hamman 946... 30-889-60, 838.

Résultats du Championnat de France

1. M. Duguet; 2. B. Hamman; 3. B. Caro; 4. P. Levat; 5. J.-H. Muzic; 6. J.-F. Bescond; 7. P. Vigroux; 8. Ph. Diringer; 9. R. Nino; 10. M. Pajot; 11. M. Raineri; 12. C. Del; 13. D. Derand; 14. D. Clerc; 15. Ph. Beghin; 16. M. Fuchea; 17. J. Rucary; 18. S. Kourouchine; 19. M. Kay Monal; 20. P. Epigard.

Solution des tirages :

- OV, OTIDE, gamme femelle.
- TALLOIR, 3. ÉCOLIÈRE.
- TOUITURE.
- DI(V)ULGUE. 6. Jouez le corne Duguet, en tremblant...

MICHEL CHARLEMAGNE.

les grilles

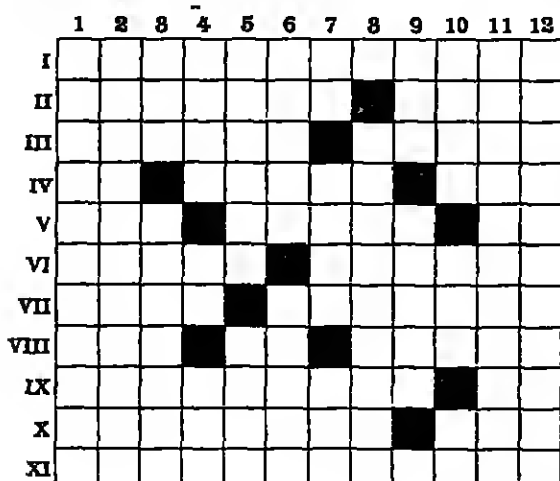
du week-end

MOTS CROISÉS

N° 269

Horizontalement

1. Adeptes repenti de la claustration. - 11. On a attenté à leur inté-



Verticalement

1. O.V.I. - 2. Elles dénotent une regrettable absence de raffinement. - 3. Mauvais souvenir. Utiles aux victimes du précédent. - 4. Sa voix est particulièrement forte. Vieux chemin. Important pour tout un chacun. - 5. Intéressent Elisabeth Badinter. Dans le cuveau. - 6. Importants pour les bêtes et pour d'autres qui ne le sont plus. Des crises en désordre. - 7. Préposition. Dieu. S'exclamer ainsi, c'est être vraiment essoufflé. - 8. On lui a indiqué fermement ses devoirs. - 9. Drôle d'oiseau. Ne fit pas de satisfaction. - 10. S'il tremble en criant. Début de corryza. Personnel. - 11. Bien que n'étant que sa moitié, l'inspiration y a plus sa part que la transpiration. - 12. Boutent bois.

SOLUTION DU N° 268

Horizontalement

- I. Portrait-robot. - II. Heureux. Aviné. - III. Intention. Nul. - IV. Lo. Stérile. - V. Olt. Ils. Matin. - VI. Sortes. Battre. - VII. Ogier. Fauteu. - VIII. Pub. Soigne. Cs. - IX. Heur. Eus. Râle. - X. Estampilles.

Verticalement

1. Philosophe. - 2. Cénologues. - 3. Rut. Tribut. - 4. Très. Te. Ra. - 5. Rentiers. - 6. Autels. Cep. - 7. Lias. Foul. - 8. Or. Bantl. - 9. Ranimais. - 10. Ov. Natters. - 11. Binette. AG. - 12. ONU. Ora. - 13. Teigneuses.

FRANÇOIS DORLET.

ANACROISÉS

N° 269

Horizontalement

1. CEINPS - 2. EEMSTU (+ 1). - 3. AEELTT. - 4. DEEMOORT. - 5. CIORTT. - 6. ABDEPRY. - 7. AAMNRSTU. - 8. ADEFFNOR (+ 1). - 9. AEEGNR (+ 3). - 10. AEMRTU (+ 2). - 11. AEGRSSU (+ 1). - 12. AENNOS (+ 1). - 13. ABELISZ. - 14. EELPRST (+ 1). - 15. AEELPRSV (+ 2). - 16. KIMNOOS (+ 1). - 17. CEEFLIPS.

SOLUTION DU N° 268

Horizontalement

1. ORGUEIL. - 2. TELSKE. - 3. REELIRE. - 4. RUDEMENT (OU. REMENT). - 5. SANDOWS. - 6. COURSER (RECOURS). - 7. RE. TENTI (ETRENT ETREINT INTE. RETEINT RETIENT TEINT. TER). - 8. JOGGING. - 9. SPÉCIAL (ÉCLIPSA). - 10. AC. COSTA (ACCOTAS). - 11. REM. POTA (EMPORTA). - 12. ANONA. CEE. arbrisseau. - 13. DÉTRONER.

(DORÉMENT REDORENT RODE-RENT) - 14. RÉGENT (GÉRENT - GRÉENT). - 15. CASSETTE (TES-TACES).

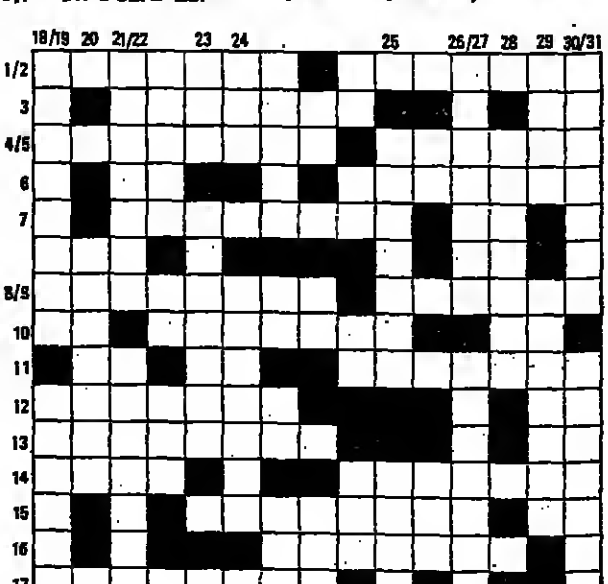
Verticalement

16. ENCUVES. - 17. PEINÉE. - 18. GÉFAUTE. - 19. JEUNOTS. - 20. ULULERA. - 21. EIDERS (DESIR DIESER REDIES REDISE RESIDE RIDÉES SIDÉRE). - 22. GIORNO. - 23. AÉROGARE. - 24. LEMPIRA, monnaie du Honduras (PALMIER EMPLIRA REMPLA). - 25. KOGATON. - 26. ENTRAVES (RÉVERANT). - 27. OCÉANES. -

28. DUETTOS. - 29. ADONNÉES. - 30. KILOWATT. - 31. TYPENT. - 32. ESSUIERA (AUSSIÈRE).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

* Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inséparables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse illustré de l'année. (Les noms propres ne sont pas admis.)



الجمعة 15/10

السلامة

MUSIQUE

MUSICA 83, en Alsace

Une région et la création contemporaine

L'Alsace vit actuellement une expérience particulière de musique contemporaine avec Musica 83, un festival ouvert le 17 septembre et qui durera jusqu'au 9 octobre, mais dont les ramifications sont beaucoup plus larges et lointaines, si lointaines qu'il est né... à Rome.

Les jeunes compositeurs français de la Ville Médicis, voulant développer leur Semaine musicale née en 1978, mirent sur pied un festival rotatif avec la radio italienne et cherchèrent un partenaire en France. La direction de la musique du ministère de la culture, soucieuse de redonner un élan à la musique de notre temps, et la ville de Strasbourg, désireuse d'utiliser efficacement un large potentiel d'associations et de formations aux efforts trop dispersés, saisirent cette occasion pour organiser ce premier Festival des musiques d'aujourd'hui (1).

Il ne s'agissait pas de refaire Royan ou Donaueschingen, c'est-à-dire une création pour spécialistes de créations promises à un état vif et sans lendemain, mais plutôt d'incarner le mouvement contemporain dans une région. Depuis un an, une petite équipe de trois personnes avec, à sa tête, Laurent Bayle, un ancien de l'Atelier lyrique du Rhin, travaille en Alsace avec les conservatoires, les orchestres symphoniques, de nombreux groupes spécialisés (Studio 111, Percussions de Strasbourg, Centre alacien de recherche pour une musique électronique nouvelle, etc.) et les associations d'amateurs (plus de 60 000 musiciens dans les deux départements).

A chacun il a été proposé de collaborer à ce Festival par une longue préparation aboutissant à la mise sur pied de concerts et à un développement de la connaissance à la base par des réunions d'information, des stages, toute une action de sensibilisation destinée à rendre naturel et actif le contact avec la musique d'aujourd'hui.

D'où l'aspect foisonnant de ce festival qui réunit aussi bien l'Ensemble intercontemporain et l'Orchestre symphonique de la radio italienne que des ensembles de mandolines,

d'accordéons, des harmonies, l'Orchestre de chambre de Schiltigheim et l'Orchestre universitaire de Strasbourg, tous les groupes de musique contemporaine d'Alsace, chacun selon ses moyens s'attachant à faire vivre les œuvres de classiques du vingtième siècle et de jeunes compositeurs tels que Dusapin, Dutoit, Shapira ou Devillers.

De l'avis des observateurs, les résultats sont surprenants tant par la qualité des exécutions que par l'intérêt suscité dans le public, qui suit assidûment les diverses manifestations, même si elles ne réunissent pas de grands noms et présentent des œuvres peu connues. Un nouveau public, très jeune souvent, mis en confiance par cette démarche qui l'associe à la découverte et ne prétend pas se placer à l'extrême point de la recherche.

Mais n'est-il pas plus important qu'une grande foule fasse un triomphe à Jochheim, de Xenakis, et à l'Amérique, de Varèse, joués par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg sous la direction de son nouveau chef, Theodor Guschlbauer, ou s'échante à l'Orchestre vocal de France ? Et aussi que la classe de musique de chambre du Conservatoire de Strasbourg interprète des œuvres d'Orana, Constant, Murail, Penderecki, Stockhausen, et l'Orchestre de Schiltigheim des pages de Hindemith, Grisey et Micreanu ?

Dimanche, au Conservatoire, débute un colloque Varèse, qui a été ébahi comme un patron du Festival, non seulement à cause de son caractère mais parce qu'il a ouvert la voie à une approche plus libre, plus globalisante, de la musique qui nous entoure. Pour Varèse, elle était la vie même : « Mourir est le privilège de ceux qui sont épuisés, écrit-il en 1921. Les compositeurs d'aujourd'hui refusent de mourir ».

JACQUES LONCHAMPT.

EXPOSITIONS

AFFICHES ET ENSEIGNES RUE DE PARADIS

Achille Mauzan l'Argentin

Fidèle à sa sobriété pédagogique, le Musée de l'Affiche et de la Publicité s'est placé d'une inestimable et cocasse exposition Mauzan. Globalement du grand format, Mauzan fut baptisé Lucien Achille en 1883, à Gap, où il mourut en 1952. Un premier apprentissage l'avait conduit à l'École des beaux-arts de Lyon, le métier d'expatrié en Italie, à Milan, où dès 1905 il commença de dessiner pour la grande Officine graphique Ricordi. Là-bas, il produisit notamment, de 1910 à 1915, plusieurs centaines d'affiches pour le cinéma muet et, en 1916, une série de six affiches italo-patriotiques au succès considérable, à la célébrité constante : ainsi le soldat-rassembleur du Credito Italiano (« fate tutti il vostro dovere », faites tous votre devoir). En 1926, Mauzan fut acquis dans la péninsule une célébrité comparable à celle de Capriccio en France. Le Livornais à Paris, le Gapençais à Milan.

Et maintenant en Argentine, où il resta de 1927 à 1932, abattant au meilleur de sa forme et de son inspiration un travail considérable. Jusqu'à cinq affiches par jour. A quelques exceptions notables près, tel le soldat précité, ce sont les affiches de cette période qui sont présentées rue de Paradis.

Le dessin de Mauzan, parfaitement maîtrisé, légitime, selon les objectifs de la marchandise à vendre, entre une stylisation gominée, typique de l'entre-deux-guerres, dont les visages repassés suivent les plus des pantalons, et la plus exubérante caricature. L'imagination de l'Argentin de limite ni la noirceur de l'humour. Les Pieds nickelés et Bibi Fricotin sont manifestement planqués derrière ces affiches. On note, par exemple, trois variations sur le thème de l'Aspirine ou de produits

similaires. La première (Cafiaspirina) « saccie el dolor », et c'est le thème devenu vieux du masque de souffrance qu'on ôte d'un visage béat. La deuxième « mata el dolor » (Veramen), et la troisième (Gonol) « cortal el dolor » : dans ce cas, le patient arase d'une sûre tondeuse son crâne planté de clous, rasoirs, épingles, ciseaux, bûches et tous autres objets qui feraient les délices d'un fakir, pas d'un aveleur de Genoul.

Les publicités pour les marques d'apéritif, de deux Vermouth en particulier, pourraient être utilisées pour les campagnes anti-alcooliques, tant les buveurs en sont titubants, rougeauds et tout à la fois verdâtres, et, pour être bref, dans le plus pitoyable des états. On imagine dans ces conditions les ravages que suggèrent les insecticides et, mieux encore, la syphilis et la blennorrhagie, rassemblées sur une même affiche pour dissuader les Argentins d'en faire usage : un couple jeune et pur s'unit, dans ce placard, avec l'éloquente bénédiction des deux grands parasites de l'épanouissement sexuel.

Au Musée de l'Affiche, aussi, mais dans la nef centrale et le bas-côté gauche, la collection d'enseignes du peintre Jacques Lagrange a été accrochée un peu plus bas que nature, à hauteur de regard, évitant ainsi les torticolis et d'avoir recouru aux produits vantés par Mauzan. On connaît les enseignes de Carnavalet, plus spectaculaires peut-être, plus travaillées, plus riches. Celles-ci, cependant, ont le mérite de faire un parcours pictural et assez complet de tout ce qui pouvait inciter le public à entrer dans tel ou tel magasin. Avec ce mélange de malice et de sympathique bonhomie que Jacques Lagrange mettait au service de Jacques Tati pour la réalisation de ses films. Les bistrots ont leur place, les vendeurs d'andouille aussi et les vêtements ecclésiastiques. La palme va à ce bienveillant établissement qui déclarait : « La maison offre tous les matins un croissant à tout consommateur d'un café à 15 ou 20 centimes ».

FÉDÉRIC EDELMANN.

* Musée de l'Affiche et de la Publicité, 18, rue de Paradis, jusqu'au 19 octobre (enseignes) et 23 octobre (Mauzan). Catalogue de l'une et de l'autre exposition : 70 francs.

« MAISON ! »

au Festival d'automne Un galop d'essai

Le cahier des charges du Festival d'automne prévoit la présentation, chaque saison, d'une œuvre française de théâtre musical. Cette fois le choix a été porté sur Gérard Tannet, un jeune musicien dont, faute de notes dans le programme, on ne sait rien, sinon - à en juger par son spectacle Maison ! présenté au Centre Pompidou - qu'il ne refuse pas les influences conjuguées de Berio, Stockhausen et Cage.

Divers lieux entre lesquels les quatre instrumentistes et la chanteuse se déplacent, plusieurs séries de gradins, des spectateurs attentifs, beaucoup de dispositifs (de maisons il y en a, accompagnées du bruit de ventilation caracollantes, un rideau sonore électroacoustique, des textes empruntés à Pavese, à Merula, à la Bible et aux Poètes Rouges, mais qui ne sont jamais compréhensibles, des actions simultanées empêchant de saisir tout à la fois l'ensemble et les parties... Gravité, tendresse, recueillement, désolation, tels sont les traits saillants de ce spectacle bon enfant.

C'est le fruit, à coup sûr, d'un travail de longue haleine dont le résultat, touchant à défaut d'être pleinement convaincant, montre une fois de plus que le théâtre musical reste le domaine privilégié de l'échec ou de la demi-réussite ; pour le maîtriser, il faut une grande sérénité qui ne s'acquiert qu'à force d'expériences et d'autocritique. Gérard Tannet n'est pas au bout de ses peines ni de ses joies.

GÉRARD CONDÉ.

* Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 1^{er} octobre.

STAGES D'USAGE DE LA VOIX

Giovanna Marini enseigne à Paris

La chanteuse Giovanna Marini anime au Centre Kiron, dirigé par Carlo Basa, un « stage d'usage de la voix » avec son équipe de l'école populaire de musique de Testaccio (Rome).

Une rue tranquille du onzième arrondissement de Paris, à deux pas du Père-Lachaise. Au 10 de la rue de la Vacquerie, les anciens entrepôts d'une usine désaffectée, façade repeinte en blanc, abritent depuis quelques mois les nouveaux locaux de l'Espace Kiron.

C'est là que Giovanna Marini travaille depuis le 1^{er} septembre, dans le prolongement de son enseignement de l'école du Testaccio, créée en 1975 par des musiciens de jazz et qu'elle a rejointe en 1977 : s'intéressant depuis longtemps à l'utilisation, dans l'expression contemporaine, des techniques anciennes, elle-même retravaillée en fonction des besoins nouveaux, elle y poursuit, depuis, ses recherches sur les structures de la voix dans la chanson populaire italienne.

Pourquoi ces stages ? « Pour ouvrir une fenêtre dans la tête des gens », explique Giovanna Marini, « pour leur montrer qu'on peut apprendre la musique même si on ne la connaît pas, qu'on peut s'en servir comme d'un rituel... ». La Marini s'inspire, les mots « rituels », improvisation reviennent souvent.

« L'improvisation, cette « faculté du récit » dont les masses méditerranéennes ont toujours fait usage, se situe à la base de la culture orale des peuples, c'est une discipline qui permet de faire de la musique en la comprenant immédiatement, c'est

leur rituel... ». C'est un moyen de réconcilier le corps privé avec le corps social, une nécessité « dans ce monde qui tombe en morceaux », où elle-même a, parfois, le sentiment de n'être qu'un artisan un peu dérisoire.

Giovanna Marini veut rendre à chacun les moyens de son chant particulier. Elle explique : « Les maîtres, en milieu rural, sont répartis par la communauté. A un homme piqué par une tarante (tarantule) on danse la danse de la tarante. Mais à un garçon qui se drogue à Rome, si je lui danse la tarante, il dira : « Elle est folle ». Qu'est-ce que je peux faire ? L'entendre de sa propre culture », lui rendra sa « faculté du récit ».

Cette Romaine nourrie de culture académique rêve d'un chant issu de l'événement, articulé autour d'une émotion, d'une joie ou d'un drame. Elle imagine des Mariuccia (pleureuses du sud de l'Italie) chantant le désastre des boat people ou le mal de vivre de la jeunesse citadine. Elle veut concilier les richesses mélodiques de la voix lyrique d'opéra, les richesses structurelles du répertoire populaire et la musicalité de la parole quotidienne.

En principe ouverts à tous, ses cours sont surtout fréquentés par des gens appartenant au monde du spectacle : comédiens, musiciens ou chanteurs, professionnels et amateurs. Et si tous n'ont pas de connaissances musicales, à tous elle veut pourtant donner la conscience de leurs propres moyens expressifs, leur rendre leur « mémoire ».

Elle entre dans la salle où l'attendent une dizaine de participants. La leçon commence : pieds nus, bien

planté sur le sol, la Marini « se rassemble », cherche son « centre ». Relaxation, puis échauffement des muscles faciaux (très importants pour la voix d'opéra), des muscles du cou, des épaules, de l'abdomen. Pour Giovanna Marini, la voix n'est pas l'émission sonore, l'âme, mais avant tout celle du corps. « Le corps est très important pour la voix », dit-elle, « il en est l'instrument, le résonateur ».

Puis les premiers sons apparaissent : des sifflements sourds, continus, qui peu à peu s'amplifient. Un vent de tempête souffle dans la salle. « Exercice de parallélisme » : à chacun on demande un mi, un do, Giovanna vient s'asseoir près de Philippe pour entendre de plus près son mi... A Pascale : « Raconte moi ton do ». Aux autres : « Chantons ce do... ». Exagérons-le un peu... Encore un peu... Bravo ! Giovanna bouge beaucoup, fait de grands gestes.

Enfin, des voix s'élèvent, se ébercent, se répondent en une sorte de motet. L'air a soudain cette densité particulière des chœurs religieux. Les bras rythment le chant, le corps penché en avant, la Marini, impressionnante, officie.

I. G.

* Ce stage se poursuivra du 27 octobre au 19 novembre. Il se décomposera en plusieurs ateliers, dont deux d'usage de la voix et trois d'improvisation musicale avec des musiciens de jazz. Les professionnels (pris en charge par le Fonds d'assurance et de formation des activités du spectacle) et les amateurs sont répartis en deux groupes. Les inscriptions se font au théâtre Gérard-Philipe, à Saint-Denis, et les cours aux Bouffes du Nord, où Giovanna Marini produira également son Opéra pour faibles et voix (déjà présenté au Festival d'Avignon) du 25 octobre au 20 novembre.

ROCK

LES STRANGLERS EN TOURNÉE

La subversion en haut des hit-parades

« Les Stranglers reviennent aujourd'hui visiter la France pour une longue tournée qui s'annonce comme la mieux accueillie de cette rentrée. Leur public s'est considérablement accru : l'espace de six mois : le jeudi 29 septembre à l'Espace Balard (réaménagé et rebaptisé Espace BASF, mais ça n'est pas encore le Pérou), même si ça n'était pas tout à fait sensible, il ne s'agissait plus des fans de la première heure qui avaient rempli deux soirées de suite la Mutualité au mois de février ».

Il a suffi d'un disque (*Feline*), leur septième, pour que le groupe leader de la nouvelle vague en Grande-Bretagne trouve enfin dans l'Hexagone un écho à sa mesure. Faut-il encore les présenter ces quatre hommes en noir - Hugh Cornwell (guitare et chant), Jenni-Jones (basse et chant), Jet Black (batterie), Dave Greenfield (claviers) - rebelles avec une cause et anarchistes de cœur ?

Ils sont nés au moment de la mode punk, déjà trop vieux en 1977 pour être du lot, et trop jeunes pour appartenir à l'ancienne garde, juste mûrs pour être dévotement et différemment Français, et populaires très vite, ils se distinguent des autres groupes : leur technique est sûre, les compositions sont de l'étoffe et servent de support à un discours politique aguerri, fustigeant les institutions et ballant les disques de manifestes virulents.

Ennemis publics numéro un de l'establishment et amis intimes de la pibète, très vite ils font figure de porte-parole et de déers. On les interdit d'abord sur le territoire britannique, on les poursuit en justice, on leur prête les pires intentions - provocation, incitation à l'émeute, on les accuse même de scélérisme - on les traque, mais le public est là qui les soutient, achète leurs disques. Les plus fervents se mobilisent pour créer l'un des fan-clubs les plus actifs qui tiennent presque du parti politique et pour lequel les Stranglers publient régulièrement un organe d'opinion. Voilà le cas pratiquement unique d'un groupe subversif qui tient le haut des hit-parades. Le ver dans la pomme. Et un vrai groupe, comme on n'en voit plus.

S'ils touchent désormais, aux Etats-Unis et en Europe, un public qui n'est plus exclusivement celui du rock et qui reste étranger à leur action, c'est qu'ils révalent perpétuellement leur travail musical. Sans sacrifier à la mode des synthétiseurs, ils synthétisent les instruments traditionnels et prouvent qu'on peut traduire des sentiments, donner une âme à la technologie. Assagis seulement en apparence, les mélodies sont plus raffinées, la production et le son plus riches séduisent les ondes - si la forme est différente, le fond, on l'a vu hier soir à l'Espace BASF, reste inchangé.

Tout de noir vêtus, tels qu'en eux-mêmes, ils occupent la scène (drapée de noir), soudés, solides et vindicatifs. Jean-Jacques Burnel, le bassiste français, lançant haut la jambe en karatéka accompli comme pour appuyer la force de frappe de son instrument et chantant son hymne à l'Europe unifiée (*European Female*). Hugh Cornwell, la voix principale, ferme et décidée, et les guitares : acoustique avec des arpegges en dentelle, électrique avec des riffs foudroyants. Derrière eux, percés sur une estrade, Jet Black maitrise les rythmes taillés dans la masse et Dave Greenfield tempère de ses claviers. Ils sont implacables, les Stranglers, en prise directe, fairs d'un bloc, ils avancent droit devant, pas à pas, progressivement, inébranlablement. Et nous de prendre leur musique de plein fouet, puissante, somptueuse, en noir et blanc.

ALAIN WAIS.

* Le 30 septembre à Lille, le 1^{er} octobre à Rennes, le 2 à Rouen, le 3 à Metz, le 4 à Grenoble, le 5 à Montpellier, le 6 à Marseille, le 11 à Clermont-Ferrand, le 12 à Nice, le 13 à Lyon, le 14 à Nancy. Discographie chez C.B.S.

FIAC 10

M. Jack Lang annonce de nouvelles mesures en faveur de l'art contemporain

A l'occasion du dixième anniversaire de la FIAC, M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, a remis jeudi 29 septembre les insignes d'officier des arts et lettres à Mme Denise René, directrice de galerie et vice-présidente de la Foire internationale d'art contemporain.

Au cours de cette cérémonie, M. Lang a, pour couper court à toutes rumeurs, rappelé que l'exonération des œuvres d'art au titre de l'impôt sur les grandes fortunes est définitive. Il a, en outre, annoncé la prochaine mise en place d'une mesure nouvelle qui permettra aux particuliers de payer l'impôt sur les grandes fortunes avec des œuvres d'art. D'autre part, la déduction du revenu imposable des particuliers par des dons consentis aux associations ou fondations culturelles, portée de 1 à 3 % en 1982, atteindra 5 % en 1984. Enfin, en vue d'étendre la consommation d'art en France, les services de M. Lang étudieront, en collaboration avec les organismes professionnels des galeries d'art, la possibilité pour les entreprises d'amortir, dans une certaine mesure, les acquisitions d'œuvres d'art au même titre que les équipements de décoration des locaux d'entreprises.

DANSE

LA COMPAGNIE JOSÉ LIMON AU THÉÂTRE DE PARIS

Aux sources de la « modern dance »

José Limon est moins connu que Martha Graham ou Mary Wigman. Pourtant, son apport à l'évolution de la danse moderne est aussi essentiel. Il appartient à cette génération des années 30 qui inventa un nouveau langage du corps témoignant de la destinée tragique de l'homme du XX^e siècle.

Originaire du Mexique, fortement marqué dans son enfance par la révolution de 1910, chez lui, la mort est toujours présente, même si elle se masque ou se pare. Et pourtant ce chorégraphe mystique et angoissé aura formé un des danseurs actuels les plus exultants de joie de vivre, Louis Falco.

Depuis la mort de José Limon en 1972, sa compagnie entretient son répertoire avec ferveur. Le programme donné au Théâtre de Paris est un retour aux sources de la « modern dance » avec *Air for the G. String*, œuvre de jeunesse de Doris Humphrey, qui mit au point une dynamique de la chute et fut à l'origine de la formation du chorégraphe. *There is the Time* est une suite où Limon célèbre l'innocence de la vie biblique dans un rituel très

daté, à la Puvis de Chavannes, fort plaisant à découvrir. Parmi les œuvres plus récentes, la troupe interprète *La Pavane du Maure*, version elliptique du drame d'Orhella transposée en danse de cour. *The Unsung*, très belle performance des garçons en hommage aux grands chefs indiens, se donne dans le silence. C'est aussi le silence, déchiré par un cri d'agonie, qui accompagne *Carlotia*, une évocation de la mort de Maximilien d'Autriche revêtue à travers la folie de sa femme. La violence forcenée de Carla Maxwell, se roulant au sol dans sa robe de taffetas rouge, rappelle le bute.

Les ballets de José Limon reposent sur une parfaite maîtrise musculaire. Les corps - ceux des hommes surtout - sont très travaillés. Ils restent toujours souples et harmonieux, marqué de hiératisme, même dans les paroxysmes de l'émotion.

MARCELLE MICHEL.

* Théâtre de Paris, 20 h 30, jusqu'au 1^{er} octobre.

LES OBSEQUES DE TINO ROSSI

Le souvenir et le chagrin

Les obsèques de Tino Rossi ont été célébrées jeudi 29 septembre à 11 heures, en l'église de la Madeleine, à Paris. Le gouvernement y était représenté par MM. Jack Lang et Joseph Francesechi. M. Jacques Chirac assistait également à la cérémonie.

La dépouille mortelle du chanteur a été transportée à Ajaccio, où l'inhumation a lieu ce vendredi 30 septembre.

On avait beaucoup attendu, piétiné un peu derrière les barrières, tout autour d'une place mise en état de siège dès les premières heures du jour : un peu pleuré aussi, et, parfois, fredonné dans sa tête, pour soi tout seul, en urbubant çà et là sur un couplet incertain les riuonnelles qu'il a roucoulées pendant la moitié d'un siècle. Cinquante ans d'amour entre vous et moi... Mais, d'ordinaire, lorsqu'il s'agit d'honorer la mémoire de ceux qu'ils admirent et qu'ils ont aimés, les Parisiens font mieux les choses. Trois à quatre mille personnes seulement avaient tenu à venir témoigner leur ferveur.

A 11 heures, le convoi arrive, encadré par douze motards, après avoir descendu les Champs-Élysées et viré autour de l'obélisque. C'est d'ailleurs orné d'une croix et d'une longue palme couleur d'or. L'église n'est qu'à demi pleine : seules, les personnes munies d'une des huit cents invitations ont pu pénétrer dans la nef. Tout à l'heure, lorsque commencera l'office, on lais-

sera entrer encore quelques petites centaines de gens « ordinaires ». On s'annonce de voir si peu - mis à part Shells, Guy Lux, Mireille Mathieu, Henri Tisot, Annie Cordy, Marie-Josée Nat - de figures connues du monde du spectacle. La vraie vedette, c'est un étrange personnage qui aura, venu de Waterloo tout exprès en tenue de grenadier de la garde impériale, M. Norbert Brassinne.

« Souvenez-vous de votre ami, entendez-le chanter... » Le chanoine Marcel Thorel rappelle que Tino « faisait toujours, discrètement, son signe de croix avant d'entrer en scène ». Accompagné à l'orgue, le trompettiste Maurice André joue l'*Ave Maria* de Schubert, avant que l'organiste gratifie l'assistance d'une rapide variation sur le thème de *Petit Papa Noël*.

Tino Rossi repose, désormais, en Corse, auprès de ses parents. De celui qui « a réappris à beaucoup d'entre nous la tendresse et la douceur du cœur », comme l'a dit le Père Pierre Bolet, aumônier général des artistes de France, resteront les disques, ces « soleils noirs » qu'a évoqués Charles Trenet en apprenant la mort de l'autre géant du microsil.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

● Le président de la République dans un message de condoléances à la famille éplorée : « La disparition de Tino Rossi affecte tous les Français qui ont été sensibles au charme et à la qualité de son art et de sa personnalité ».

KAFKA
LA COLONIE PÉNITENTIAIRE
le lierre théâtre
22, rue du Chevaleret (13^e) - 588.55.10
KAFKA

THEATRE
CITE INTERNATIONALE
21, Bd Jourdan - Tel. : 588.38.69
Arthur ADAMOV
LA PARODIE
mise en scène
Gérard VERNAY
par le
THEATRE DU BOGAGE


du 5 au 30 octobre **CARRÉ**
SILVIA MONFORT
106, rue Brancion PARIS 15

PACO IBANEZ

Location 531.28.34

théâtre 13
588-16-30
L'EMOI D'AMOUR
Cie JEAN BOIS
LE MONDE : « Jean Bois est à lui seul un théâtre entier » (M. Cournot).
LIBÉRATION : « Un grand spectacle... »
LE POINT : « Une chose sûre, de singuliers, d'énigmatiques. Allez le voir » (P. Marchetti).
FRANCE-INTER : « Un spectacle aussi beau que son titre ».
NOUVELLES LITTÉRAIRES : « Le talent de Jean Bois est une évidence. Combien on doit l'admirer ! Il vous le fera voir ! » (M. Gély).

L'ÉCRIN
DE L'ÉTOILE DE MOSCOU
J. CONSTANTIN
ONE MAN SHOW
ENTRÉE ET
CONCOMINATION 60F
6, rue André-Housaye
Tel. : 581-07-32 (Étoile)

THEATRE FONTAINE
2^e saison
60 REPRESENTATIONS
SUPPLEMENTAIRES

VIVE LES FEMMES!
DE
REISER
10, rue Fontaine - M^o Blanche
Loc. 874.74.80/82.34 et Agences

ESPACE
PIERRE CARDIN
Juliette GRECO
GERARD BERLINER
et
LE THEATRE FANTASTIQUE
de RICHARD ZACHARY
A PARTIR DU 3 OCTOBRE
20450, Levallois-Perret
1, avenue Gambetta 93508 Paris
Loc. 266.17.51. Fnass et agences

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

L'EMOI D'AMOUR - Théâtre 13 (588-16-30), 21 h.
TOUTES A TUER - Espace-Gaîté (327-13-54), 21 h 30.
DOMMAGE QUELLE SOIT UNE PUTAIN - Cité internationale, Rennes (589-38-69), 20 h 30.
ZOD ZOD ZODIAQUE - Carrefour de l'Empire (633-48-65), 20 h 30.
CREDO, 20 h 30 ; **LE PELICAN**, 21 h ; **Adèle** (742-67-27).
MA VEDETTE AMERICAINE - Saint-Georges (874-74-37) 20 h 45.
L'ANÉTIDE - Dejazet (271-44-20), 18 h.
COCTEAU-MARAI - Atelier (609-49-04), 21 h.
LA MANIE DE LA VILLEGIA-TURE - Comédie italienne (321-23-22), 20 h 30.
ROMANCE DE MEXICO - Ivry, Théâtre des Quinze (672-37-43), 20 h 30.
LA COLONIE PÉNITENTIAIRE - Lièvre (586-55-43), sam, 20 h 30 ; dim, 17 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), L'Avaré, 20 h 30.
CHAILLOT (727-81-15) Grand Théâtre : 18 h 30, Hamlet.
BEAUBOURG (277-12-33). Dénat-Reconstruire-Mette à 18 h 30 : Médée et Pécunia dans la seconde moitié du XIX^e siècle ; à 21 h : le livre franc (J. Chancel et H. Nysson) ; Concerts : à 20 h 30 : Musiques de Pologne ; à 20 h 30 : spectacle musical de G. Tournier ; à 19 h : Chanson Vidéo ; à partir de 12 h : Brian Eno - Vidéo musicale (Musique Memory of Medicine-Machatsch) ; à 13 h : Tercero Milenio ; à 16 h : Essai reportage ; à 19 h : Juan Félix Sanchez : Présences polémiques ; à 15 h : Acquisitions récentes ; Dénat-Reconstruire-Mette et l'Unepreced ; à 18 h : Zdzislaw Sosnowski.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-33) Danse : XIX^e Festival international de la danse de Paris - New York City Ballet, 20 h 30 (Programme B).
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 20 h 30 ; L'archipel sans nom.

Les autres salles

A DEJAZET (271-44-20), 20 h 30 : l'Amour en visites.
AMERICAN CENTER (321-42-20), 21 h : les Déménagements.
ANTOINE (208-77-11), 20 h 30 : Coup de soleil.
ASTELLE-THEATRE (238-35-53), 20 h 30 : le Malencendu.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATION SPECTACLES »
281-20-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 30 septembre

CARTOUCHERIE, Épée de Bois (808-30-74), 20 h 30 ; la Maison de Bernarda Alba.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69) Grand Théâtre, 20 h 30 : la Parodie.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Pige.
COMÉDIE-CALMARTIN (742-43-41), 21 h : Raviens dormir à l'Élysée.
CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 : l'Histoire merveilleuse d'un gagnant du lotto dont la fagote se tua accidentellement le lendemain du tirage.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chénilière.
ÉPIQUE (272-23-41), 20 h 30 : le Monte-plais.
EDOUARD-VII (742-37-49), 21 h : Ma-dame et Juliette.
ESPACE-GAÏTÉ (327-13-54), 20 h 15 : la Bonne Femme aux camélias.
ESPACE-MARAI (271-10-19), 15 h et 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
ESSAÏON (278-46-42), 19 h : Pas moi ; 21 h : Agathe.
FOUNTEIN (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes.
GAÏTÉ-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 15 : Comment devenir une mère juive en dix leçons ; 21 h : la Fausse Li-bertine.
GALERIE-55 (326-63-51), 21 h : Public Eyes - A Private Bar.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : C'est Woody qui Pa dit.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort / accidentelle d'un amoureux.
LUCERNAIRE (544-57-34), 1 : 18 h 30 : Cajunmarche ou le supplice de Piz-zaro ; 20 h 30 : l'Entouloir ; 22 h 30 : Bobby Lapointe ; II : 18 h 30 : les Fables de La Fontaine ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Visages de Cocteau. Poésie, 18 h 30 : la Putain littéraire ; 19 h 45 : Mozartement votre.
LYS MONTMARTRE (327-88-41), 21 h : l'Amour en visites.
MARIGNY (256-04-41), 21 h : les Sales Mêmes.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
MICHOËRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
MONTMARTRE (320-89-90), 21 h : Marguerite et les autres ; Petite salle, 21 h 15 : l'Amour.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : l'Entouloir.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extra-vagant Mister Wilde.
PALAISS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
PALAISS DES SPORTS (872-40-90), 20 h 30 : Un homme nommé Jésus.
POCHE - MONTMARTRE (548-92-97), 20 h 15 : la Dernière Bande.
PORT SAINT-MARTIN (607-37-53), 21 h : K2.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Il Si-gar Fagotto.
RENAISSANCE (208-16-50), 21 h : Théa-tre de Boulevard.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : Camé.
TAL TH. D'ESSAI (278-10-79), 1 : 20 h 30 : Tartelette ; II : 20 h 30 : l'Fando et l'ys.
THEATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h 15 : les Babes cadets ; 22 h : Nous, on fait ça ou nous n'en faisons rien.
THEATRE A. BOURVIL (373-47-84) 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a mar... ez vous ?
THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; 22 h 30 : le Propriétaire.
THEATRE DE MÉNILMONTANT (636-97-67) : Zacharie ; 20 h 30.
THEATRE DE LA PLAINE (842-32-25), 20 h 30 : le Dîner bourgeois (dern.).
THEATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : l'Es.
THEATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : l'Opéra de Quai-Sous.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahu ; 22 h : le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), 1 : 20 h 15 : Auroch - MC2 ; 21 h 30 : Les Démons Loulou ; 22 h 15 : les Sacré Monstres ; II : 20 h 15 : les Cakés ; 22 h 30 : Foulis.
BEAUBOURG (272-08-51) 19 h 30 : le Spécialité.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 19 h 45 : Macbeth.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), 1 : 20 h 15 : Tiens, voilà deux bouillies ; II : 20 h 30 : Manguettes d'hommes ; 22 h 30 : L'amour c'est comme un bateau blanc ; II : 21 h 30 : le Chromosome chatouil-leux ; 22 h 30 : Fais voir ton Capidon.
L'ÉCUME (542-71-16), 22 h : R. et H.C.I. Foulis : Klaus und White.
LES LUCIOLES (526-51-64), 20 h : Roman-photo pour hommes en délire.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : J'viens pour l'annonce.
RESTOSHOW (508-00-81), 20 h 30 : Du-due ou due ; 22 h : G. Dehan.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Vous descendre la prochaine ?
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-44-45), 22 h : Les Burlesqueurs.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phétre ; 21 h 30 : Apocalypse Na.
THEATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : les Voyages d'Yvonne Testout.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-10-26), 21 h : François, j'ai mal à mes sous.
THEATRE DES DEUX ANES (606-10-26), 21 h : L'impôt et les os.

La danse

ATELIER DES QUINZE-VINGT (386-82-23), 21 h : X. Tisserand, Ch. Gérard, D. Dobbely.
ESCALIER D'OR (523-15-10), D. Boivin, 22 h : Compagnie C. Atlani.

LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 15 : Descendre la maison, les ombres.
THEATRE 18 (226-47-47), 20 h : le Ha-tième Jour.
THEATRE DE PARIS (280-08-30), 20 h 30 : José Limon Dance Company.

Le music-hall

BOHIO (322-74-84), 20 h 45 : Alcazén-gue.
BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Welcome Pingouin, Arnal-Fontaine.
CIRQUE D'HIVER (700-12-25), 20 h 30 : Frédisse des mers du Sud (dern.).
GYMNASE (246-79-79), 21 h : G. Bodos.
MARIGNY (256-04-41), 21 h : Thierry Le Luron.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : G. B.-caud.
PALAISS DES CONGRÈS (758-13-33), 20 h 30 : Sylvie Vartan.
PALAISS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Chéopila.
TROTTINOIS DE BUENOS AIRES (260-44-41), 22 h : W. Reiser, C. Perez, J.-C. Carasso, Jacinta.

Les concerts

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Wagner, Beethoven, Liszt).
SAINT-CHAPELLE, 21 h : Les Cal-chéris (musique médiévale).
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmoni-que, dir. : H. Soudant (Schumann, Brahms).
LUCERNAIRE, 19 h 45 : F. Phan-Thanh (Beethoven, Schumann).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : D. Gelende.

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)
THEATRE DE LA BASTILLE (357-42-14), 21 h : le Gardien de tombes.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), 20 h 45 : la Robe de chambre de G. Bataille.
SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-00-59), 20 h 30 : Cervantes interdites.

En région parisienne

CHAMPAIGNES-EN-BRIE, Eglise, 20 h 45 : Orchestre J.-F. Paillard (Lully, Couperin, Leclair).
LA DÉFENSE, Eglise (979-00-15), 22 h : Musical memories.
EPINAY-SUR-SEINE, M.J.C. de Presles (826-45-00), 20 h 30 : les Caprices de Marianne.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30) voir Festival d'Automne.
MONTROUGE, Royal Jazz (253-45-08), 20 h 30 : S. Kessler/B. Bichel.
NANTERRE, Th. des Amateurs (721-18-81), 20 h : les Paravents.
SAINT-CLOUD, Huitième Festival d'Aut-omne (602-70-40), Musicholme der-stadt Bonn.
SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-00-59), voir Festival d'Automne.
SELAUX, Quatrième Festival de l'Or-mange (660-07-79), 21 h : R. Claire, C. Banchini, M. Muller, F. Longellé (Ra-mona).
VERSAILLES, Th. Montmarier (950-71-18), 21 h : En sourdine les sardines.

SAMEDI DIMANCHE

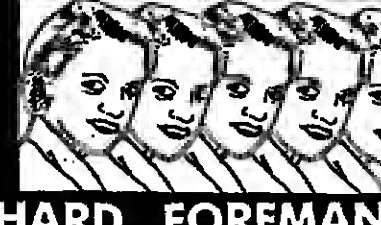
- **ANNIVERSAIRE :**
La guerre du Kippour.
- **GRANDE-BRETAGNE :**
Le roi Arthur contre la blonde Plutonium.
- **BRÉSIL :**
La seconde mort de Josué de Castro.
- **SOCIÉTÉ :**
Un P.-D.G. quitte le « siècle ».
- **MÉDECINE :**
Les « terrains du cancer ».
- **ÉCONOMIE :**
Les patrons suédois sont dans la rue.
- **LECTURES :**
Les demi-mémoires du général Bradley.

Et, avec « le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.

Le Monde
AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

THEATRE DE L'ESCALIER D'OR
18, rue d'Enghien - 523-15-10
Dominique Boivin Solo à 19 h
Catherine Atlani Phétre à 22 h
Jusqu'au 1^{er} octobre inclus.

THEATRE 793.26.30
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
DIR. G. BATAILLE
LA ROBE DE CHAMBRE DE GEORGES BATAILLE

RICHARD FOREMAN

CHAILLOT • GRAND THEATRE
21 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
23 SEPTEMBRE • 23 OCTOBRE 727.81.15
VERSION INTEGRALE
hamlet

MERCREDI
"Des moments d'incandescence qu'on ne trouve que chez Orson Welles. Authentique chef-d'œuvre du septième art." **TÉLÉRAMA**
"Un film totalement jubilatoire." **LIBÉRATION**
"Fasciné par les mauvais lieux, les femmes fatales, les langages imaginaires et les morts violentes, RUIZ joue en virtuose pour aller jusqu'au bout de ses fantasmes." **NOUVEL OBSERVATEUR**
PIERRE BRUNBERGER présente
LES TROIS COURONNES DU MATELOT
un film de RAOUL RUIZ
JEAN-BERNARD GUILLARD • PHILIPPE DEPLANCHE • JEAN-PAUL NADEGE CLAIR • LISALYON • CLAUDE DEREPP • FRANK OGER

523-15-10

cinéma

FESTIVAL DE CANNES 1983

DESTIN JULIETTE



SPECTACLES

COMMUNICATION

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)
15 h. Classiques du cinéma-film d'auteurs, films rares : Figure de proue, de Ch. Stendhal ; Frank Capra : 19 h. Lady for a day ; 21 h. la Course de Broadway-Bill.

BEAUBOURG (278-35-57)
MERCREDI 28 SEPTEMBRE
Santiago Alvarez : 15 h. El pajaro del furo ; Lauda ya no es de San Pablo ; Cienos : 19 h. primavere ; 17 h. : La estampa ; Hanoi, Martes 13 : L.B.I. : Now ; 19 h. Rétrospective ZDF (Klein's Fernsehspiel) : Comme la mer et ses vagues, de E. Polid.

Les exclusivités

L'ANNÉE DE TOUTS LES DANGERS (Aut., v.o.) : Cinoche, 6 (633-10-82) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).

L'ARGENT (Fr.) : Lucerna, 6 (544-57-34).

ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (233-63-65) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Cluny Palace, 5 (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Le Paris, 8 (359-53-99) ; Paramount City, 8 (562-45-76) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Paramount Baudille, 12 (343-79-17) ; Alhambra, 12 (343-00-65) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-52-02) ; Gaumont Convention, 15 (828-20-64) ; Victor Hugo, 16 (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17 (758-24-24) ; Wepler Pathe, 18 (522-46-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.f.) : Trois Haussmann, 9 (770-47-55).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).

BENVENUTA (Fr.-Belg.) : Ciné Beaubourg, 5 (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Opéra, 9 (261-50-32) ; 14-Juillet, Paris, 6 (326-58-00) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; 14-Juillet Baudille, 12 (357-90-81).

CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1 (297-40-70) ; Saint-Germain Village, 5 (633-63-20) ; Bretagne, 6 (222-51-97) ; Haute-fenille, 6 (339-36-14) ; Ambassade, 8 (339-36-14) ; Parnassien, 18 (329-83-11) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (HEAT AND DUST) (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 5 (271-52-36) ; Cluny Palace, 5 (354-07-76) ; U.G.C. Danton, 6 (326-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : U.G.C. Boulevard, 9 (246-49-07).

CHRONOPOLIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

LA CRIME (Fr.) : Forum, 1 (297-35-74) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (344-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Biarritz, 8 (723-69-23) ; U.G.C. Normandie, 8 (359-12-15) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-49-07) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suiz.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) (H. sp.).

DARK CRYSTAL (A. v.f.) : Trois Haussmann, 9 (770-47-55).

LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1 (233-63-65) ; Quinette, 5 (246-49-07) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; Olympie-Belle, 8 (561-10-60) ; Parnassien, 14 (320-30-19) ; Olympie, 14 (343-79-17) ; 14-Juillet Baudille, 12 (357-90-81).

DIEU ME SAVOIS (Bos., v.o.) : George V (562-41-46) ; Parnassien, 14 (329-83-11) ; V.F. : Impérial Pathe, 2 (742-72-52).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bos., A. v.o.) : Marignan, 8 (522-46-01).

OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES : ST-TROPEZ : Forum-Halles, 1 (233-63-65) ; Quinette, 5 (246-49-07) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; Olympie-Belle, 8 (561-10-60) ; Parnassien, 14 (320-30-19) ; Olympie, 14 (343-79-17) ; 14-Juillet Baudille, 12 (357-90-81).

QUINETTE PATHE : LES PARNASSIENS : OLYMPIC ENTREPOT

FESTIVAL DE CANNES 1983
SEMAINE DE LA CRITIQUE

LAURE DUTHILLEUL
RICHARD BOHRINGER

LE DESTIN DE JULIETTE

UN FILM DE ALINE ESSEMMANN

LAURE DUTHILLEUL
RICHARD BOHRINGER

LE DESTIN DE JULIETTE

UN FILM DE ALINE ESSEMMANN

LAURE DUTHILLEUL
RICHARD BOHRINGER

LE DESTIN DE JULIETTE

UN FILM DE ALINE ESSEMMANN

LAURE DUTHILLEUL
RICHARD BOHRINGER

LE DESTIN DE JULIETTE

UN FILM DE ALINE ESSEMMANN

(359-92-82) ; V.F. : France, 9 (770-33-88) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

DIVA (Fr.) (*) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-52) ; Pantheon, 5 (354-15-04) ; Grand Pavois, 15 (554-46-85).

EQUATEUR (Fr.) (*) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Epée-de-Bois, 5 (337-51-47) ; Ambassade, 8 (339-19-08).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.f.) : Trois Haussmann, 9 (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTIER (Fr.) : George V, 8 (562-41-46) ; France, 9 (770-33-88) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

FANNY ET ALEXANDRE (Suède, v.o.) : Version intégrale ; Olympie Luxembourg, 8 (723-69-23) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22).

LA FIANCÉE QUI VENAIT DU FROID (Fr.) : Forum Orient-Express, 1 (233-63-65) ; Rex, 2 (236-85-93) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (344-14-27) ; Normandie, 8 (359-12-15) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-49-07) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Muret, 16 (651-99-75) ; Images, 18 (522-47-94) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

LE FAUCON (Fr.) : Forum Orient-Express, 1 (233-63-65) ; Quinette, 5 (246-49-07) ; Marignan, 8 (522-46-01) ; Muret, 16 (651-99-75) ; France, 9 (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Cliché Pathe, 19 (522-46-01).

LA FEMME DE MON PÈRE (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Riste, 2 (233-56-70) ; Marignan, 8 (522-46-01) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06) ; Pathe Clichy, 15 (522-46-01) ; Gaumont Dumbetta, 20 (636-10-86).

FLASHDANCE (A. v.o.) : Forum, 1 (297-35-74) ; Ciné Beaubourg, 5 (271-52-36) ; Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Publiques Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; Paramount Mercury, 8 (562-75-00) ; Kinopanorama, 15 (306-50-50) ; V.F. : Paramount Marivaux, 2 (298-40-40) ; Rex, (236-85-93) ; Paramount Baudille, 12 (343-79-17) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; U.G.C. Danton, 6 (326-42-62) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; 14-Juillet, Paris, 6 (326-58-00) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; 14-Juillet Baudille, 12 (357-90-81).

CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1 (297-40-70) ; Saint-Germain Village, 5 (633-63-20) ; Bretagne, 6 (222-51-97) ; Haute-fenille, 6 (339-36-14) ; Ambassade, 8 (339-36-14) ; Parnassien, 18 (329-83-11) ; V.F. : Impérial, 2 (742-72-52).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (HEAT AND DUST) (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 5 (271-52-36) ; Cluny Palace, 5 (354-07-76) ; U.G.C. Danton, 6 (326-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : U.G.C. Boulevard, 9 (246-49-07).

CHRONOPOLIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

LA CRIME (Fr.) : Forum, 1 (297-35-74) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (344-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83) ; U.G.C. Biarritz, 8 (723-69-23) ; U.G.C. Normandie, 8 (359-12-15) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-49-07) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suiz.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) (H. sp.).

DARK CRYSTAL (A. v.f.) : Trois Haussmann, 9 (770-47-55).

LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1 (233-63-65) ; Quinette, 5 (246-49-07) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; Olympie-Belle, 8 (561-10-60) ; Parnassien, 14 (320-30-19) ; Olympie, 14 (343-79-17) ; 14-Juillet Baudille, 12 (357-90-81).

DIEU ME SAVOIS (Bos., v.o.) : George V (562-41-46) ; Parnassien, 14 (329-83-11) ; V.F. : Impérial Pathe, 2 (742-72-52).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bos., A. v.o.) : Marignan, 8 (522-46-01).

OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES : ST-TROPEZ : Forum-Halles, 1 (233-63-65) ; Quinette, 5 (246-49-07) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; Olympie-Belle, 8 (561-10-60) ; Parnassien, 14 (320-30-19) ; Olympie, 14 (343-79-17) ; 14-Juillet Baudille, 12 (357-90-81).

QUINETTE PATHE : LES PARNASSIENS : OLYMPIC ENTREPOT

FESTIVAL DE CANNES 1983
SEMAINE DE LA CRITIQUE

LAURE DUTHILLEUL
RICHARD BOHRINGER

LE DESTIN DE JULIETTE

UN FILM DE ALINE ESSEMMANN

LAURE DUTHILLEUL
RICHARD BOHRINGER

LE DESTIN DE JULIETTE

UN FILM DE ALINE ESSEMMANN

LAURE DUTHILLEUL
RICHARD BOHRINGER

LE DESTIN DE JULIETTE

UN FILM DE ALINE ESSEMMANN

LAURE DUTHILLEUL
RICHARD BOHRINGER

LE DESTIN DE JULIETTE

UN FILM DE ALINE ESSEMMANN

LAURE DUTHILLEUL
RICHARD BOHRINGER

VATOIRE (Fr.) : Studio Bernard, 7 (783-44-64).

FRANCES (A. v.o.) : Gaumont Halles, 1 (297-40-70) ; U.G.C. Danton, 6 (326-42-62) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (554-46-85) ; V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06).

FRÈRE DE SANG (A. v.o.) (*) : 7 Art Beaubourg, 5 (272-63-52).

FURYO (Jap., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45) ; Studio Celas, 5 (334-89-22).

GAIJIN (Brés., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).

GANDHI (Ang., v.o.) : Cluny Palace, 5 (354-07-76) ; Elysees Lincoln, 8 (359-19-08) ; 14-Juillet Baudille, 12 (357-90-81) ; Parnassien, 14 (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (742-60-33) ; Berlitz, 2 (742-60-33) ; Montparnasse, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-20-64).

L'HOMME DE LA RIVIERE D'ARGENT (Aut., v.o.) : Espace Galie, 14 (325-96-44).

LA JAVA DES OMBRES (Fr.) : 14-Juillet Racine, 6 (326-19-08).

L'HOMME AUX DEUX CERVEAUX (A. v.o.) : Marignan, 8 (522-46-01).

LA JEUNE FILLE AU CARTON A CHAPEAUX (Aut., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (354-39-19).

JOY (Fr.) (*) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Ermitage, 8 (359-15-71).

KOYANISQATSI (A. v.o.) : Escorial, 13 (707-28-04).

LIBERTY BELLE (Fr.) : Saint-Germain-Huchette, 15 (633-63-20) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parnassien, 14 (320-30-19) ; Olympie, 14 (343-79-17) ; 14-Juillet Baudille, 12 (357-90-81).

LUDWIG-FRACONTI (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

LA MATOUQUETTE (Fr.) : Dymipic, 14 (543-33-38).

LE MONDE SELON GARP (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) (H. sp.) ; Rialto, 19 (607-87-61).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A. v.o.) : Quinette, 5 (246-49-07) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69).

CEIL POUR CEIL (A. v.o.) : Arcades, 2 (325-96-44).

DERAINE (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (354-39-19).

OUTSIDERS (A. v.o.) : Forum, 1 (297-35-74) ; Quinette, 5 (246-49-07) ; Ambassade, 8 (339-19-08) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; Muret, 16 (651-99-75) ; Gaumont Gabetta, 20 (636-10-86).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉÂTRAL - VITEZ - LE CONSERVATEUR

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMI DE VINCENT film français de Pierre Granier-Deferre : Gaumont-Halles, 1 (297-40-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Saint-Germain Village, 5 (633-63-20) ; Haute-fenille, 6 (339-36-14) ; U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22) ; Bretagne, 6 (222-51-97) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; George V, 8 (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; Olympie-Belle, 8 (561-10-60) ; Parnassien, 14 (320-30-19) ; Olympie, 14 (343-79-17) ; 14-Juillet Baudille, 12 (357-90-81).

LES PRÉDATEURS (Brit., v.o.) (*) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Marignan, 8 (522-46-01) ; 7 Art Beaubourg, 5 (272-63-52).

LE RAN DES SINGES (Chinois, v.o.) : Marais, 4 (278-47-86).

RUE CASES-NEGRES (Fil., v.o.) : Opéra, 2 (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 5 (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6 (326-42-62) ; 14-Juillet Baudille, 12 (357-90-81) ; Ermitage, 8 (359-15-71) ; Maxville, 9 (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Muret, 16 (651-99-75) ; Images, 18 (522-47-94) ; Secrétan, 19 (241-77-99).

SUPERMAN III (A. v.o.) : Ambassade, 8 (339-19-08) ; V.F. : Lumière, 9 (246-49-07) ; Richelieu, 2 (233-56-70) (H. sp.) ; Miramar, 14 (320-89-52).

TONNERRE DE FEU (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 6 (326-42-62) ; Normandie, 8 (359-12-15) ; V.F. : U.G.C. Montparnasse, 6 (344-14-27) ; Arcades, 2 (325-96-44) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

TOOTSIE (A. v.f.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2 (742-97-52).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).

VICTOR VICTORIA (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Haute-fenille, 6 (339-36-14) ; Marignan, 8 (522-46-01) ; Elysees-Lincoln, 8 (359-29-46) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15 (828-20-64).

LE VOYAGE A DEAUVILLE (Fr.) : Olympie, 14 (343-79-17).

VDR. LE CHASSEUR DU FUTUR (A. v.f.) : Gité-Rochecourt, 9 (878-81-50).

(707-12-28) : Paramount Montparnasse, 14 (320-12-06) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Passy, 16 (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17 (758-24-24) ; Cliché Pathe, 18 (522-46-01).

Les grandes reprises

L'ÂGE D'OR (Fr.) : Tempeliers (H. sp.), 2 (722-94-56).

ANNIE HALL (A. v.o.) : Saint-Germain, 5 (633-10-82).

APOCALYPSE NOW (A. v.o.) (*) : Champo, 5 (354-51-60).

LES ARISTOCRATES (A. v.f.) : Nations, 12 (343-04-67).

BARRY LINDON (A. v.o.) : Marbeuf, 8 (225-18-45).

BYE BYE BRASIL (A.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND (A. v.f.) : Paramount Montmartre, 18 (321-41-01).

CESAR (

Mer : combativité et imagination

Tout ne peut pas se ramener à une question d'argent. L'argent est nécessaire, mais on oublie trop souvent qu'il n'est pas suffisant pour mener une politique maritime offensive. Partant de là, M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, a toutes les raisons d'être satisfait de son projet de budget pour 1984, puisqu'il est en progression de 9 % sur celui de 1983 alors que le budget global de l'Etat n'augmente que de 6,3 %.

La rigueur n'en contraindrait pas moins à l'épave de vérité, c'est-à-dire à des choix.

Les crédits d'exploitation pour les ports maritimes augmentent de 13 % tandis que leurs dotations pour investissements diminuent de 2,5 %. Au moment où l'Etat mène une politique de rigueur, on peut se demander si un certain nombre d'investissements ne peuvent pas attendre, explique M. Lengagne, pour qui la compétitivité de nos ports passe non seulement par la qualité de leurs accès ou de leurs installations, mais aussi par leur capacité à offrir les services commerciaux que le client est en droit d'attendre.

Mais la « remise en cause » à laquelle appelle le secrétaire d'Etat est toute relative, son budget servant moins à stimuler les entreprises du

secteur qu'à les assister. Sur les 7,1 milliards de l'enveloppe des dépenses ordinaires et crédits de paiement, 4,2 milliards représentent des subventions d'exploitation. En bonne place, figurent les échantiers navals, qui recevront 1,6 milliard de francs, soit 22 % du budget de la mer. Les armateurs, pour leur part, auront droit à une aide de 200 millions de francs (33 % de plus qu'en 1983) et se verront gratifier de 186,6 millions de francs d'autorisations de programme, près du double de l'année précédente, et 187 % de plus qu'en 1981, en espérant qu'ils sauront faire le meilleur usage de ces sommes, c'est-à-dire adapter leurs flottes aux besoins du transport maritime du futur. Mais, au premier rang des bénéficiaires de subventions s'inscrit l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), qui gère le régime social des gens de mer et qui recevra 3,3 milliards de francs.

M. Lengagne tient un langage de fermeté à l'ensemble de ses interlocuteurs : « On peut tout demander à l'Etat, dit-il, mais l'Etat ne peut pas tout faire. Il appartient aux entreprises, aux travailleurs, de faire preuve d'imagination, de combativité, pour que le pays acquière de nouvelles positions. »

Emploi : un « bon trousseau », selon M. Ralite

Le projet de budget 1984 du ministère de l'emploi, qui s'élève à 48,8 milliards de francs, est en progression de 19,3 % sur le précédent, soit une augmentation de trois fois supérieure à celle du budget général (+ 6,3 %).

Agir pour l'emploi est donc une priorité non verbale, mais concrète, du gouvernement, a déclaré, le 29 septembre, à la presse, M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi. Sans vouloir s'enfermer dans une promesse, il a assuré que son ministère aurait ainsi les moyens de contenir le nombre de chômeurs à son niveau actuel, soit 2 millions.

La grande politique de l'emploi, c'est la politique industrielle, a poursuivi le ministre, qui a affirmé qu'un « rapport dialectique » existait dans l'action gouvernementale. L'Assemblée nationale devant s'aborder, le 11 octobre prochain, le débat industriel avant que le conseil des ministres ne définisse les nouvelles mesures de lutte contre le chômage.

Qualité de « bon trousseau » pour ouvrir les portes de l'avenir, le budget 1984 de l'emploi retient cinq axes prioritaires qui s'inscrivent dans la perspective du plan prioritaire

d'exécution défini dans le cadre du IX^e Plan. On y retrouve donc les contrats de solidarité liés à la réduction de la durée du travail, dotés de 1 170 millions de francs, qui devraient permettre la création ou la sauvegarde de soixante mille emplois, ainsi que les contrats de retraite progressive, qui, pour un coût de 178 millions de francs, devraient concerner quinze mille bénéficiaires.

Pour poursuivre l'action déjà entreprise avec les contrats emploi-formation, emploi-adaptation et emploi-orientation, en faveur des jeunes de seize à vingt-cinq ans, le budget prévoit une enveloppe de 2 400 millions de francs.

Vient ensuite une série d'actions destinées à améliorer le fonctionnement du « service public de l'emploi ». C'est ainsi que seront généralisés les entretiens personnalisés avec les demandeurs d'emploi (deux cent mille à la fin 1984), que quatre cent vingt emplois supplémentaires seront créés à l'ANPE, et que l'informatisation des données des ASSEDIC et des agences pour l'emploi fera l'objet d'une première tranche.

Environnement : priorité à la prévention des catastrophes naturelles

M^{me} Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie, se voit offrir un budget bien dans la ligne d'une économie de crise. L'enveloppe globale (dépenses ordinaires et crédits de paiement demandés pour 1984) atteint 789 millions de francs, soit une augmentation de 5 % par rapport au budget de l'an dernier. Compte tenu de l'inflation prévisible, le secrétariat d'Etat devra fonctionner avec des moyens légèrement réduits. C'est mieux que l'an dernier (baisse de presque 4 %), mais il faut bien constater que l'enveloppe « environnement » ne « progresse » pas au même rythme que le budget global de l'Etat (+ 6,3 %). Un signe parmi d'autres : non seulement le personnel de cette administration n'augmente pas, mais il compte dix postes en moins par rapport à 1983. Quant à la titularisation des contractuels, elle est en gelée en attendant la définition d'un corps unique de fonctionnaires.

L'environnement se rattrape-t-il en obtenant des investissements ? Même pas. Les autorisations de programme, l'an dernier, avaient augmenté de 34,4 % par rapport à l'année précédente. Ils n'augmenteront cette année que de 2 % (moins de 576 millions de francs au total), sauf si le Parlement lui accorde une rallonge substantielle. Ce n'est pas exclu si les parlementaires se montrent toujours aussi soucieux de la défense des parcs nationaux et de la protection des nappes phréatiques (ils avaient voté pour cela une rallonge de 12 millions de francs l'an dernier). Mais ce n'est pour l'instant qu'un espoir.

Au secrétariat d'Etat, à Neuilly, on fait contre mauvaise fortune bon cœur. « La politique d'un ministère se juge à ses priorités », Quelles priorités ? Premièrement, la prévention des pollutions industrielles et des catastrophes naturelles. Deuxièmement, la lutte contre les pollutions et les nuisances, en particulier le bruit. C'est ainsi qu'un crédit de 50 millions de francs a été débouqué au titre de la deuxième tranche du fonds spécial « grands travaux » pour financer des opérations d'isolation phonique. Troisièmement, l'environnement comme créateur d'emplois (non administratifs).

Dans l'enveloppe de 25 millions du fonds d'intervention pour la qualité de la vie, une bonne part sera consacrée à la réhabilitation de l'habitat ancien, qui non seulement préserve le « cadre », mais permet le maintien des métiers traditionnels et donc l'emploi « au pays ». « Nous ne sommes pas des bétonneurs », répète-on dans l'entourage de M^{me} Bouchardeau, fidèle à la ligne générale du P.S.U.

La « progression limitée » du budget contraint à une « réorientation des moyens » qui peut avoir ses avantages. Ainsi, grâce au ralentissement du programme nucléaire de l'Etat, l'argent du secrétariat d'Etat ne sera pas, cette année, absorbé par de coûteux travaux de barrages ou l'environnement a peu de part. Les 87 millions qui devaient financer la deuxième tranche du barrage Aube (destiné à briser les crues de la Seine mais surtout à garantir l'approvisionnement en eau de la centrale nucléaire de Nogent-Seine) seront consacrés à des contrats de plan Etat-région au bénéfice des pays ruraux (+ 3,5 millions), de la collecte des déchets (+ 3 millions pour l'ANRED, l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets), et de tout ce qui améliore la qualité de la vie quotidienne du citoyen.

Enfin, on fait observer que la loi de décentralisation va opérer de multiples transferts de l'administration centrale aux régions, à commencer par les crédits. C'est ainsi que 11 millions de francs qui seraient dûs figurent dans les autorisations de programme du secrétariat d'Etat ont été transférés au budget du ministère de l'Intérieur pour la dotation globale d'équipement des collectivités territoriales. Quant au budget du Conservatoire en littoral, placé depuis l'an dernier sous la tutelle de l'environnement, il comprend quelque 13 millions de francs destinés à financer des opérations nouvelles, auxquels les collectivités locales (régions, départements et communes) ajouteront leur participation. Celle-ci, toujours plus importante, n'apparaît pas dans le budget du secrétariat d'Etat. — R. C.

Recherche : l'électronique et les biotechnologies en tête de liste

Le projet de budget civil de la recherche-développement pour 1984 totalise 36,82 milliards de francs ; de plus, la création du crédit d'impôt recherche apportera 750 millions de francs. L'augmentation d'ensemble est donc de 15,8 % en valeur (ou de 8,3 % compte tenu de l'inflation) par rapport au budget initial de 1983 (1). Près de la moitié de cette somme (16,98 milliards de francs) est affectée aux dépenses ordinaires qui couvrent essentiellement les salaires ; le reste va aux autorisations de programmes (19,84 milliards de francs), qui financent principalement des investissements.

Conformément à la loi d'orientation et de programmation de la recherche et du développement technologique de 1982, le budget est scindé en quatre rubriques : programmes mobilisateurs, recherches fondamentales, recherches finalisées, programmes de développement technologique, auxquelles il faut ajouter les moyens indirects non affectés. C'est dans la répartition entre ces rubriques (notre tableau) que se lit la politique scientifique. On constate que l'accent est, une fois encore, mis sur le développement des programmes mobilisateurs. Tous, cependant, ne progressent pas au même rythme, puisque quatre d'entre eux sont particulièrement favorisés : électronique (3,47 milliards de francs, soit + 32 %), biotechnologies (1,05 milliard, + 32 %), emploi et conditions de travail (0,17 milliard, + 41 %) et coopération (1,57 milliard, + 18 %).

Croissance inégale aussi des différents programmes de développement technologique, puisque l'espace et l'électronique voient leurs crédits croître respectivement de 35 % et de 16,3 %, alors que l'ensemble du chapitre du dévelop-

pement technologique ne progresse que de 5,2 %. De même, en recherche finalisée, l'effort principal va aux secteurs de l'agro-alimentaire, du transport et de l'habitat. Quant à la dotation de la recherche fondamentale, considérée comme une priorité au ministère de l'Industrie et de la Recherche, elle s'accroît de 12,2 % en valeur.

Un budget sélectif donc, qui ne progresse pas de 17,8 % en volume comme le prévoyait la très optimiste loi d'orientation et de programmation de 1982, mais qui, replacé dans le cadre général de la rigueur et comparé au budget global de l'Etat (en progression de 6,1 % en valeur), accorde une priorité certaine à la recherche.

Priorité — modeste — est aussi donnée à cette dernière dans le domaine des créations d'emploi : il y aura l'an prochain, trois cent quatre-vingt nouveaux postes de chercheurs (soit + 1,9 %) et deux cent soixante-six ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) (+ 0,66 %). A ces emplois nouveaux — dont une part importante (deux cent quarante-sept) est affectée au Centre national de la recherche scientifique — il faut ajouter cent dix postes d'ITA qui sont alloués au musée de La Villette. Globalement, le nombre d'emplois progresse mais cette augmentation est encore très loin des 4,5 % prévus par la loi. En outre, un effort particulier est marqué en faveur de la formation par la recherche : le flux annuel des allocations de recherche est porté à mille huit cents à la rentrée 1984 et quarante bourses supplémentaires de docteurs ingénieurs seront créées.

E. G.

(1) Le taux d'inflation retenu pour ce projet de budget est d'environ 6,6 %.

	Dépenses ordinaires	Autorisations de programmes	TOTAL
	(en milliards de francs)		
Programmes mobilisateurs	3,19 (+ 13,9 %)	7,50 (+ 29,9 %)	10,69 (+ 24,7 %)
Recherches finalisées	3,04 (+ 11,9 %)	1,62 (+ 13,9 %)	4,66 (+ 12,3 %)
Développement technologique	2,07 (+ 8,3 %)	6,35 (+ 42 %)	8,42 (+ 51 %)
Moyens indirects	3,16 (+ 12,1 %)	1,68 (+ 40 %)	4,84 (+ 30 %)
Credit d'impôt	16,98 (+ 11,6 %)	19,84 (+ 16,6 %)	36,82 (+ 13,1 %)
TOTAL			57,57 (+ 15,5 %)

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt

33, rue Mueley, 327-92-40.
Ressortant 2 d. 395.000 F.
3 p., tt. ch. nat. et 900.000 F.
5 places, samedi, 14 à 19 h.

RUE SAINT-MARTIN

Dans bon imm. 8 rue et cour
gd 2 pces, 48 m² + 1 chbre
bonne. A saisir, 350.000 F.
S.M.R.A. 355-06-40.

6^e arrdt

Quartier latin
studio tt ch. Vis. samedi
14 à 17 h., 18, rue de Saxe.
TREVAIL : 277-62-23.

7^e arrdt

M^{me} TOUR-MAUBOURG
Pent 2 pces, kitch, bain, w.c.
Bon imm. P. intéressants
26, rue Surcouf
Samedi, dimanche 14/17 h.

10^e arrdt

M^{me} GARE DE L'EST
veste 2 p., tt. ch. bel imm.
p. de t. et briques. 315.000 F.
LERMS. 355-58-88.

11^e arrdt

M^{me} SAINT-AMBOISE
beau 3 pces, tt. ch. bel imm.
banc. imm. rev. 425.000 F.
LERMS. 355-58-88.

SAINT-AMBOISE

dans imm. p. de t. 2 pces,
48 m², clat. nat. et 330.000 F.
S.M.R.A. 355-06-40.

12^e arrdt

M^{me} MICHEL BIZOT
imm. récent, tt. ch. 14 m²,
2 pces, entrée, gde cuis., bain,
52 m². P. très intéressants.
37, rue Fontaine-au-roi.
Samedi, dimanche 14/17 h.

RARE M^{me} DAUNESNIL

3 pces, cuis., entrée, bain,
REARAT NEUF s/rue imm.
bourg rev. Bas prix urgence.
24, rue de Watlings.
Samedi de 14 h. à 18 h.

13^e arrdt

UNIVERSITÉ DE TOULOUSE
3 pces, cuis., 43 m² à rénover
bel imm. A saisir, 350.000 F.
GARBI. 567-22-86.

14^e arrdt

7 bis, rue Lohr, 325-20-77
mets 2 pces rénov., cave.
Visite samedi, 11 à 13 heures.

STUDIO SUR JARDIN

pleincom, imm. luxueux, part.
vend studio, 33 m² avec jardi.
jardin, 86 m², part., cave.
Tél. 541-62-60. Prix sacrifié :
440.000 F.

15^e arrdt

CECOGI CONSTRUCT
329, R. LECOURBE
IMM. GRD STANDING
STUDIO 2, 3 P.

UN STUDIO... 444.000 F.
2 P. à partir de... 588.400 F.
3 P. à partir de... 634.300 F.

PRETS BONIFIES

Bureau de vente ouvert.
Mardi au vendredi,
de 14 à 19 heures.
Le samedi, de 11 à 19 heures
ou tel. 575-62-78.

TRES BEAUX STUDIO

De imm. récent. Bon stand.
cuis., équilibre, S. de lav. w.c.
Soleil, calme, 370.000 F.
PARMIMO 564-70-72.

16^e arrdt

FELICEN DAVID RECENT
très beau 2 p., tt. ch. Est-Ouest
P. 900.000. 577-96-88

METRO PASSY

Bon imm., chauff. cent. indivi.
dual, tv, dble, 1 chbre, entrée,
cuis., bain, calme, soleil, Surf.
70 m². Prix intéressant.
11, rue Claude-Charu.
Samedi, dimanche 14/17 h.

17^e arrdt

SAVIGNY NEEL
BEAUX STUDIO, tt. ch.
Standing 206-15-30.

BATIGNOLLES

67, pl. D. L. Louvois
23 appts + park, livrables
10/84, 5 p. 14/19 h. seul
marché et dimanche.
Téléphone : 226-26-50.

18^e arrdt

CECOGI CONSTRUCT
Résidence « MAIRE DU 18 »
53, R. DU SIMPLON

23 APPTS DE STANDING
STUDIO 2, 3 P., PARK

Sondés à partir de... 219.100
2 P. à partir de... 448.000
3 P. à partir de... 592.000
4 P. à partir de... 775-62-78.

MONTMARTRE

dans immeuble en revalorisation
propriétaire vend très beaux

STUDIOS

refaits et 2 P. 500-64-00.
Chapelle - Gare Nord - R.E.R.
48 bis, r. PAUL. 224-18-42.
3 p., 50 m², cuis., bain, w.c.,
cave. Eur. neuf. 225.000 F.
Bon imm., soleil, calme, 1^{er} ét.
Vol 13/15 h. Samedi, dim.

78-Yvelines

Particulier vend Part-2
APARTMENT TYPE 2.
2^e et dernier étage.
2-3 pces, loggie vitrée, porte
blindée, cave, parking extérieur.
Prix 490.000 F. Partiel dist.
Téléphone : 95-1-34-13.

Hauts-de-Seine

SCEAUX LAKANAL
bel imm. stand. 3 pces, gde
loggie, cuis., bain, placard.
part. 920.000 F. 663-55-70.

M^{me} LOUISE-MICHEL

(Imm. Neuilly) bel imm.
3 p., tt. ch. 98 m², 8^e ét. SUD.
360.000 F. ACOPIA 221-10-80.

Province

DEAUVILLE

BENEVERVILLE, vue mer, réci-
dent, du studio au 3 pces
à partir de 99.000 F.

CABOURG

Résidence récente du studio au
3 p., à partir 99.000 F. petite
traverse à partir de 1 p. du ven-
dredi au lundi, 25, rue du
Maréchal-Léclercq, CABOURG
(11) 334-23-34.

Nice résidences Négresco

caractère 70 m² d'art. et. w.c.
cuis., 550.000 F. (01) 92-06-82.

DANS SAINT-TROPEZ

Dans belle rés. près MER
14 STUDIO, cuis., salle d'eau,
w.c., ch., jardin.
200.000 F.
2^e ét., 4 chbrs, cuis., w.c.,
g. d'eau. P. 390.000 F.
Luxe, facile de Paris, proche
T. (1) 225-46-82 et (94) 97-47-00.

PRO. CONCARRAUL, école

DIRECT PLAGE
à vendre dans immeuble neuf
DUPELX T 3
Tél. (15-98) 96-55-37, soir ou
(16-98) 90-32-94, h. bur.

appartements

ACHATS

AGENCE DE L'ETOILE
rech. BEAUX APPTS PARIS
VILLAS BANLIEUE OUEST
pour SOCIÉTÉS
ÉTRANGÈRES ET DIPLOMATES
A VENDRE OU A LOUER
300-28-04

SAINT-PIERRE

RECHERCHE
TRES BEAUX APPARTS
CENTRE ET OUEST PARIS
563-11-88

28, RUE WASHINGTON, 8^e

Recherche 3 pces, excellent
état, min. 60 m², ch. am-
plifié et calme, dans 2^e, 6^e, 7^e,
14^e arrondissement.
Téléphone : 934-51-83.

locations

non meublées

offres

Paris

28, rue Rouvray, 2^e ét., 60 m²,
1 chbr, cuis., équip., bain, 4^e,
sac, part. 3.280 F. + chge.
Samedi, dimanche, 13/17 h.

Région parisienne

Près de Orléans, 96 km de

Paris, PAVILLON P6, style fer-
me, tout confort, chauffage,
élec., cuisine équipée, grand
soud-jardin (garage 3 voitures).
Loyer : 5.000 F mensuel. Tél.
(137) 48-99-62 après 19 h.

A LOUER EXCEPTIONNEL

VERNEUIL-SUR-SEINE
1 km gare, 30 m² St-Lazare
CAUDRY
Magnifiques villas neuves, 7 p.,
9 p., 230 m² habitables, cuis.,
salle à manger, grand linge
GRANDS TERRAINS
LACLOS
(sauf mardi et mercredi)
971-72-81 ou 774-86-48.

locations

non meublées

demandes

Paris

Recherche
1 studio ou chambre de bonne
loyer maximum
1.500 F.
Paris ou proche banlieue.
Téléphone : 742-28-06.

Pour Celles et Personnal. monde.
IMPORT. - STE INFORMATION
QUE MULTINATIONALE rech.
DIRECT. aut. P.aires des
appts tou. catégor. ou villes
Tél. : 504-48-21, porte 24.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES
villes, rev. très bon. Loyer
gr. : 10 000 F - 283-67-02.

Particulier cherche à louer
quartier OBERKAMPF - 2 ou 3 P.
Tél. : 285-83-15.

locations

meublées

demandes

Paris

Particulier cherche à louer
appartement UNESCO ch. pour
cours. durée, studio, cuis. et
ch. Tél. 508-91-01, apr. 20 h.

viagers

F. CRUZ. 266-19-00

bureaux

Locations

VOTRE BIEN SOCIAL
Constitution de sites et tous
services - Tél. : 355-17-50.

boutiques

Locations

PLACE MADELEINE

50 m² + sous-sol - loyer
mensuel : 20 000 F + caution
Tél. 723-30-40.

pavillons

A VISITER
Cours 5 pces, 70 m²
Pavillon de 1980 8/711 m²
Rd+ch, entr., cuis., équip., gd
pdc, w.c., gar. - 1^{er} ét. : pdc
4 ch., s.-bain, chauffage élect.
Prix : 800 000 F.
Appeler : GABRIEL VERNEUIL
Tél. : 919-21-27.

SOCIAL

LES ÉLECTIONS À LA SÉCURITÉ SOCIALE

MM. Chirac et Barre appellent à voter pour les syndicats modérés

Pour les élections à la Sécurité sociale, MM. Raymond Barre et Jacques Chirac, à leur tour, ont appelé à voter pour les syndicats dits « modérés ». Dans une interview au *Républicain* le 30 septembre, M. Barre soutient que la réforme, en donnant aux syndicats la majorité dans les conseils d'administration et le monopole des candidatures, présente « un risque grave » : « Laisser les conseils d'administration tomber aux mains des organisations syndicales hostiles à la médecine libérale conduirait à une politisation des problèmes. » Dans l'éditorial du mensuel *Ville de Paris*, M. Chirac souligne que les élections « auront un caractère politique ». « Nul doute, affirme-t-il, que les partis au pouvoir liés aux syndicats les plus politisés interpréteront un éventuel succès comme une approbation de la politique gouvernementale. »

Le maire de Paris a affirmé, d'autre part, que les erreurs dans les listes électorales « proviennent en fait des listes fournies par le ministère des affaires sociales ». L'Association des maires de France, créée le 29 septembre par M. Bérégovoy, a exprimé « ses craintes et son refus de se voir imputer les difficultés qui pourraient survenir lors des élections ».

Tandis que la Confédération des syndicats médicaux français a appelé ses adhérents à voter pour les syndicats favorables à la médecine libérale en général, la Fédération des médecins de France, plus explicitement, a invité à choisir les listes C.G.C., F.O. et C.F.T.C. Quant au Syndicat des médecins de groupe, il pose seulement la question : « Le refus du pluralisme des formes d'exercice est-il le meilleur moyen d'assurer l'avenir de la médecine libérale ? »

Des médecins conventionnés : « Une injustice »

Un cabinet de groupe, dans une maisonnette de l'avenue Jeanne d'Arc, à Argenteuil (Val-d'Oise). L'un des médecins, le docteur Patrice Fingerhut, moins de quarante ans, accepte de répondre « à titre personnel » à nos questions.

« Les grandes organisations de médecins lancent des consignes pour les prochaines élections aux conseils d'administration des caisses, appelant leurs adhérents à voter pour les syndicats favorables à la médecine libérale au, plus explicitement, pour la C.G.C., F.O. et la C.F.T.C. Suivez-vous ces consignes ? »

« Non... pour la bonne raison que je n'ai pas voté le 19 octobre ! Pourquoi ? Tout simplement parce que je trouve extrêmement choquant que seuls cinq syndicats de salariés figurent sur les listes de candidats, alors que ni les représentants du corps médical, ni ceux du corps hospitalier, ni les retraités — pour ne citer que ces catégories d'assurés —

ne peuvent être élus. Ce mode de désignation des administrateurs, au sujet duquel, soit dit en passant, nous n'avons pas été consultés, pêche donc par omission. Je ne vois pas comment des syndicats de salariés peuvent parler, par exemple, au nom de personnes âgées qui ne travaillent plus, parfois depuis très longtemps. Ce monopole syndical, je l'admets d'autant moins que la généralisation de la Sécurité sociale a ouvert le champ d'application à des non-salariés, entre autres aux médecins et aux auxiliaires médicaux conventionnés. Bref, tout le monde vote, mais seuls les syndicats de salariés ont le droit de déposer des candidatures. Il y a là une injustice.

« Il est vrai que certains médecins craignent la mainmise des syndicats « rouges » sur la Sécurité sociale et prophétisent la fin de la médecine libérale. Etes-vous de ceux-là ? »

« Pour ma part, je ne crois pas que même l'entrée en force de la C.G.T. et de la C.F.D.T. dans les conseils d'administration des caisses changerait grand-chose à leur gestion. Quant à l'avenir du système de santé, je ne le vois pas dans une élimination de la médecine et surtout du corps médical. Cela dit, si la chose se produisait, cela ne me ferait ni chaud ni froid sur le plan personnel, notamment financier : les médecins salariés ont bien d'autres avantages sociaux que les médecins libéraux ! Mais je reste favorable au système actuel parce que c'est, à mon avis, l'intérêt des malades. »

Un autre médecin généraliste, Mme Raymonde Jassaud, qui fait également partie d'un cabinet de groupe, rue d'Alsace, à Paris-14^e, n'est pas moins sévère à l'égard de l'organisation du scrutin du 19 octobre : « Dans le quatorzième arrondissement, beaucoup de jeunes médecins sont très « à gauche ». Moi-même, j'ai milité au Syndicat

des médecins généralistes de Paris et j'ai toujours voté socialiste. Mais cette fois-ci, pour la « Sécurité », je voterai blanc. D'abord parce que, malgré mes convictions progressistes — et même s'il est parfois malaisé pour une femme médecin de faire une vraie carrière dans la médecine libérale et de bénéficier d'une réelle protection sociale — je reste hostile, « du fond du cœur », à une médecine étatisée, super-hiérarchisée, où médecins aussi bien que malades seraient catalogués, catégorisés, désintégrés en tant qu'individus. Ensuite, parce que je trouve injuste que les assurés soient obligés de passer par des syndicats qui ne sont représentatifs ni du corps médical ni d'une bonne partie de la population. »

Et le docteur Raymonde Jassaud ajoute une réflexion quelque peu contradictoire avec ses options personnelles : « Si les gens étaient assez adultes, ils n'auraient pas besoin de syndicats. »

AFFAIRES

THOMSON, S'ASSOCIE AVEC L'AMÉRICAIN GENERAL INSTRUMENT DANS LA TÉLÉVISION PAR CÂBLE

Thomson-C.S.F. et le groupe américain General Instrument (G.I.) ont signé un accord de principe pour coopérer dans le domaine de la télévision par câble. Ils créeront deux filiales communes, l'une en France et l'autre aux États-Unis. General Instrument réalise un chiffre d'affaires de près de 1 milliard de dollars pour l'essentiel dans les matériels électroniques de vidéodistribution par câbles coaxiaux aux États-Unis. Thomson, qui fait partie des trois industriels encore en compétition pour fabriquer les équipements du câblage français, dispose de technologies de son partenaire et devrait lui fournir en échange quelques compétences en matière de câbles en fibres optiques. Ces activités de Thomson font partie de celles qui doivent passer sous la houlette de la C.G.E.

Il est pour le moins paradoxal de constater que les trois plus grands groupes français de télécommunications vont chercher leur technologie de câblage outre-Atlantique. Thomson signe avec G.I., C.G.E. a signé avec Times Fiber Corp. (avant d'être éliminé de la compétition pour « mauvaise proposition par les P.T.T. ») et le groupe privé SAT avec le même Times Fiber Corp. En revanche, la P.M.I. Veeco, pourtant moins aidée par l'État, développe seule des technologies bien françaises... — E.L.B.

PRÉCISION. — Le signataire de la lettre publiée dans le *Monde* daté 25-26 septembre, page 26, « A propos de l'Union des diamantaires », M. Gérard Gleize, est conciliateur auprès du tribunal d'instance de Salon dans le ressort de la cour d'appel d'Aix.

La fusion de la Compagnie française de l'azote et de la Sopag met un point final à la restructuration de l'industrie des engrais

La dernière phase de la restructuration de l'industrie française des engrais devrait pouvoir entrer bientôt dans les faits. La Compagnie française des pétroles (groupe Total) et le groupe Paribas ont en effet signé un projet d'accord réglant, dans ses grandes lignes, le sort de la Compagnie française de l'azote (Cofaz) et de la Sopag, qui, après fusion, devraient à terme constituer le second pôle du secteur. Comme prévu (le *Monde* du 10 septembre et du 14 octobre), la Cofaz et la Sopag devraient fusionner, constituant un ensemble de 4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires.

L'actionnariat du nouvel ensemble serait réparti de façon que Total, jusqu'ici actionnaire minoritaire de la Cofaz, avec un tiers du capital, devienne le principal actionnaire du nouveau groupe. En revanche, Paribas, qui détenait 66 % de la Cofaz, verrait sa participation réduite à environ 30 % du nouvel ensemble, Rhône-Poulenc, actionnaire principal de la Sopag, ne conservant que quelques pour cent.

L'accord, toutefois, ne pourra être finalisé que si certaines conditions, essentiellement financières, sont réalisées. En effet, le nouveau groupe, qui en 1982 totalisait quelque 340 millions de pertes cumulées, a besoin, pour reconstituer ses fonds propres et investir, d'un apport de fonds frais non négligeable. L'État a accepté d'apporter 400 millions de francs en deux ans (1983 et 1984) dans la corbeille, à condition que les actionnaires (Paribas et Total), fassent un effort de même ampleur.

Trois problèmes se posent. D'une part, la répartition de l'effort — ainsi consenti entre les deux partenaires, Total souhaitant un partage à 50/50. Il ne semble pas que cette question soit définitivement réglée.

LE M.R.A.P. et la République Sud-Africaine. — Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) dénonce dans un communiqué la présence de personnalités de la République Sud-Africaine (R.S.A.), et notamment du président de la chambre de commerce de Johannesburg, ainsi que de diplomates et d'un représentant de la banque française Indosuez nationalisée, à une journée d'information organisée le jeudi 29 septembre par la chambre de commerce de Paris. Alors que la France « condamne officiellement l'apartheid », le M.R.A.P. s'élève contre une réunion qui a pour but, selon lui, de « soutenir l'économie sud-africaine en difficulté ».

Lisez
Le Monde
classés et documents

Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans *Le Monde* la semaine écoulée.

Chaque semaine chez votre marchand de journaux, 6 F

Creusot-Loire envisage 4 500 licenciements

De 4 000 à 4 500 suppressions d'emploi pourraient être opérées chez Creusot-Loire avant même que n'interviennent les opérations de partage des sites sidérurgiques entre Usinor et Sacilor. C'est ce qu'a annoncé la direction du groupe au comité central d'entreprise le 29 septembre. Cette réunion a été l'occasion de faire, avec les syndicats, le point des négociations en cours pour tenter d'éviter le dépit de bilan.

Le volet sidérurgique se beurte actuellement à la volonté d'Usinor et de Sacilor d'obtenir le site de Pamiers. Sacilor en fait la condition de la reprise d'Imphy, su nom de la complémentarité, tandis qu'Usinor, qui s'estime la mieux placée sur les forges et la fonderie, voit l'occasion de restructurer la première transformation de l'acier sans conséquence brutale pour l'emploi. D'autre part, Creusot-Loire aurait quelque réticence à se défaire d'International Métal Service (société de commercialisation) et du laboratoire d'Usinor (sur le site d'Onandine), qui intéressent Usinor. Il se confirme enfin que le site de Montebanin sera fermé (480 emplois).

Le volet financier, négocié actuellement avec un pool bancaire qui a pour chef de file la Société générale, se heurterait toujours — pour les 2 milliards de francs qu'aurait emprunté Creusot-Loire — à la durée de ce prêt, aux taux d'intérêt et au nantissement éventuel de titres (de Framatome et de Neyrpic) pour garantir ce prêt.

Enfin, la cession d'une partie du capital détenu par Creusot-Loire dans Framatome est toujours négociée avec la C.E.A., qui pourrait accroître sa participation, comme avec la C.G.E., qui pourrait entrer dans le capital du constructeur de chaudières nucléaires. Reste à savoir si la C.G.E., qui pourrait craindre les critiques que soulèverait son appétit, dix jours après la signa-

ture de l'accord avec Thomson, ne négocie pas une entrée différée dans Framatome. « La question, avoue un haut fonctionnaire, n'est plus de savoir si la C.G.E. doit entrer dans Framatome, mais si elle doit le faire maintenant. » Pour ne pas donner d'armes aux adversaires de plus en plus nombreux de l'accord avec Thomson.

Le dénouement de ce dossier pourrait intervenir pendant le week-end.

B. D.

AGRICULTURE

Devant le Conseil international du lait

LES ÉTATS-UNIS S'OPPOSENT À UNE RÉOLUTION DE LA C.E.E.

La Communauté économique européenne a commencé de réagir contre les exportations américaines de produits laitiers à des prix subventionnés. Après la vente de 28 000 tonnes de beurre et de fromage par les États-Unis à l'Égypte à des prix que la C.E.E. estime inférieurs aux minima convenus, la C.E.E. a présenté, jeudi 29 septembre, devant le Conseil international des produits laitiers, l'un des départements de l'Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers (GATT), une résolution condamnant les États-Unis. Ceux-ci ont opposé leur veto et l'Égypte a voté contre. En revanche, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Argentine, trois pays exportateurs de denrées agricoles, se sont alignés sur la position communautaire. En fait, l'affaire est maintenant bloquée devant le conseil (des produits laitiers) qui ne dispose d'aucun mécanisme d'arbitrage. La C.E.E. pourrait déposer plainte, officiellement, devant la commission des subventions du GATT.

CHACUN MERCREDI
PRX. 6 F

Emplois Cadres

ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

L'HEBDOMADAIRE NATIONAL

DIRECTIONS

DIRECTEUR DES ETUDES ET DU DEVELOPPEMENT

DIRECTEUR DE LA LOGISTIQUE

DIRECTEUR COMMERCIAL

DIRECTEUR technique régional

+ SUISSE LA BONNE ADRESSE

HOTEL VICTORIA

100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. Chânes avec radio, TV, ligne téléph. direct. Service 24 h sur 24. Bar, et salles de conf. de 10 à 60 places. 46, av. de la Gare-Tél. 1941/21-20-57-71-Télex 28644

R. HAEERLI, PROPRIÉTAIRE

CETTE SEMAINE

SPÉCIALE SÉCURITÉ SOCIALE

avec un dossier exceptionnel aussi utile que la V.O. IMPÔTS :

LE GUIDE PRATIQUE DES ASSURÉS ET AYANTS DROIT

Demandez-le aux militants CGT ou chez votre dépositaire habituel.

Prix : 10 F

Le BHV spécialiste de l'éclairage halogène

Boutique "Perspectives" 2^e étage

Eclairage halogène et contemporain

BHV RIVOLI

si vos lignes sont trop souvent occupées vos clients risquent de faire appel ailleurs

Service de construction mécanique - 4 lignes - 50 personnes - 30 appels par jour ne leur parviennent pas.

Et souvent sans qu'ils le sachent. C'est un exemple parmi tant d'autres. Un nombre de lignes insuffisant, un standard mal adapté, une mauvaise distribution intérieure des postes, et votre installation ne peut recevoir tout le trafic destiné à votre entreprise. Il y a des embouteillages, vos affaires comme votre image peuvent en souffrir.

Des solutions existent, simples et rapides à mettre en œuvre. Appelez votre agence commerciale des Télécommunications en composant le 34. Un agent technico-commercial saura vous conseiller.

Pensez à ceux qui vous appellent Adaptez votre installation téléphonique à votre activité

AFFAIRES

De grands couturiers français ont recours de plus en plus à des façonniers étrangers affirme un petit industriel de l'Ouest

De notre correspondant

Nantes. - Six mille emplois menacés à très court terme dans le Pays de la Loire. C'est le cri d'alarme que vient de lancer le président-directeur général d'une petite manufacture de confection, M. André Renault, vice-président du Groupement national des façonniers français. Depuis le début de cette année, les grands couturiers français et les grandes marques

nationales ont recouru massivement au travail à façon à l'étranger, surtout dans des pays du Bassin méditerranéen et d'Asie. Les manufacturiers français qui travaillaient jusqu'à maintenant pour eux n'ont plus de commandes.

Dans le Pays de la Loire, une centaine d'entreprises sont touchées, particulièrement

dans le « Choletais », le nord de la Vendée et le sud de la Loire-Atlantique. Il s'agit de petites sociétés employant moins d'une centaine de personnes, en général disséminées dans le secteur rural, une par commune souvent, où elles constituent la seule possibilité d'emploi féminin. Il y a déjà eu des licenciements et le chômage technique se multiplie.

Le gagne-pain de « mes » quatre-vingt-dix filles

« Le ministre de l'Industrie et de la recherche semble beaucoup plus attiré par la bureaucratie et l'informatique que par le prêt-à-porter et le textile, qui emploient pourtant cinq cent cinquante mille personnes en France. Je suis bien d'accord pour former les jeunes aux techniques nouvelles, mais c'est criminel de laisser tomber pour autant une activité qui emploie autant de monde alors que le chômage fait rage », M. Renault enrage contre M. Fabius. Il lui a écrit deux fois pour lui exposer la gravité de la situation. On n'a même pas accusé réception de son courrier. Le syndicat C.F.D.T. - lui - a en cette

chance. M. Renault l'avait alerté - bien qu'il n'y ait pas de section dans son entreprise - pour tenter par ce moyen détourné de toucher le gouvernement.

Dans ce petit monde des manufacturiers en confection, M. Renault n'est pas un patron comme les autres. Il parle et dit bien haut ce que les autres se contentent de penser tout bas pour éviter les représailles des donneurs d'ordres, les grands couturiers et les marques qui ne leur passent plus que de petites commandes. De tout petits lots à fabriquer très vite pour amorcer la saison dans les vitrines, en attendant que les gros colis aient le temps d'arriver d'Asie ou de Tunisie. Les chiffres publiés cet été par la Fédération française du prêt-à-porter sont éloquentes : « Après l'accalmie de 1982, le recours au travail à façon à l'étranger a connu un nouvel essor au premier trimestre de 1983 : 55,6 % en valeur, 46 % en volume. Le retournement le plus spectaculaire s'observe en Tunisie, dont les fournitures à façon augmentent de 220 %... ». Le Portugal, la Grèce et l'Italie sont aussi citées dans ce rapport, avec des progressions spectaculaires.

Une décision politique

« Je ne cours pas après le profit, explique M. Renault. A soixante-trois ans, et avec le cancer de la gorge que j'ai eu, je pourrais prendre ma retraite. Je défends seulement le gagne-pain de « mes » quatre-vingt-dix filles. Si je ferme,

ça ne fera pas de bruit mais elles ne trouveront pas d'autre travail ici », précise-t-il. Il s'est installé à Legé (Loire-Atlantique), en 1978, dans la petite usine relais de la commune. Tout de suite les commandes ont afflué. Alors il a agrandi et embauché. Il travaillait pour huit grands couturiers parisiens. Sa spécialité, l'assemblage des jupes « haut de gamme ». Du beau travail.

A la rentrée des vacances dernières, André Renault a dû mettre trente et une ouvrières en chômage technique. Il n'y aura pas de travail pour les autres jusqu'à la fin de l'année. Son dernier espoir vient de s'envoler.

Il était sur le point de traiter avec la marque anglaise Burberry. Ses échantillons avaient été acceptés, ses tarifs aussi. Mais le P.-D.G. bri-

tannique s'est récusé au dernier moment en s'excusant. M. Renault a cherché à comprendre : M. Thatcher a-t-elle simplement refusé l'autorisation d'exporter le travail ? Vous voyez bien qu'il s'agit de décision politique », dit le P.-D.G. M. Renault attend la même fermeté du gouvernement français.

J.-C. MURGALÉ.

L'État cherche à redéfinir ses choix pour le groupe Boussac

M. Dominique de La Martinière, encore pour le moment président de l'Institut de développement industriel (IDI), n'a pas assisté au dernier conseil d'administration de la compagnie Boussac-Saint Frères (C.B.-S.F.) au début du mois de septembre. Il a fait savoir qu'il ne siégerait plus désormais à ce conseil. Dès le mois de juillet, il avait adressé aux deux ministres tutelles de l'Institut (1) une lettre de démission de ses responsabilités de président.

M. de La Martinière avait ainsi tiré les conclusions qu'il ne lui était plus possible de participer à l'administration de la C.B.-S.F. - en responsable financier et industriel - après qu'il eut reçu l'ordre des pouvoirs publics, en juin dernier, de ratifier l'accord intervenu entre la C.B.-S.F. et MM. Willot (la Monde des 14, 15 juillet et 5 août).

Dans sa lettre de démission, M. de La Martinière paraît avoir souhaité être déchargé officiellement de ses responsabilités pour la fin de l'année au plus tard, le temps pour les pouvoirs publics d'aménager son départ et de désigner son successeur, ce qu'ils n'ont toujours pas fait, semble-t-il. Ils n'ont pas non plus, au reste, répondu à sa lettre de démission proprement dite. Ce « silence » de la puissance publique reflète son indécision, non sans doute sur la personnalité qui pourrait succéder à M. de La Martinière à la tête de l'IDI mais bien plutôt sur son engagement éventuel de politique dans le groupe Boussac, l'Institut étant de fait majoritaire dans la C.B.-S.F.

Sans plus attendre, M. de La Martinière pourrait remettre offi-

ciellement ses pouvoirs d'administrateur de l'IDI lors du prochain conseil de l'Institut, le 9 novembre prochain.

De fait, l'accord passé entre la Compagnie et MM. Willot, le climat n'a pas été totalement pacifié. Ainsi, lors du dernier conseil de la C.B.-S.F. (au début de septembre), deux administrateurs représentant l'IDI ont démissionné : MM. Guy de Massacré et Jean-Pierre Lacour. Le second a réitéré ses fonctions pour des raisons personnelles ; le premier, pour des motifs proches de ceux qui ont guidé l'attitude de M. de La Martinière. En juin dernier déjà, un autre administrateur représentant l'IDI avait renoncé à ses fonctions : M. Jean-Paul Elkann, - par ailleurs directeur général de Dior.

Des rapprochements d'entreprises

Dans l'immédiat, il paraît aujourd'hui que le gouvernement veuille mieux « cerner » l'effort qu'il devrait faire en faveur de la Compagnie.

Le plan d'investissement de celle-ci, tel qu'il a été présenté au début de l'année (374 millions de francs) ne serait pas assez sélectif quant aux branches qui en seraient bénéficiaires. Un audit externe aurait été demandé par la Rue de Rivoli. La recherche de partenaires - nationaux ou étrangers - a-t-elle été suffisamment menée ?

Or des rapprochements seraient l'une des conditions, semble-t-il, qui permettraient à certaines productions de Boussac de « bien s'en tirer ».

Dans le secteur du linge de maison, par exemple, ne conviendrait-il pas, avance-t-on, de tenter de rapprocher Boussac de D.M.C., un autre grand du textile ? Ces deux entreprises ont de trop nombreuses usines, si l'on vise la rentabilité des productions. Mais de tels « mariages » auraient pour conséquence la fermeture de certaines usines, et donc des licenciements.

D'autre part, il est très difficile pour l'heure, faite d'un outil convenable de saisie des données, de connaître avec clarté, et rapidement, le volume des pertes (ou des bénéfices, pourquoi les exclure ?) enregistrées au cours des derniers trimestres par la C.B.-S.F. Toutefois, les pouvoirs publics viennent d'autoriser, avec un décalage de deux mois, la mise en place d'un prêt participatif de 60 millions de francs attribué à la C.B.-S.F. Il y a plusieurs mois. La puissance publique avait préalablement - ce qui est la règle - voulu vérifier qu'il n'y avait pas, dans le groupe, de « dérapage » de trésorerie. Il ne devrait pas y avoir d'accident cette année, dit-on.

Enfin, certains observateurs n'excluent pas l'éventualité d'une remise en cause, pour des raisons juridiques, de l'accord - béni par les pouvoirs publics - intervenu en juin dernier entre les dirigeants de la Compagnie et MM. Willot. Ce serait alors un « bien gros pépin ».

ALPHONSE THÉLIER.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA PÊCHE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES TRANSPORTS FERROVIAIRES

AVIS DE PRÉSELECTION POUR L'ÉTUDE D'UNE LIAISON FERROVIAIRE

La Société Nationale des Transports Ferroviaires (S.N.T.F.) se propose de lancer l'étude de faisabilité d'une ligne de chemin de fer reliant le nord à l'extrême sud du pays (longueur 2 000 km)

Les consultants intéressés par la réalisation de cette étude sont priés de faire parvenir leurs références, dans un délai de 60 jours à compter de la parution de cet avis dans la presse, à l'adresse suivante :

Société Nationale des Transports Ferroviaires (S.N.T.F.)
Direction générale
21-23, boulevard Mohamed-V - ALGER

alger 101520

AUTOMOBILE

MONNAIES

LA NOUVELLE RÉORGANISATION DE L'ÉTAT-MAJOR DE P.S.A.

M. Calvet va cumuler les présidences de Peugeot et de Citroën

Le conseil de surveillance du groupe Peugeot S.A. doit, sous la présidence de M. Roland Peugeot, confirmer, le 30 septembre, une réorganisation de la direction du groupe automobile français. M. Jacques Calvet, qui présidait déjà Automobiles Peugeot - les marques Peugeot et Talbot - va prendre également, à compter du 1^{er} octobre, la présidence du directoire d'Automobiles Citroën. Il quitterait, en revanche, le directoire du groupe P.S.A. - qui confie les deux firmes automobiles, - qui ne compterait plus que trois membres : M. Jean-Paul Parayre, le président du groupe, M. Pierre Peugeot, le représentant de l'actionnaire principal, et M. Jean Baratte, qui s'efface de la présidence de Citroën.

Il ne s'agit pas d'une réorganisation structurelle, mais, laisse-t-on entendre, d'une meilleure utilisation des compétences et d'une optimisation de la gestion des activités communes aux deux sociétés. Mais, alors que depuis des mois les milieux automobiles brossaient des divergences entre MM. Parayre et Calvet sur les méthodes, sinon sur la stratégie (le Monde du 19 août), on peut difficilement ne pas voir - même si les divergences semblent aplanies - un partage des tâches plus strict entre les deux hommes, afin d'éviter un éventuel combat de chefs que ne peut pas s'offrir Peugeot. A. M. Jacques Calvet, donc, l'administration, la gestion quotidienne des deux firmes automobiles, à M. Parayre la stratégie, les activités communes à moyen et à long terme (organes communs, gamme).

Ce remaniement marque aussi la volonté des actionnaires de tout faire

pour que le groupe retrouve sa santé financière. Car, malgré de bonnes nouvelles, comme le retour à l'équilibre pour la première fois de la filiale britannique, le très bon accueil aux nouveaux produits ou le redressement des ventes sur le marché français (+ 7,2 % sur huit mois pour Automobiles Peugeot, malgré le déclin de Talbot, et + 2,8 % pour Citroën, quand Renault est à - 9,4 %), les pertes continuent de s'accumuler. Pour la maison d'analystes financiers Dextro, celles-ci devraient être de 500 millions de francs en 1983, mais des prévisions plus pessimistes - et les pessimistes ont rarement eu tort ces dernières années - font état de pertes à peine inférieures à celles de 1982, ce qui porterait le déficit cumulé du groupe en quatre ans à plus de 7 milliards de francs. Une hémorragie insupportable.

M. Jacques Calvet a pour lui, outre la confiance des banquiers, ce qui n'est pas sans importance quand on leur doit tant d'argent, l'habitude d'une gestion rigoureuse. C'est cela qui l'a amené à chercher à réduire les effectifs d'Automobiles Peugeot de 7 371 emplois. Un dossier sur lequel le gouvernement devrait se prononcer vers le 12 octobre, après que MM. Fabius et Bérégovoy auront entendu à plusieurs reprises M. Prada, l'expert nommé par eux au mois d'août. Mais il ne fait guère de doute que ces suppressions d'emplois seront autorisées sous certaines conditions (elles seraient notamment effectuées par tranches).

M. Calvet en profitera-t-il pour sortir le dossier des suppressions d'emplois chez Citroën ? Il est prêt, nul n'en doute, et, si la direction ne l'a pas présenté au début de l'été, c'est parce que celui-ci est indéniablement structurel : fermeture de l'usine de Levallois, qui compte près de 2 500 ouvriers dont trois quarts d'immigrés, et transfert à Vigo, en Espagne, de la fabrication de la 2 CV, réduction d'activité à Nanterre, Asnières et Cléhy, suppression d'un sureffectif estimé par la direction à 1 500 emplois : la compression des effectifs dans l'automobile est loin d'être achevée, bien que P.S.A. ait déjà supprimé 65 000 emplois ces trois dernières années.

Une aide publique ?

M. Parayre, en restant à la tête du directoire du groupe P.S.A., peut se targuer du succès des nouveaux modèles lancés cette année. Il peut aussi rester l'interlocuteur des pouvoirs publics - avec lesquels il a les meilleurs rapports - à un moment où l'intervention financière de l'Etat apparaît sous une forme ou sous une autre presque inéluctable, même si la famille Peugeot n'y est guère favorable.

Mais un tel partage des tâches est-il durable ? Un homme comme M. Calvet, ancien président de la B.N.P., entré il y a tout juste un an chez Peugeot, pourra-t-il se satisfaire longtemps de la gestion quotidienne sans intervenir sur la stratégie, non plus que sur les arbitrages financiers, qui sont censés rester au niveau de la société holding ? On peut peut-être en douter. En outre,

au-delà des questions d'hommes, il sera sans doute plus difficile aux deux firmes de faire apparaître leur autonomie l'une par rapport à l'autre. Même si l'on parle de « maintien du mode de fonctionnement », de respect de « la personnalité et de l'originalité » des deux sociétés qui composent le groupe. Et si autour de M. Calvet demeurent MM. Lombard comme vice-président et Karcher et Ravonel comme directeur généraux, les dirigeants de Citroën ne pourront pas ne pas ressentir la nomination de M. Jacques Calvet à la place de M. Baratte comme une sanction du lancement peu réussi de la BX (mise sur le marché prématurément pour le Salon, et qui n'a pu de ce fait répondre à la demande au cours des premiers mois) et de déclarations malheureuses de ces mêmes dirigeants sur la qualité des voitures lors de la grève d'Aulnay, à la fin de 1982.

Jusqu'à présent, depuis la prise de contrôle de Citroën, Peugeot a certes mis des hommes à lui à la tête de la firme à chevrons. Mais, comme le disait M. Georges Taylor, le premier des « parachutés » en décembre 1974, « j'espère ne pas passer pour l'homme de Peugeot chez Citroën mais comme celui de Citroën dans le groupe Peugeot ». Or, avec la double casquette, M. Calvet ne pourra pas ne pas apparaître comme l'homme de Peugeot chez Citroën. La fusion des marques Peugeot et Talbot a été un catastrophe pour que l'on voie dans ce remaniement un premier pas vers un rapprochement entre les deux sociétés qui composent P.S.A. Mais cette moindre autonomie de Citroën par rapport au groupe n'est pas sans risque.

BRUNO DETHOMAS.

Le Fonds monétaire en première ligne

De notre envoyé spécial

Washington. — Tout ce qu'il pouvait raisonnablement attendre de l'assemblée générale du Fonds monétaire et des discussions auxquelles cette réunion a donné lieu, M. Jacques de Larosière, directeur général de cette institution, l'a obtenu. Il reste à savoir si les milieux financiers internationaux seront durablement impressionnés par le dispositif mis en place, même dans l'hypothèse la plus favorable qui est celle où le Congrès approuvera la contribution américaine à l'augmentation des ressources du Fonds, sans poser des conditions qui rendraient extrêmement difficile le fonctionnement normal de celui-ci.

Les décisions et les engagements pris, tant en ce qui concerne l'accès aux ressources du F.M.I. par les pays en mal de paiements qu'en ce qui concerne l'accroissement de ces ressources, devraient permettre le financement d'autres opérations de sauvetage du type Brésil ou Mexique (le Nigéria, la Zaire, la Yougoslavie, le Venezuela, le Portugal, Haïti, sont déjà sur une liste d'attente qui s'allonge tous les mois), mais on ne colmate des brèches béantes qu'en risquant d'en ouvrir une autre : les négociations qui viennent d'avoir lieu ont fait apparaître une nouvelle cause, potentiellement très grave, de fragilité pour le système monétaire international.

Lors de la réunion, lundi 3 octobre, du conseil d'administration du F.M.I., le directeur général va sans doute renoncer à proposer une suspension des négociations en cours pour l'obtention de certains nouveaux prêts. Les assurances qu'il vient de recevoir lui permettent de penser qu'il pourra disposer des fonds dont il aura besoin pour satisfaire les demandes de crédits. Après l'engagement irrévocable pris par le président Reagan devant l'assemblée générale d'user de toute son autorité pour persuader le Congrès de voter le projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part des États-Unis, et leur participation aux accords généraux d'emprunts,

l'adoption des textes dans des délais rapides paraît probable. Les autres principaux bailleurs de fonds que sont les pays d'Europe occidentale et le Japon n'attendent que la ratification américaine pour apporter la leur.

Sous forme de versements des pays membres et de possibilités d'emprunts, le F.M.I. devrait, d'ici le milieu de l'an prochain, voir sa situation financière se reconstruire. Elle est actuellement très serrée. D'ici la fin de 1983, on prévoit que le total des engagements sera tout juste couvert par ce qui restera de ressources encore disponibles. Quant à la trésorerie, elle n'est pas loin d'être épuisée : on calcule qu'elle ne dépassera pas, sans apports nouveaux, le F.M.I. n'aurait plus que 8 milliards de dollars, alors que les pays membres sont en droit à tout moment et sans préavis de disposer du quart du montant de leurs quotes-parts respectives (le total des quotes-parts est actuellement de 62 milliards de dollars).

C'est pourquoi la direction générale du F.M.I. est si désireuse d'emprunter dans les semaines à venir 8 milliards de dollars, dont la moitié doit provenir de l'Arabie Saoudite, qui a déjà donné son accord et condition que les pays européens et le Japon fournissent un montant équivalent, autre résultat des réunions de Washington : M. De Larosière a pratiquement reçu la promesse d'obtenir ces trois autres milliards.

Cependant, la décision a été prise de maintenir les procédures d'accès élargi aux ressources du Fonds. Si, comme on peut le penser, un grand nombre de pays demandant à profiter de ces facilités, le Fonds aura épuisé avant deux ans les ressources nouvelles, propres et empruntées, qu'il espérait recevoir. Le monde risque alors de éompter un emprunteur de plus menacé par une crise de liquidités : ce sera la Fonds monétaire lui-même.

PAUL FABRA.

CONJONCTURE

Bonne tenue des firmes françaises à l'exportation

La consommation de produits manufacturés continue de diminuer

La consommation des ménages en produits industriels a - selon l'INSEE - diminué de 1,3 % en juillet-août par rapport à juin, mois qui avait marqué une reprise (1). Par rapport à la même période de l'année dernière (juillet-août 1982), la baisse est de 2,8 % en volume. La tendance à la baisse de la consommation de produits industriels, apparue à la fin de l'année dernière, continue donc (2) au rythme annuel de 9 % (- 4,5 % au premier semestre 1983).

Une enquête effectuée en septembre par l'INSEE, dans le commerce de détail, fait apparaître un climat morose, voire franchement mauvais dans certains secteurs. « La tendance à la baisse des ventes à un rythme lent, que l'on observe depuis la mi-1982, s'est poursuivie en juillet-août (...) Les détaillants continuent de juger leurs stocks plutôt excessifs notamment dans l'habillement. Le climat qui règne dans la profession et l'évolution récente de la demande les incitent à se montrer extrêmement prudents pour leur approvisionnement. Début septembre, leurs intentions de commande se situent à un minimum absolu depuis l'origine de l'enquête », (c'est-à-dire depuis une vingtaine d'années).

Pour ce qui est de leur trésorerie, les entreprises parlent de tensions croissantes et font état, écrit l'INSEE, « d'une situation anormalement dégradée ».

Les hausses de prix se sont ralenties d'août à août et devraient rester modérées au cours des prochains mois (les prévisions des commerçants sont les plus basses depuis cinq ans, hors période de blocage).

Enfin, d'après l'enquête mensuelle menée en septembre auprès des chefs d'entreprises industrielles, « la situation conjoncturelle reste peu favorable. En particulier, elle se dégrade très sensiblement dans l'automobile ».

« Les stocks de produits finis se sont un peu allégés surtout dans les biens d'équipement professionnel, écrit l'INSEE. Les carnets de commandes se dégrèment depuis le début de l'année et le redressement de leur composition étrangère, observé en juillet, ne s'est pas confirmé. Globalement, la production industrielle devrait encore baisser au cours des prochains mois, sensiblement à cause de l'automobile. Les industriels sont toutefois un peu moins pessimistes quant aux perspectives générales d'activité ».

« La croissance des prix à la production devrait rester modérée », conclut l'INSEE.

(1) L'indice calculé par l'INSEE comprend notamment l'automobile, l'électroménager, l'ameublement, le textile, le cuir, la quincaillerie, la droguerie, la papeterie, la librairie-papeterie, la télévision et les appareils électroacoustiques (hifi...), le pneu, le petit entretien du logement, etc.

(2) Globalement, la consommation de ménages se maintient (+ 0,8 % prévu pour cette année dans le compte économique annexé à la loi de finances de 1984), grâce à la demande de « services » qui, elle, continue de progresser.

Stimulée par une accélération des exportations (+ 14,4 %) et par une demande intérieure, qui est demeurée satisfaisante - bien qu'en très légère baisse (0,2 %) par rapport à juillet-août 1982 - la production d'automobiles a progressé de 12,1 % en France au cours de ces deux mois d'été : 305 119 véhicules ont ainsi été produits et 197 294 exportés, contre respectivement 272 113 et 172 486 l'an passé à la même époque.

Les résultats définitifs des immatriculations sur le marché national confirment les résultats provisoires. Sur les 1 319 735 véhicules immatriculés depuis le début de l'année, dont 277 056 en juillet-août, les étrangers représentent 32,7 % (contre 30,6 % pour les huit premiers mois de 1982). Peugeot S.A. (les marques Peugeot, Talbot et Citroën) est au même niveau, en léger progrès (+ 1,5 %), tandis que Renault perd quatre points à 34,5 %.

En revanche, la Régie a accru tout à la fois sa production et ses exportations (+ 26,4 %). A l'exportation toujours, sur huit mois, Citroën progresse légèrement (+ 5,5 %), tandis que Peugeot recule de 11,7 % et Talbot de 21,5 %. Il faut noter, toutefois, que, avec le lancement sur les marchés européens de la 205, les exportations de Peugeot ont fortement augmenté en juillet-août.

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF Au 22-9-1983

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER 376 919

dont : 280 740

Dispositifs à vue à l'étranger 27 289

ECU 74 820

Avances au Fonds de stabilisation des changes 14 009

2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 12 002

dont : 5 760

Concours au Trésor public 210 284

3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMANÈGE 84 916

Effets escomptés 74 263

4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECOURS DU FÉCOM 6 897

5) DIVERS 886 377

TOTAL 886 377

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + hour	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-IL	8,0010	+ 180	+ 385	+ 1040
Scm	6,4925	+ 160	+ 340	+ 910
Yen (100)	3,3875	+ 150	+ 310	+ 730
DM	3,0340	+ 165	+ 340	+ 840
Flote	2,7140	+ 140	+ 290	+ 810
F.R. (100)	14,9440	+ 280	+ 325	+ 765
F.S.	3,7680	+ 240	+ 540	+ 1490
L. (1 000)	5,0000	- 230	- 465	- 1375
£	11,9500	+ 250	+ 575	+ 1690

Taux des Euro-Monnaies

	9 1/4	9 5/8	9 1/4	9 5/8	9 5/16	9 11/16	9 9/16	9 15/16
SE-IL	5 1/16	5 11/16	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 7/8	5 3/4	6 1/8
DM	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	6	6 5/16	6 1/8	6 1/2
Flote	8	9	8	9	9	9 1/2	9 1/2	10 1/2
F.R. (100)	1 1/8	7/8	3 3/4	4 1/8	7/8	4 1/4	4 1/4	4 5/8
L. (1 000)	16	17	16 1/2	17 1/2	17	18	18	19
£	9 5/8	10 1/8	12 1/2	13	13	13 3/4	14 1/2	16 1/4
F. (100)	12	12 5/8	12 1/2	13	13	13 3/4	14 1/2	16 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

COMMUNAUTE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (C.E.A.O.)

UN PROGRAMME D'HYDRAULIQUE VILLAGEOISE EN RÉPUBLIQUE DU MALI (1^{re} tranche)

Financement par la Caisse Centrale de Coopération Économique

OBJET : Fourniture et installation de 170 pompes à motricité humaine. Formation d'artisans locaux et réparateurs villageois. Mise en place d'un circuit de commercialisation avec dépôt de pièces détachées.

LIEU D'EXÉCUTION : Régions de KAYES (Cercles de Kayes, Yelimane, Niono et Diéma) et de KOULIKORO (Cercles de Banamba et Nara).

DÉLAI D'EXÉCUTION : 10 mois environ, de mars 1984 à avril 1985.

La participation est ouverte à tous les ressortissants de la zone Franc.

Les soumissions devront parvenir par pli recommandé avec accusé de réception ou être remis contre récépissé à Monsieur le Secrétaire Général de la CEAO BP 643 Ouagadougou - HAUTE-VOLTA, au plus tard le 31 octobre 1983 avant 17 h 30, heure locale.

L'ouverture des plis aura lieu à Bamako le 4 novembre 1983.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être obtenus contre paiement de 50 000 FM :

- en Afrique à la CEAO BP 643 Ouagadougou - HAUTE-VOLTA.
- en France au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) A.G.E., BP 6009 - 45060 ORLÉANS-CEDEX.

LE DOLLAR A 8,01 F

Le dollar a faibli à nouveau en fin de semaine, revenant à 8,01 F à Paris contre 8,03 F jeudi, à 2,6375 DM à Francfort, contre 2,6460 DM, et à 236 yens contre 237,50 yens à Tokyo. Selon les milieux financiers internationaux, l'annonce d'énormes excédents pour la balance commerciale et la balance des paiements de Japon, contrastant avec l'aggravation du déficit commercial des États-Unis, a contribué à déprimer le « billet vert ».

Le mark a consolidé son avance à Paris aux alentours de 3,0340 F.

Nominations

- M. GILBERT GUEZ, quarante-neuf ans, a été nommé directeur de la division du matériel agricole de Renault. Il succède à M. Denis Bergeret et était auparavant directeur général commercial de Renault-Véhicules industriels depuis 1978. M. Gilbert Guez était entré chez Renault en 1958.
- M. JEAN PINCHON, cinquante-sept ans, va succéder à M. Pierre Perromat à la présidence de l'INAO (Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie). M. Pinchon, qui a une longue carrière dans les cabinets de MM. Baumgartner, Giacard d'Estaing et Edgar Faure, est directeur de la société Louis Dreyfus depuis 1970. Il était aussi président du Bureau national interprofessionnel des cavendous et eaux-de-vie.
- M. CHRISTIAN LOBUT, soixante-quatre ans, préfet honoraire, président de Saint-Raphaël, succède à H. Henn Lejeune à la présidence du Conseil national des vins aromatisés (C.N.V.A.), qui regroupe les élaborateurs de vermouth et apéritifs à base de vins.

VOS BUREAUX INSTALLÉS EN 48 HEURES

La lenteur coûte cher... Vous créez votre société, ou vous voulez rénover son image. Vous avez donc besoin de bureaux. Un besoin urgent. Dans la plupart des cas, vous allez les attendre trois semaines qui se transformeront parfois en trois mois. Ne perdez pas une seconde. Appelez le

225 44 04

Mobilier et Sièges

PRÉSENT AU SICOB NIVEAU 1 ZONE AF - STAND 1152

ÉTRANGER

EN ITALIE

Le projet de budget pour 1984 prévoit d'importantes réductions des dépenses sociales

Rome. - Le conseil des ministres a laborieusement adopté, jeudi 29 septembre, le projet de loi de finances 1984, qui fixe la politique économique du gouvernement. L'austérité, et notamment une diminution de 40 000 milliards de lire du déficit budgétaire, est à l'ordre du jour. Mais, comme le souligne le quotidien économique *Sole 24 Ore*, encore faut-il que la rigueur soit acceptée par le Parlement. Or les tentatives de gouvernements précédents, et en particulier de celui de M. Spadolini, démontrent que l'hostilité des syndicats et la fronde parlementaire peuvent rendre inefficaces les programmes économiques prévus des meilleures intentions.

En fait, parallèlement à l'élaboration de la loi financière, le gouvernement a mis au point une réforme du règlement de la Chambre des députés qui constitue un premier pas vers une efficacité plus grande des procédures.

On peut mettre à l'actif du nouveau président du conseil une analyse courageuse de la situation économique de l'Italie. Non seulement

(De notre correspondant)

Il a conscience des difficultés, mais il ne cherche pas à les cacher à l'opinion publique. Devant une assemblée de parlementaires socialistes réunis à Trévise, M. Craxi avait, mercredi, souligné que l'endettement de l'État atteindra cette année 420 000 milliards de lire et dépassera les 500 000 milliards en 1985. Pour le nouveau président du conseil, on ne peut espérer remédier à la situation avant trois ans d'efforts. Ceux-ci devront être concentrés sur la lutte contre l'évasion fiscale et sur la création de nouveaux emplois.

C'est dans ces deux directions, et sur le thème de la « rigueur dans l'équité » que les ministres ont arrêté les mesures contenues dans la loi financière de 1984. Celle-ci prévoit un déficit budgétaire de 90 000 milliards de lire, ce qui implique à la fin une diminution des dépenses et une augmentation des rentrées de l'ordre de 40 000 milliards (le déficit s'orientant vers une somme de 120 000 à 130 000 milliards et représentant 15 % du P.N.B.).

Contre la fraude fiscale

L'objectif de croissance a été fixé à 2 %. Quant à l'inflation, elle ne devra pas dépasser les 10 %. Si, dans la loi financière, n'a pas été abordée la question de l'échelle mobile des salaires, la plupart des économistes estiment cependant que le plafond de l'inflation ne pourra être respecté qu'au prix d'une action sur l'indexation des salaires.

En ce qui concerne la réduction des dépenses, la loi financière prévoit une diminution graduelle des allocations familiales en fonction du revenu annuel (à partir du seuil des 28 millions de lire). Pour les retraites, elles progresseront en fonction d'une augmentation du coût de la vie modulée selon leur montant. Est également prévue une réforme du système de prévoyance sociale et, en matière de santé, l'élimination progressive de l'assistance sanitaire en fonction des revenus. Ces différentes mesures conjuguées à d'autres concernant l'enseignement et la défense devraient permettre une diminution des dépenses de l'ordre de 30 000 milliards de lire, mais suscitant déjà de vives protestations au sein de la majorité.

En ce qui concerne les rentrées, les premières mesures, dont on espère obtenir 10 000 milliards de lire, ont trait à la fraude fiscale : le ministre du budget, M. Longo, a proposé de renforcer les sanctions pénales et d'obliger le contribuable à déclarer également ses revenus non imposables (par exemple les intérêts des bons du Trésor). Devient, d'autre part, permanent et non plus exceptionnel un impôt de 8 % sur les automobiles. Une augmentation des produits énergétiques (à l'exception de l'essence) a également été adoptée. La loi financière prévoit, en outre, un renforcement des sanctions et des amendes en matière de constructions abusives. Enfin doit entrer en vigueur une augmentation de 25 % à 30 % des impôts sur les intérêts des dépôts bancaires.

PHILIPPE PONS.

En R.F.A.

HAUSSE DES PRIX EN SEPTEMBRE : + 0,2 %

Les prix en R.F.A. ont augmenté de 0,2 % en septembre par rapport à août, selon des données provisoires. Ils avaient augmenté de 0,3 % en août (par rapport à juillet).

En un an (septembre 1983 comparé à septembre 1982), les prix de détail ont augmenté de 2,9 %.

ESPAGNE

■ Hausse des prix. - L'indice des prix à la consommation (I.P.C.) a augmenté de 1,3 % en août dernier, portant à 7 % la hausse des prix pour les huit premiers mois de l'année, et à 11 % de hausse pour les douze derniers mois. Par secteurs, les hausses les plus importantes ont été enregistrées sur l'alimentation, les boissons et le logement.

GRANDE-BRETAGNE

■ Augmentation du chômage. - Le chômage s'est de nouveau aggravé en Grande-Bretagne, après l'augmentation d'août, touchant à la date du 8 septembre 2 953 100 personnes, soit 12 200 de plus qu'à la mi-août. Ces chiffres corrigés des variations saisonnières représentent 12,4 % de la population active.

En données brutes le nombre des chômeurs atteignait le 8 septembre 3 167 400, soit 13,3 % de la population active (+ 157 493 en un mois). L'aggravation du chômage s'explique par le fait que 102 515 jeunes gens qui ont fini leurs études cette année n'ont pu s'inscrire comme chômeurs qu'à partir de septembre. Par ailleurs, le nombre des chômeurs adultes a augmenté de 55 017. Cette augmentation serait encore plus forte sans les nouvelles dispositions qui prévoient qu'à partir de soixante ans on ne compte plus aux bureaux de chômage.

ÉNERGIE

Vers une augmentation des rabais autorisés sur l'essence ?

La « guerre des rabais » sur l'essence, qui, depuis l'été, oppose les grandes surfaces aux groupes pétroliers et aux distributeurs de marque (pompistes) connaît-elle un dénouement prochain ? Après la « table ronde », tenue au début du mois, sous l'égide des pouvoirs publics, réunissant l'ensemble des professionnels concernés (pétroliers, distributeurs, syndicats et organisations de consommateurs), le ministère des finances a engagé des consultations bilatérales avec chacune des parties prenantes.

À la suite d'une réunion, jeudi 23 septembre, avec l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (U.C.S.I.P.), l'administration des finances a annoncé son intention de proposer au gouvernement une augmentation des rabais maximum autorisés sur l'essence. De 9 centimes par litre pour l'essence ordinaire et 10 centimes par litre pour le super, les rabais maximum pourraient être portés à 15 voire 20 centimes par litre. En outre, des mesures seraient proposées pour améliorer la transparence du marché : les primes diverses (primes de site, de conjonction, ou primes commerciales) consenties jusqu'ici par les compagnies à leurs clients devraient être incluses dans les conditions générales des contrats. La publicité des prix sur les lieux de vente

des carburants serait autorisée. Enfin, les détaillants pourraient désormais augmenter leur prix de vente aussitôt que leurs fournisseurs (les compagnies de raffinage) seraient autorisées à majorer le prix sortant de raffinerie, alors que jusqu'ici un certain délai s'écoulait entre les deux hausses, pour tenir compte de l'effet des stocks. La direction des prix doit poursuivre ce vendredi 24 septembre ses consultations avec toutes les parties intéressées. Plusieurs autres mesures pourraient être envisagées, notamment une revalorisation des marges des petits détaillants, l'autorisation pour ceux-ci de pratiquer des tarifs majorés la nuit, et enfin la détermination d'une formule liant le montant des rabais maximum autorisés à la marge de gros théorique - différence entre le prix maximum à la pompe et le prix sortant de la raffinerie.

Ces mesures, si elles sont effectivement adoptées, ne devraient pas manquer de provoquer la grogne des petits détaillants, lesquels assurent ne pouvoir lutter à armes égales avec les grandes surfaces. Elles devraient permettre à ces derniers, qui avaient choisi, pour certaines, d'enfreindre les règlements en pratiquant des rabais supérieurs à la norme autorisée, de revenir dans la légalité.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFF - Omnium Financier de Paris

Le conseil d'administration de l'OFF - Omnium Financier de Paris, réuni le 29 septembre 1983, a examiné la situation provisoire de la société (maison mère) au 30 juin 1983.

À cette date, le bénéfice après impôt s'élevait à 69,7 millions de francs contre 54,9 millions de francs pour le premier semestre de l'exercice précédent. Ce bénéfice est supérieur à la moitié de celui attendu pour l'ensemble de l'exercice.

quelques plus-values de cessions ayant été enregistrées au cours du premier semestre. Sans imprévu, le bénéfice de l'exercice 1983 devrait être supérieur d'un tiers à celui de l'exercice précédent, qui avait atteint 95,6 millions de francs.

Un certain nombre d'opérations d'investissement ont été réalisées par le groupe depuis le début de l'exercice pour un total de 42 millions de francs.

COMPAGNIE OPTORG

La situation du bilan arrêtée au 30 juin 1983 fait apparaître pour le premier semestre un bénéfice de F 2 164 463, auquel s'ajoute une plus-value sur cession d'actifs immobiliers de F 7 928 001, soit un total de F 10 092 464, contre un bénéfice de F 21 620 780 - incluant des plus-values de cession de titres de participations et de placements de F 830 781 - pour le premier semestre 1982.

Ce résultat s'inscrit avant toute constitution de provisions pour impôts ou pour dépréciation de participations et de créances.

La situation de certaines filiales - françaises notamment - et les mesures de restructuration au cours d'exécution chez deux d'entre elles impliquent en fin d'exercice de nouvelles provisions, dont le montant devrait cependant être sensiblement inférieur à celui enregistré dans les comptes de 1981 et 1982.

Avec les réserves d'usage, il semble dès lors possible d'envisager pour l'exercice 1983 un résultat bénéficiaire en progression sur celui de 1982.

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration de C.D.E. s'est réuni le 28 septembre 1983, sous la présidence de M^{me} Paule Dutoir, pour analyser l'activité et les résultats du premier semestre de l'exercice.

Les prêts bénéficiant d'une aide de l'État accordés au premier semestre 1983 sont en progression de 9,1 % par rapport à ceux accordés au premier semestre 1982 (12 milliards contre 11 milliards). L'encours correspondant à ces prêts est passé de 43,4 milliards à la fin de 1982 à 47 milliards au 30 juin 1983.

Le montant des prêts non aidés accordés pendant la même période a augmenté de 29,3 % (1,6 milliard contre 1,3 milliard). L'encours de ces prêts est passé de 14 milliards fin 1982 à 14,5 milliards fin juin 1983.

Le résultat du premier semestre 1983 s'est établi, avant impôts et provisions, à 27,6 millions de francs contre 29,7 millions de francs au premier semestre 1982, ce dernier chiffre incluant d'importants produits exceptionnels.

INVEST IN AMERICA'S CITIES

Three days in Zurich are worth more than three months in the U.S.A.

ZUSPA CONVENTION CENTER, Zurich, Switzerland - October 17, 18, 19 & 20, 1983

AN EXHIBITION

500 American Mayors and businessmen from 100 cities will answer your specific questions. Discover cities with assets valuable to your business. Meet community leaders who can assist you. Get the facts about proximity to markets, incentives, facilities, natural resources, quality of life, and more.

A CONFERENCE

Experts will present taxation, legal, immigration, financing and other up-to-date seminars which can affect your decision to:

- expand your business into America
- establish a joint venture with an experienced U.S. firm
- license your technology to an American manufacturer
- acquire into U.S. real estate investment opportunities

If these are your interests, INVEST IN AMERICA'S CITIES is for you. There is no better way to prepare yourself for making an investment in America.



PRE-REGISTRATION is advised. For further details contact: USCA INVEST IN AMERICA'S CITIES, Swiss-American Commerce, Zurich 4120 8001 ZÜRICH, SWITZERLAND. Telephone: 01-251 29 64. Telex: 813448

DEUXIÈME ASSUREUR FRANÇAIS

Les Assurances Générales de France se décentralisent à Toulouse et à Bordeaux

Le grand nombre des informations à traiter, caractéristique du métier de l'assurance, a longtemps constitué un obstacle à la décentralisation. Les développements de l'informatique et les progrès réalisés par la Compagnie dans ce domaine permettent désormais de fournir, à distance et en temps réel, les informations nécessaires aux gestionnaires. C'est cela qui a rendu possible une véritable décentralisation.

Après Reims, Marseille, Lyon, Tours et Rennes, l'inauguration d'une nouvelle Délégation à Toulouse, qui précède de quelques semaines celle de Bordeaux, marque une étape importante dans la politique de décentralisation menée par les A.G.F. depuis 1972. Mise en œuvre de manière progressive, l'implantation régionale a permis d'atteindre trois objectifs fixés à l'origine : offrir un meilleur service à la clientèle en se rapprochant des réseaux commerciaux, participer plus activement à la vie économique des régions, procurer de meilleures conditions de vie au personnel de la Compagnie.

Apporter un meilleur service à la clientèle

En se rapprochant de leur clientèle et de leurs intermédiaires, notamment des agents généraux, les A.G.F., grâce à de meilleurs contacts, veulent améliorer la qualité de leurs services.

Chacune des Délégations Régionales assure en effet la gestion des affaires décentralisées, de l'établissement du contrat au règlement du dommage.

Ainsi, l'assuré perd son caractère anonyme, les contacts sont plus faciles, la communication des dossiers plus rapide, le « suivi » des affaires plus personnalisé. Par l'intermédiaire de l'Agent Général, des liens s'établissent progressivement entre l'assuré et le responsable de ses contrats à la Délégation. C'est un élément important du service offert par les A.G.F. à leur clientèle.

Une gestion allégée et des circuits administratifs plus courts contribuent aussi à ce résultat et permettent une meilleure efficacité commerciale.

Une deuxième étape de cette décentralisation, engagée en 1983, vise à renforcer les Délégations en donnant plus de responsabilités aux délégués, aux cadres et aux inspecteurs qui animent les régions. Ainsi, les Délégations Régionales ne sont plus seulement des centres adminis-

tratifs de gestion mais deviennent véritables plates-formes commerciales.

Participer plus étroitement à la vie des régions

Pour les A.G.F., l'ouverture de sept Délégations dans les principales métropoles régionales a plus qu'une valeur de symbole :

- De 1972 à 1983, plus de 1 000 postes de travail ont été créés en province, soit par recrutement sur place, soit par transfert du personnel parisien volontaire. Ainsi, 40 % des effectifs administratifs du Groupe sont aujourd'hui installés en province.

- L'implantation dans les régions crée une synergie avec la vie sociale et économique régionale ; elle permet de soutenir plus efficacement l'économie locale en répondant mieux à ses besoins. C'est par ailleurs dans ce but que le Groupe participe, aux côtés d'industriels et d'organismes financiers locaux, au capital des quinze S.D.R. (Sociétés de Développement Régional), qui concourent au financement des entreprises régionales. En 1983, les A.G.F. sont le principal actionnaire dans un tiers des S.D.R. Au niveau national, elles détiennent, dans l'ensemble de ces sociétés, la participation la plus importante.

De meilleures conditions de vie et de travail pour le personnel

En créant de nombreux emplois en province, les A.G.F. répondent à l'aspiration de ceux qui veulent « vivre et travailler au pays ».

Elles permettent aussi au personnel parisien qui le souhaite de s'installer en province ; la priorité lui est en effet accordée pour occuper les emplois créés dans les Délégations Régionales.

D'autres conséquences méritent d'être signalées :

- Des relations de travail plus harmonieuses marquent les unités de dimension « humaine » que sont les Délégations Régionales (250 à 300 personnes) ;
- Un effort est fait pour développer l'autonomie et la polyvalence des collaborateurs ;
- Enfin, les bâtiments, récemment construits, offrent un cadre de travail moderne et agréable.

Les A.G.F. à Toulouse

La compétence géographique de la Délégation Régionale de Toulouse s'exerce sur les régions Midi-Pyrénées (Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne) et Limousin (Corrèze, Creuse et Haute-Vienne). Elle emploie 680 personnes environ, dont 270 administratifs, 410 commerciaux, et s'appuie sur 138 agences générales. Elle gère près de 500 000 contrats et a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de l'ordre de 540 millions de francs, soit 5 % environ du chiffre d'affaires directs du Groupe en France.

Le siège de la Délégation est situé 78, allée Jean-Jaurès, à Toulouse (tél. (61) 63-11-80). Il comprend 5 000 mètres carrés de bureaux, 228 personnes y travaillent : personnel déjà implanté à Toulouse et regroupé, collaborateurs venus de Paris, personnes recrutées sur place. Depuis l'ouverture, près de 100 postes de travail supplémentaires ont été créés.

Donnant sur les nîmes Jean-Jaurès, le plus grand arbre de Toulouse, au long de laquelle se développent les activités « tertiaires », l'immense et en même temps tout proche du centre historique de la ville. Son ossature de béton est recouverte de plaques traitées et de briques rouges qui permettent à sa silhouette très contemporaine de s'intégrer de façon harmonieuse dans le paysage toulousain.

Les A.G.F. à Bordeaux

La compétence géographique de la Délégation Régionale de Bordeaux s'exerce sur les régions Aquitaine (Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques) et Poitou-Charentes (Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne). Elle emploie 900 personnes environ, dont 290 administratifs, 610 commerciaux, et s'appuie sur 172 agences générales. Elle gère 536 000 contrats et a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de l'ordre de 620 millions de francs, soit 5,7 % environ du chiffre d'affaires directs du Groupe en France.

Le siège de la Délégation est situé 5 et 6, esplanade Charles-de-Gaulle, à Bordeaux (tél. (56) 83-80-22). Il comprend près de 10 000 mètres carrés de bureaux, 216 personnes y travaillent : personnel déjà implanté à Bordeaux et regroupé, collaborateurs venus de Paris, personnes recrutées sur place. Depuis l'ouverture, près de 100 postes de travail supplémentaires ont été créés.

Achevé en novembre 1982, l'immeuble est situé dans le quartier Mériadeck, proche du parc et de son bassin d'agrément, et jouxte l'immeuble de la Préfecture ainsi que celui de la Communauté Urbaine de Bordeaux.

العدد 1550

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

29 septembre

Irégulier

Par un cas mouvement de balancier dont il a le secret, le marché parisien, qui gagnait 0,1 % à l'ouverture, en repartait pratiquement au point au son de cloche final sans que cette volte-face soit liée le moins du monde à des facteurs précis.

Certes, les dernières prévisions de l'INSEE en matière de production industrielle (une baisse est escomptée pour les prochains mois) ne sont guère de nature à donner du cœur à l'ouvrage à la communauté boursière, mais voilà bien longtemps que la Bourse de Paris se trouve en « overdose » sans guère tenir compte du contexte économique.

Pas plus que de l'orientation des cours à Wall Street, d'ailleurs, où le repli constaté depuis deux jours est considéré comme une nécessaire opération d'assainissement des positions.

A Paris, les échanges sont équilibrés mais un certain nombre de titres cherchent à se distinguer. C'est ainsi que Messier et Nobel Bozel, initialement « réservés à la hausse », en raison d'un nombre d'achats trop important, gagnent respectivement 10,7 % et 5,7 % alors que cette dernière avait perdu 6,3 % la veille.

Parmi les autres principales hausses de la séance figurent Ciments Français, Agence Havas, Mumm, Lyonnaise des Eaux, Stignaux et Arjomani, avec des gains de 4 à 5 %.

Partagé entre le Commissariat à l'énergie atomique et la C.G.E., qui tous deux lui tendent les bras, Creusot-Loire perd près de 7 % en raison de cette incertitude, et parmi les autres replis les plus importants figurent Valroux, Imetal, Saubines, Poclain et Penarroya, avec des écarts de 4 à 5 %.

L'or retombe de 414 à 409,50 dollars l'once sur le marché international, tandis que le lingot perd 300 F à 107.000 F et le napoléon 8 F à 671 F.

Très léger repli du dollar-titre : 10,60/63 F.

NEW-YORK

29 septembre

Plus calme

Le ton est apparu plus calme jeudi à Wall Street, où le volume des échanges a été ramené à 73,7 millions d'actions contre 75,8 millions la veille, et il est évident que de nombreux investisseurs ont préféré s'abstenir de prendre position à la veille de la traditionnelle publication des statistiques relatives à l'évolution hebdomadaire de la masse monétaire américaine.

La pression à la baisse constatée depuis quarante-huit heures s'est atténuée. Mais les fabricants d'ordinateurs individuels ont été affectés par le prochain lancement, par I.B.M., d'un produit entrant dans cette gamme. Par ailleurs, les mines d'or ont reculé dans le sillage du métal précieux, tandis que Republic Steel et L.T.V. Corp. figuraient en tête des valeurs les plus actives après l'accord conclu entre les deux sidérurgistes prévoyant le rachat de Republic Steel par L.T.V. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a cédé 1,83 point, à 2.401,14.

I.C.I. bientôt coté

Imperial Chemical Industries (I.C.I.), le géant britannique de la chimie, devrait faire son entrée officielle le 1^{er} novembre prochain à Wall Street.

Déjà cotées sur des marchés européens, les actions I.C.I. se négocieront jusqu'à présent sur les places américaines sous la forme de certificats de dépôts américains.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	46 3/4	46 5/8
A.T.T.	65 1/4	65 1/2
Bell	47 3/4	47 7/8
Chemical Bank	51 3/4	51 3/4
Du Pont de Nemours	36 7/8	37 1/4
Eastman Kodak	64	62 1/2
Exxon	47 3/4	47 1/2
General Foods	74 1/4	73 1/2
General Motors	72 1/4	72 1/2
IBM	128 1/2	128
J.P. Morgan	44	43 1/2
L.T.V.	40 7/8	40 5/8
Messier	55 1/4	55 1/2
Nobel Bozel	28 1/4	28
Union Carbide	66 1/8	66 3/4
U.S. Steel	47 1/8	46 1/2
Westinghouse	43	42 3/4
Xerox Corp.	43	42 3/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GROUPE BIC. - En annonçant ses résultats semestriels, Bic multinational fait état d'un bénéfice net (part du groupe) de 137,1 millions de francs, en augmentation de 32 % sur les six premiers mois de l'exercice précédent, l'augmentation du bénéfice d'exploitation étant sensiblement du même ordre (+ 31 %, à 330,2 millions), tandis que le chiffre d'affaires passe de 2,45 à 2,73 milliards de francs (+ 11 %) d'une période à l'autre.

Pour la seule société Bic, qui se négocie en Bourse près de ses plus hauts niveaux de l'année, le bénéfice net a toutefois régressé de 10 %, à 46,3 millions de francs, tandis que le bénéfice d'exploitation était en hausse de 2 %, à 63,1 millions, sur un chiffre d'affaires (hors taxes) de 323,9 millions (+ 5 %).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 = 31 déc. 1982)

Valeurs françaises 29 sept. 1347,2
Valeurs étrangères 1534,1

C DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 = 31 déc. 1982)

Indice général 29 sept. 138,2
Indice des valeurs 139,3

Taux du marché monétaire

Effet du 30 sept. 12,5 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) 237,55 / 236,95

VALLOUREC. - Après 117 millions de francs d'amortissements, le résultat du premier semestre 1983 se traduit par une perte de 66,2 millions de francs contre un bénéfice net de 123,6 millions de francs pour les six premiers mois de 1982, après 123 millions de francs d'amortissements. Dans le même temps, le chiffre d'affaires a reculé de 22,8 % pour s'inscrire à 3,56 milliard de francs, tandis que les ventes consolidées étaient en retrait de 12,8 %, à 7,6 milliards de francs. La société précise, dans un communiqué, qu'elle poursuit l'adaptation de ses structures « pour faire face à un carnet de commandes qui reste encore déprimé ».

AMERICAN EXPRESS. - Aux termes d'un accord définitif conclu entre le groupe American Express et la société Allgeheys, la première filiale de cette dernière, l'investisseur Diversified Services Inc. (D.S.I.) fusionnera avec American Express. Cette opération d'un montant total de 773 millions de dollars s'effectuera au cours du troisième trimestre 1983 et, pour le reste, sous forme de 11,5 millions d'actions ordinaires American Express. Spécialisée dans les assurances et les voyages, la société financière I.D.S. possède plus de 137 millions de dollars de fonds propres et de capitaux gérés.

AU PRINTEMPS. - Légère baisse du bénéfice net de la chaîne de magasins au premier semestre 1983 : 31,2 millions de francs contre 38,7 millions (en tenant compte de l'abandon de la Sepac au premier semestre 1982).

BOURSE DE PARIS Comptant 29 SEPTEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
3 %	2,862	2,862	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Forcher	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Sud. Alumineries	323	310
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Tanaco	425,50	436,50
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20	78,20	Thomson	59,90	59,90
5 %	3,301	3,301	Départ. Rég. P.C.E. (L.)	112,50	112,30	Procter & Gamble	172,10	170,20	Femmes d'Alg.	78,20</				

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « Le dévergondage fiscal », par Serge-Christophe Kolm; LU: Andropov au pouvoir, de Jaurès Medvedev; LET-TRES AU MONDE.

ÉTRANGER

34. LE DÉBAT SUR LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE
4. AMÉRIQUES
46. EUROPE
- GRANDE-BRETAGNE: le congrès des travaillistes à Brighton.
6. AFRIQUE
7. PROCHE-ORIENT
- L'évolution de la situation au Liban.

POLITIQUE

8. Les journées parlementaires dans l'opposition et la majorité.
9. L'élection municipale de Sarcelles.

SOCIÉTÉ

10. L'arrestation du meurtrier de Gerdine Lacour.
- EDUCATION: le débat sur l'enseignement privé.
12. SPORTS
- RELIGION: l'ouverture du sixième synode des évêques.
- AÉRONAUTIQUE: les difficultés d'Airbus.

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

15. LES LEÇONS DE L'ÉTÉ DELORS.
- M^{me} Bouchard et la chasse.
16. Balade à la carte: sur les crêtes du Pilat.
- Budget 1984: le coup de semonce de l'automne et l'hiver.
16 à 20. Chasse: Pêche, Taumachie; Hôpisme; Plaisirs de la table; Philatélie; Jeux.

CULTURE

21. MUSIQUE: Musica 83 en Alsace.
- EXPOSITIONS: affiches et enseignes ne de Parades.
- DANSE: la compagnie José Limon au Théâtre de Paris.
23-24. COMMUNICATION: télévision par câble.

ÉCONOMIE

26. LE PROJET DE BUDGET POUR 1984: Mer; Environnement; Recherche; Emploi.
27. SOCIAL
27-28. AFFAIRES: l'État cherche à redéfinir ses choix pour le groupe Boursier.
29. MONNAIES.
- AUTOMOBILE: bonne tenue des exportations des marques françaises.
30. ÉTRANGER: le projet de budget italien.
- ÉNERGIE.

RADIO-TÉLÉVISION (24) INFORMATIONS « SERVICES » (14): Musées: les Invalides; Journal officiel; Loto; Météorologie. Annonces classées (25 et 26); Carnet (12); Programmes des spectacles (22 et 23); Mots croisés (20); Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde » daté 30 septembre 1983 a été tiré à 500 843 exemplaires.

(Publicité)

Dale Carnegie®:



Parlez avec efficacité

SACHEZ CONVAINCRE en public et en privé, créer le contact, mettre en valeur votre personnalité. Carnegie propose dans 52 pays un entraînement pratique et progressif. Conférences d'information avec intervention d'anciens participants:

Lundi 3 Octobre, 19 h.
Vend. 7 Oct., 19 h.

33, av. de Wagram (M^o Etoile) Paris 8^e

Programmes de formation Carnegie® présentés par G. Wayne 3/954.61.06.

A B C D E F G

AVANT LA RÉUNION DE LEUR CONGRÈS

Les radicaux de gauche veulent être les artisans de l'ouverture

La cause est entendue. M. Jean-Michel Baylet, député du Tarn-et-Garonne, gardera les fonctions de président du M.R.G. qu'il exerceait par intérim depuis le 30 avril dernier, après que M. Roger-Gérard Schwartzberg, entré au gouvernement, s'en fut démis. Le congrès, qui se tient ces samedi 1^{er} et dimanche 2 octobre à Paris, entérinera ainsi — malgré la présence d'une candidate, M^{me} Arlette Tardif, adjointe au maire socialiste de Rennes — la décision prise il y a six mois par la direction du parti. Si le millier de délégués attendus se vident ainsi des hommes qui ont fait les moments chauds des congrès radicaux, en revanche ils ne pourront faire l'économie de se poser quelques questions à défaut de répondre à toutes.

Le montage audiovisuel sur le dixième anniversaire du parti pourrait servir de prétexte à une première interrogation: pourquoi le M.R.G.? Au lendemain de l'élection présidentielle et plus encore de la victoire remportée par le parti socialiste aux législatives de 1981, certains craignaient qu'il n'y ait de place pour eux à côté d'un allié devenu hégémonique. L'une des tâches du successeur de M. Michel Crépeau à la présidence du parti, M. Schwartzberg, élu au congrès d'octobre 1981, fut de rendre vains ces doutes d'ordre existentiel.

Reste à savoir ce que peut faire aujourd'hui le M.R.G. La présence de deux des siens au gouvernement (M.M. Crépeau et Schwartzberg), le vote de ses parlementaires et les prises de position de ses porte-parole depuis trois mois permettent de juger de l'attachement des radicaux de gauche à la majorité présidentielle. Sur le plan de la solidarité, le bilan est positif. Mais il est assorti d'une volonté d'ouverture.

Les déceptions électorales enregistrées par la gauche depuis son accession au pouvoir justifient, s'il en était besoin, ce dessein. La majorité — si elle entend rester la majorité — doit s'élargir. La relative frustration ressentie par les radicaux — provoquée par le choix fait par M. Mitterrand, au début de son septennat, de M. Michel Jobert pour organiser le centre gauche — a été compensée par l'insuccès, en la matière, de l'ex-ministre du commerce extérieur.

Le M.R.G. tient à démontrer qu'il est le mieux placé pour repousser les frontières de la majorité et que l'organisation du centre gauche passe par lui. La prochaine campagne d'affichage du mouvement illustre assez bien cette volonté, puisque l'un des slogans retenus est: « Rejoignez l'espace du dialogue ».

Dans l'esprit de la plupart des dirigeants, cet appel est naturellement destiné aux radicaux vains, même si la personnalité de M. Didier Bariani est considérée, par beaucoup, comme un handicap. Mais cet appel ne se limite pas à l'horizon de la réunification de la famille radicale. Sur ce plan, les initiatives et les contacts individuels entre tous ceux qui se situent aux marges de l'opposition permettent ce qui ne peut se faire au niveau des appareils des partis.

Sur quoi cela débouchera-t-il? La création d'un club de réflexion? Une telle initiative serait censée faciliter dans un cadre certes formel mais souple la réflexion. La constitution d'une liste pour les élections européennes? La décision apparaît tout à fait prématurée aux dirigeants du M.R.G., ce qui n'empêchera nullement les congressistes d'en discuter.

Moins épineux que ces choix stratégiques sera l'adoption du projet « Répondre au présent — préparer l'avenir », dont la discussion a continué tout l'été et qui fera l'objet d'un ultime peaufinage en commission, samedi matin. Constatant que le déficit budgétaire, les dépenses sociales et surtout la pression fiscale ont atteint les limites du tolérable, les auteurs du projet proposent de privilégier l'épargne et l'investissement. À ces propositions d'ordre économique s'ajoute la préoccupation de répondre au souci des catégories socio-professionnelles les plus proches du radicalisme. Ainsi l'accent est-il mis sur la nécessité de développer l'initiative individuelle sans pour autant négliger l'initiative collective face à l'État.

Reste l'un des constants soucis des radicaux: leur souhait de voir s'insérer au plus tôt la représentation proportionnelle, dont l'introduction dans la loi électorale municipale leur a permis, en mars dernier, de résister, mieux que leurs alliés de gauche, à la poussée de la droite.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Fine de collection à des prix exceptionnels

NOBILIS - FONTAN

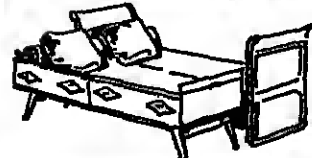
proposé papiers peints, tissus unis, jacquards et imprimés
QUI NE SERONT PLUS RÉDITÉS

du lundi 26 septembre au samedi 8 octobre inclus, 10 h 30 à 18 h 30

38, rue Bonaparte, 75008 Paris

LE SPECIALISTE DU LIT GIGOGNE

création et fabrication exclusive



G. GUIM

16, rue du Fg Saint Antoine

Tél.: 307.63.17

Catalogue contre 5 timbres à 2.00 F.

Une Patek Philippe
ne dit pas que le temps.

Elle dit aussi
qui vous êtes.



Aldebert

16, place Vendôme
1. bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honore
Palais des Congrès, Porte Maillot

Saint-Gobain va acquérir 15 % du capital de Technip

Le groupe Saint-Gobain va prendre une participation de 15 % dans le capital de Technip, la première société française d'ingénierie. Cette entrée de la société dirigée par M. Fauroux s'opérera en deux temps. D'une part, Saint-Gobain rachètera quelques pour cent à certains actionnaires actuels de Technip, notamment à l'Institut français du pétrole. D'autre part, le groupe souscrira à une augmentation de capital qui lui sera réservée. A l'issue de ces opérations qui coûteront 22 millions de francs à Saint-Gobain, le capital de Technip sera réparti entre l'Institut français du pétrole (40 %), Elf-Aquitaine (25 %), Saint-Gobain (15 %), C.D.F.-Chimie (4 %), le C.E.A. (14 %), la C.F.P. (Fechner),

Créé en 1958 par l'I.F.P., Technip était à l'origine spécialisée dans la construction « clés en main » d'équipement de forage pétrolier ou de traitement du gaz. Depuis, la société a cherché à diversifier ses activités vers la construction d'usines (cimentaires, sucreries, brasseries). Son domaine traditionnel d'activités représentait encore plus de 60 % de son chiffre d'affaires, 12,6 milliards de francs, dont plus de 80 % à l'exportation.

J.-M.O.

Vers un lent dénouement du conflit dans les centres de tri

Le conflit dans les centres de tri postaux ouvre la mi-septembre tendu lentement à s'atténuer, après les mesures annoncées le 28 septembre par M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T.

Selon le ministère, le 30 septembre au matin, les centres de tri de Nice, Marseille et Bobigny demeurent bloqués. A l'inverse, par exemple, ceux de Lyon, Lille et Créteil fonctionnent normalement, que les jours précédents. A Lille, selon notre correspondant, les grilles ont été levées le 29 septembre et les piquets de grève supprimés, les équipes de jour ayant décidé la veille la reprise du travail, comme l'avait fait la brigade de nuit quelques heures plus tôt. Le mouvement se poursuit néanmoins sous forme de débrayages d'une heure par service, alors qu'on semble s'acheminer vers un accord direction-syndicats. Si ce climat de détente se confirme, le retard pourrait être résorbé en quelques jours. En dépit de ce retour à la normale, une quarantaine de chefs d'entreprises adhérents au S.N.P.M.I. ont manifesté le 28 devant l'hôtel central des postes à Lille.

Au total, une vingtaine de centres demeurent perturbés. A Nice, l'administration a loué un local où travaillent cent cinquante non-grévistes: « La population et notamment les entreprises reçoivent leur courrier », a déclaré M. Dauget, directeur général des Postes.

Interrogé le 29 septembre sur cette grève, M. Bergeron a déclaré: « Les syndicats ne sont pas écoutés. Nous sommes à la merci de situa-

● Relèvement du SMIC. — Le Journal officiel du 30 septembre publie un arrêté signé par le ministre des affaires sociales portant sur le relèvement de 2 % du SMIC à compter du 1^{er} octobre. Le taux horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance passe ainsi à 22,33 F contre 21,89 F au 1^{er} juillet dernier.

● Les footballeurs du Paris-S.G. rencontreront la Juventus de Turin au deuxième tour de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe. En Coupe de l'U.E.F.A., Laval et Lens seront respectivement opposés à l'Austria de Vienne et au Royal Antwerp. Paris-S.G. recevra son adversaire pour le match aller, le 19 octobre. Laval et Lens se déplaceront. Les matches retour sont fixés au 2 novembre.

LE PREMIER
MAGASIN DE TISSUS
A DROITE,
EN REMONTANT LES
CHAMPS-ÉLYSÉES.

RODIN
TISSUS
COUTURE

L'ORIGINALITÉ
ET L'ESPRIT
DE LA MODE
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Au Soudan

LA LÉGISLATION ISLAMIQUE ENTRÉE EN VIGUEUR

Khartoum (A.F.P., Reuters). Quelque trois mille personnes — l'ensemble des détenus incarcérés dans toutes les prisons du Soudan — ont été libérées le jeudi 29 septembre aux termes d'une amnistie décrétée à l'occasion de la mise en œuvre d'une « nouvelle législation islamique ». Parmi les bénéficiaires de la mesure figurent un nombre indéterminé de prisonniers politiques, dont un membre du comité central du parti communiste (interdit), M. Tigany El-Tayeb Babiker.

Le maréchal Némery, le chef de l'État, a déclaré au cours d'une cérémonie tenue à la prison de Kober (au nord de Khartoum) qu'une « page était ainsi tournée » et a averti les anciens prisonniers qu'ils seraient désormais considérés comme des citoyens ordinaires par la charia islamique.

Le président Némery avait, la semaine dernière, précisé que la nouvelle législation serait fondée sur le principe de « l'œil pour œil »: « Flagellation pour consommation d'alcool, amputation de la main droite pour vol, lapidation pour adultère et décapitation ou paiement du prix du sang pour meurtre ». Il avait ajouté que les gens devraient se tenir convenablement et que les hommes devraient abandonner la port de bijoux et se conduire « de façon masculine » sous peine de châtiements appropriés.

LA RENTRÉE DES SYNDICALISTES SANCTIONNÉS

Les policiers révoqués persistent et signent

« S'il faut recommencer, nous recommencerons (...) à manifester, à nous pencher sur la mort de nos collègues », promet M. Didier Gandossi. « Dans quelques jours, la semaine prochaine, vous m'entendrez parler, et à voix aussi haute que par le passé », assure M. Rémy Halbwax. Ils sont tous deux des policiers au chômage. « Sans ressources », précise le second. Vivant « d'amour, d'eau fraîche et de syndicalisme », assure le premier.

Deux conférences de presse, jeudi 29 septembre, pour une même rentrée, celle des révoqués du 3 juin. M.M. Halbwax et Gandossi sont en effet les deux principaux syndicalistes policiers sanctionnés après les deux manifestations qui s'en suivirent, le 3 juin, l'une sous les fenêtres du garde des sceaux, l'autre jusqu'aux grilles du ministère de l'Intérieur.

Confirmé dans ses fonctions de président de la Fédération professionnelle indépendante de la police (F.P.I.P.) au terme d'un congrès extraordinaire, l'ex-gardien de la paix Gandossi est serin. Son mouvement s'est « réorganisé », a adopté de « nouveaux statuts », étoffé son équipe dirigeante, et atteint aujourd'hui six mille adhérents.

Classée à l'extrême droite par ses adversaires, la F.P.I.P. tient à « affirmer sa volonté légaliste, son

attachement aux institutions républicaines et son indépendance des partis politiques ». Son obsession: « la crême et la voyoucratie », que les « réformistes » officielles ne pourraient enrayer. On apprendra aussi, car la Fédération diffuse aimablement la biographie de son président, que M. Gandossi est « passionné par les grands classiques », précise le second. Vivant « d'amour, d'eau fraîche et de syndicalisme », assure le premier.

M. Halbwax est plus secret. Il promet une rentrée tout entière pour la prochaine semaine mais, pour l'heure, s'en tient au compte rendu acerbe d'une récente entrevue de l'Union des syndicats catégoriels de la police (U.S.C.P.) avec M. Gaston Defferre. Toujours secrétaire général en titre de l'U.S.C.P. et de sa principale organisation, le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.), l'ex-gardien Halbwax n'a pu en être, bloqué aux grilles de la place Beauvau.

D'autres syndicalistes estiment scandaleuses les sanctions « disparates », tombées durant l'été, avec, assure M. Ferdinand Le Dain, « des procès-verbaux d'audition tronqués ». Et, puisque le ministre ne veut pas les lever, « nous n'aurons plus la même attitude que par le passé avec le pouvoir », conclut M. Roger Flattet, président de l'U.S.C.P., qui appelle déjà « tous les policiers à manifester au sein du cortège de la C.G.C. le 3 octobre ».

Un appel à la rue, discret toutefois.

EDWY PLENEL.

UN MALFAITEUR EST TUÉ PAR UN GENDARME

Le voleur d'une camionnette, Pierre Daubert, vingt et un ans, a été tué le jeudi 29 septembre, dans l'après-midi, à Mions (Rhône) par un gendarme lancé à sa poursuite.

Pierre Daubert, qui habitait dans une caravane à Saint-Priest (Rhône), avait été pris en chasse par une patrouille de Saint-Laurent-Mure, alors qu'il récupérait une Estafette récemment volée à un commerçant de la région. Le malfaiteur s'engageait à très vive allure dans une rue menant à une école primaire, lorsque l'un des gendarmes, « craignant pour les enfants », a tiré à deux reprises dans sa direction.

PIANO: LE BON CHOIX



- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 305,39 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix: 25 marques, plus de 200 modèles exposés. Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

السلامة